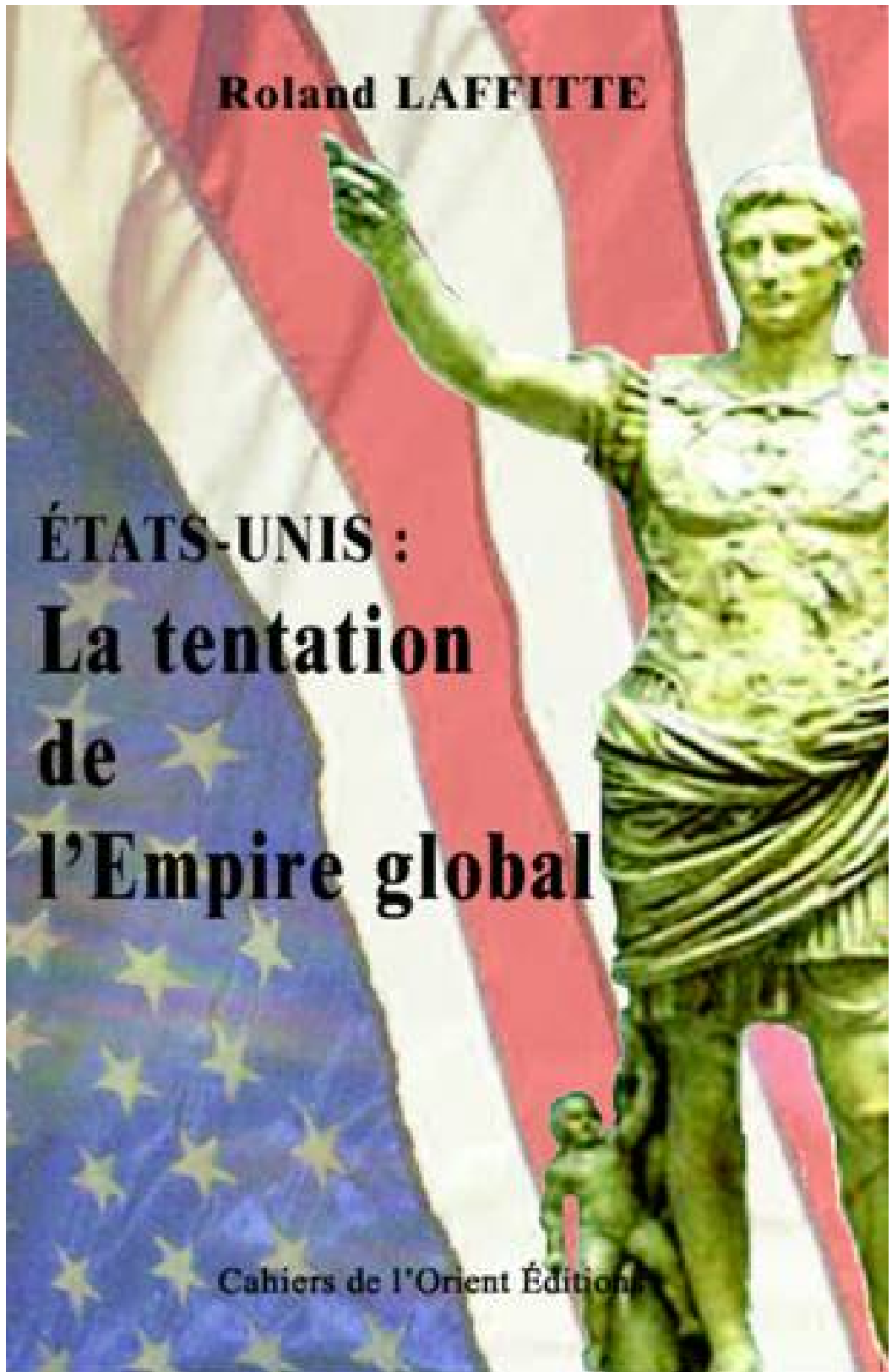


**Roland LAFFITTE**

**ÉTATS-UNIS :  
La tentation  
de  
l'Empire global**

Cahiers de l'Orient Éditions



## SOMMAIRE

Prologue : Stupeur et colère .....	7
Première Partie : L'essor paradoxal de l'Empire américain .....	9
Montée en puissance des États-Unis .....	12
L'arène planétaire, espace vital de l'Empire .....	15
Premiers signes de contestation de l'hégémonie par les alliés et contre-attaque de l'Empire .....	19
Monopole de l'espace et avance technologique, clés de la suprématie planétaire .....	24
Fuite en avant dans l'empire à crédit .....	27
Le privilège impérial .....	34
Les tributaires renâclent .....	41
Notes.....	43
Deuxième Partie : Le besoin d'hégémonie mondiale .....	47
Chute du mur de Berlin et rêves d'empire global .....	48
Contenir les adversaires et ligoter les alliés.....	51
Contrôler l'aire arabo-islamique .....	57
L'épouvantail de l'Islam.....	62
<i>Iraca delenda est</i> .....	69
Émergence de l'État gangster.....	74
Une religion pour l'Empire .....	81
Notes.....	96

Troisième Partie : L'avenir se décide en Iraq

Le Pearl Harbor de George W. Bush .....	105
Baghdad : le Rubicon est franchi .....	110
Le nouvel impérialisme et les Barbares .....	117
Fracture dans l'« Occident » .....	121
Domination par le chaos .....	126
Danse sur le volcan arabo-islamique .....	135
Des accents d'apocalypse.....	146
Notes.....	152
Épilogue : Éviter l'abîme .....	159

*« La grande force motrice des oligarques est  
leur conviction de faire le bien ».*

Jack London, *Le Talon de fer*.

## PROLOGUE

### **Stupeur et colère**

Notre planète fut témoin en 2003 de la démonstration de force la plus inouïe faite par l'armée la plus puissante du monde contre un petit pays exsangue et paralysé. Un pays terrassé par vingt années de guerres meurtrières, maintenu la tête sous le talon par douze années d'un blocus meurtrier pour les populations civiles et destructeur pour ce qui restait d'une armée déjà liquéfiée. Un pays ligoté, aux défenses aériennes anéanties par des bombardements de la coalition lors de la Guerre du Koweït et régulièrement poursuivis depuis des années par les forces aériennes des États-Unis et de Grande-Bretagne. Et c'est ce pays à bout de forces qui fut cependant présenté contre toute vraisemblance comme un danger pressant pour l'humanité.

Il y eut des objectifs affichés, avancés en bouquets complets ou séparément et dans un ordre variable : désarmement de l'Iraq, menace contre les États-Unis, lien avec Al-Qaida et le « terrorisme international », caractère humainement insupportable du régime du Baath et établissement dans le pays d'une démocratie servant de modèle à la région, restitution des richesses pétrolières au peuple iraquien qui en était dépossédé par son régime, etc. La stupeur qui fut la nôtre, en tant que témoins de cette agression, ne vient pas tant de la détermination de l'administration de George W. Bush que de l'aplomb avec lequel elle se crut obligée de dispenser de pieux mensonges au *vulgum pecus* pour accréditer l'idée d'un danger immédiat. Paul Wolfowitz lui-même, un des idéologues du Pentagone, n'a-t-il pas fini par avouer que « la présence d'armes mortelles en Iraq n'était qu'un prétexte "bureaucratique" » pour faire accepter plus facilement la guerre d'Iraq<sup>1</sup> ?

Il fallait en tout état de cause d'énergiques poussées surgies des tréfonds d'un pays qui s'est, un temps au moins, largement soudé à son administration belliciste pour pouvoir bafouer de la sorte les règles les plus communément admises du droit international dont les États-Unis eux-mêmes avaient été les promoteurs. Il fallait d'urgentes raisons pour passer outre aux avis et mises en garde de la grande majorité des États, pour piétiner une opinion mondiale forte d'un refus d'une ampleur jusqu'ici inconnue, et pour renouer ainsi avec les méthodes des puissances impérialistes des siècles passés dont le monde incrédule pensait s'être débarrassé avec la fin des guerres coloniales. George W. Bush n'a-t-il pas clairement manifesté la volonté des États-Unis de remodeler la carte politique du Moyen-Orient ?

Une fois la stupeur passée, reste la colère suscitée par la dénégation brutale de nos rêves humains de construire un monde plus respectueux les uns et des autres. Nous avons assisté impuissants à la

furie guerrière, despotique et arrogante, ne connaissant d'autre loi que celle de la force et du mépris, ne laissant d'autre choix que soumission ou élimination. Nous avons subi, atterrés, le spectacle la destruction systématique d'un État constitué, avec son armée, ses administrations et tout ce qui rendait possible la vie sociale dans un pays déjà éprouvé. Nous sommes aujourd'hui les témoins douloureux de la désinvolture avec laquelle la puissance occupante affronte ses responsabilités de reconstruction d'un pays meurtri.

D'où sont venues ces irrésistibles pulsions de puissance solitaire et de brutalité impétueuse de l'État le plus puissant de la planète ? Pourquoi ce besoin d'humilier le Monde arabe et islamique en occupant un des lieux hautement symboliques de sa grandeur, en abandonnant Bagdad aux pillards ? Lors du sac de la ville par les conquérants mongols en 1258, ces derniers ne prétendaient pas venir en libérateurs ! Après sa victoire militaire incontestable mais sans panache, l'Empire américain se satisfera-t-il de cette expédition ou sera-t-il tenté par d'autres aventures ? Où mène-t-il le monde ? Autant de questions auxquelles le présent ouvrage voudrait apporter sinon les réponses du moins un certain éclairage.

Cette étude fut ébauchée dans une série de conférences, données entre 2000 et 2003, sur les *Dessous stratégiques de la mondialisation*, lesquelles reprenaient le fil de travaux publiés lors de la Guerre du Koweït en 1990-1991. Au cours de ce cycle de conférences, les événements rendirent impérieuse la recherche de la signification du 11 septembre 2001 puis celle de la Guerre d'Iraq. La chute de Bagdad poussa à formaliser cette étude et décida de son angle d'attaque. Elle fut menée d'avril à août 2003 et ses résultats sont ici présentés dans la forme définitive qu'elle prit à cette date. Sa publication à plus d'un an de distance, même après la réélection confortable de George W. Bush et l'écrasement des insurgés d'Al-Falluja, n'a pas conduit à changer le propos et les conclusions mais a sim-

plement conduit à quelques commentaires qui permettent de mieux intégrer les événements majeurs survenus dans des seize mois écoulés. Ils trouvent leur place en notes de bas de page.

Paul Balta, Gilbert Moreau et Mohammad H. Yakoub ont nourri cette étude de leurs critiques et de leurs conseils bienveillants. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés.

Paris, le 17 novembre 2004.

---

<sup>1</sup> Voir *Le Monde*, 30/05/2003.



## 1<sup>ÈRE</sup> PARTIE :

### **L'essor paradoxal de l'Empire américain**

« L'Amérique a gagné la Guerre froide, mis dans sa poche la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie, pulvérisé la Serbie et l'Afghanistan et, *en passant*, mis en lumière l'inconséquence de l'Europe, avec étalage d'une énorme supériorité militaire. Nous dominons tous les champs de l'effort humain, de la fabrication des films jusqu'à la finance. Nous régnons sur le monde culturellement, économiquement, diplomatiquement et militairement comme personne ne l'a fait depuis l'Empire romain », écrivait en février 2002 un des chantres de la nouvelle politique, Charles Krauthammer, éditorialiste du très néoconservateur *Weekly Standard*<sup>1</sup>. Il faut dire que la comparaison avec Rome est devenue depuis le 11 septembre 2001 un exercice de style journaliste imposé<sup>2</sup>. Et il y a des raisons pour cela. C'est une idée prisée par les nouveaux maîtres du monde, comme en témoigne cette autre affirmation prise parmi des centaines d'autres : « L'Amérique possède une puissance et une influence sans précédent. Selon tous les critères traditionnels de mesure de la puissance

d'un pays, elle détient une position sans équivalent depuis l'époque où Rome dominait le monde méditerranéen »<sup>3</sup>. Que dirait-il aujourd'hui, après que l'Empire, fort d'avoir terrassé l'Iraq de Saddam Hussein, inspire son effroi à la Syrie et au Proche-Orient et suscite chez tous, grands et petits États du monde, une admiration sans borne ou une sainte terreur ?

Dix années plus tôt, à quelques jours du déclenchement de la Guerre du Koweït, Jeane Kirkpatrick, qui fut membre de l'équipe de la Sécurité nationale de Ronald Reagan et son ambassadrice aux Nations unies jusqu'en 1985, livrait une réflexion qui pouvait sembler bien étrange : pour elle, les prises de position de George Bush père sur les différents plans de la scène planétaire démontraient « clairement que les États-Unis ne veulent pas rester sur la touche quand la Communauté européenne assure la direction du monde. Il réclame un rôle substantiel pour Washington et pour Tokyo »<sup>4</sup>. Faut-il croire que la décennie passée, avec l'impressionnant rebond économique des États-Unis des années Clinton, a complètement balayé les craintes de George Bush père ? En réalité, les deux remarques n'appartiennent pas au même plan temporel. Alors que les apologistes de l'Amérique romaine glorifient le présent, on ne peut comprendre la pseudo-confiance de Jeane Kirkpatrick qu'en opérant une projection du devenir de leur pays à 25/30 ans, comme font les artisans de la réflexion géopolitique. C'est en effet en fonction de ses intérêts vus à cet horizon stratégique que, dépassant la pression des intérêts contingents, ceux-ci esquissent les chemins que prendront les États. Autant dire qu'il s'agit là de questions peu agitées devant les électeurs par lesquels les hommes politiques sont élus pour 4 à 5 ans. Jeane Kirkpatrick signifiait clairement, dans le passage précité, que la politique de George Bush père était motivée par l'inquiétude du déclin de l'Empire américain, raison déjà chevillée au cœur des préoccupations auxquelles répondait la première Guerre du Koweït<sup>5</sup>.

Rien là de vraiment original. Le thème du déclin était déjà à la mode à l'époque puisque, juste avant ces événements, un livre comme celui de Paul Kennedy, qui s'interrogeait sur les conditions historiques de la grandeur et de la chute des grandes puissances, contribuait à le lancer<sup>6</sup>. Pour cet auteur, un ordre mondial passe par trois phases. La première correspond à celle de l'hégémonie, la seconde à celle de la contestation et la troisième, dans laquelle la puissance prééminente décline relativement aux autres et où le système interétatique se caractérise par davantage d'égalité entre les États, est celle du déclin. Ce déclin fut par exemple clairement mis en évidence par Clyde Prestowitz qui s'inquiétait, à la fin des années 80, de la puissance montante du Japon<sup>7</sup>. Immanuel Wallerstein saisissait à cette époque la balle au bond et pronostiquait pour le début du XXI<sup>e</sup> siècle la constitution de deux blocs concurrents : l'un, nippo-américain dirigé par le Japon, l'autre russo-européen dirigé par l'Europe occidentale<sup>8</sup>... En France, Jacques Attali reprenait cette perspective et écrivait au début des années 90 : « Si l'Ouest sait associer l'Est du continent à son développement, il pourra prétendre au statut de cœur de l'économie mondiale, devenir son espace le plus peuplé, le plus riche et le plus créatif. Sinon ce sera le Japon »<sup>9</sup>. Celui qui était alors conseiller spécial de François Mitterrand exprimait bien le rêve de certains milieux européens de redonner au Vieux Continent, après un siècle de repli forcé, la suprématie mondiale, et on ne pouvait être surpris de savoir que sa nomination au pilotage du projet de création de la BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement), lancé à Londres en mai 1990 pour l'intégration des pays de l'Est dans l'économie de marché, ne fut guère appréciée à Washington...

La littérature sur le déclin ne s'est vraiment pas tarie même après la Guerre du Koweït qui vit pourtant une manifestation éclatante de la prééminence des États-Unis sur la scène économique mondiale.

On eut bien une manifestation d'optimisme libéral infantile quand Francis Fukuyama annonça « la fin de l'Histoire »<sup>10</sup> mais, très vite, Samuel P. Huntington revint, dans le *Choc des civilisations*, sur le « déclin de l'Occident », espace qui regroupe chez lui l'Amérique du nord et l'Europe occidentale<sup>11</sup>. Il pouvait d'ailleurs se revendiquer de brillants prédécesseurs : n'est ce pas au sortir de la Première Guerre mondiale qu'Oswald Spengler parlait déjà de *Déclin de l'Occident*<sup>12</sup> et au tournant des années 50 qu'Arnold Toynbee abordait aussi ce thème dans *L'Histoire, un essai d'interprétation*<sup>13</sup> ? Pour ce qui concerne plus spécifiquement le déclin des États-Unis, la problématique fut vigoureusement reprise au milieu des années 90 par William Kristol et Robert Kagan, deux des théoriciens de la nouvelle politique développée par l'administration Bush fils : ils s'insurgèrent contre le fait que les États-Unis souffraient d'un « consensus mou » acceptant le déclin de la puissance étasunienne dans le monde comme inévitable et plaidèrent pour une « politique néo-reaganienne »<sup>14</sup>. Tout récemment Immanuel Wallerstein se devait de récidiver<sup>15</sup>, et nous avons bénéficié en France de la très stimulante étude d'Emmanuel Todd intitulée *Après l'Empire*<sup>16</sup>.

Certes, parler de déclin peut paraître curieux au moment précis où les États-Unis sont souvent présentés, pour reprendre l'expression d'Hubert Védrine, comme une « hyperpuissance ». Robert Kagan, dont nous venons tout juste de parler, affirmait récemment : « La puissance économique américaine, tout comme sa capacité de rayonnement culturel, sont considérables. Mais c'est la combinaison avec une superpuissance militaire, sous-estimée en Europe, qui me fait dire que l'Amérique n'est qu'au début d'une longue ère hégémonique »<sup>17</sup>. Il est vrai que les États-Unis réalisent aujourd'hui à eux seuls plus de 40% des dépenses militaires du monde, soit presque autant que tous les autres grands pays réunis, et viennent d'infliger à la planète, par la conquête de Bagdad, la preuve irréfutable d'une

supériorité et d'une efficacité militaires redoutables et pour longtemps sans rivales. Mais le caractère massif et brutal de ces faits cache un paradoxe qui tient en ceci : au moment où, grâce à l'effondrement de l'Empire soviétique, les États-Unis imaginent à portée de main leur rêve de direction du monde né d'une situation de prééminence économique absolue qu'ils connurent en 1945, voilà que leur puissance économique relative n'est désormais plus à la hauteur de leur volonté politique et que leur direction se trouve précisément contestée par la revendication politique d'un « monde multipolaire ». La gigantesque panne électrique qui frappa plus de 60 millions de personnes dans la nuit du 13 au 14 août 2003 inflige le rappel cruel des réalités. L'ancien secrétaire d'État à l'énergie, Bill Richardson qui s'écriait à cette occasion : « Nous sommes une superpuissance du monde avec un réseau électrique du Tiers Monde »<sup>18</sup>. Un événement parfaitement emblématique de la situation où l'Empire américain croit pouvoir enfin marcher seul vers les cimes, au moment même où les bases économiques de la puissance passée se rétrécissent...

### **Montée en puissance des États-Unis**

Les États-Unis sont entrés dans l'Histoire par une glorieuse guerre d'indépendance qui a laissé dans cet immense pays une tradition anticoloniale, du moins à l'encontre des puissances de la Vieille Europe. C'est ainsi qu'à la suite des guerres d'indépendance contre l'Angleterre et l'Espagne, le président James Monroe érigeait « en principe impliquant les droits et les intérêts des États-Unis, que les continents américains, de par la condition libre et indépendante qu'ils ont conquise et maintenue, ne peuvent plus dorénavant être considérés comme sujets de future colonisation par aucune puissance

européenne »<sup>19</sup>. Les États-Unis n'en ont pas moins montré très tôt des tendances expansionnistes certaines. D'abord avec la colonisation du Grand Ouest, ce vaste espace situé entre les deux océans : l'autre face de la conquête de la « terre de liberté et de justice » fut l'élimination du peuple autochtone, et ce avec la bonne conscience de la mission religieuse d'un « nouvel Israël », d'un nouveau « peuple élu » entrant en Canaan. Ensuite avec la guerre qui enleva au Mexique en 1846-1848 une partie considérable de ses territoires, avec la justification d'une autre mission, celle d'une « destinée manifeste » qui, selon l'expression même forgée par le juriste new-yorkais expansionniste John L. Sullivan<sup>20</sup>, impliquait l'exigence d'étendre largement leur territoire non seulement à l'Ouest mais aussi au Sud et d'y porter la civilisation.

Certes, les États-Unis intervinrent outremer dès leur naissance. Faut-il rappeler que la flotte océane fut créée en 1794 avec le Naval Act ? Cette loi lançait la construction de six frégates destinées à protéger les voies méditerranéennes contre les corsaires des États de la « Côte barbaresque », et les premières expéditions outremer furent précisément menées en 1801 contre Tripoli et le pacha Youssouf par le commodore Edward Prebble, et en 1815 contre Alger et le dey Omar par le commodore Arthur Decatur. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le centenaire des « Guerres barbaresques » (*barbary wars*) vient d'être l'occasion d'en mobiliser le souvenir pour les besoins des combats présents, comme l'atteste cette affirmation d'un responsable du Centre d'histoire navale du Département de la Marine quand il écrit : « La plupart des parallèles que j'ai vu établir dans les médias entre les Guerres barbaresques d'il y a 200 ans et la guerre actuelle contre le terrorisme me semblent valides »...<sup>21</sup> Est-il également nécessaire d'évoquer cette autre expédition célèbre, celle du commodore Matthew Perry qui força à la canonnière les ports du Japon en 1853 ? Il ne s'agissait toutefois, encore à cette époque, que

de protéger ou d'ouvrir les voies commerciales de la Grande Nation. Tout change avec le XX<sup>e</sup> siècle dans lequel les États-Unis entrèrent au son du canon avec la guerre hispano-américaine où il s'agissait désormais d'éliminer les puissances européennes du continent, bref de poursuivre l'expansionnisme territorial à l'échelle des deux Amériques. La destruction de l'escadre vétuste du contre-amiral Patricio Montojo le 1<sup>er</sup> mai 1898 dans la baie de Manille prouva la supériorité technologique écrasante de l'unité navale flambant neuve de l'amiral George Dewey. Les Philippines, Cuba, Porto Rico furent alors enlevés à l'Espagne en 1898.

Une remarque n'est peut être pas inutile ici pour évoquer la psychologie de l'Empire naissant. Nous sommes à la veille de la guerre avec l'Espagne qui visait à la mainmise sur ses colonies et dont le prétexte fut donné par l'explosion du bâtiment de guerre Maine qui sombra le 15 février 1898 dans le port de La Havane avec 266 marins. L'état d'esprit des dirigeants étasuniens ressort bien d'une missive du sous-secrétaire d'État à la Défense d'alors, John C. Beckenridge, écrite au Commandant de l'armée des États-Unis, le Lieutenant Général Nelson A. Miles. On y dénonce « l'immoralité », les « passions fortes et la grande sensualité » de la majorité de la population de Cuba, « sa notion vague du bien et du mal », « sa recherche du plaisir, non pas par le travail, mais par la violence » et « comme conséquence logique de son immoralité, son mépris de la vie ». Et l'on couche sur le papier les consignes suivantes : « Nous devons nettoyer le pays, y compris en ayant recours aux moyens que la Divine Providence usa sur les cités de Sodome et de Gomorrhe. Nous devons détruire tout ce qui est à portée de feu de nos canons. Nous devons imposer un blocus rigoureux de telle manière que la faim et sa compagne de toujours, la maladie, mine les populations civiles pacifiques et décime l'armée cubaine »<sup>22</sup>. Nous pouvons à présent fermer cette parenthèse.

Faut-il rappeler que le but affiché de l'intervention fut « la libération de Cuba du joug espagnol » ? On assista immédiatement après à l'épisode de la création de Panama, enlevé à la Colombie à la suite d'une révolte dûment provoquée en 1903 et protégée par la flotte des États-Unis, nouvel État sur lequel ils se payèrent immédiatement en se taillant tel Shylock, une livre de chair : ils prélevèrent pour leur compte la zone du canal. Puis ce fut la main mise sur Haïti en 1905 et sur la République dominicaine en 1907. La vieille formule qui résumait la doctrine Monroe en proclamant « L'Amérique aux Américains » devait désormais être entendue comme « l'Amérique aux États-Unis ». C'est ce qu'on appelle le « corollaire Roosevelt » qui, selon Henry Kissinger lui-même, proclame « le droit des États-Unis à intervenir sur le continent non pas seulement pour empêcher les ingérences extérieures, mais aussi, et peut-être surtout, pour défendre et protéger les intérêts nationaux des États-Unis »<sup>23</sup>...

Comme Jean-Luc Godard le fit un jour remarquer, c'est faire peu de cas des Argentins ou des Brésiliens que d'accepter ce fait accompli : l'accaparement métonymique par un seul pays d'un nom qui s'applique logiquement à tout un continent. On est loin du temps où un cartographe de Saint-Dié, Martin Waldseemüller, calligraphia un beau jour de 1507 sur un planisphère, quelque part à l'endroit de ce qui est aujourd'hui le Brésil et pour désigner les terres de l'hémisphère austral à l'ouest de l'océan Atlantique, le nom *America*. Soyons donc raisonnables et limitons le recours à l'épithète d'« américain » aux seuls cas où il est indiscutable que nous parlons des États-Unis d'Amérique. Il en est ainsi dans l'expression d'« Empire américain » car nous ne connaissons à ce jour qu'une seule puissance impériale dans le continent qu'à la suite d'Amerigo Vespucci, nous appelons le « Nouveau Monde », en oubliant que des peuples y avaient, bien longtemps avant l'arrivée de Christophe Colomb, fait éclore de brillantes civilisations.



Mais revenons à la montée en puissance des États-Unis. Leur véritable entrée sur la scène mondiale s'opéra avec la Première Guerre mondiale, quand ils débarquèrent en 1917 avec deux millions d'hommes. Déjà devenus la première puissance industrielle de la planète, ils sortirent des hostilités dans le camp des vainqueurs comme créancier net des puissances de la Vieille Europe, ruinées par leurs orgies fratricides. Le président Woodrow Wilson fit sensation à la conférence de Versailles où il formula *ex cathedra* sa vision d'un monde libéral, largement ouvert aux bénéfices d'un commerce sans entrave, et organisé en une véritable « société des nations » cessant de s'affronter à tort et à travers comme elles l'avaient fait jusque là et s'attelant désormais à régler pacifiquement leurs conflits dans un forum *ad hoc*. Il usa de toute la puissance tranquille des États-Unis pour promouvoir cette conception, ce qui le conduisit à se heurter de façon assez rude aux intérêts des vieux empires coloniaux, la Grande-Bretagne et la France. De cet effort naquit la Société des Nations, ancêtre de l'ONU, grâce à un traité qui n'eut pourtant pas l'heur d'être entériné par le Sénat des États-Unis où le président en exercice rencontra une forte l'hostilité. Il succomba en effet devant les attaques conjuguées des tendances isolationnistes qui ne voulaient pas se mêler des affaires du monde tant qu'on ne venait pas déranger le pays sur son sol même, et celle des républicains menés par Theodore Roosevelt. Ce dernier, qui s'était illustré comme officier dans la guerre contre l'Espagne et, comme président, dans la construction du canal de Panama, était partisan de faire valoir les intérêts des États-Unis sur la scène mondiale, désormais devenue l'arène naturelle de la puissance de son pays, sur le même mode que celui déjà expérimenté dans les chasses gardées américaines : « *Speak softly and carry a big stick...* ». Nous sommes déjà là en présence de deux politiques internationales concurrentes. L'une prétend parvenir au consensus des États en combinant la discussion bienveillante et l'usage prudent de la puissance sur la base de

l'intérêt collectif, l'autre solitaire et musclée, celle du « gros bâton » sur la base de l'intérêt national exclusif : il s'agit d'une anticipation du débat actuel entre « multilatéralisme » et « unilatéralisme »...

### **L'arène planétaire, espace vital de l'Empire**

Lorsque nous parlons de mondialisation, nous concevons en général le processus sous le seul angle économique. Mais comme nous le rappelle l'historien Jacques Legoff, les différentes mondialisations<sup>24</sup> qu'a connues l'histoire démontrent qu'il s'agit d'un phénomène complexe qui est aussi politique et culturel qu'on ne saurait lire du seul observatoire économique sans le rendre incompréhensible. En fait, aucun processus de mondialisation, même du point de vue purement économique, n'est vraiment naturel. Pour qu'il puisse s'accomplir, il exige en effet la convergence de plusieurs acteurs. Il faut d'abord compter sur les commerçants, les industriels audacieux et les financiers. Ils désirent naturellement se libérer les obstacles à la libre circulation de leurs marchandises, de leurs hommes et de leurs capitaux, du simple fait que chacun cherche les facteurs de production les moins dispendieux et les débouchés les plus juteux dans l'arène la plus large. D'où la théorie du libre échange, arborée comme étendard de ces exigences. Mais il ne faudrait pas oublier que les États tendent à composer avec elles, à les favoriser ou à les contenir, et ce pour des raisons économiques, sociales, politiques et idéologiques. En fait, il n'y a jamais eu de mondialisation, même partielle, aucune « économie-monde », aurait dit Fernand Braudel<sup>25</sup> ou, exprimé autrement, aucun système étendu au monde connu par les peuples concernés, sans un « cœur », c'est-à-dire une puissance qui la facilite et en assume les grandes lignes et l'architecture. L'assyrienne fut forgée par l'écrasement des cités araméennes et

phéniciennes et l'ouverture des voies méditerranéennes par Assurnasirpal II, la perse esquissée par la conquête de l'Égypte par Cambyse, la grecque dessinée par les conquêtes d'Alexandre, la romaine taillée à la pointe des épées des légions, la chinoise modelée par la mise à genoux d'une kyrielle de principautés rivales par la puissante armée de Qin Shi Huangdi. Plus prêt de nous, les linéaments du marché mondial furent tracés par des guerriers marchands portugais ou les conquistadores espagnols. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la Grande-Bretagne n'eût pu s'emparer du drapeau du libéralisme économique déployé en son île par des hommes comme Adam Smith pour le faire flotter sur les marchés du monde entier sans l'assurance du monopole des mers et la mainmise sur un empire colonial prodigieux dont l'Inde était le joyau et sans un jeu subtil d'équilibre entre les puissances continentales.

Or il existe au XX<sup>e</sup> siècle une puissance dont les intérêts se sont, davantage encore que pour d'autres, fondus avec les besoins d'unification du marché mondial : les États Unis d'Amérique. Il serait étonnant que ce phénomène eût échappé aux tenants du libéralisme étasunien lui-même. Le journaliste Thomas L. Friedman, trois fois prix Pulitzer pour ses reportages sur le Proche-Orient, est trop réaliste pour ne pas savoir que la « main invisible du marché » chère à Adam Smith « ne peut fonctionner sans un poing invisible ». Selon lui, « McDonald ne peut prospérer sans McDonnell Douglas, le constructeur de F-15. Et le poing invisible qui rend le monde sûr pour les technologies de la Silicon Valley s'appelle United States Army, Navy et Marine Corps ». Ces réflexions s'appuient chez lui sur la référence à Robert Kagan, convoqué à titre d'historien de la politique étrangère et devenu depuis un des théoriciens en vue de la nouvelle administration : « Les bonnes idées et les bonnes technologies nécessitent un pouvoir fort pour les promouvoir par l'exemple et les protéger en vainquant sur les champs de bataille »<sup>26</sup>.

Comme la Grande Bretagne puissance insulaire, héritiers des principes du libéralisme, les États-Unis ont cherché à formaliser l'arène mondiale libérale mais discrètement régulée, au sortir de la Première Guerre mondiale comme nous l'avons vu précédemment avec Woodrow Wilson. En un sens, Jean-François Revel a raison de voir dans ce qu'il appelle l'« antimondialisation », à laquelle il assimile toute réserve sur la mondialisation libérale, et l'« anti-américanisme », par lequel il stigmatise toute critique de l'administration des États-Unis, des formes de refus du libéralisme. Mais la vraie question est de savoir si la dénonciation du libéralisme est ou n'est pas légitime. On connaît la réponse de cet auteur : le libéralisme n'est pas une idéologie, mais la simple réalité...<sup>27</sup> Alain-Gérard Slama va plus loin encore en faisant de l'« anti-américanisme » un fourre-tout des haines barbares lorsqu'il écrit à propos des manifestations antiguerre du 15 février 2003 dans le monde : « Le gouvernement français a tout intérêt à se démarquer des slogans d'un anti-américanisme dominé par la haine du capitalisme, du matérialisme et de l'universalisme, voire teinté, pour les mêmes raisons, d'antisémitisme »...<sup>28</sup>

Ces considérations ne sont pas une vaine digression. Elles cherchaient à établir que l'arène planétaire s'est vite imposée comme espace vital de la puissance étasunienne. Entrevue lors de la Grande Guerre par Woodrow Wilson, la formalisation de cet espace fut la grande affaire de Franklin D. Roosevelt qui, avec l'épanouissement militaire des États-Unis sur terre, mais surtout dans le ciel et sur mer, crut pouvoir imposer la suprématie de son pays sur deux plans. Le premier, économique, est celui d'un marché libre mondial régulé au plan économique avec le FMI (Fonds Monétaire International) et le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), avant même la création de l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Économique) qui se limita au bloc occidental, une fois

consommée la rupture avec le bloc soviétique. Le second, politique, était celui de l'ONU. Mais derrière le rideau de la scène officielle et publique, se tenait l'artisan et le garant de cet ordre, la première puissance militaire du monde. Une puissance forte de sa gigantesque capacité de mobilisation guerrière, auréolée par la victoire sur les pays de l'Axe et nimbée de la force morale conférée par une société conquérante et innovante dans tous les domaines de l'activité sociale, y compris celui des sciences et celui de la culture, avec le jazz, l'essor d'un cinéma généreux et de magnifiques écrivains comme Dos Passos, Hemingway ou Faulkner, une puissance militaire enfin s'appuyant sur une machine économique produisant à elle seule près de la moitié de la richesse mondiale mais forte aussi, ne l'oublions pas, de la terreur inspirée par l'usage des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki... Si une telle organisation de la planète au sortir de la Seconde Guerre mondiale faisait tomber sa direction politique dans les mains d'un comité de vainqueurs, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, dans lequel l'administration Roosevelt pensait assurer le pilotage, elle faisait tomber toutes les manettes de l'économie mondiale dans les mains de Washington du fait de sa prééminence économique et financière qui permit au dollar d'être sacré monnaie internationale aux accords de Bretton Woods.

On pouvait s'attendre à ce que cette énorme puissance économique fît peur à l'Empire soviétique. Ce dernier ne pouvait pas ne pas voir dans le plan Marshall une menace pour ses récentes possessions d'Europe de l'Est dont le contrôle était indispensable pour assurer une puissance militaire que la seule économie russe ne permettait pas. Il en résulta la formation du bloc de l'Est qui contraria largement l'ordre mondial voulu et recherché par Franklin D. Roosevelt. Les intentions politiques de direction consensuelle à la Wilson cédèrent donc, dès Harry Truman, la place au « gros bâton » de la tradition républicaine pendant la Guerre froide avec le nouvel enne-

mi ainsi découvert et proclamé. Dans ce contexte, fut revitalisée la vision géostratégique née au début du siècle dans l'Empire britannique, avec des hommes qui, comme Alfred T. Mahan puis Halford J. Mackinder, s'étaient posé la question de savoir comment une puissance maritime pouvait assurer son hégémonie en contrôlant le *Heartland* ou puissance continentale<sup>29</sup>. On prêta ainsi l'oreille au discours de Nicholas J. Spykman qui voyait les États-Unis comme les héritiers de la Grande-Bretagne en tant que puissance maritime. La puissance continentale ou *Heartland* était désormais constituée par l'Union soviétique, ce qui mena à la politique de l'endiguement (*containment*) constitué par le *Rimland* ou « anneau » maritime allant de l'Europe occidentale à la Chine en passant par le Proche et Moyen-Orient et le Subcontinent indien.

Si l'Empire américain a bien des caractéristiques propres, il n'a cependant rien d'« un empire malgré lui », une sorte d'« empire par défaut » qui aurait occupé à contre cœur la place à lui laissée par l'impéritie ou la lâcheté des autres pays qui auraient renoncé aux outils de la puissance. Il n'a rien de l'empire « à son corps défendant » que voudrait nous faire croire un vulgarisateur du libéralisme comme Alain Minc. Cet auteur feint en effet de voir dans les États-Unis une sorte d'agent neutre de la mondialisation, un peu comme, dans la théorie libérale, la monnaie serait un agent neutre de l'économie. Si l'on suit son raisonnement, critiquer les méfaits de la mondialisation libérale reviendrait dans ces conditions à faire preuve d'« anti-américanisme »<sup>30</sup>. En réalité, les États-Unis sont bien un empire revendiquant non pas un simple rôle de *primus inter pares* mais la direction du monde. Comme cela s'est manifesté à plusieurs reprises à travers les administrations démocrates et républicaines qui se sont succédées, il ne s'est pas seulement agi de gouverner par l'exemple, mais bel et bien d'imposer son point de vue à ses pairs par l'usage de la puissance à ses intérêts exclusifs. Il suffirait

d'évoquer la politique de Franklin D. Roosevelt vis-à-vis de la France pendant la guerre et la réaction du général de Gaulle pour s'en convaincre.

### **Premiers signes de contestation de l'hégémonie par les alliés et contre-attaque des États-Unis**

Dès le milieu des années 1960 se firent entendre les premiers craquements dans la suprématie incontestée de l'hégémonie américaine sur ses alliés dans la sphère baptisée « Monde libre » face au camp soviétique, craquements dus à la reconstitution de la puissance économique des pays d'Europe et du Japon. Des déficits commerciaux répétés conduisirent à l'affaiblissement du dollar dont le statut de monnaie internationale conférait alors un privilège jugé excessif à aux États-Unis. Un pays ordinaire ne peut se payer des entreprises à l'étranger que grâce à des excédents dégagés par son commerce extérieur. En bonne logique monétaire, ce sont ces excédents qui permettent de réunir les fonds qui autorisent le financement des investissements à l'étranger. Or les États-Unis, dérogeant à la règle commune, continuaient malgré les déficits à développer leurs investissements directs, accroissant ainsi leur pouvoir grâce à la seule prévalence du dollar. Cela n'alla pas sans provoquer de réactions des Européens et des Japonais qui se sentaient lésés. On se souvient de l'algarade lancée le 4 février 1965 par le général de Gaulle sur les conseils de Jacques Rueff, lorsqu'il dénonça le privilège du dollar qui permettait aux États-Unis de « s'endetter gratuitement vis-à-vis de l'étranger » et réclama une réforme du FMI ainsi que le retour à l'étalon or, attaque que l'on pourrait résumer par : « Reprenez vos dollars et rendez-nous notre or ! »<sup>31</sup>. De tels conflits d'intérêts menèrent à l'ébranlement du système monétaire international fondé

sur le dollar. Les crises monétaires répétées à partir de 1971 conduisirent aux réévaluations du yen et du mark, puis aux dévaluations successives du dollar. Ce qui poussa Richard Nixon au coup d'État monétaire qui consista à décréter, le 15 août 1971, la démonétisation de l'or... La crise pétrolière de 1973 et le coup porté aux grandes compagnies nord-américaines firent naître la menace que les pays pétroliers ne se missent à recycler leurs recettes dans les systèmes bancaires européen et japonais, hors de la sphère des finances anglo-saxonnes. La crise pétrolière de 1973, la crise productive de 1974-1975 et la défiance vis-à-vis du dollar qui leur fut consécutive provoquèrent l'envolée du cours de l'or comme valeur refuge : l'once d'or qui avait été fixée par le Trésor à 35 dollars en 1935 et qui était restée stable jusqu'en 1970, commença à monter à 38 dollars en 1971, 42,22 dollars en 1973 et se déchaîna alors littéralement pour atteindre les 850 dollars en 1974 ! Le naufrage du *gold exchange standard*, c'est-à-dire le système monétaire international né à Bretton Woods, était patent. Il ne restait plus qu'à l'enterrer, ce qui fut fait avec les accords de la Jamaïque, lesquels instituèrent en 1976 un nouveau système monétaire avec une nouvelle monnaie mondiale, les DTS (Droits de Tirage Spéciaux) dans lequel le dollar était, du moins théoriquement, ravalé à une place proportionnelle à celle de l'économie étasunienne dans l'économie mondiale...

Parallèlement, l'enlisement de la plus puissante armée du monde au Vietnam ternissait le prestige de l'Empire et détériorait son autorité morale, faisant voler en éclats sa tradition de « puissance anticoloniale ». Il est remarquable que, selon Paul Kennedy, l'« autorité normative » soit un élément de la puissance ou, dit en d'autres termes, que « l'hégémonie » en tant que phase où le rôle dirigeant d'un État va de soi, puisse être considérée comme une « composante morale de l'hégémonie ». Le corollaire de cette analyse est que la perte d'autorité et de direction de l'opinion publi-



que, à l'intérieur comme à l'étranger, doit être prise comme une marque décisive de déclin<sup>32</sup>. Et l'on ne sera pas étonné que c'est, entre autres critères, parce que la guerre du Vietnam contribua fortement à « détruire la position de supériorité morale mythique » de l'Empire américain qu'Immanuel Wallerstein fait commencer avec elle son processus de déclin<sup>33</sup>.

Ajoutons que la défaite immense subie par la plus grande puissance de la planète face à un petit peuple était de nature à favoriser dans le monde toutes sortes de contestations. Cela conduisit, en réaction, l'Empire américain à montrer ses griffes. On se souvient de la riposte de Henry Kissinger lorsque Michel Jobert, faisant un pas vers les revendications insistantes du Tiers Monde, notamment après le sommet des Non-alignés à Alger en 1973, prôna non sans courage et panache un dialogue euro-arabe : il martela avec insistance et brutalité que l'Europe n'étant qu'« une puissance régionale », n'avait aucune légitimité à tisser des liens interrégionaux, mission qui revenait de droit aux seuls États-Unis en tant que « puissance mondiale »... Personne n'a oublié non plus avec quelle sauvagerie le gouvernement populaire de Salvador Allende fut éliminé au Chili sous l'impulsion directe du même Henry Kissinger. On entra ainsi en 1975, après trente années de stabilité relative que l'on a appelées après Jean Fourastié « les Trente glorieuses », dans une période d'instabilité, de crises économiques et de recomposition des relations industrielles, sociales et internationales. Nouvelle crise pétrolière de 1979, nouvelles gifles à l'orgueil de la première puissance du monde avec la révolution islamique en Iran...

La première contre-attaque de l'Empire américain devant ce cours inquiétant de recul de son poids économique relatif peut se lire dans sa réaction à la crise de 1975, laquelle tient en quelque sorte du réflexe. Les États-Unis avaient parfaitement conscience que leur puissance était proportionnée au développement du marché libre

mondial. Le journaliste Thomas L. Friedman le confirme pour ses concitoyens : les États-Unis sont « le pays qui bénéficie le plus de l'intégration économique globale »<sup>34</sup>. Ils étaient par ailleurs parvenus, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, à convaincre la vieille Europe que les entre-déchirements meurtriers de 1914-1918, poursuivis et aggravés par les déchaînements funestes de 1939-1945, étaient dus au repli des différents États sur leurs chasses gardées respectives, comme cela était particulièrement clair après la crise de 1929. Il allait donc de soi que la réaction naturelle à une nouvelle crise productive consistât en l'intensification de la mondialisation. C'est ainsi que le libéralisme s'imposa *de facto* comme valeur universelle.

Cette réaction, quasi-instinctive au départ, trouva sa théorisation dans le néolibéralisme qui s'attacha à mettre à bas toute l'architecture économique et sociale érigée par le New Deal et l'ère rooseveltienne, sous les attaques réitérées des néolibéraux, de Friedrich August von Hayek, Nobel d'économie en 1974, à Arthur Laffer, en passant par Milton Friedman et l'école de Chicago ainsi que des cercles de réflexion comme The Heritage Foundation, créée en 1973 dans le but de « faire reculer l'État providence ». Le brave John M. Keynes fut accusé d'avoir commis un véritable blasphème à l'encontre des Pères fondateurs de l'économie politique en prônant, comme il s'en était montré coupable, la correction des dysfonctionnements du marché par une politique volontariste de l'État alors que, selon les termes du prix Nobel d'économie 1974, Friedrich August von Hayek, « c'est la soumission de l'homme aux forces impersonnelles du marché qui, dans le passé, a rendu possible le développement d'une civilisation qui sans cela n'aurait pu se développer ; c'est par cette soumission que nous participons quotidiennement à construire quelque chose de plus grand que ce que nous tous pouvons comprendre pleinement »<sup>35</sup>. Parallèlement à la valorisation du libre-

échange sur le plan international, on assista à des attaques en règle contre tout ce qui avait fait en son temps les succès de l'administration Roosevelt. Sur le plan économique, on leva haut l'étendard du « moins d'État ». Sur le plan social, un Charles Murray se rendit célèbre en réclamant, dans un ouvrage qui est aujourd'hui le véritable bréviaire social de George W. Bush et de son ministre de la Justice, John Aschcroft, la suppression des programmes de lutte contre la pauvreté<sup>36</sup>. Ses récriminations ne le cèdent en rien aux antiques fulminations d'un Thomas R. Malthus contre une britannique « loi sur les pauvres », accusée en son temps de détruire l'harmonie et la beauté universelles instituées par les lois spontanées du marché, considérées comme un cadeau de la Divine Providence. Sur le plan économique, la trop keynésienne idée selon laquelle l'État se devait de donner à la demande en panne un tour de manivelle, subit un véritable tir de barrage. On lui opposa une « théorie de l'offre » fondée sur l'idée chère à Arthur Laffer et à ses amis selon laquelle l'économie ne pourrait repartir qu'en redonnant confiance aux employeurs. Un tel point de départ semble frappé au coin du bon sens, mais les conclusions avancées furent qu'il fallait se conformer à toutes les lubies libérales du moins d'impôts, moins de charges, moins de réglementation, etc. Cela devait mener à démanteler la protection sociale des salariés, à réduire le pouvoir des syndicats et, comme par miracle, à accroître, dans la répartition de la richesse produite, la part des profits au détriment des salaires. C'est ainsi que se prépara la grande offensive néolibérale de l'administration Reagan.

Revenons au plan international. Nous avons assisté, au long de ces trente dernières années, à l'intensification des négociations dans le cadre du cycle de l'Uruguay du GATT, ce qui mena à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Nous avons été témoins, en même temps, de la constitution de zones régionales plus

marquées comme l'Union européenne, le Marché commun d'Amérique du Sud (Mecosur), l'Association of Southeast Asian Nations (ASEAN), l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA) et, tout récemment, la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) avec le Sommet de Québec de 2001. Les États-Unis ne se contentent d'ailleurs pas d'approfondir les relations économiques dans leurs zones d'échanges traditionnelles. Ils n'hésitent pas à se servir du libre-échange comme machine de guerre économique contre leurs amis... Nous savons ainsi que l'Europe est le premier partenaire commercial des pays du Maghreb et du Machreq et que l'Union européenne proposa au Sommet de Barcelone de 1995 un Partenariat Euro-Méditerranéen (PEM), d'ailleurs suspecté non sans raison d'arrière-pensées néocoloniales. Il est difficile de ne pas interpréter comme une réaction à l'esprit un peu trop entreprenant de l'allié européen la tout récente « initiative Eizens-tat » de Partenariat Économique États-Unis-Maghreb de 1998 ou celui, plus large, de projet de Zone de libre-échange entre les États-Unis et le Moyen-Orient lancé par George Bush en mai 2003...<sup>i</sup>

---

<sup>i</sup> Ce projet intitulé MEPI (Middle-East Partnership Initiative) fut dévoilé par George W. Bush dans son discours à l'Université de Caroline du Sud, le 09/05/2003. Le projet sera ensuite développé : prenant appui sur les conclusions du second *Rapport sur le développement humain dans le Monde arabe*, publié par le PNUD en novembre 2003, George W. Bush étonnera son monde en lançant au sommet de Davos, en janvier 2004, la GMEI (Greater Middle East Project Initiative). Ce projet, qui prétend imposer de l'extérieur et de façon quelque peu brutale au Monde arabe des réformes sociales et politiques libérales sera reçu avec le plus grand scepticisme non seulement dans les pays arabes mais aussi dans les pays européens, ainsi que dans tous les pays à qui Washington demande de mettre la main à la poche pour le financer, comme le montrera le sommet du G8 de juin 2004 où il sera présenté.

La tendance à la mondialisation subit même un véritable coup d'accélérateur à partir de 1985, quand les pays d'Europe réagirent en se lançant dans la course à la constitution de grands groupes financiers européens et mondiaux, avec le prodigieux accroissement des investissements directs, mouvement auquel ont participé naturellement les sociétés françaises et dont les déboires de Jean-Marie Messier ne peuvent cacher la vigueur : les flux d'investissements directs dans le monde sont cinq fois plus élevés aujourd'hui en volume qu'il y a vingt ans.

Les États-Unis, en dignes héritiers de la Grande-Bretagne industrielle et libérale du siècle dernier, attendaient, au milieu des années 1970-1980, de la constitution d'un libre marché mondial, une arène plus large pour le développement de leur industrie. Ils se mirent aussi à militer, lors du Cycle de l'Uruguay, qui débuta en 1986, pour la libéralisation des marchés des produits agricoles et celui des services, domaines dans lesquels ils sont les premiers producteurs mondiaux et ont un avantage compétitif important. Mais l'élargissement du marché mondial n'est pas la seule « nouvelle frontière » du capitalisme nord-américain. Il compte encore sur son pouvoir politique et ses moyens de pression pour faire adopter par les autres pays et dans les organisations internationales son système de normes administratives et culturelles qui ouvrent de véritables avenues à leurs produits et à leur influence : que l'on pense aux négociations sur les biens culturels ou les droits d'auteur. Il compte encore sur l'approfondissement du marché par la transformation de nouvelles richesses en marchandises : la propriété intellectuelle que l'on vise à redéfinir, le brevetage du vivant qui s'accompagne du monopole des semences, l'appropriation privée des services publics et la marchandisation des droits sociaux, la sécurité sociale, l'enseignement, etc. C'est du moins ce qui ressort de l'insistance qu'ont mis les États-Unis tout au long du Cycle de l'Uruguay pour que les négociations

s'ouvrent sur les services, et du fameux Accord Général sur le Commerce et les Services (AGCS). Ce projet s'attaque, sous couleur de libéralisation des services, et bien qu'il s'en défende, à l'éducation et à la santé<sup>37</sup>, et ses promoteurs escomptent que les parlements des différents pays vont, dans les prochains mois, l'entériner les yeux fermés.

Il n'est pas nécessaire de s'appesantir sur ces questions bien illustrées par le sommet de l'OMC d'Al-Doha en novembre 2002 ou le Forum de Davos en janvier 2003. On y découvrit les plans d'une société ressourcée aux principes ultralibéraux avec régulation limitée et ce que d'aucuns appellent en France « refondation sociale ». Il s'agit de construire un nouveau rapport entre les classes sociales, qui suppose la marginalisation de ce qui reste des syndicats revendicatifs, considérés dans l'époque précédente comme des piliers de la stabilité sociale, le rétrécissement pour cela du champ du salariat par de nouveaux types de contrats de travail, la transformation du salarié en travailleur indépendant permettant à l'employeur de s'émanciper de toute législation sociale, comme la protection lentement acquise par un siècle et demi de luttes ouvrières, et ce dans une arène désormais mondialisée où se parachèvent la formation de grands groupes que l'on dit globaux. Les tenants de ce qu'on a appelé longtemps à tort l'« antimondialisation » et qu'on doit nommer aujourd'hui avec davantage de justesse mais peu de bonheur « altermondialisation » ne s'y sont pas trompés. Il suffit de parcourir les rubriques du sommet de Porto Alegre de janvier 2003 pour voir plus en détail les caractéristiques de cette politique. Naturellement, une telle tendance n'est pas en soi liée aux seuls États-Unis. Elle concerne également les grandes firmes internationales et des pans entiers de la classe politique européenne et japonaise et suscite enfin des clivages dans tous les pays du monde-village, même ceux du Sud, pas simplement du fait que la société nord-américaine possède une grande avance

dans ces domaines, mais aussi parce que, dans cette bataille, les partisans du libéralisme global peuvent compter sur l'autorité politique de l'administration de Washington qui apparaît comme le champion de ces tendances mercantiles et l'artisan le plus capable d'unifier le marché mondial.

### **Monopole de l'espace et avance technologique, clés de la suprématie planétaire**

Le libéralisme extrême, dont la « révolution reaganienne » et sa petite sœur thatchérienne se firent les chantres, prétend que la paix vient du libre commerce. Mais comme l'a très justement remarqué Michel Albert, qui fut Commissaire au Plan de 1979 à 1981, ce libre-échange « véhicule une idéologie pétrie de mythologie guerrière »<sup>38</sup>. Il ne s'agit du tout d'exorciser les conflits militaires en les transposant de façon atténuée et symbolique sur le terrain économique. Cela traduit de façon tout à fait prosaïque le fait que, dans le libre commerce, gagne le plus fort, qu'il faut donc se donner les moyens d'acquérir cette position et que les moyens de cette conquête ne sont pas seulement économiques mais aussi administratifs, politiques et militaires. Il suffit de penser à la somme des sanctions unilatérales que les États-Unis manient avec une extrême dextérité en invoquant les raisons les plus variées, pour se convaincre de cette affirmation. Les unes sont économiques et, quand on les justifie par le risque pesant sur un secteur de l'économie nationale, ressemblent à s'y méprendre à celles que dénoncent ceux qui sont partis en croisade contre le protectionnisme. Les autres prennent des allures plus nobles quand sont invoqués les « droits de l'homme ». Elles peuvent être aussi présentées comme « vitales » quand elles se veulent stratégiques, ce qui ne les empêche pas d'être opportunément électoralistes,

comme c'est le cas des fameuses lois Helms-Burton et d'Amato qui ont mis en place des sanctions unilatérales contre des sociétés et des pays étrangers commerçant avec des pays visés par les États-Unis... La première, de mars 1996, prévoit l'exclusion du territoire américain des dirigeants et actionnaires de sociétés étrangères soupçonnées d'utiliser des biens confisqués à des ressortissants américains par le régime cubain. Quant à la seconde, d'août 1996, elle met en place des sanctions contre les entreprises étrangères qui réaliseront des investissements dans le domaine des hydrocarbures en Iran et en Libye. La France et l'Union européenne ont été amenées à dénoncer très fermement de telles législations pour la raison qu'elles « comportent des dispositions extraterritoriales et affectent le climat des affaires entre l'Europe et les États-Unis »<sup>39</sup>. En tout cas, rien qu'entre 1993 et 1997, 61 nouvelles sanctions économiques furent adoptées, touchant 35 États<sup>40</sup>.

On oublie souvent que l'usage de la force est consubstantiel au libéralisme économique. Rappelons-nous la métaphore du « poing invisible » déjà signalée chez Thomas L. Friedman<sup>41</sup>. Il n'y aurait pas eu de révolution industrielle, laquelle donna la primauté aux produits anglais et permit de lever le drapeau du libre-échange, sans le monopole des mers assuré par la puissance de feu d'une flotte de guerre, sans les colonies conquises et maintenues par la force militaire, la traite du bois d'ébène, enfin sans le « pacte colonial » qui interdisait les industries dans les colonies : ceux qui ont mené une guerre d'indépendance contre la Grande-Bretagne et se sont rebellés contre ce monopole pour créer les États-Unis d'Amérique en savent quelque chose... Il existe bien un lien idéologique entre cette théorie libérale et les énormes dépenses militaires de l'époque Reagan, justifiées par le fait que le libre marché et la liberté en général étaient menacés par l'Empire soviétique. Il s'agissait en effet, du point de vue stratégique, d'épuiser industriellement l'URSS et en même



temps de ressouder, dans cette bataille, les rangs des alliés de plus en plus indisciplinés en agitant le danger soviétique : on se souvient de l'épisode des fusées où François Mitterrand mit tout son poids dans la balance contre les pacifistes allemands, lançant sa formule célèbre : « Les fusées sont à l'Est, les pacifistes à l'Ouest »<sup>42</sup>. Sur le plan industriel, il fallait relancer la machine industrielle étasunienne en perte de vitesse, par l'injonction massive de capitaux, notamment dans la recherche financée à 70% par le budget de l'État, ce qui a fait qualifier le reaganisme, champion de l'équilibre budgétaire, mais responsable des plus grands déficits jamais atteints, de « keynésianisme militaire ». L'administration républicaine sut faire les entorses qu'il fallait à sa propre doctrine économique néolibérale qui prône l'équilibre budgétaire et la non-intervention de l'État. Notons en passant que la Commission européenne fit en revanche de cette doctrine un véritable credo, ce qui provoqua dans les années 1990 une quasi-déflation en Europe alors même que la croissance étasunienne s'envolait orgueilleusement, aiguillonnée par les investissements massifs que l'ère Reagan avait insufflés des dans les programmes de recherche militaro-industriels...

La contre-offensive de l'Empire américain ne se cantonna pas seulement au plan économique et social. Du point de vue géostratégique, les États-Unis suivirent là aussi une voie dont les buts n'apparurent clairement qu'avec les années Reagan. Se considérant comme une île, à l'instar de leur ancienne métropole, les États-Unis ont hérité d'elle leur manière d'assurer leur sécurité et l'idée que leur atout majeur sur le marché libre était assuré par le monopole des mers. Un gros sujet d'inquiétude venait déjà de la capacité des fusées intercontinentales russes d'atteindre le sol des États-Unis qui cessaient ainsi d'être l'île qu'ils avaient été jusque-là. Il faut pourtant noter que le temps pour une fusée russe d'arriver sur le territoire des États-Unis a toujours été, à l'exception de l'épisode cubain, bien plus

long que celui qu'il fallait à des fusées étasuniennes pour atteindre le cœur du territoire russe, ce grâce aux bases situées en Europe ou en Turquie, même sans parler de la flotte de bombardiers stratégiques ou de sous-marins nucléaires. Ce n'est que lorsque l'Union soviétique de Leonid Brejnev commença, dans les années 70, à se doter d'une flotte puissante, capable de joindre Arkhangelsk et Odessa à Vladivostok, et de rivaliser avec celle des États-Unis avec une force aéronavale basée sur les porte-avions de type Kiev, que l'Empire américain sentit son monopole des mers vraiment menacé.

L'équipe de Ronald Reagan comprit alors tout l'intérêt de l'espace qui contrôle les télécommunications modernes, assure la supériorité en matière de renseignement et d'armement. C'est sur l'espace que Washington misa désormais avec le fameux projet de « Guerre des étoiles » sorti en 1983 du cerveau fécond de docteurs en science-fiction. Il prévoyait la mise en place d'un système de défense antimissile basé sur l'utilisation du laser et des satellites militaires. Du point de vue stratégique, un tel « bouclier de l'espace » constitué par ce système de défense devait être assez étanche pour protéger le territoire des États-Unis contre une frappe soviétique. Il va sans dire que la Russie comme les alliés de Washington s'opposèrent avec force à ce projet qui contrevenait au traité ABM (Anti-Ballistic Missile Treaty) de 1972 dont l'abrogation risquait de mettre fin à la « détente ». Mais il s'agissait de maintenir la supériorité militaire absolue des États-Unis aussi bien par rapport à leurs alliés qu'à leurs concurrents et adversaires. Du point de vue industriel, un tel « bouclier » devait notamment faire appel aux technologies propres aux énergies dirigées, tels les lasers et les faisceaux de particules, ainsi qu'aux technologies propres aux énergies cinétiques, tels les projectiles. Il devait donc s'accompagner d'un programme de développement industriel prenant le relais des dépenses de modernisation du système de défense balistique qui avait si bien dopé la

croissance des années 80, et permettre de lancer un programme de recherche de nature à assurer le maintien de l'avance absolue en matière de technologie par rapport à eux, le fameux écart technologique, notamment dans l'information et les télécommunications. Les Européens ne s'y trompèrent pas, qui se hâtèrent de lancer en 1985 un programme purement civil nommé EUREKA dont les objectifs furent de stimuler les efforts de soutien à la coopération en matière de recherche des entreprises et de développer leur capacité d'innovation technologique. Mais aucune proportion cependant avec le projet de « Guerre des étoiles ». Une telle initiative était aussi un magnifique coup de mercatique politique. À l'heure où le Japon dont la croissance économique, les excédents commerciaux insolents et les prouesses technologiques des années 80 faisaient de plus en plus ombrage à la puissance des États-Unis, la promesse d'une grande épopée, d'une nouvelle frontière, un nouveau *Far West* spatial était sans conteste possible un moyen de stimuler l'enthousiasme et l'esprit pionnier de la Grande Nation.

### **Fuite en avant dans l'empire à crédit**

La puissante contre-attaque de l'Empire américain, menée sur les plans commercial, technologique et militaire, fut-elle suffisante pour enrayer la perte relative du poids économique des États-Unis dans l'économie mondiale ? Pas du tout. C'est précisément là que le problème prend des proportions dramatiques. L'affaiblissement relatif de l'économie étasunienne est un phénomène irrémédiablement inscrit dans le développement international : les nations qui sont parties les premières suscitent l'envie des autres de suivre la même voie : pensons à la Chine ou à l'Inde, ou aux pays qu'une crise terrible avait effacés de l'Histoire et qui reviennent sur la scène,

comme c'est le cas de l'Europe ou du Japon. L'économie des États-Unis représentait en 1945 près de la moitié de la production mondiale, elle n'en atteint aujourd'hui qu'entre le quart et le cinquième, venant désormais après l'Union européenne. Elle est même descendue à un niveau moindre qu'au lendemain de Première Guerre mondiale où sa contribution assurait déjà le tiers de la richesse de la planète.

Cela ne va pas sans poser aux États-Unis, qui ont pu donner à leur peuple un niveau de vie étonnamment élevé, des problèmes redoutables. Des études nombreuses montrent que la consommation étasunienne dans le monde, conséquence de la « société de consommation » qui est une des composantes du fameux *american way of life*, prend aujourd'hui des proportions démesurées. Il y a d'ailleurs quelque chose de curieux dans cette défense du mode de vie nord-américain. L'offensive néolibérale et la démolition de l'État providence des années Reagan ont privé de son bénéfice des couches entières de la société. Si l'emploi n'a pas diminué aux États-Unis, il ne s'est maintenu qu'au prix d'une déqualification et une précarisation de la masse des salariés. « Les emplois détruits, peut-on lire dans une étude économique, sont ceux qui firent la prospérité de la middle class américaine et ceux qui les remplacent, dans les services, se concentrent aux deux extrêmes : des emplois déqualifiés et précaires dans les services d'entretien, commerce de détail, restauration, etc. ; d'autres, au contraire, hautement qualifiés et rémunérés au prix fort dans les services sophistiqués : juridiques, médicaux, éducatifs, financiers, informatiques, etc. »<sup>43</sup>. Aussi, pendant que les revenus des 20 % les plus riches de la population progressaient de 33 % - et ceux des 5 % les plus riches de 59 % ! -, sur la période 1980-1994, ceux des 20 % les plus pauvres stagnaient, alors même que les besoins indispensables à répondre à une vie sociale minimale augmentaient<sup>44</sup>.

Il ne s'en est pas seulement suivi une inégalité scandaleuse, mais encore une marginalisation et une exclusion de plus en plus grave des couches populaires, frappant en premier lieu les populations noires et hispaniques, dont l'infériorité sociale est surdéterminée par l'inertie du privilège colonial et racial. Les statistiques fédérales livrent que, sur 32,7 millions de pauvres officiellement recensés aux États-Unis en 2001, 8,2 sont Noirs, soit 25 % pour 12 % de la population, et 8,0 sont Hispaniques, soit 24,5 % pour 10 % de la population totale<sup>45</sup>. Les émeutes de Los Angeles de 1992 furent un signe éloquent du processus de détérioration grave du tissu social que n'a pas enrayerée substantiellement l'administration Clinton. Voici ce que disait à ce sujet maître Henri Leclerc, dans un discours prononcé lors d'un meeting de soutien à Mumia Abu Jamal à la Bourse du travail de Saint-Denis, le 10 décembre 1999 : « Il y a aujourd'hui près de 2 millions de prisonniers aux États-Unis. Sept pour mille habitants. Une proportion énorme, unique dans l'histoire, supérieure à celle de l'Afrique du Sud au pire moment de l'apartheid. La population pénale y a triplé en quinze ans. La lutte contre la pauvreté qui touche 35 millions de personnes dans le pays le plus riche du monde, se fait par la réduction des budgets sociaux et l'accroissement inversement proportionnel des budgets pénitentiaires. Les Noirs y sont enfermés en nombre infiniment plus grand que leur proportion dans la société américaine ». En fait, sur les 2 millions de prisonniers, on compte 80 % de Noirs et d'Hispaniques<sup>46</sup>. C'est au point où l'on recensait en 2000, selon une étude récente, 791.600 Noirs en prison pour seulement 603.032 inscrits à l'université...<sup>47</sup>

Tout cela conduit à la multiplication des entreprises de gardiennage et de sécurité, à la montée d'un esprit sécuritaire sans précédent, au développement spectaculaire des ventes d'armes dont la tragédie de Littleton nous a éclairé sur les conséquences désastreuses : le 20 avril 1999, deux adolescents massacraient, sur le campus

de Colombine, douze de leurs camarades et en blessaient vingt-trois... Une telle évolution s'accompagne de la création de « zones protégées » et de la fragmentation du pays en quartiers interdits, soigneusement démarqués. Edward Behr, qui fut grand reporter à *Newsweek* pendant quinze ans, dressait en 1995 un tableau hallucinant de cette dégradation de la société étasunienne qu'il comprenait comme conséquence d'une crise morale sans précédent et dans laquelle il lisait le signe avant-coureur d'un « déclin potentiel aussi dramatique qu'inattendu »... Selon lui, « le principe original de mélange de races et le culte de l'individualisme font place à un cloisonnement racial, sexuel et social, allant de pair avec un véritable totalitarisme intellectuel qui suscite une guerre idéologique, aux conséquences potentielles dévastatrices »<sup>48</sup>. Emmanuel Todd s'attache à décrire le reflet de ce phénomène dans la psyché collective et signale la régression du sentiment égalitariste qui avait conduit dans les années 1960 à la lutte pour les droits civiques et le « recul de l'universalisme interne », phénomène qu'il associe d'ailleurs au « recul de l'universalisme externe » et d'un parti pris de la société étasunienne pour Israël et la dévalorisation des Palestiniens. « On pourrait même soutenir, écrit-il, que le sentiment de tourner mal soi-même intensifie le besoin de se trouver des doubles justificateurs. C'est en ces termes, je crois, qu'il faut identifier l'attachement nouveau et renforcé de l'Amérique à Israël. Parce qu'Israël tourne mal, au moment où elle-même tourne mal, l'Amérique approuve son comportement de plus en plus féroce vis-à-vis des Palestiniens ». Et il enfonce le clou : « Le plus important pour une analyse stratégique planétaire est de bien percevoir la logique profonde du comportement américain : l'incapacité des États-Unis à percevoir les Arabes comme des êtres humains en général s'inscrit dans une dynamique de reflux de l'universalisme endogène de la société américaine »<sup>49</sup>.

L'*american way of life*, valeur civilisationnelle désormais aujourd'hui réservée aux classes aisées, mène assurément à la surconsommation et au gaspillage. Cela s'avère particulièrement pour les ressources énergétiques de la planète : la dépendance pétrolière est passée de 6 à plus de 10 millions de barils par jour de 1985 à 2000<sup>50</sup>, mais il en est de même dans tous les domaines. Signer le protocole de Kyoto, au nom du respect de l'équilibre écologique de la planète ? À l'occasion du refus de la ratification de ce traité par le Sénat, George W. Bush expliqua « avec une grande simplicité aux correspondants américains comment il avait maté les Européens qui le suppliaient de revenir sur sa décision » de ne pas ratifier le protocole de Kyoto, et confia : « Je leur ai dit que j'appréciais leur point de vue mais que je maintenais notre position [de refus] parce que c'est bon pour l'Amérique »...<sup>51</sup> Tant d'égoïsme et de mépris de l'intérêt collectif de l'humanité effraie et suscite bien des colères. Qu'importe ! Puisque les États-Unis ont la capacité de payer... Une autre caractéristique du « modèle américain » tient en ce que la forte demande intérieure des États-Unis est largement fondée sur l'endettement des ménages qui atteint des proportions vertigineuses. Tandis qu'il correspondait en 1995 à 36,6 % du revenu disponible en France et 52,7 % en Allemagne, il atteignait en effet les 94,5 % aux États-Unis<sup>52</sup> où il avoisinait en chiffres absolus le niveau record de 6.500 milliards de dollars. Mieux encore : les taux de croissance élevés que les États-Unis ont offerts au monde éberlué entre 1995 et 2000 n'ont été rendus possibles que par le recours des ménages à des crédits bancaires fondés sur les anticipations de plus-values boursières, avec les dangers que cela comportait en cas de retournement de tendance...

Le système productif du pays n'est plus en phase avec cette consommation exacerbée. À la faveur de l'ouverture des frontières et du développement du dollar comme monnaie mondiale, il s'est

largement délocalisé, éparpillé sur la planète entière suivant les fils d'un réseau tracé par les sociétés multinationales. Mais pas seulement. Il a aussi profondément changé de nature. Si l'on essaie de ne pas se laisser éblouir par le clinquant de quelques marques emblématiques telles *Coca-Cola* ou *McDonald's*, on peut se rendre compte du fait que nombre de produits de consommation courante ont commencé à être concurrencés dès le milieu des années 1960 par le redressement des économies européennes et japonaise puis, dans les années 1980, par le surgissement des dragons asiatiques. On a donc assisté à une certaine spécialisation de l'économie domestique et, dans une moindre mesure, de tout le réseau productif, dans les industries assurant le monopole technologique et stratégique qui a forcé à l'abandon des industries proprement civiles, ce qui place les États-Unis dans une dépendance de plus en plus grande du marché mondial. Ceci n'empêche d'ailleurs pas les autres pays, surtout le Japon et d'autres pays asiatiques, de concurrencer les États-Unis sur le terrain même de certains produits de haute technologie, notamment les composants électroniques. Le résultat est l'augmentation régulière depuis trente cinq ans du déficit de la balance des transactions courantes qui atteint maintenant des sommes astronomiques : 500 milliards de dollars en 2002 et, à ce rythme, 600 milliards en 2003...<sup>ii</sup>

---

<sup>ii</sup> La situation ne s'améliorera ni au cours du second semestre 2003 ni qu premier semestre 2004. Selon Joël Bourdin, « le retour de la croissance en 2003 s'est accompagné d'un nouveau creusement du déficit, ce qui conduit à s'interroger sur l'évolution à venir de la valeur du dollar. Dans son dernier panorama de l'économie mondiale, le CEPII souligne que le déficit courant américain avoisine aujourd'hui le niveau (5 % du PIB) que diverses observations historiques permettent de considérer comme "un seuil au-delà duquel s'opère une correction" » (voir *Rapport d'information 69 (2003-2004)* de la Délégation du Sénat pour la planification, Paris). Les chiffres donnés par le Département d'État pour juin 2004 révèle-



Pour tout autre pays de la planète, réduire le déficit commercial exigerait une dépréciation de la monnaie nationale, ce qui aurait pour effet de donner une prime aux exportations. Mais la structure particulière de l'appareil productif étasunien, c'est-à-dire sa relative spécialisation dans les industries assurant le monopole technologique et stratégique au détriment des industries civiles, produit un effet différent. Bien qu'une bonne part des achats s'opère en dollars, une dépréciation de cette monnaie par rapport au yen et à l'euro aurait pour résultat de renchérir considérablement une proportion non négligeable d'importations indispensables, réduisant ainsi fortement les effets positifs de la réduction des prix à l'exportation que cette dépréciation procurerait. À moins bien entendu d'une réduction radicale de la consommation intérieure du pays et donc d'une modification profonde du mode de vie, notamment pour les classes moyennes, ce qui n'est envisageable pour n'importe quelle administration que contrainte et forcée, mettons à l'occasion d'une crise économique véritablement catastrophique permettant de justifier des mesures draconiennes de limitation de la consommation des classes moyennes... Étant donné que le « mode de vie américain » est considéré comme sacro-saint et que rien ne laisse prévoir, dans les circonstances actuelles, de changement d'attitude, la balance des paiements courants est condamnée à assumer encore de prodigieux déficits.

Les autorités monétaires de Washington ont jusqu'ici pu compter, pour équilibrer les flux financiers induits par ce déficit, sur les investissements étrangers en actions et obligations qui se sont envolés avec la santé inouïe de la bourse de New York entre 1990 et 2000. Sa capitalisation totale était en effet multipliée par cinq entre ces deux dates, avant le dégonflement de la bulle de la « nouvelle

---

ront un déficit record de la balance commerciale de 55 milliards de dollars, bien au-delà des 47 milliards prévus (Dépêche *Agefi*, 13/08/2004).

économie », alors que pendant la même période, celle de Tokyo stagnait pratiquement avec une augmentation de 11% seulement, et que celle des bourses européennes n'était en moyenne multipliée que par trois...<sup>53</sup> Les apports de capitaux étrangers sont tels que, pour la première fois depuis 1914, les flux d'investissements directs ont été en 1985 positifs, ce qui veut dire que les étrangers ont investi davantage aux États-Unis que ces derniers n'ont investi à l'étranger... Or ces achats ont pris aujourd'hui de telles proportions que même les intérêts versés à titre de profits des investissements ont commencé à provoquer ces dernières années des sorties nettes de capitaux, renforçant à leur tour le déficit de la balance des paiements courants : les comptes du 4<sup>ème</sup> trimestre 2002 montraient ainsi une sortie nette de 5,4 milliards de dollars pour les intérêts versés sur les investissements directs<sup>54</sup>.

Cela dit, les flux d'investissements directs ne suffisent pas à expliquer les énormes volumes de capitaux attirés par l'économie des États-Unis. Il faut aussi tenir compte du vaste appel de fonds provoqué par les énormes déficits budgétaires de l'ère Reagan, largement financés par la souscription de bons du Trésor sur le marché mondial. Ce phénomène a été momentanément interrompu par la politique de rigueur de l'administration Clinton qui a laissé un excédent de 120 milliards de dollars. Depuis, les énormes dépenses militaires de Georges Bush fils et son plan de relance de 130 milliards de dollars, en contradiction totale avec les principes libéraux affichés, ont à nouveau creusé le déficit budgétaire qui atteint le record de 455 milliards de dollars en 2003 et s'élèvera en 2004 à 475 milliards<sup>55</sup>, comme pris dans une spirale sans fin<sup>iii</sup>.

---

<sup>iii</sup> Il faut encore revoir à la hausse les prévisions de déficit de 2004. On pourra en effet lire dans une dépêche *AFP* du 02/02/2004 : « La Maison Blanche présentera

La seule voie qui reste grande ouverte est, dans ces conditions, celle de la fuite en avant dans un endettement extérieur nouveau. La dette américaine atteignait déjà en 1997, selon l'institut McKinsey, pratiquement 50% du total de l'ensemble de la dette publique mondiale<sup>56</sup>. Cette tendance à l'endettement est si profondément inscrite dans la durée que les États-Unis ont cessé d'être les créanciers du monde qu'ils étaient devenus au sortir de la Première Guerre mondiale. Ils se sont même transformés, depuis 1989, en débiteurs nets, et leur part dans la dette mondiale est désormais supérieure à celle du Tiers Monde. Ce changement de statut financier est d'ailleurs une des raisons de l'intervention contre l'invasion du Koweït par l'Iraq : « le recyclage des pétrodollars dans la finance anglo-saxonne grâce à la vassalisation des monarchies du Golfe - il s'agit de sommes énormes, plus de 400 milliards de dollars nets -, permet aux États-Unis, aujourd'hui débiteurs nets de 300 milliards de dollars, de conserver la décision dans le système financier, au détriment de l'Allemagne et du Japon »<sup>57</sup>. Mais l'effet d'aubaine de la Guerre du Koweït fut de courte durée. La dette extérieure se mit à croître de nouveau à partir de 1994 au rythme de 200 milliards par an pour approcher, à l'heure actuelle, les 3000 milliards<sup>58</sup>. En maintenant cette allure, elle pourrait arriver, selon les estimations, à 40% du PIB en 2007<sup>59</sup>, et même, selon des estimations faites devant la commission du Sénat se penchant sur ces déficits, 60% en 2010<sup>60</sup>, chiffres établis avant qu'on ne soupçonnât les déficits budgétaires actuels<sup>iv</sup>...

N'importe quel autre pays chercherait à limiter son endettement extérieur pour cette raison qu'il donne un pouvoir démesuré à ses

---

lundi un budget révélant un creusement record, à plus de 500 milliards de dollars, du déficit en 2004 ».

<sup>iv</sup> Ces prévisions risquent même d'être dépassées si le rythme actuel d'accroissement du déficit de la balance des paiements croît au-delà des 500 milliards de dollars annuels atteints en 2004.

créanciers. Les investissements directs qui consistent en prises de participation dans le capital des sociétés, mettent en effet les entreprises aux mains des groupes financiers étrangers, et les bons émis par le Trésor donnent un pouvoir aux investisseurs institutionnels et aux banques centrales étrangères sur l'État. Chacun cherche donc à échapper à ce que l'on appelle la « dictature des créanciers », particulièrement féroce pour les pays faibles<sup>61</sup>. Devoir des sommes aussi considérables que ne le font les États-Unis mettrait donc tout autre pays du monde dans une situation de dépendance tragique vis-à-vis de ses prêteurs, ce qui entraînerait de graves conséquences dans les rapports entre États. On ne peut en effet emprunter indéfiniment sans avoir besoin de l'aval des États fournisseurs de fonds et sans être conduit, au bout du compte, à leur faire des concessions politiques. Eh bien, pour les États-Unis, c'est le contraire qui se passe. Par l'effet mécanique du jeu de l'offre et de la demande, les flux massifs de capitaux internationaux aspirés par l'économie domestique maintiennent le dollar à un cours élevé. Le plus grand débiteur du monde, celui qui mobilise aujourd'hui à lui seul plus de la moitié de l'épargne mondiale<sup>62</sup> pour une production qui dépasse à peine 20 %, est celui à qui on fait confiance et on rend des comptes. Nous sommes donc dans une situation absolument inédite : c'est le débiteur, l'emprunteur qui dicte sa loi et le banquier qui doit passer sous les fourches caudines de son client et satisfaire ses caprices. Là encore le monde est vu dans le miroir. Tout marche ici à l'envers des lois habituelles, comme si l'économie étasunienne obéissait aux lois d'une anti-économie...

### **Le privilège impérial**

La raison de ce phénomène étrange réside dans le fait que les États-Unis, devenus les maîtres du système monétaire et financier à une époque où ils étaient les banquiers du monde, le sont restés à l'heure où ils en sont les principaux débiteurs. De là découle ce que l'on pourrait appeler le « privilège impérial ». Pour comprendre les avantages tout à fait exorbitants que confère un tel système à l'économie des États-Unis, il faut dire quelques mots de la nature du lien entre système financier et monnaie, en évitant toutefois fois d'entrer dans des considérations trop techniques. Le capitalisme moderne est une « économie de crédit » : il repose sur la « confiance », notion dont on parle beaucoup, sans toujours savoir ce qu'elle implique et qui est pourtant inscrite dans les termes : le mot crédit est le latin *credit* qui signifie « il confie en prêt » mais d'abord « il croit » et « il a confiance »... Dans un tel système, les agents économiques sont liés par une chaîne de confiances et de solidarités réciproques : ainsi les investissements et, partant, la croissance sont fondés sur la confiance qu'ont les industriels dans l'avenir, tandis que les moyens financiers de ces investissements reposent sur le crédit accordé par les bailleurs de fonds, en prêts ou en titres boursiers en vertu de la confiance qu'ils ont dans le succès des entreprises concernées.

C'est sur ce rapport de confiance réciproque que repose la monnaie en cours par l'intermédiaire de laquelle on doit obligatoirement passer pour investir. Or cette monnaie ne repose plus du tout, à l'heure actuelle, sur les espèces sonnantes et trébuchantes, c'est-à-dire la monnaie métallique. Elle n'est plus fondée que de façon tout à fait marginale sur la monnaie fiduciaire représentée par les billets de banques et qui a pour fondement la mobilisation du crédit commer-

cial et des reconnaissances de dette à court terme de l'État, c'est-à-dire les bons du Trésor. Elle s'appuie en fait pour l'essentiel, soit à près de 90% de la masse monétaire, sur la monnaie scripturale qui tient son nom du fait qu'elle est représentée par des écritures en banque (chèques, virements, etc.) provoquées par des découverts bancaires, et dont la base est assurée par les dépôts en banque des entreprises et des ménages, c'est-à-dire, là encore, sur la confiance réciproque : d'une part, celle du banquier qui suppose la solvabilité de son client et, de l'autre, le client qui accorde sa confiance dans la solidité de la banque.

Un tel système a permis à l'investissement de se libérer des limites posées par les autres formes monétaires plus anciennes en lui fournissant des liquidités théoriquement illimitées, puisqu'il suffit de croire fermement en l'avenir pour que l'investisseur ait les chances de convaincre un financier. On trouve une illustration éclatante de ce phénomène dans la capitalisation boursière des moteurs de recherche, entreprises à la mode s'il en est : si, à titre de comparaison, la capitalisation boursière d'Exxon s'élève en ce moment à 234 milliards de dollars, dépassant à peine son chiffre d'affaires qui est de 180 milliards, celle de Yahoo par exemple atteint les 12 milliards de dollars, ce qui correspond à 64 fois son chiffre d'affaires. Cela repose sur l'espoir de gains suscité par une croissance de ce paramètre de l'ordre de 180% par an et permet en une seule année une valorisation que les grands investisseurs institutionnels comme les fonds de pensions escomptent en 6 ans sur la base d'un retour sur capital de 15% par an, ce qui est déjà énorme et met aujourd'hui une gigantesque pression sur la gestion des entreprises. Nous avons atteint avec cette « nouvelle économie » le stade pathologique de l'économie de crédit.

Mais si cette construction libère totalement l'investissement et exalte la croissance économique, elle présente en même temps une

extrême vulnérabilité aux ressacs de la conjoncture, lesquels peuvent être occasionnés par n'importe quel événement grave : accident d'une entreprise majeure, morosité des agents économiques, affolement boursier, crise politique ou sociale, fermeture brutale d'un marché, tension internationale, coup d'État, guerre, etc. En effet toute diminution de la confiance tend à limiter les liquidités monétaires et menace donc l'ensemble des échanges en faisant craindre une contraction brutale de l'activité économique. Pour faire un parallèle, on peut considérer l'économie de crédit comme une toupie. L'ensemble des échanges est constitué par la surface supérieure du cône de cet astucieux instrument. La base économique de la monnaie est devenue tellement restreinte par l'effet multiplicateur de crédit permis par la monnaie scripturale qu'elle ne correspond plus qu'à la pointe du cône. Quant au miracle qui fait tourner l'économie de crédit et qui n'est autre que la confiance réciproque de tous les agents économiques, il peut être comparé au moment d'inertie de la toupie dont nous avons fait, éblouis, l'expérience dans nos jeux d'enfants : la sûreté et l'harmonie de la rotation de ce magnifique petit objet dépend de la vigueur de l'impulsion initiale qui lui est donnée et donc de l'habileté de celui qui en tire la ficelle. Pour en revenir à la société, l'image de la toupie permet de comprendre que la confiance nécessite une direction forte, une autorité forte, bref un pouvoir politique fort.

Régulariser la succession saccadée des hauts et des bas de la conjoncture exige un volant d'inertie, lequel est aujourd'hui constitué par un double dispositif. Le premier élément réside dans la solidarité interbancaire active organisée sous l'égide de la banque centrale, système mis en place au États-Unis au début du XX<sup>e</sup> siècle par Theodore Roosevelt sur l'initiative du banquier John Pierpont Morgan pour éviter un effondrement du système bancaire. Le second élément tient au verrouillage de tout le système par la garantie du

Trésor aux institutions de crédit, en vertu de l'adage *too big to fail* : on oublie que le coût budgétaire de la faillite des caisses d'épargne s'est élevé, seulement sous l'ultralibérale administration Reagan, à 150 milliards de dollars...<sup>63</sup> Tous les pays font de même. On n'ose envisager ce qu'il serait advenu en France sans la possibilité, il y a une décennie, de fiscaliser le déficit de 25 milliards de dollars du Crédit Lyonnais. En dépit des fables colportées par les libéraux des différentes chapelles, partisans de l'abstinence étatique en matière économique comme le pasteur Thomas R. Malthus prêchait l'abstinence sexuelle en matière de naissances, l'État est pour les simples raisons qui viennent d'être avancées, le garant de la monnaie et la clé de voûte du système de crédit. Il n'est pas le simple « État-gendarme » veillant, sourcil froncé, à la bonne marche de la concurrence. Il intervient bel et bien dans l'économie, aussi libérale qu'on la veuille, il en est bel et bien le chef d'orchestre. Ce rôle est même bien plus important que celui, purement économique, sur lequel vient d'être levé un coin du voile. Parce que tout le système repose, comme nous l'avons rappelé, sur la confiance et que la confiance est une notion globale susceptible d'être écornée par n'importe quel événement surgissant de quelque sphère que ce soit de la société, qu'elle soit économique, financière, sociale, politique ou culturelle. Or, dans une économie globalisée, cette confiance peut aussi désormais être malmenée par tout événement advenant dans quelque partie de la planète que ce soit. Les leviers décisifs de la confiance sont donc dans les mains du politique, dans l'aptitude du gouvernement à tenir les rênes de la société, dans son habileté de cocher zélé à stimuler, de coups de fouets bien appliqués, les chevaux qui tirent la voiture, à créer foi voire euphorie en l'avenir... En somme, la clé de la confiance est dans l'art de gouverner, elle est de nature politique.

L'effet immédiat de la Guerre du Koweït fut la confiance retrouvée dans la puissance de l'Empire américain, ce sans quoi on expli-



querait mal la croissance des années 90. Les effets économiques de cette guerre furent patents pour les États-Unis. Si le déficit commercial ne fut que très peu réduit puisqu'il ne descendit pas, en 1991 et 1992, au-dessous de 100 milliards de dollars, soit son niveau de 1989 et 1990, l'endettement net du pays se réduisit davantage, passant de 500 milliards de dollars en 1992 à 200 en 1994 où il retrouva son niveau de 1990<sup>64</sup>. Le coup de fouet donné par les succès guerriers de la coalition de 1991 à la société étasunienne et la reprise économique, l'effacement du Japon, en proie à une crise d'identité de son modèle économique, la mise entre parenthèses de l'Union européenne, accaparée par les tâches de sa construction, l'absorption de l'Allemagne de l'Est dans la République fédérale et la crise yougoslave, tout cela permit de faire remonter légèrement le poids des États-Unis dans la production mondiale. Stimulé par cette marche économique triomphale, le billet vert se mit même à relever nettement la tête : tandis que 44,6 % des capitaux levés sur les marchés internationaux étaient libellés en dollars en 1990, cette proportion passa en effet à 56,2 % en 1995, pour 10,7 % en euros. Mais l'effet fut de courte durée : la part de l'euro dans les transactions internationales a presque triplé entre 1995 et 2000 pour s'élever à cette date à 28,6 %<sup>65</sup>.

Pour établir ici une comparaison entre les États-Unis et l'Europe, cette dernière a bien pu réaliser l'union monétaire, mais l'euro souffre encore de l'inexistence d'une réelle autorité politique européenne. Les Européens se sont d'autant mieux entendus sur la question d'une banque centrale indépendante du pouvoir politique que cette idée flattait les fantasmes libéraux des idéologues et des politiques en même temps qu'elle permettait de différer la tâche ardue de construire un véritable pouvoir politique européen. Ce qui fait qu'Alan Greenspan n'est pas Wim Duisenberg ou son successeur, Jean-Claude Trichet, tient au fait qu'il travaille la main dans la

main avec le gouvernement des États-Unis, que ses décisions sont puissamment épaulées par une capacité d'initiative et de réaction politique rapide qui est celle de la Maison Blanche, et que les mesures monétaires avec lesquelles il cherche à créer la confiance nécessaire au bon fonctionnement de l'économie s'appuient sur un ensemble des dispositions économiques, politiques et militaires volontaires, voire volontaristes qui constituent l'accompagnement politique indispensable et la condition du succès des mesures monétaires. L'acceptation d'un profond déficit du budget fédéral, qui contrevient aux dogmes de la religion libérale officielle de la Réserve Fédérale, ne s'explique que par un véritable consensus entre cette institution et le gouvernement fédéral. En dépit des théories fondamentalistes de Milton Friedman et d'Alan Greenspan sur « l'État minimum » qui n'autorisent d'autre d'action économique que le jeu sur les taux d'intérêt mené par une institution indépendante, ce consensus repose sur la reconnaissance du rôle central du gouvernement. Même si ce fait est masqué par le rideau de fumée libéral de la prétendue « indépendance de la banque centrale » et du « rôle neutre de la monnaie » derrière lesquels les gouvernements européens se réfugient pour justifier leur difficulté à doter l'Union européenne d'un véritable gouvernement. Un gouvernement qui doit être bien plus qu'un « gouvernement économique » faisant contrepoids à la Banque Centrale Européenne, sous peine de voir les attaques économiques, industrielles et politiques des États-Unis ruiner les acquis actuels de la construction européenne. Encore une fois, l'acte éminemment politique, la fermeté de direction et de perspective constituent un élément décisif de la bonne marche de l'économie de crédit.

Le système monétaire et financier n'a jusqu'ici été considéré, dans ce développement, que dans le cadre d'une économie nationale fermée. Or la globalisation financière de ces vingt dernières années a eu pour effet de mondialiser le système financier, de décloisonner les

différents pays et les différents marchés, et de rendre l'économie mondiale plus sensible aux sautes d'humeurs et aux crises venues de n'importe quelle région du monde : crise mexicaine en 1995, crise asiatique en 1997, dégonflement de la bulle de la nouvelle économie en 2000. Ce décroisement la rend donc beaucoup plus vulnérable. Ces crises, qui sont un des effets des déséquilibres provoqués par la mondialisation libérale, élargissent à leur tour le fossé entre pays riches et pays pauvres au point de susciter des craintes pour le système financier lui-même. Il n'est pas indifférent à ce propos de pouvoir lire sous la plume de Henry Kissinger, peu soupçonné d'excès de compassion pour les pays pauvres : « Ces bouleversements sociaux - réitérés avec des conséquences analogues en Russie, au Brésil, en Argentine, en Équateur et à travers l'Afrique - ont coïncidé avec une époque de croissance et de création de richesses sans précédent aux États-Unis et, dans une moindre mesure, en Europe. Au terme de plusieurs décennies d'efforts pour combler l'abîme entre les économies émergentes et industrialisées, les crises financières des années 1990 ont marqué un recul considérable. Combien de vicissitudes de ce genre le système international peut-il supporter sans produire une débâcle politique et sociale ? Qu'advient-il si la récession aux États-Unis venait aggraver les choses ? »<sup>66</sup>. Pour se prémunir contre les risques engendrés par de telles crises, les différents acteurs économiques se sont lancés dans un développement en spirale des produits dérivés et dans une spéculation échevelée qui ont fait bondir les échanges de devises journaliers à plus de 2000 milliards de dollars, soit le produit annuel d'un pays de la taille de l'Allemagne. Cela revient à décroiser un supertanker de 500.000 tonneaux et à s'étonner ensuite que le moindre coup de tangage ou de roulis ne risque de le faire verser...

La globalisation financière a par conséquent accentué dans de graves proportions ce que les experts appellent la « fragilité systémi-

que ». George Soros, grand spéculateur devant l'Éternel et bien placé pour savoir que cette fragilisation du système financier est proprement redoutable, s'en est récemment ému dans un livre fameux<sup>67</sup>. On ne peut combattre cette fragilisation que par une régulation mondiale accrue. À tel point que certains économistes, et pas seulement des altermondialistes, ont exhumé la fameuse taxe de 0,25 % sur les transactions internationales que James Tobin, jadis conseiller de John F. Kennedy et prix Nobel d'économie, avait formulée en 1978 dans l'espoir de limiter la spéculation à la veille de la grande vague de spéculation des deux dernières décennies. Or toute régulation internationale échoit tout naturellement, dans un premier temps, aux organisations existantes. C'est en partie ce qui advint : les souscriptions et donc les pouvoirs financiers du FMI et de la Banque mondiale furent à plusieurs reprises augmentés. Quant au G7, devenu G8 par affectation d'un strapontin à la Russie à titre de débiteur majeur, il bénéficie d'un rôle renforcé. Mais ce phénomène cache mal un autre phénomène, celui des pouvoirs accrus de Washington dans ce dispositif.

C'est ainsi que, de façon tout à fait naturelle, en résultat purement mécanique d'un besoin de régulation mondiale, la Réserve fédérale a vu son rôle considérablement gonflé en comparaison de celui qui serait normalement dévolu à la banque centrale des États-Unis. Un seul exemple : en 1995, une caution du Trésor de 40 milliards de dollars fut accordée à l'État mexicain de peur qu'une banqueroute de ce voisin n'entraînât de trop grosses difficultés à ses créanciers étasuniens et ne provoquât une crise financière aux États-Unis mêmes. On peut trouver à une telle évolution des raisons techniques, pourrait-on dire. « Le système capitaliste international » ne pourrait vraisemblablement pas survivre, note l'économiste Robert Gilpin, sans une « direction forte et avisée »<sup>68</sup>. Si les financiers institutionnels et les particuliers d'Asie orientale, notamment du Japon et de

Chine qui détiennent à eux seuls plus de 40% de la dette publique étasunienne<sup>69</sup>, et d'Europe, notamment les Allemands, les Suisses, les Français, les Néerlandais et les Belges ou les Scandinaves, etc., placent leurs fonds aux États-Unis, c'est parce qu'ils ont confiance dans la capacité économique de ce pays et surtout parce que c'est surtout à New York et non à Tokyo ou à Francfort qu'est sis le gouvernement qui tient les commandes des institutions internationales et de l'économie mondiale. Ajoutons que, parmi les autres grands financiers, il faut non seulement compter l'européen et le japonais mais aussi, en perspective, le chinois : on sous-estime en effet la formidable croissance des économies de l'Asie orientale et les progrès accomplis, dans cet élan, par le système chinois qui repose sur les liens étroits entre les banques des principaux dragons exportateurs : la Chine populaire, Taïwan, Hong Kong et Singapour, dont l'excédent cumulé de la balance des paiements courants s'élève à plus de 200 milliards de dollars par an, ce qui libère d'autant les disponibilités financières en quête de puissance et d'influence. Il n'est pas dit que la Chine ne songe un jour à utiliser autrement qu'en réserves de change les dollars acquis par ses excédents commerciaux sur les États-Unis qui constituent à ce jour plus de 400 milliards de dollars, dans lesquels plus de 250 milliards de bonds du Trésor étasuniens et qui constituent un moyen de pression potentiel redoutable sur l'Empire américain...

Pour reprendre la métaphore de la toupie, on peut imaginer qu'il soit bien plus sûr de laisser actionner l'instrument par un seul joueur, quitte à lui passer quelques manies, plutôt que de chercher à tirer ensemble la ficelle, ce qui supposerait une entente parfaite bien difficile à réaliser : tout raté de la coopération pourrait avoir pour effet la chute de la toupie. Le monde entier est donc suspendu aux lèvres d'Alan Greenspan. Pas seulement parce que le dollar reste la monnaie la plus utilisée à l'échelle de la planète. Mais aussi et

surtout parce que, même si les autres grands financiers du monde aimeraient bien imprimer au cours des choses la marque que légitimerait leur poids financier, ils laissent faire Washington en soutenant sa direction financière et monétaire. « Au fond, personne n'a vraiment envie de brider le moteur américain. Au risque d'une correction brutale du dollar qui déstabiliserait toute l'économie mondiale », peut-on lire dans une étude sur le « privilège du dollar »<sup>70</sup>. Washington dirige pour ainsi dire par défaut, du fait qu'il n'y a personne d'autre pour remplir cette tâche ou, si l'on veut, par peur du vide. Centre du pouvoir politique mondial, Washington est donc aussi tout naturellement le centre de l'économie de crédit.

Cette direction planétaire exclusive présente pour l'Empire américain des bénéfices incomparables. Le crédit va au pouvoir politique qui l'assure, et le dope. Plus encore que la vigueur de la reprise des années 1990, c'est bien la détention du pouvoir politique, clé ultime du crédit, qui a suscité ce puissant effet d'attraction des capitaux internationaux, et qui a fait du dollar malgré les déficits commerciaux vertigineux, malgré un système bancaire fragilisé et malgré une gestion des finances de plus en plus contestée, une monnaie forte et la monnaie de référence : sa part dans les réserves officielles en devises est ainsi passé de 56,4 % en 1993 à 66,2 % en 1999, retrouvant ainsi le niveau du milieu des années 80<sup>71</sup>.

### **Les tributaires renâclent**

Pour Paul O'Neill, secrétaire au Trésor depuis janvier 1991, les déficits ne posent aucun problème, puisque l'épargne est désormais mondiale. Selon lui, « un pays est une fiction... les frontières ont disparu »<sup>72</sup>. Certes, elles ont disparu pour l'Empire tant qu'il reste aux commandes du système financier international. Elles fonction-

nent en réalité à sens unique, s'abaissant à volonté pour laisser passer les flux favorables et se dressant contre les courants non voulus. Pour ceux qui paient leur tribut à l'Empire américain, les problèmes s'accumulent et ils le disent de plus en plus haut. Ils s'inquiètent en particulier de la conduite de plus en plus dangereuse des institutions financières internationales. Si l'on revient encore à notre toupie, celui qui tire la ficelle en vertu de la confiance qui lui fut donnée jadis, a cessé d'être le plus habile et le plus efficace. Il ne mérite plus désormais cette confiance, mais mène le jeu uniquement parce qu'il est le plus fort, qu'il parvient à écarter ses concurrents et fait pour cela courir à l'équilibre du merveilleux petit cône les risques les plus grands.

On se plaint aujourd'hui ouvertement de la fragilité du système bancaire des États-Unis dans laquelle les institutions financières ont pris l'habitude de sous-provisionner les créances douteuses, qu'il s'agisse des créances sur les pays du Tiers Monde peu solvables ou celles sur les ménages étasuniens dont l'endettement atteignait déjà les records avant même que le dégonflement de la bulle financière ne l'aggravât encore à cause de la pratique des achats de titres boursiers à crédit... On craint les risques que fait courir pour l'économie mondiale le « financement pernicieux de l'économie » des États-Unis<sup>73</sup>. On se prend à craindre que, « si les investisseurs étrangers se mettaient à soupçonner l'inaptitude des États-Unis à emprunter suffisamment pour financer [leur] dette, il pourrait en résulter une panique financière qui pourrait conduire à une hausse des taux d'intérêt, un effondrement du dollar et une profonde récession »<sup>74</sup>.

La planète se trouve aujourd'hui dans la situation où le principal risque pour le système monétaire et financier lui-même vient de la fragilité financière du pays qui tire d'énormes privilèges de la direction qu'il lui imprime de surcroît de façon extrêmement périlleuse<sup>75</sup>. Cela fait décidément beaucoup... On ne sera donc pas étonné du

diagnostic de Samir Amin, dont la critique de l'impérialisme américain, du développement inégal au profit des pays du centre au détriment de la périphérie est connue : « La société américaine, dont la survie - dans les formes qu'elle s'est données et qu'elle voudrait perpétuer à tout prix - dépend de la contribution des autres au financement de son gaspillage, parle comme si elle était en position de commander le monde ! La conjoncture de l'économie mondiale est suspendue au maintien du gaspillage américain. Qu'une récession frappe les États Unis et voilà les exportations de l'Europe et de l'Asie - dont la nature est en partie celle d'un tribut unilatéral payé à la nouvelle Rome - en difficulté. Ayant choisi de fonder leur développement sur ces exportations absurdes en lieu et place du renforcement de leurs systèmes propres de production et de consommation (ce qui serait opter pour un développement autocentré), Européens et Asiatiques sont pris au piège, car un seul pays, les États-Unis, a le droit d'être souverain et de mettre en œuvre les principes d'un développement autocentré agressivement ouvert sur la conquête de l'extérieur. Tous les autres sont invités à rester dans le cadre d'un développement extraverti, c'est à dire à devenir des appendices des États Unis. [...] Je ne pense pas que l'absurdité de la situation puisse être prolongée indéfiniment »<sup>76</sup>.

*Quousque tandem abutere, America, patienta nostra... ?* pourrait-on s'écrier en parodiant Cicéron lorsqu'il entama devant le Sénat romain sa première *Catilinaire*. Jusqu'à quand l'Empire abusera-t-il de la patience du monde ? On ne sera pas étonné que, venant du parterre même des vassaux le plus zélés, se fassent entendre des voix hérétiques posant cette question. « Il y a, lit-on dans la presse de très fidèles partenaires des États-Unis, une limite à la bonne volonté des investisseurs à investir toujours davantage dans des avoirs en dollars »<sup>77</sup>. De son côté, Emmanuel Todd écrit : « Notre servitude volontaire ne peut se maintenir que si les États-Unis nous traitent de



façon équitable, mieux, s'ils nous considèrent de plus en plus comme des membres de la société dominante, c'est le principe même de toute dynamique impériale »<sup>78</sup>. Mais le veulent-ils, et le peuvent-ils vraiment ?

---

<sup>1</sup> Charles Krauthammer, « Who needs Gold medals ? », *The Weekly Standard*, 20/02/2002.

<sup>2</sup> Voir par exemple Emily Eakin, « All Roads Lead to D.C. », *The New York Times*, 31/03/2002, ou encore Jonathan Freedland, « Rome, AD... Rome, DC? », *The Guardian*, 18/09/2002.

<sup>3</sup> William Kristol & Robert Kagan, « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, juillet-août 1996.

<sup>4</sup> Voir l'*International Herald Tribune*, 14-15/07/1990.

<sup>5</sup> Voir Roland Laffitte, « Vers quel monde nouveau ? », *Cahiers de l'Orient* n° 20, décembre 1990, « Mais que cherchent les États-Unis », *Témoignage chrétien* du 01/12/1990, ainsi que « À l'heure de la *Pax americana* », *Peuples méditerranéens* n° 52-53, juillet-décembre 1990.

<sup>6</sup> Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers : Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, New York : Random House, 1987.

<sup>7</sup> Clyde Prestowitz, *Trading Places : How We allowed Japan to Take the Lead*, New York : Basic Books, 1988.

<sup>8</sup> Toutes ces hypothèses furent présentées de façon systématique dans une étude de Yakashi Ignogushi intitulée « Four Japanese Scenarios for the Future », *International Affairs*, hiver 1988/1989.

<sup>9</sup> Jaques Attali, *Lignes d'horizon*, Paris : Fayard, 1990.

<sup>10</sup> Francis Fukuyama, *The End of the History and the Last Man*, New York : Free press, 1992.

---

<sup>11</sup> Samuel P. Huntington, *Le Choc des civilisations*, Paris : Odile Jacob, 1997. L'auteur ne parlait encore que de « sommet » atteint par l'Occident et pas encore de déclin, dans le premier jet de cette étude pourtant le même titre, « The Clash of Civilisations », *Foreign Affairs*, été 1993.

<sup>12</sup> Oswald Spengler, *Le Déclin de l'Occident*, 2 vol., Paris : Gallimard, 1931-1933.

<sup>13</sup> C'est sous ce titre que paraissait en langue française (Paris : Gallimard, 1951) un extrait de son ouvrage intitulé *A Story of History*, écrit entre 1934 et 1957.

<sup>14</sup> William Kristol & Robert Kagan, op. cit.

<sup>15</sup> Immanuel Wallerstein, « The Eagle Has Crash Landed », *Foreign Policy*, juillet-août 2002.

<sup>16</sup> Emmanuel Todd, *Après l'Empire. Essai sur la décomposition de l'Empire américain*, Paris : Gallimard, 2002.

<sup>17</sup> Dialogue entre Robert Kagan & Laurent Cohen-Tanugi, *Le Nouvel Observateur*, 13-19/03/2003.

<sup>18</sup> Cité par Peter Behr, « System's Crash Was Predicted », *The Washington Post*, 15/08/2003.

<sup>19</sup> James Monroe, *Annual message to the Congress*, 02/12/1823.

<sup>20</sup> John L. Sullivan, « Manifest destiny », *The United States Magazine and Democratic Review*, été 1845.

<sup>21</sup> Michael J. Crawford, « The United States' War with Tripoli (1801-05) and the War on Terrorism (2001-) », site du Naval historical Center, Department of the Navy, 26/02/2002.

<sup>22</sup> John C. Breckenridge, *Memorandum to the Commander of the U.S. Army, Lieutenant General Nelson A. Miles*, 24/12/1897.

<sup>23</sup> Henry Kissinger, *La nouvelle puissance américaine*, Paris : Fayard, 2003.

<sup>24</sup> Jacques Legoff, « Heurs et malheurs des mondialisations », dans les *Cahiers français*, n° 305, novembre-décembre 2001.

<sup>25</sup> Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme. Conférences prononcées à l'université Johns Hopkins en 1976*, Paris : Flammarion, coll. « Champs », n° 192, 1985. En fait, Fernand Braudel reprit l'idée que son disciple Immanuel Wallerstein avait notamment

---

exprimée dans *The Modern World-System: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*, New York : Academic Press, 1974.

<sup>26</sup> Thomas L. Friedman, « A Manifesto for the Fast World », *The New York Times*, 28/03/1999.

<sup>27</sup> Jean-François Revel, *L'obsession anti-américaine*, Paris : Plon, 2002.

<sup>28</sup> « La chronique d'Alain-Gérard Slama », *Le Figaro Magazine* du 22/02/2003.

<sup>29</sup> Voir par exemple Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, *Atlas Stratégique : géopolitique des rapports de force dans le monde*, Paris : Fayard, 1983.

<sup>30</sup> Alain Minc, *Épître à nos nouveaux maîtres*, Paris : Grasset, 2003.

<sup>31</sup> Général de Gaulle, *Conférence de presse*, 04/02/1965.

<sup>32</sup> Paul Kennedy, op. cit.

<sup>33</sup> Immanuel Wallerstein, « The Eagle Had Crash Landed », op. cit.

<sup>34</sup> Thomas L. Friedman, op. cit.

<sup>35</sup> Friedrich August von Hayek, *La route de la servitude*, Paris : Librairie de Médecis, 1946.

<sup>36</sup> George Murray, *Losing Ground : American Social Policy 1950-1980*, New York : Basic Books, 1984.

<sup>37</sup> Voir par exemple Bernard Cassen, « Vers un nouvel AMI ? », *Le Monde diplomatique*, décembre 2000.

<sup>38</sup> Michel Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, Paris : Seuil, 1991.

<sup>39</sup> Jean-François Legrand, *Projet de loi de finances pour 2000*, présenté devant Sénat.

<sup>40</sup> Aaron Lukas, « Stuck in Sanctions : U.S. Needs Way Out of Policy Morass », site du Center for Trade Policy Studies, 02/09/1998.

<sup>41</sup> Thomas L. Friedman, op. cit., voir plus haut, p. 19.

<sup>42</sup> François Mitterrand, *Discours au Bundestag*, 20/01/1983.

<sup>43</sup> Sandra Moatti, *Alternatives économiques*, n° 208, novembre 2002.

<sup>44</sup> « Historical Income Tables. 2001 », Table H-3c, U.S. Census Bureau.

- 
- <sup>45</sup> « Poverty in the United States : 2001 », Table 1, U.S. Census Bureau.
- <sup>46</sup> Ligue des Droits de l'Homme, *Rapport annuel - 1999*.
- <sup>47</sup> *BBC News. World edition*, le 29/08/2002.
- <sup>48</sup> Edward Behr, *Une Amérique qui fait peur*, Paris : Plon, 1995.
- <sup>49</sup> Emmanuel Todd, op. cit.
- <sup>50</sup> Pierre Noël, « Les États-Unis face à leur dépendance pétrolière », *Policy papers*, Grenoble : CFE et Paris : IFRI, 2002.
- <sup>51</sup> Cité par François Schlosser, « Le vertige de la puissance », *Le Nouvel Observateur* du 14/03/2002.
- <sup>52</sup> Jean-Jacques Hyest et Paul Loridant, *Rapport d'information n° 60*, présenté au Sénat pour 1997/1998.
- <sup>53</sup> *Statistical Abstract of the United States : 2000*, Table 1401, et 2002, Table 1363.
- <sup>54</sup> *BEA News Release*, site BEA.
- <sup>55</sup> « Le déficit budgétaire américain s'envole », *Le Monde*, 17/07/1983.
- <sup>56</sup> François Chesnais, *La mondialisation du capital*, Paris : Syros, 1997.
- <sup>57</sup> Roland Laffitte, « À l'heure de la *Pax americana* », op. cit.
- <sup>58</sup> Robert E. Scott, « U.S.'s growing trade deficit fuels ballooning net foreign debt », 26/09/02, site de l'Economic Policy Institute.
- <sup>59</sup> Jeff Faux, « Falling Dollar, Rising Debt », 18/07/02, site d'American Prospect.
- <sup>60</sup> Voir le rapport intitulé *The U.S. Trade Deficit : Causes, Consequences and Recommendations for Action*, U. S. Trade Deficit Review Commission, novembre 2000.
- <sup>61</sup> François Chesnais, op. cit.
- <sup>62</sup> Frédéric F. Clairmont, « Menaces sur l'économie mondiale », *Le Monde diplomatique*, mai 2001.

---

<sup>63</sup> Alain Lambert, « Banques : votre santé nous intéresse », Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, *Rapport* n° 52, 1996-1997.

<sup>64</sup> Bruce Bartlett, « A Rising Trade Deficit Lifts U.S. Foreign Debt », sur le site du National Center for Policy Analysis, le 17/08/1998.

<sup>65</sup> Christian Chavagneux, « Trente ans de finance mondiale », *Alternatives économiques*, hors-série n° 50, 4<sup>ème</sup> trimestre 2001.

<sup>66</sup> Henry Kissinger, op. cit.

<sup>67</sup> George Soros, *The Crisis of Global Capitalism : Open Society Endangered*, New York : Public Affairs, 1998.

<sup>68</sup> Robert Gilpin, *The Challenge of Global Capitalism : The World Economy in the 21st Century*, Princeton : Princeton University press, 2000.

<sup>69</sup> Michael R. Preiss, « Snow in Beijing and what it means for Gold », *KWR International Advisor*, sept. 2003, vol. 5, ed. 4.

<sup>70</sup> Sandra Moatti, « Le privilège du dollar », *Alternatives économiques*, n° 208, novembre 2002.

<sup>71</sup> Christian Chavagneux, op. cit.

<sup>72</sup> Entretien avec Paul O'Neill, *Les Échos* du 11/04/2002.

<sup>73</sup> Joël Bourdin, « Perspectives macroéconomiques à moyen terme (1999-2004) », *Rapport d'information* n° 71, 1999-2000, Délégation du Sénat pour la planification.

<sup>74</sup> Robert E. Scott, op. cit.

<sup>75</sup> Voir aussi plus bas, pages 115-117.

<sup>76</sup> Samir Amin, « Le capitalisme sénile », *La Revista del Manifesto* du 31/09/2002.

<sup>77</sup> « The O'Neill doctrine – America's huge external deficit is an accident waiting to happen », *The Economist*, 25/04/2002.

<sup>78</sup> Emmanuel Todd, op. cit.

## Deuxième partie

### **Le besoin d'hégémonie mondiale**

Les hommes de l'équipe de George Bush fils expliquent à l'envi que l'implosion de l'Union soviétique est le résultat de la politique de Ronald Reagan qui aurait entraîné la Russie dans une course aux armements où elle se serait épuisée. Étant donné que les tenants de cette thèse sont précisément ceux qui ont conseillé Ronald Reagan, une telle analyse, aujourd'hui généralement acceptée, sent un peu trop le plaidoyer *pro domo* pour être prise pour argent comptant. Elle est d'ailleurs contestée, notamment par Immanuel Wallerstein qui met de son côté l'accent sur des facteurs politiques internes à l'Empire soviétique<sup>1</sup>. Il est en tout cas certain qu'à la politique de neutralisation de l'Empire russe par l'endiguement, engagée depuis 1945, fit place avec l'administration Reagan une politique d'hostilité systématique, et que l'effondrement de la puissance soviétique fut saluée comme une très bonne nouvelle. Le 11 septembre n'est pas le

tournant fondamental dans l'histoire du monde ni dans celle de l'Empire américain que l'on prétend y voir. Le véritable tournant date de l'effondrement de l'Empire soviétique.

### **Chute du mur de Berlin et rêves d'Empire global**

C'est en 1989 que se terminèrent la Guerre froide et la grande aventure de l'Empire soviétique. Dès lors pouvait sembler à portée de main l'avenir voulu par Woodrow Wilson, celui d'un monde libéral dont l'animation et la direction devait échoir à la Grande Nation, un rêve dont se fit l'architecte Franklin D. Roosevelt en 1945, bien qu'il fut momentanément contrarié dans son entreprise par le refus opposé par la Russie au plan Marshall. L'ordre international né de la Seconde Guerre mondiale avait établi, en instituant l'ONU, l'idée que la « communauté des nations » devait se donner un forum où pussent s'élaborer des règles de vie en commun afin d'éviter de nouveaux conflits. On peut énoncer mille critiques à l'égard de cette ONU, du fait qu'elle confère notamment un privilège absolu aux vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, qu'elle ne fait aucune place dans la décision aux pays du Sud, que les règles de droit international qu'elle a cherché à élaborer sont à la discrétion des grandes puissances. C'est en tout cas à George Bush père que revint la gloire d'accomplir le rêve wilsonien d'une direction vraiment mondiale mais sur un mode toutefois imprévu, à savoir avec une bonne dose du « gros bâton » cher à Theodore Roosevelt, tel qu'il fut encore une fois manié pendant la Guerre du Koweït.

Avec l'effondrement de l'Empire soviétique, l'Europe voyait la pression de son voisin russe s'amoinrir et, symétriquement, l'exigence de se subordonner au grand frère étasunien augmenter. Elle et le Japon pouvaient être tentés de prendre dans les affaires du

monde toute la place que leur autorisait la puissance économique retrouvée ou nouvellement acquise. Quant aux peuples du Sud, ils pouvaient légitimement s'imaginer trouver une plus grande liberté de mouvement, même après l'essoufflement de la vague d'émancipation coloniale. Ce qui était en train de naître, c'était un monde pluriel avec une seule superpuissance. Ce monde est caractérisé par la disparition de l'idée d'un Tiers Monde, pour reprendre l'expression utilisée au début des années 50 par Alfred Sauvy<sup>2</sup>, lié par une relative communauté de destin, et sa différenciation, voire son émiettement en ensembles économiques, sociaux et politiques disparates. Il est d'autre part marqué par l'émergence de l'Asie orientale comme masse économique ayant désormais en perspective, avec ses deux géants, le Japon et la Chine, un poids comparable à celui de l'Amérique du Nord ou de l'Europe occidentale, ces trois pôles formant pour les économistes une Triade qui monopolise aujourd'hui plus de 80% de la richesse créée dans le monde. Quant à la Russie, elle finira bien par y retrouver un rôle proportionné à sa taille. Comme Samuel P. Huntington en fit le constat, « la réalité relativement simple de l'époque de la Guerre froide cède la place à un monde complexe, multipolaire et multicivilisationnel »<sup>3</sup>. On se mit donc à rêver à haute voix de la fin d'un « monde bipolaire », de la gestion multipolaire des problèmes de la planète ou, si l'on veut, d'un certain « partage du pouvoir » dans le cadre des organisations internationales, notamment l'ONU. Pendant ce temps les cuisiniers de l'Empire américain œuvraient dans leurs arrières-cuisines, en train de nous concocter d'autres plats... Le journaliste Nicholas Lehmann rapporte que, dès le printemps 1990, Richard Cheney, alors secrétaire d'État à la Défense, mettait en place un comité de réflexion comprenant notamment Paul Wolfowitz, aujourd'hui numéro deux du Pentagone et idéologue fameux de la nouvelle équipe, et Lewis Libby, présentement conseiller pour la Sécurité auprès du même Cheney, devenu aujourd'hui vice-président. L'objectif n'était rien



d'autre que de « réfléchir à une politique étrangère américaine pour l'après-Guerre froide, à un niveau stratégique »<sup>4</sup>. Une réunion se tint le 21 mai à laquelle Colin Powell fut convié, sans qu'on lui laissât toutefois le temps de prendre la parole monopolisée par Paul Wolfowitz dont seuls les propos figurèrent donc dans le compte-rendu présenté à George Bush père. La grande idée jaillie de ce conclave était que les États-Unis ne devaient pas se contenter de réagir au reste du monde, mais devaient viser à son « modelage » (*shaping*)<sup>5</sup>.

De son côté, George Bush père fit preuve d'une grande capacité d'initiative politique. Il sut mettre à profit le trouble jeté en Europe par l'implosion de la puissance soviétique, les problèmes de digestion de l'Allemagne de l'Est par la République fédérale ainsi que les hésitations des Européens à trouver une attitude commune sur leur avenir, notamment sur la crise qui pointait en Yougoslavie. Il joua ainsi magnifiquement bien, avec la Guerre du Koweït, sur les incertitudes et la paralysie relative de la construction européenne préoccupée par sa frontière orientale pour avancer le pion de la direction de la planète par les États-Unis. Il sut même prendre le vent des aspirations des puissances de second rang à construire un forum international pour les entraîner dans la vaste coalition de la Guerre du Koweït : les États-Unis trouvèrent dans la couverture de l'ONU une autorité certaine, tandis que les autres pays, notamment la France qui se fit avec François Mitterrand le chantre d'une action dans le cadre de l'ONU, s'imaginaient agir pour le futur en ligotant les prétentions impériales des États-Unis dans les rets de la « légalité internationale ».

George Bush père eut, dans cet épisode, une chance insolente qui se serait probablement volatilisée avec la coalition alors mise en place s'il ne s'était pas avisé d'arrêter très vite la Guerre du Koweït, décision que lui reprochent aujourd'hui les tenants de l'équipe actuelle qui voulaient, dans leur langue de baroudeurs, finir le travail

*(finish the job)*<sup>6</sup> en poussant jusqu'à Bagdad pour en chasser Saddam Hussein. La victoire donna en tout cas des ailes aux stratégies de son équipe réunis autour de Richard Cheney. Ayant bien mâché et remâché ses idées, ce petit groupe d'hommes, auquel participait encore Colin Powell, présenta au printemps 1992 une sorte de manifeste visant à profiter de l'avantage donné par l'effondrement de l'Union soviétique et le succès de la Guerre du Koweït pour garantir la suprématie militaire absolue des États-Unis. La première version de ce document intitulé Defense Policy Guidance (DPG) affirmait notamment : « Notre premier objectif est de prévenir la réémergence d'un nouveau rival [...] qui représente une menace comme celle que représenta naguère l'Union soviétique ». Parmi les idées défendues, on y trouve celle d'affaiblir la Russie en séparant d'elle un maximum de pays, celle d'éviter de favoriser la montée en puissance du Japon et de l'Allemagne, ou encore celle d'assurer un état de préparation des forces armées permettant de mener simultanément plusieurs conflits régionaux majeurs<sup>7</sup>.

Le triomphe des États-Unis dans la Guerre du Koweït cachait mal cependant que les instruments de l'imperium ne s'appuyaient plus, comme en 1945, sur des fondations économiques proportionnées à cette ambition, capables d'asseoir cette puissance politique en lui garantissant une base de sustentation solide et stable. Comment assurer en effet la suprématie absolue en matière militaire garantissant la prééminence politique avec une puissance économique réduite ? L'Empire n'était-il pas désormais trop vieux pour réaliser un rêve né quand il atteignait la force de l'âge ? Il ressort du constat de l'émergence d'un « monde multipolaire » fait par Samuel T. Huntington, la nécessité d'effectuer un choix, celui du rapport entre l'« Occident » correspondant, dans son esprit, aux aires gemelles de l'Atlantique Nord que sont l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale, et le reste du monde. La réponse du géopoliticien est aussi

peu connue que le titre de son livre est célèbre : « Aux lendemains de la Guerre froide, écrit-il, on a beaucoup débattu aux États-Unis des orientations à donner à la politique étrangère. Les États-Unis ne peuvent désormais dominer le monde. Ils ne peuvent non plus l'ignorer. Ni l'internationalisme, ni l'isolationnisme, ni le multilatéralisme, ni l'unilatéralisme ne peuvent servir les intérêts américains. Ces intérêts seront mieux défendus si les États-Unis évitent de prendre des positions extrêmes et adoptent une attitude atlantiste de coopération étroite avec leurs partenaires européens, afin de sauvegarder et d'affirmer les valeurs de leur civilisation commune »<sup>8</sup>. Ajoutons que sa position suppose un autre choix, implicite celui-là, celui d'un rapport de partenariat à l'intérieur de l'ensemble qu'il nomme « Occident ». Même s'il concède que, « dans le choc des civilisations, l'Europe et l'Amérique feront bloc ou se sépareront », il ne s'appesantit pas sur les facteurs qui poussent à la dissociation des intérêts entre l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale, et semble plutôt tenir la prééminence des États-Unis pour acquise.

Si le 11 septembre 2001 ne marque probablement pas un changement de période aussi grandiose que ce que nous présentent les idéologues et les thuriféraires de l'Empire, il restera toutefois comme une date importante dans son histoire, celle de la fin d'une période d'incertitudes et d'hésitations pendant laquelle s'est élaborée une des réponses à cette nouvelle situation géopolitique. La politique retenue va d'ailleurs, il faut le souligner, dans le sens opposé à celui préconisé par un Samuel T. Huntington qui, s'il peut être critiqué pour le découpage tout à fait discutable du monde qu'il opère en blocs civilisationnels plus ou moins homogènes, étanches et invariants, n'est nullement responsable d'un « choc de civilisations » qu'il prétendait éviter en appelant « l'Occident à modérer ses ambitions ». Elle s'inscrit toutefois dans une tendance lourde de l'Empire vers une marche de plus en plus solitaire.

### **Contenir les adversaires et ligoter les alliés**

Les bases de l'Empire américain ont radicalement changé depuis cinquante ans. Nous n'avons plus aux fondations de l'édifice la puissance productive, aux degrés immédiatement supérieurs, la puissance financière, puis la puissance militaire, ensuite la puissance politique et monétaire, le tout couronné par la puissance culturelle et le prestige de « l'autorité normative ». Nous n'avons plus aujourd'hui une architecture aussi bien ordonnée de nature à donner à l'Empire son maximum de stabilité et d'efficacité. Ce n'est plus la puissance économique qui offre sa base de sustentation à la puissance monétaire, c'est le « privilège du dollar » qui conditionne désormais le maintien de l'Empire tributaire et l'*american way of life*. Et c'est la puissance militaire des États-Unis qui constitue à présent la base de la pyramide, qui conditionne la direction politique de l'Empire et la direction monétaire qui en découle. La pyramide s'est donc inversée. Cela ne signifie pas que l'Empire est impossible. L'Empire soviétique avait bien une puissance militaire sans rapport avec sa base économique. Mais cela le poussa, dans la recherche de l'équilibre des forces militaires avec les États-Unis, à asservir le glacis est-européen qui lui assura une partie des ressources manquantes. L'Empire est donc tenable, mais la forme de domination n'est pas la même : les méthodes de l'Empire américain sont donc destinées à changer. Tout dépend désormais beaucoup plus que par le passé de la force, de la menace de l'usage de la force ouverte qui ne serait crédible sans le passage à l'acte périodique. Comme la Rome antique, l'Empire américain dépend avant tout de la force ses légions. Reste à savoir si l'Empire américain possède un différentiel de force suffisant pour dominer le monde et s'il peut assumer, à côté de la force, le prestige de la culture que possédaient

les Romains, culture qu'ils avaient d'ailleurs l'humilité de reconnaître qu'ils la devaient aux autres, à savoir les Grecs<sup>9</sup>.

La condition *sine qua non* de la préservation de l'Empire réside donc dans le monopole militaire et, partant, technologique. Cela apparaît d'évidence. Pour Samuel P. Huntington, il est indispensable « de maintenir la supériorité technologique et militaire absolue de l'Occident sur les autres civilisations », ne serait-ce que pour jouer un rôle majeur sur la planète, même sans aller jusqu'à la direction exclusive<sup>10</sup>. Certes, le fameux géopoliticien ne dit pas « États-Unis », mais « Occident », ce qui pourrait laisser ouverte la perspective d'un remodelage des rapports entre alliés. Mais rares sont ceux qui abandonnent leurs privilèges sans résister, souvent sans les défendre bec et ongles. Si l'idée d'un rééquilibrage a donc cheminé dans la société étasunienne placée devant la perspective du déclin de la puissance des États-Unis, on pouvait aussi s'attendre à ce que, dans l'esprit de gens habitués aux bienfaits de l'hégémonie, germât l'idée que l'équilibre avec les autres puissances, notamment en matière nucléaire, qui s'est exprimé dans la doctrine de l'« équilibre de la terreur » ne soit nullement suffisant aux besoins de l'Empire. Il n'est pas surprenant qu'avec l'effondrement de l'Empire soviétique, ait pu naître l'idée que l'Empire américain, désormais seul, devait profiter de l'occasion historique ainsi offerte pour assurer cet avantage.

Cette idée que nous vîmes poindre dès 1990 dans les alcôves du Pentagone, s'exprime de façon entièrement développée dans le programme avancé en 2000 par le groupe qui est aujourd'hui aux commandes de l'administration de Washington, significativement intitulé *Rebuilding America's Defenses. Strategy, Forces and Resources*. On y réclame « non pas la parité numérique avec les capacités russes mais le maintien de la supériorité stratégique, la capacité de décourager de possibles coalitions nucléaires hostiles ».

Pour ce groupe, « la supériorité nucléaire américaine n'est pas quelque chose dont il faut avoir honte mais sera plutôt un élément essentiel pour préserver la direction américaine dans un monde complexe et chaotique »<sup>11</sup>. Ce programme propose également de maintenir la supériorité dans tous les domaines, celui de « la supériorité à long terme des forces conventionnelles » et en particulier « la combinaison d'une puissance de feu écrasante » des forces blindées et des forces aériennes, et revendique « le contrôle de l'espace et du cyberspace ». En effet, « de la même manière que les puissances globales du passé reposaient sur le contrôle des mers et du commerce international, c'est le contrôle des "nouveaux communs internationaux" [les espaces et les moyens utilisés par tous les pays - ndla] qui sera la clé de la puissance mondiale dans le futur. Une Amérique incapable de protéger ses intérêts et celui de ses alliés dans l'espace ou l'"infosphère" aura des difficultés à exercer une direction politique globale »<sup>12</sup>.

Certains se prirent un moment à rêver, après l'attentat du 11 septembre, que les États-Unis allaient mettre désormais en sourdine la politique de défense antimissile, susceptible d'entraîner un prodigieux effort militaire non ciblé, pour porter l'accent sur les autres aspects de la sécurité qui leur firent défaut dans cet épisode tragique. C'était ignorer que le véritable but de la défense antimissile n'est pas seulement sécuritaire. Un tel projet promet aussi une mobilisation industrielle de nature à assurer un avantage technologique absolu en matière de communication et la domination de l'espace, condition de la supériorité absolue en matière d'information et d'armement, donc de puissance militaire en termes modernes. Le déploiement des armes les plus sophistiquées et les plus meurtrières présente d'autre part un incontestable effet de vitrine technologique propre à doper la machine productive étasunienne. Nous avons vu avec quelle fierté et quelle délectation les officiels de Washington

ont parlé récemment des nouvelles armes qu'ils allaient tester en Iraq et surtout de cette merveilleuse bombasse de 9,5 tonnes baptisée MOAB (Massive Ordnance Air Blast), dont un analyste militaire écrivait à l'époque qu'elle « pourrait être utilisé contre la Garde républicaine iraquienne ou même contre des cibles de la région de Baghdad comme les palais de Saddam »<sup>13</sup>. L'acronyme de ce précieux bijou peut se lire *Mother Of All Bombs*, ce qui est en quelque sorte une sorte de réponse du berger étasunien à la bergère iraquienne, quand on se souvient que la Guerre du Koweït fut, pour Saddam Hussein, *Oumm al-maarik*, « la Mère de toutes les batailles »<sup>14</sup>. Cet engin, exhibé à la veille de l'attaque contre l'Iraq sur les écrans de télévision du monde entier, promettait des effets encore plus ravageurs que les « coupeurs de pâquerettes » testés en Afghanistan ou la bombe à effet de souffle qui extermina par milliers en 1991 sur la route de Safwan des colonnes de militaires et de civils iraqiens retournant chez eux après avoir rompu le combat, ce qui n'a naturellement rien à voir avec les « armes de destruction massive »... La publicité militaro-industrielle existe dans toute guerre mais semble particulièrement appuyée dans les dernières campagnes menées par les États-Unis.

Considérons à présent les rapports avec les alliés européens. On aurait pu ainsi imaginer, après la disparition de la menace soviétique, que l'OTAN, organisation édifiée contre l'Empire russe à l'origine, irait se dissoudre et que l'Europe prendrait sa liberté. Les Français avaient d'ailleurs immédiatement avancé la perspective d'un renforcement de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO), organisation de sécurité collective née du traité de Bruxelles en 1948. C'était oublier la prétention à la direction universelle qui avait déjà mené tout naturellement, pendant la Guerre froide, les États-Unis à la tentative de contrôler les pays de l'Est par le plan Marshall puis à la politique d'endiguement de l'Union soviétique. La réaction

de Washington fit tourner l'histoire dans le sens non voulu par les alliés. Dès la fin de l'année 1989, le secrétaire d'État James Baker proposa un traité transatlantique prévoyant une institutionnalisation des liens entre les deux rives de l'océan atlantique, lequel fut ressenti en Europe comme l'expression de la volonté étasunienne d'imposer leur droit de veto dans la construction européenne. Puis, lors de la conférence de Paris de la CSCE (Commission de Sécurité et de Coopération en Europe) de novembre 1990, le même James Baker parvint à imposer que l'OTAN fût renforcé et que l'UEO mise en avant notamment par la France lui fût subordonnée. Les conséquences n'échappèrent pas à un journal japonais qui fit cette remarque : « La crise du Golfe renforce la position américaine dans la Communauté européenne »<sup>15</sup>. Le rôle que les États-Unis firent jouer par la suite à l'OTAN, notamment pendant la crise yougoslave est à cet égard instructif. La Guerre du Kosovo permit de mettre en pratique l'extension de ses tâches et de faire entrer dans son organisation les Français ainsi pris au piège : ils auraient bien préféré une opération dans le cadre de l'ONU, mais l'opposition de la Russie rendit cette solution impossible.

Nous assistâmes après le 11 septembre à un rapprochement spectaculaire entre les États-Unis et la Russie. Au vrai, il se dessinait dès le milieu des années 1990, bien qu'il ait été un temps retardé par la brouille de la guerre du Kosovo dans laquelle les intérêts russes traditionnels penchaient pour la Serbie. Le poids déterminant de Washington dans les organisations financières internationales, un marchandage sur la limitation du grignotage de l'Empire russe sur ses marches européennes, l'intérêt d'une alliance contre la poussée de l'islamisme politique en Asie centrale et les mains libres gagnées par l'administration en Tchétchénie suffiraient à expliquer la position russe. Moscou a donc gagné un droit de veto dans l'OTAN, moyennant l'acceptation du point de vue étasunien



sur la mise au rancart du traité ABM (Anti-Ballistic Missiles), annoncée par George W. Bush en décembre 2001. D'un autre côté, l'attitude des États-Unis se saisit plus facilement si l'on pense à la proposition que fit James Baker à la conférence de Paris de la CSCE le 19 novembre 1990. Si le Japon fut choqué à l'époque de se voir exclu de ce vaste ensemble proposé par Washington, le fait que la Chine resta discrète dans ses réactions ne pouvait pas l'empêcher d'y voir là une coalition des vieilles nations blanches... L'idée de ce vaste ensemble n'est pas morte. Voici ce que déclarait le premier ministre grec, Constantinos Simitis, lors de la signature à Paris du traité entre l'OTAN et la Russie le 27 mai 1997 : « En signant cet acte fondateur, nous sommes conscients qu'une nouvelle Europe est en train d'émerger dans laquelle les alliés, en même temps partenaires et amis, de Vancouver à Vladivostok veulent s'engager ensemble à œuvrer de façon constructive pour la paix et la stabilité et pour le bien commun »<sup>16</sup>. Autant dire que, dans cette conception, l'Europe est conçue comme totalement fondue, et de fait soumise, dans la grande alliance, ce qui faisait dire à Alain Joxe : « Partout, les États-Unis cherchent à engluer divers systèmes de commandements et de responsabilités dans un réseau pragmatique dont ils seront les seuls dirigeants, et qui agira par influence organisationnelle plus que par décision politique. C'est une formule instable et dangereuse. L'Europe devra reprendre son autonomie et restaurer un système diplomatique et militaire de sécurité préventive fondée sur des accords politiques »<sup>17</sup>.

Si l'on fait un peu de prospective, il faut tourner nos regards vers l'Asie. Samuel P. Huntington parle de deux dangers menaçant « la civilisation occidentale » : l'Islam et la Chine. Nous reviendrons plus loin sur la question de l'Islam. Considérons ici le travail qui s'opère dans les entrailles de l'Asie orientale. Le Japon avait réussi à rééquilibrer insensiblement son rapport avec les États-Unis, notam-

ment à la faveur de son formidable succès économique des années 80 sans remettre en cause sa dépendance politique vis-à-vis d'eux. Mais la paralysie qui le frappe depuis l'éclatement de la bulle immobilière du début des années 1990 l'a apparemment effacé des horizons stratégiques, ce qui est probablement le produit d'une réflexion à courte vue. Souterrainement, discrètement, le Japon, replié sur lui-même, concentre ses forces, se refait une santé et il ne serait pas étonnant qu'une fois ses comptes apurés, il ne resurgît bientôt en force sur la scène économique mondiale et désormais avec des revendications politiques proportionnées à sa taille économique. Le déploiement de sa force militaire en Iraq avec la bénédiction des États-Unis mais en contradiction avec sa constitution, en est probablement un signe avant-coureur. Quant à la Chine, sa puissance potentielle est encore loin de pouvoir s'exprimer, même si elle commence à être reconnue, comme le montre sa participation au sommet du G8 d'Évian en juin 2003 et si elle inquiète déjà<sup>v</sup>. En tout cas, pour Samuel P. Huntington, « il est de l'intérêt des États-Unis et des pays européens », entre autres choses, « de freiner le développement de la puissance militaire, conventionnelle et non conventionnelle [...] des pays de culture chinoise » et « d'empêcher le Japon de s'écarter de l'Ouest et de se rapprocher de la Chine »<sup>18</sup>.

---

<sup>v</sup> Depuis que ces lignes ont été écrites, le poids de la Chine dans l'économie mondiale a été révélé par de puissants témoignages. « Personne n'avait prévu de telles envolées [des cours des matières premières - ndla], car personne n'avait prévu l'émergence de la Chine. Annoncée depuis des années, la montée en puissance de l'économie chinoise s'est accélérée à partir du second semestre de 2003 », écrira Martine Orange dans un article intitulé « La croissance chinoise bouleverse le marché des matières premières ». Et elle poursuivra : « Le facteur chinois est devenu si déterminant que tous les marchés scrutent avec attention la moindre décision des autorités de Pékin » (voir *Le Monde*, 12/08/2004).

-Cependant, pour que ce pays devienne une puissance impériale capable de rivaliser avec les États-Unis, il coulera encore de l'eau entre les rives du Yang Tse-Kiang. Ce qu'il est plus raisonnable d'envisager, du point de vue de Washington, c'est donc d'éviter qu'un lien ne s'établisse entre les puissances réelles ou immédiatement potentielles, comme le Japon et l'Europe et la puissance chinoise, encore hypothétique. Si l'on suit Zbigniew Brzezinski, « la prééminence globale de l'Amérique est directement dépendante de sa prépondérance en Eurasie et de la façon dont elle est assurée », d'où il découle qu'« il est impératif que ne puisse émerger aucun concurrent eurasiatique capable de dominer l'Eurasie et de défier ainsi l'Amérique... »<sup>19</sup>. Pour ceux qui seraient surpris par le cynisme de cette *realpolitik*, l'ancien conseiller de Jimmy Carter n'hésite pas à mettre les points sur les « i » en écrivant : « Pour dire cela dans les termes qui nous ramènent à l'âge le plus brutal des anciens empires, les trois grands impératifs de la géostratégie impériale sont d'éviter la collusion et de maintenir la dépendance des vassaux pour la sécurité, de garder les tributaires accommodants et protégés, et d'empêcher les barbares de s'unir »<sup>20</sup>.

### **Contrôler l'aire arabo-islamique**

En France, on désignait ces dernières décennies par Proche-Orient l'ancien Levant, soit la zone qui va en gros de l'Égypte à la Syrie, et par Moyen-Orient celle qui va de l'Iraq à l'Afghanistan, voire au Pakistan. Aux États-Unis, le terme *Middle East* était traditionnellement employé jusqu'ici pour l'aire qui va du Maroc au Pakistan. Or il est de plus en plus utilisé pour désigner Israël et les territoires palestiniens occupés, ce qui est un symptôme de l'intérêt

pour ce petit pays qui aurait à lui seul vocation d'embrasser toute la région, tout comme le nom que se donnent les États-Unis d'Amérique épouse le continent tout entier. La presse française emboîte le pas en titrant désormais Proche-Orient lorsqu'il s'agit d'Israël alors que les autres pays de la région sont indiqués tout simplement par leur nom... Si l'on ajoute à cette aire l'Asie centrale de culture islamique que l'effondrement de l'Empire soviétique a brutalement soudée à elle en redonnant à la Turquie les arrières culturelles d'une région à grande majorité turcophone, mais aussi à l'Iran une zone d'influences historiques riches et régulières, on parle aujourd'hui de l'Asie du Sud-Ouest<sup>21</sup>. En considérant cette zone dans sa plus grande extension géographique qui, d'ouest en est, part du Maghreb pour atteindre le Pakistan et, du sud au nord, s'étire du Soudan au Kazakhstan, elle présente un continuum social dont l'élément culturel massif est l'Islam, bien que de grands pays islamiques asiatiques lui échappent, notamment l'Indonésie, le Bangladesh et la Malaisie, et bien qu'elle présente également de fortes minorités religieuses non musulmanes.

Or cette vaste aire géohistorique arabo-islamique collectionne des caractéristiques géopolitiques remarquables qui constituent autant de sujets de convoitise des puissants de la planète. D'un point de vue géographique, elle est une voie de passage d'importance : elle était jadis Route de la Soie et naguère Route des Indes, située entre la voie septentrionale traversant la Russie et la Sibérie, et une voie méridionale tracée dans l'océan Indien vers le Sud-Est asiatique, le Moyen-Orient commande encore aujourd'hui la voie médiane de passage entre l'Europe et l'Asie orientale, notamment la Chine et le Japon. D'un point de vue économique, elle détient plus de 70% des réserves en hydrocarbures du monde, si l'on ajoute celles de la Caspienne à celles du Golfe arabo-persique, et commande donc sa vie industrielle.

Ces deux caractéristiques suffiraient à faire de cette aire la gardienne des clés qui assurent le contrôle de la planète. D'un point de vue géostratégique, une des tentations les plus vives des États-Unis est de mettre un coin entre l'Europe et l'Asie orientale. Ceci est attesté par le fait que même les idéologues des administrations démocrates en ont souligné la nécessité. Extrêmement révélatrices à cet égard sont les propositions de Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller pour la Sécurité nationale du président Jimmy Carter, qui soulignait récemment l'importance de la région de l'Asie centrale dans laquelle il inclut l'Afghanistan. Après avoir rappelé que la stratégie de prise de contrôle (*strategy of dominion*) de l'Asie centrale fut activée en 1978 alors qu'il était aux affaires sous l'administration Carter<sup>22</sup>, il écrivait : « Les Balkans eurasiens sont vraiment plus importants comme butin économique potentiel : une énorme concentration de réserves de gaz naturel et de pétrole est située dans cette région, en plus de ses ressources minières incluant l'or... »<sup>23</sup>. En mars 1999, le Congrès des États-Unis adoptait d'ailleurs la loi sur la SRS (Silk Road Strategy) qui dessine les contours des intérêts de l'Empire américain dans la zone qui va de l'Arménie au Kirghizstan en passant l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Il s'agissait, dans l'esprit de ses promoteurs, d'enlever aux Russes le monopole de la production et de la commercialisation des hydrocarbures dans la région ainsi que celui de l'influence militaire, d'ouvrir cette zone aux intérêts étasuniens et d'éviter l'intrusion de concurrents. On connaît aussi les péripéties des négociations du consortium UNOCAL avec les taliban pour assurer le passage d'un oléoduc par l'Afghanistan<sup>24</sup>.

Mais cette aire géohistorique présente encore d'autres caractères de nature à faire de son contrôle un des enjeux majeurs de la géopolitique et à aiguïser les appétits de pouvoir planétaire. D'un point de vue symbolique, elle constitue un écrin d'abord pour La Mecque et

Médine, lieux sacrés des Musulmans vers lesquels se tournent les regards de plus d'un milliard d'hommes et de femmes ; elle renferme aussi comme un joyau la Palestine qui, enchâssée en son cœur, détient des lieux saints chers aux trois grandes religions monothéistes, et elle réunit enfin, dans la région qui s'étend de la Mésopotamie à l'Égypte, les foyers des grandes civilisations dont se réclame plus de la moitié de l'humanité. Et l'on sait l'importance de la maîtrise du symbolique dans la société humaine et dans les leviers de la puissance politique. D'un point de vue social, elle forme la texture d'un tissu humain imprégné de civilisation islamique et correspondant à une population de 500 millions d'habitants, probablement près d'un milliard à l'horizon 2030. Du point de vue historique et politique, elle n'est pas seulement la région du monde la plus divisée, démantelée et saccagée par les grandes puissances, justement pour sa situation géographique et ses richesses dont le contrôle commande l'économie mondiale et excite les appétits des puissants. Elle est aussi une région où une colonisation classique est en cours. En Palestine, pour son infortune terre de croisades et de contre-croisades, s'est implanté à la faveur de la déclaration Balfour de 1917, un greffon commun du tissu humain de la Russie, de l'Europe et de l'Amérique du Nord : avalisé à Versailles au sortir de la Grande Guerre puis consolidé par le traité de Sèvres malgré les conseils de prudence de la commission King-Crane envoyée sur place par le président Wilson<sup>25</sup>. Ce greffon prit forme et grandit avec les plans de partage successifs de la Palestine qui menèrent à celui de l'ONU en 1947, aboutit à la création de l'État d'Israël en 1948, et fut encore renforcé par plusieurs guerres avec les pays arabes. Dernier acte de ce cours catastrophique : viennent de s'installer plus d'un million de colons russes depuis la fin de l'Union soviétique, pas tous juifs d'ailleurs puisque 20 à 30% d'entre eux sont conjoints de Juifs ou bien ont obtenu de faux certificats, ce qui n'est pas sans poser des problèmes à la justification même d'Israël qui tient à son

caractère d'« État juif »<sup>26</sup>. La combinaison de ces éléments sociaux et de la situation géographique fait encore de cette aire le lieu de contacts humains les plus étroits et en, même temps, les plus problématiques entre ce qu'en termes de développement on pourrait appeler le Nord et le Sud et, en termes civilisationnels, on nomme volontiers aujourd'hui l'Occident et les autres civilisations, et ce par l'intermédiaire de l'Islam, ce qui contribue à faire de cette région l'épicentre de conflits répétés qui déstabilise la région entière et tous ses équilibres.

Cette aire géohistorique était déjà, dans les années 80, considérée pour les prochaines décennies comme « la zone sensible » la plus volatile et la plus incertaine du monde, non seulement à cause du pétrole et du gaz, mais aussi à cause de la Palestine, et même de l'Asie centrale - alors nommée Turkestan - en effervescence. On savait déjà que c'est là que se décideraient en grande partie les rapports futurs entre les grandes puissances, ainsi qu'entre le Nord et le Sud, bref que se forgeait le « monde nouveau » promis par George Bush père en 1991<sup>27</sup>. Dans les dix dernières années, cette région a encore davantage capté les préoccupations du monde entier. On doit mettre en cause la faiblesse du développement humain dont elle est souffre, et ce malgré ses richesses nominales, comme le démontre le *Rapport sur le développement humain dans le Monde arabe* élaboré par une équipe de chercheurs arabes indépendants coordonnée par Rima Khalaf Hunaidi, responsable du Bureau régional du PNUD pour le Monde arabe. Ceci explique une partie des redoutables facteurs d'instabilité de cette région<sup>28</sup>. Du point de vue politique, cette aire géohistorique a connu les guerres en Tchétchénie, la seconde intifadha en Palestine, la réaction arabe à l'installation des États-Unis en Arabie saoudite et la constitution d'un émirat intégriste à Kaboul accusé d'avoir hébergé Al-Qa'ida, ainsi qu'avec la réaction des États-Unis à l'attaque du 11 septembre

2001, supposée lancée à partir de l'Afghanistan. De telle manière qu'on parle depuis longtemps déjà d'« Arc des crises » pour l'aire arabo-islamique. François Géré, directeur de l'Institut Diplomatie et Défense, est parmi ceux qui ont insisté sur le caractère islamique de cette zone en déclarant : « Depuis la fin de la Guerre froide s'est progressivement constitué un arc des crises, allant de la Bosnie aux confins du Sinkiang, caractérisé par la défaillance des États et animé par la conjonction de facteurs d'instabilité divers : trafics illicites, tensions ethniques, fermentation d'un islam extrémiste. Cet arc a vu se développer de nombreux conflits armés, mais sert également de base territoriale pour l'activité de l'ennemi depuis plus de dix ans »<sup>29</sup>. L'instabilité chronique de toute cette aire géohistorique, une sorte de ventre mou de l'ordre international, exacerbée par les querelles des Grands et des moins Grands, est telle que les rapports de forces internationaux et les équilibres internationaux sont à la merci des ruptures des micro-équilibres locaux dont la fragilité extrême menace la paix mondiale : la tentation est donc grande pour les puissants de prendre des garanties d'ordre et de stabilité en première personne dans cette infortunée région.

On comprend qu'au temps de leurs splendeurs coloniales, les puissances européennes ne purent supporter que, dans cette région, pût émerger un État doté d'une volonté historique propre. L'Angleterre combattit dans l'Égypte du khédivé Muhammad Ali et de ses successeurs, notamment Ismaïl Pacha, la menace d'un État moderne contraire à ses visées. La France mit la main sur la Tunisie en 1881 au moment où le Grand vizir Kheireddine essayait justement de la moderniser en s'inspirant des méthodes européennes. Cette politique pourrait être définie par la formule : « Pas vous, pas ça ! ». C'était aux puissances européennes d'apporter la modernité aux pays arabes en se faisant payer par eux au tarif fort le prix de cette transformation... Le Monde arabe fut d'ailleurs divisé en une



kyrielle d'États alors que le facteur national arabe lui-même se heurta non seulement à l'absence d'un centre autonome capable de fédérer des parties importantes de l'ensemble en tenant tête aux grandes puissances, balançant chacune et à tour de rôle entre l'attitude qui consiste à garantir son émiettement ou à lever le drapeau de son union contre les puissances concurrentes. Les Français caressèrent ainsi, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'idée d'un Royaume arabe contre la Porte et pour couper la route des Indes aux Britanniques. Ce furent ensuite, les Anglais qui, lors de la Grande Guerre, levèrent l'idée de la révolte arabe contre l'Empire ottoman en même temps qu'ils se partageaient le Moyen-Orient arabe avec les Français suite aux fameux accords Sykes-Picot, tandis que, de leur côté, les États-Unis du président Wilson défendaient celle d'un Royaume arabe unifié<sup>30</sup>. Cela n'empêcha pas les Britanniques de soulever à nouveau après la Seconde Guerre l'idée d'une unification arabe contre les Français puis contre les Russes avant que, avec la crise de Suez, ils ne fussent éliminés du jeu régional. On pourrait encore poursuivre la liste de ces épisodes. Le président mexicain Porfirio Diaz s'exclamait, lors de la guerre de 1846-1848 par laquelle, son puissant voisin, mû par son « destin manifeste », amputa le Mexique de ses territoires septentrionaux : « Pauvre Mexique : si loin de Dieu et trop près des États-Unis ! ». Je ne sais si le Monde arabe est loin de Dieu, mais il fut indéniablement hier trop près de l'Europe, et il est aujourd'hui trop essentiel aux intérêts pétroliers des grandes puissances et se trouve désormais, dans un monde globalisé et considérablement rétréci, trop près des États-Unis pour être oublié à son propre destin. On peut d'ailleurs noter que cela est aussi valable pour l'Iran : quand la créature des États-Unis que fut le chah Mohammed Reza Pahlavi, remis en selle par le coup d'État de 1953, proclama son intention de faire de l'Iran une puissance économique, « le Japon du Moyen-Orient », voilà qu'on commença à lui trouver des côtés bien peu démocratiques qui jusque-là n'avaient pas trop

géné... Peu après, en 1956, la France, l'Angleterre et Israël voulurent s'opposer aux projets modernistes du colonel Nasser. Aujourd'hui les États-Unis sont la seule grande puissance en première ligne avec Israël, pour contrer l'émergence d'États présentant une volonté de développement national propre dans l'aire arabo-islamique.

Un autre danger soulevé par les anciennes puissances coloniales fut ce qu'on a coutume d'appeler le « panislamisme », à savoir la tendance des pays de l'aire arabo-islamique à trouver dans la culture et dans la religion islamique un drapeau commun dans le combat contre ces puissances, levé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par le courant réformateur de Jamal al-Din al-Afghani. Les Britanniques parvinrent à instrumentaliser le sentiment islamique contre le mouvement national arabe, et réciproquement d'ailleurs. En fait, ils ne manifestèrent pas en cela les méfiances des Français que l'Histoire prédisposait à projeter sur la société islamique les luttes anticléricales, voire antireligieuses livrées contre une Église qui avait pris le parti de la monarchie contre la République. Au XX<sup>e</sup> siècle, les Français, hormis quelques fractions peu importantes de la société, combattirent de façon générale le « panarabisme » et le « panislamisme » comme deux ennemis jumeaux, par ailleurs souvent considérés comme les produits mêlés du « fanatisme musulman » et des manœuvres britanniques. Quant aux États-Unis, ils n'eurent d'abord aucune réserve contre les courants levant le drapeau de l'islam sur le terrain politique. Avec les accords de 1945 où Franklin Roosevelt et Abdelaziz Ibn Saoud échangèrent, à bord de l'USS Quincy, le pétrole saoudien contre la garantie de sécurité du royaume, ils n'hésitèrent d'ailleurs pas à favoriser, le militantisme wahhabite, financé par le régime saoudien, ce qui permit le développement de l'influence de l'islam politique dans ses formes les plus intégristes sur le plan religieux et les plus conservatrices sur le plan social.

Les États-Unis ne montrèrent aucun scrupule à mettre en selle, à financer, conseiller et armer, avec l'aide de l'Arabie saoudite, les groupes de l'islam politique radical. Cela s'est passé sous toutes les administrations qui se sont succédé à Washington. Significatifs à ce sujet sont les propos tenus par Zbigniew Brzezinski quand il admet que les services secrets étasuniens donnèrent bien, sur la directive de Jimmy Carter, une assistance clandestine aux moujahidin opposants du régime prosoviétique de Kaboul, six mois avant l'intervention soviétique qui advint le 24 décembre 1979. Il confirme en effet qu'une telle attitude « eut pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan ». Révélant son état d'esprit de l'époque, il confie : « Nous avons maintenant l'occasion de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam ». Et ajoute : « De fait, Moscou a dû mener pendant presque dix ans une guerre insupportable pour le régime, un conflit qui a entraîné la démoralisation et finalement l'éclatement de l'Empire soviétique »<sup>31</sup>. On sait que, dans le cadre de cette aide aux opposants au régime de Kaboul, Oussama Ben Laden fut un des agents recruteurs pour le compte des États-Unis, et tout le monde a pu mesurer dans les taliban la brillante expression politique de la « lutte contre le communisme » et pour « la défense du monde libre » que l'on sait<sup>32</sup>. Mais les temps ont changé : aujourd'hui tout est mauvais dans l'aire arabo-islamique : les tendances nationalistes comme les tendances islamistes.

### **L'épouvantail de l'Islam**

Pour Samuel P. Huntington, les deux préoccupations principales de l'« Occident » sont la montée en puissance de la Chine que nous avons déjà évoquée et l'Islam, et ce à plusieurs titres : on lit par exemple, au fil de son ouvrage que « l'Islam explose sur le plan démographique, ce qui déstabilise les pays musulmans et leurs

voisins », qu'il « engendre une conscience identitaire commune sans cohésion politique » et qu'il « est source de faiblesse et une menace pour les autres civilisations ». Il rend surtout cette sentence étonnante : « le problème central pour l'Occident n'est pas le fondamentalisme islamique. C'est l'Islam, civilisation différente dont les représentants sont convaincus de la supériorité de leur culture et obsédés par l'infériorité de leur puissance ». Une littérature fait aujourd'hui recette, qui voit dans l'Islam, pris dans un sens aussi vague que vaste et englobant, quelque chose d'irréductible, d'insoluble dans la Civilisation. Un exemple peut en être donné par le philosophe Christian Delacampagne, professeur à la Johns Hopkins University. Il pense qu'« il est très difficile en somme, que la guerre déclenchée par l'islamisme ne devienne pas celle de l'islam tout entier », que la « confrontation entre islam [avec un petit « i » dans le texte] et Occident est aussi ancienne, en effet, que peuvent l'être ces deux civilisations dont les aspirations rivales à dominer le monde semblent impossibles à concilier sur notre petite planète »<sup>33</sup>.

Le point de vue n'est pas nouveau. Voici ce que proclamait Ernest Renan il y a un siècle et demi : « À l'heure qu'il est, la condition essentielle pour que la civilisation européenne se répande, c'est la destruction du pouvoir théocratique de l'islamisme, par conséquent la destruction de l'islamisme ; car l'islamisme ne peut exister que comme religion officielle ; quand on le réduira à l'état de religion libre et individuelle, il périra. L'islamisme n'est pas seulement une religion d'État, comme l'a été le catholicisme en France, sous Louis XIV, comme il l'est encore en Espagne ; c'est la religion excluant l'État, c'est une organisation dont les États pontificaux seuls en Europe offraient le type. Là est la guerre éternelle, la guerre qui ne cessera que quand le dernier fils d'Ismaël sera mort de misère ou aura été relégué par la terreur au fond du désert. L'Islâm [ainsi écrit par l'auteur avec un « I » majuscule et un « â »] est la plus

complète négation de l'Europe ; l'Islâm est le fanatisme, comme l'Espagne du temps de Philippe II et l'Italie du temps de Pie V l'ont à peine connu ; l'Islâm est le dédain de la science, la suppression de la société civile ; c'est l'épouvantable simplicité de l'esprit sémitique, rétrécissant le cerveau humain, le fermant à toute idée délicate, à tout sentiment fin, à toute recherche rationnelle, pour le mettre en face d'une éternelle tautologie : Dieu est Dieu »<sup>34</sup>. Il n'était pas inutile de donner si longtemps la parole au père des Études sémitiques parce qu'il donne la clé d'une incompréhension qui perdure. Si l'on considère l'Islam, conçu comme forme compressée fusionnant société, civilisation et religion, comme bloc historique homogène, étanche et inaltérable, la conclusion est, dans ce cas, déjà contenue dans ses multiples prémisses : l'incapacité générale et définitive des sociétés de l'aire arabo-islamique à séparer spirituel et temporel, leur immutabilité radicale, leur hostilité irréductible à l'ouverture et leur rétivité totale à la modernité, en fin de compte leur altérité absolue<sup>35</sup>. L'islam comme religion aurait ainsi marqué d'une sorte de péché originel ineffaçable l'Islam comme civilisation et les sociétés qui s'en réclament. Quelle que soit la gravité des différends avec certains États de l'aire islamique, il serait peut être temps d'en finir avec de telles excommunications données jadis en guise de justification aux entreprises coloniales. C'est sur cette toile de fond de préjugés cultivés, tournés et retournés par des hommes savants pourtant supposés concourir à les dépasser, que l'on agite encore aujourd'hui l'épouvantail de l'Islam, ce qui revient à exclure toute autre politique que policière tant sur le plan intérieur qu'international.

D'un point de vue de la philosophie politique, il n'est pas d'exemple de grande civilisation humaine qui ne soit plurielle et ne possède d'anticorps contre ses tendances socialement exécrables ou, selon les termes d'Edgar Morin, d'« antidotes à la barbarie »<sup>36</sup>.

Prenons le cas de ce que l'on nomme la civilisation occidentale. Le fait qu'on utilisa en son sein, toutes confessions confondues, le christianisme pour justifier l'esclavage des Noirs, que l'Église catholique et romaine l'invoqua pour sanctifier la Sainte Inquisition, tout comme les Protestants anglo-saxons et les Catholiques hispaniques firent appel au Livre saint pour exterminer les peuples autochtones des Amériques, tout cela n'a pas empêché le combat de Bartolomé de Las Casas et tous ceux qui ont considéré de telles conduites comme criminelles et contraires aux leçons qu'ils tiraient de l'enseignement du Christ ou à l'idée qu'il se faisaient de l'Homme... Il est tout aussi faux, que cela soit à titre de justification ou de condamnation, de faire découler la lutte des Arabes et des Musulmans contre Israël de prescriptions coraniques<sup>37</sup>, ne serait-ce que parce que des courants palestiniens radicaux et populaires chez eux sont de tradition chrétienne, que de faire découler l'occupation et l'oppression israéliennes en Palestine de prescriptions bibliques, comme s'y appliquent aussi bien zélateurs du sionisme que d'un exclusivisme antijudaïque. Si toute société organisée est tenue de défendre ses concitoyens et les étrangers qu'elle accueille, il est faux est dangereux de dénier aujourd'hui à la religion islamique, à l'Islam comme civilisation et aux sociétés qui s'en prévalent, les « antidotes à la barbarie » que nous accordons au christianisme, à la civilisation occidentale et aux sociétés qui s'en réclament. C'est faire preuve d'esprit partial, exclusif et odieusement partisan que de combattre chez l'Autre les côtés jugés horribles et insupportables auxquels on se plaît à le réduire, dans le même temps où l'on met en avant chez soi, chez le Même, les côtés beaux et glorieux, et où l'on s'autorise à taire les ignominies dont on s'est montré capable et qu'il faut assumer sur l'agora de la cité-monde. Pour ce qui concerne l'Europe, évoquons seulement les crimes de l'esclavage des Noirs, de l'extermination des « peuples indigènes », de la barbarie coloniale et de la Shoah, réglons nos comptes avec ce passé terrible et,

de grâce, laissons les autres sociétés affronter la responsabilité de leurs propres turpitudes...

Pour fondre les rangs des alliés, exalter la combativité de ces derniers et les tenir sous sa coupe, rien de tel qu'un danger commun à agiter. C'est dans un discours prononcé le 8 juillet 1985 devant l'American Bar Association que Ronald Reagan mettait Cuba, l'Iran, la Libye, le Nicaragua et la Corée de Nord dans le même sac en les qualifiant de « confédération d'États terroristes », d'« États hors-la-loi » cherchant à miner la politique extérieure des États-Unis, bref un « Axe du mal » avant la lettre. L'élaboration de la démonologie des « États terro-ristes », devenus en 1993 des « États voyous » dans la terminologie du Pentagone sous l'administration Clinton, permet d'amalgamer des reproches aussi vagues que discutables sur la possession d'armes nucléaires, chimiques ou autres, le recours ou l'appui à des actes terroristes, et le caractère non démocratique de leur régime, adressé à des États supposés hostiles aux États-Unis et refusant d'obtempérer aux injonctions du maître. En effet, comme l'affirme avec raison Alain Joxe, « le terrorisme n'est pas un *adversaire*, mais seulement une *forme de violence politique* »<sup>38</sup>. Si ce concept ne permet pas de cibler un adversaire et de définir une politique claire, il présente en revanche deux avantages considérables. Son imprécision même autorise d'abord à jouer aisément sur l'effet d'effroi provoqué, lequel est d'autant plus grand que la menace est plus vague et plus indiscernable, les raisons plus imprévisibles. Son absence de bornes facilite ensuite l'invocation de n'importe quelle méthode de riposte et l'émancipation de toute règle de droit, comme nous le verrons plus avant. C'est ainsi que Philippe Zarifian peut écrire : « On se mobilise et on mobilise l'opinion publique sur des sentiments purement réactionnels : la peur, la vengeance, le ressentiment, la haine, etc. » Ou encore : « Le côté "terrifiant" de ce nouveau régime de guerre

est qu'il n'a justement aucune limite et devient discrétionnaire »<sup>39</sup>. La plasticité du concept de « terrorisme » permet donc de s'appliquer à n'importe quel objet défini selon les besoins : hier Al-Qa'ida, aujourd'hui l'Iraq, et demain qui ?

Or il se trouve que la grande majorité des pays posant les problèmes dont nous venons de parler, avec toutes les frayeurs que cela suscite dans un inconscient collectif hanté par l'idée d'une religion et d'une civilisation emblématiques de l'altérité absolue appartiennent à l'aire arabo-islamique. D'abord les problèmes de dissémination nucléaire. On s'est beaucoup ému du danger iraquien, et les regards se tournent aujourd'hui vers l'Iran... Mais on passe complètement sous silence, quand il s'agit d'armes de destruction massive, la situation d'Israël. Ressenti par ses appuis comme par ses détracteurs comme la chair de la chair des nations de la vieille Europe, de la Russie et de l'Amérique du Nord, ce pays dispose d'un stock d'armes de ce type extrêmement fourni, qui soulève de redoutables problèmes puisque cet arsenal justifierait à lui seul les tentatives des pays arabes et islamiques dans la course aux armements. Comme on peut le lire sous la plume de Jan Krauze, « Israël détient des programmes actifs et "sophistiqués" d'armes chimiques et biologiques, ainsi que des stocks. L'État hébreu possède également, selon les estimations les plus fréquentes, entre 100 et 172 têtes nucléaires, sans que ni lui-même ni les États-Unis l'aient jamais expressément reconnu »<sup>40</sup>... Selon Joseph Cirincione, le principal expert en matière de contrôle des armements du Carnegie Endowment for Peace, « il n'est actuellement plus dans l'intérêt d'Israël de posséder des armes nucléaires, et à plus forte raison des armes chimiques et biologiques, car sa prééminence dans la région en matière d'armes conventionnelles est considérable, et le restera. Et c'est la détention par Israël d'armes de destruction massive qui incite les pays de la région à tenter de s'en doter »<sup>41</sup>.



À côté de la peur causée par la dissémination éventuelle d'armes de destruction massive dans l'aire arabo-islamique, il y a en Europe les frayeurs du terrorisme, sans voir qu'on amalgame allègrement dans ce concept flou toute la gamme des réactions inévitables à des injustices politiques et sociales flagrantes, en les assimilant toutes aux plus terribles et aux plus insupportables comme les actes contre des civils, ainsi que des actions d'intimidation ou de représailles entrant dans la politique des services secrets des États. En raison de leur histoire même, les citoyens sont particulièrement inquiets de l'instabilité des pays de l'« Arc des crises », de la prolifération des armements qu'il s'agit de maîtriser et de l'immigration des Musulmans et si, comme l'écrit Samuel P. Huntington, « ce sont les Mexicains qui préoccupent les États-Unis », « les Musulmans posent un problème immédiat à l'Europe »<sup>42</sup>. De telles peurs pourraient pourtant être contenues si nos sociétés prenaient conscience du fait que, comme le dit Jean Baudrillard, « la mondialisation du terrorisme répond au terrorisme de la mondialisation »<sup>43</sup> et si, en même temps qu'elles se protègent, elles y faisaient face en s'attaquant à la racine de ce problèmes. Il en est de même de la question de l'immigration des pays arabes et d'Afrique noire qui, traitée autrement, notamment en liaison avec une audacieuse politique de répartition des richesses vis-à-vis des pays d'origine, cesserait d'être perçue comme venant menacer l'identité même de l'Europe qu'une longue démagogie menée de tous bords pousse à se ressentir comme une forteresse assiégée.

La fusion de graves problèmes internationaux dans le fantasme de l'Islam vu comme une entité compacte, invariante et radicalement autre, bref la démonisation de l'Islam, tant comme religion que comme civilisation, avec mobilisation des « droits de l'homme » et autres drapeaux de l'Universel, est un des moyens de remplir deux objectifs de l'Empire universel : mettre un coin entre l'Asie et

l'Europe et rallier les Européens en agitant leurs peurs. Dans l'idéologie de l'Empire universel, la Guerre froide était la Troisième Guerre mondiale, la guerre contre l'« islam militant » est la Quatrième, celle du XXI<sup>e</sup> siècle. Deux articles traduisent à merveille cet état d'esprit. Le premier sous la plume d'Eliot A. Cohen, directeur de *Strategic Studies* et ami de Paul Wolfowitz. Il y affirme que, dans la Quatrième Guerre mondiale, « l'ennemi n'est pas le terrorisme, mais l'islam militant », ce qui ne l'empêche pas de mettre l'Iraq derrière ce concept. Pour lui, « l'Afghanistan n'est qu'un premier front de la lutte contre le terrorisme » et il faut « cibler les régimes qui parrainent le terrorisme. L'Iraq est évidemment candidat » d'autant plus que « l'armée iraquienne est faible et que « les conséquences du fait d'en finir avec notre archi-ennemi dans le Monde arabe renforcerait la crainte, mise à mal par une décennie de missiles de croisière envoyés sur des bâtiments vides »<sup>44</sup>. L'esprit chevaleresque n'est plus de notre temps... Le second article est dû à Norman Podhoretz, du Hudson Institute. Passant en revue tous les pays qui constituent l'aire arabo-islamique, il égrène longuement le chapelet des griefs nourris depuis trois décennies. Même la Turquie de Kemal Atatürk ne trouve pas grâce à ses yeux. Au terme de son examen, il veut bien le concéder : « Tous les Musulmans ne sont pas des terroristes [...]. Il serait néanmoins malhonnête d'ignorer le fait que l'Islam a été un terrain particulièrement fertile pour le terrorisme de notre temps ». Il ne se contente pas d'adhérer aux conclusions d'Eliot A. Cohen. Il prétend les enraciner sur le terrain de considérations historiques irréfragables. Son argument massue est le suivant : « L'islamisme militant représente une renaissance de l'expansionnisme par l'épée qui amena la nouvelle religion de son lieu de naissance en Arabie au VII<sup>e</sup> siècle jusqu'en Afrique du nord, aux Balkans, en Espagne, et à l'ouest jusqu'aux portes de Vienne en 1680 »<sup>45</sup>. Ce qui ne manque pas d'intérêt dans un tel passage, c'est la façon de prêter à l'adversaire ses propres intentions odieusement

impérialistes et guerrières. Nous avons en effet ici une dissymétrie radicale. D'une part des sociétés arabo-islamiques, dans lesquelles l'histoire a enseigné une approche des confins, en arabe *hudûd*, comme dans l'antique Rome, et qui n'a par ailleurs aucun État susceptible de concentrer et d'unifier ses forces, à plus forte raison de « conquérir le monde », même si quelques exaltés peuvent songer à la victoire de leur religion considérée comme la « seule vraie » - mais ils ne sont pas les seuls dans ce cas ! - et même s'ils drapent de ce fantasme leurs colères et leurs tragiques protestations... De l'autre des États qui se sont effectivement partagé la planète et l'ont tenue en sujétion, et l'un d'entre eux, les États-Unis, dont les prétentions à l'« hégémonie mondiale » ne sont pas seulement appuyées par des paroles et des rêves éveillés, mais sont relayées et assumées, ouvertement proclamées et accompagnées d'actes, y compris des actes d'agression et de terreur d'État par l'armée et les services secrets les plus puissants du monde.

Puisque nous en sommes au chapitre d'une approche historique de l'Islam, l'évolution réelle des sociétés de l'aire arabo-islamique présente des signes qui contredisent l'alarmisme à la mode. En s'appuyant sur l'étude de l'évolution démographique et l'alphabétisation des sociétés de cette région, Emmanuel Todd a la sagesse de rapprocher leur violence de celle que connurent bien d'autres sociétés « en crise de transition », comme par exemple la révolution protestante en Europe. Selon cet auteur, on trouve par exemple dans les brûlots du poète et révolutionnaire John Milton « autant de frénésie religieuse que de défense de la liberté » et que « le Djihad au nom d'Allah des années récentes n'est pas, *dans toutes ses dimensions*, d'une nature différente. S'il est loin d'être toujours libéral, il ne représente cependant pas, fondamentalement, une régression mais une crise de transition. La violence, la frénésie religieuse ne sont que temporaires »<sup>46</sup>. Le parallèle entre le monde

islamique contemporain et l'Allemagne de la Réforme<sup>47</sup> n'aurait pas été désavoué par un Jamal al-Din al-Afghani qui disait, il n'y a guère plus d'un petit siècle, son ambition d'être le Martin Luther de l'Islam... Il y a tout à parier qu'en se penchant avec des lunettes du XXI<sup>ème</sup> siècle sur l'Allemagne du début du XVI<sup>ème</sup> siècle, un citoyen ordinaire de l'Europe socialement pacifiée et assagie d'aujourd'hui pourrait regarder un Thomas Münzer, voire un Martin Luther, comme d'abominables « salafistes »... « Le réformisme islamique » ou *salafiyya*, mot dérivant de l'arabe *salaf*, « prédécesseur, ancien », consiste originellement, c'est-à-dire chez Jamal al-Din al-Afghani et son disciple Mohammed Abdu, à un retour aux sources de la doctrine conçu comme le pendant islamique de la Réforme protestante. Mais en utilisant aujourd'hui le terme « salafiste » comme épithète infâmante, on oublie de dire que cette démarche était inséparable de l'*ijtihad* ou « effort d'interprétation », soit la contextualisation des préceptes et leur adaptation aux conditions modernes. Il va de soi que le mot « salafisme » a été perverti et vidé de sa charge fécondante lorsque, sous l'influence du réformisme wahhabite, les Frères musulmans égyptiens ont prôné un « retour aux sources » fruste et mutilé, interdisant l'*ijtihad*. Ne voir dans la « revendication salafiste », comme on le fait aujourd'hui communément en ayant oublié la pensée d'Al-Afghani, que le passéisme des Frères musulmans, revient à interdire à l'islam toute possibilité de réforme sur le mode luthérien, et à se mettre dans le camp parallèle à celui que représentait hier la Contre-réforme : on interdit de fait à la religion et à la civilisation islamiques la voie de l'adaptation à la modernité, qui laisserait les Musulmans en paix avec leur personnalité profonde, en ne leur ouvrant d'autre choix historique que de se raidir sur des positions étriquées ou se renier. Il est pourtant rare que les innovations humaines ne se parent des atours de la reviviscence d'un passé glorieux. Songeons seulement à la Révolution française qui revivait de façon mythique la République romaine au point de se parer du

nom de ses héros comme Gracchus ou d'élaborer tout un décorum officiel la rappelant jusque dans le protocole de l'Empire napoléonien... L'erreur des idéologues de l'occidentalisation à tout prix, qu'il s'agisse des Européens et de leurs émules nord-américains et russes partisans de est de vouloir calquer la temporalité de toutes les autres sociétés sur la leur, de vouloir faire marcher d'emblée le monde entier au même tempo, à leur tempo, y compris par l'usage de la force. Pour en revenir à Emmanuel Todd, il prend appui sur ses considérations démographiques et anthropologiques des sociétés de l'aire arabo-islamique pour dénoncer le « mythe du terrorisme universel » et souligner qu'il « n'est utile qu'à l'Amérique si elle a besoin d'un Ancien monde enflammé par un état de guerre permanent »<sup>48</sup>.

C'est sous le drapeau dont les plis présentent, au gré des vents, les couleurs de la lutte contre le terrorisme, contre l'islamisme ou pour les droits de l'homme, que l'on cherche à mettre en forme la coalition dont les lignes ont été tracées par James Baker. En fabriquant un nouvel ennemi *ad hoc* qui succède au communisme, on cherche à dissocier l'Europe et l'Asie en ménageant entre elles une zone sombre, problématique, terrifiante, d'où surgissent monstres et démons, une zone diabolique qui les sépare de façon radicale et exige l'intervention d'un sauveur : l'Empire américain... La tentative de maintenir les alliés sous la botte a déjà été présentée précédemment comme une raison profonde du militarisme et du bellicisme grandissants de l'Empire : frapper un État plus faible est une manière de montrer aux foules de la planète et aux États, les vassaux comme les rebelles, qu'on reste le maître. C'est à propos de cette attitude qu'il analyse comme strictement liée au déclin de l'Empire américain qu'Emmanuel Todd a pu parler de « micro-militarisme théâtral » et, mieux, de « militarisme démonstratif »<sup>49</sup>.

### *Iraca delenda est*

L'important, pour le moment, est d'essayer de comprendre pourquoi l'Iraq - il s'agit bien du pays et pas seulement le régime de Saddam Hussein - s'est trouvé la cible des foudres des États-Unis, pourquoi il a été élu, si l'on peut risquer l'expression, « tête de turc » de l'Empire américain.

Le pétrole compte bien sûr pour une bonne part, l'idée d'une intervention directe au Moyen-Orient est un vieux rêve inscrit dans la réalité de l'Empire. Déjà lors des accords du Quincy, en 1945, la défense de l'Arabie saoudite fut déclarée d'« intérêt vital » pour les États-Unis. Projetée lors du coup de sang provoqué par la nationalisation du pétrole iranien par le gouvernement du docteur Mossadegh, l'intervention put être remplacée par le coup d'État du général Zahedi en faveur du chah. Elle fut relancée pour réagir à la révolution iranienne, conformément à la doctrine Carter formulée en octobre 1979 selon laquelle les États-Unis étaient en mesure d'envoyer, si nécessaire, des forces militaires dans n'importe quelle partie du globe : en janvier 1980, Jimmy Carter, éclairé par les conseils de Zbigniew Brzezinski, créait une force idoine, la *Rapid Deployment Force*, que l'entrée en guerre fort opportune de l'Iraq de Saddam Hussein contre le régime de l'ayatollah Khomeiny permit cependant de tenir en réserve. Il ne fallut, après le 2 août 1990, que vin gt-quatre heures à George Bush père pour décider que l'occasion était donnée aux forces armées des États-Unis de s'installer pour de bon dans le Golfe et pour tromper les Saoudiens en leur présentant des photos truquées pour leur faire croire que les troupes iraqiennes étaient massées sur leur frontière, prêtes à l'invasion de la Péninsule...

Il est vrai que la région du Golfe détient les deux-tiers des réserves mondiales d'hydrocarbures. Mais on oublie que si, selon l'American

Petroleum Institute, les États-Unis ont importé 58% de leur consommation pétrolière en 2002, les deux tiers viennent d'Amérique latine et seulement 11,5% des pays du Golfe. Par comparaison, le taux de dépendance s'élève à 45% pour l'Europe et 70% pour le Japon ! L'importance du pétrole n'est donc pas là où on la place généralement. Elle surgit plutôt du rôle stratégique de ce précieux liquide, afin de contrecarrer la montée en puissance de l'Europe d'un côté, et de l'Asie orientale de l'autre, avec un nouveau pays entré dans la ligne de mire de Washington, la Chine. Voici ce que dit à ce propos le prince Talal ibn Abd al-Aziz, demi-frère du roi Fahd : « Je partage l'avis selon lequel les États-Unis cherchent à contrôler le pétrole, parce que c'est une ressource stratégique dont ont besoin des États qui peuvent à l'avenir contrer la puissance américaine, tels que l'Union européenne, la Chine et le Japon »<sup>50</sup>. Arrêtons-nous un instant sur le cas de la Chine. Ce pays importe actuellement 30% de sa consommation pétrolière, essentiellement de Russie, d'Asie centrale et du Golfe. Il est clair que son développement est conditionné par les importations de pétrole dont les besoins s'élèveront en 2020 à la moitié de ceux de l'Europe et que ces importations ne peuvent se faire que des régions déjà mentionnées. Aujourd'hui, l'oléoduc qui relie le champ de Tingiz à la Chine est contrôlé par Chevron... Rien d'étonnant à ce que l'administration Bush fils ait, au mois de mars 2003, exercé des pressions sur Moscou, accompagnées d'une surenchère de Tokyo dûment téléphonée<sup>51</sup>, pour que la Russie refuse de signer un contrat de construction par la compagnie russe Yukos de l'oléoduc de Mourmansk en direction de la Chine : le résultat est que Pékin sera directement dépendant du pétrole du Golfe et donc... de Washington ! Ces considérations suffisent à montrer que les États-Unis sont parfaitement conscients qu'ils ne conserveront leur hégémonie qu'en contrôlant le robinet d'approvisionnement de leurs alliés et rivaux.

Pour ce qui concerne plus précisément l'Iraq, il est vrai que son pétrole est extrêmement intéressant du fait de son prix avantageux et surtout pour ses réserves pétrolières. Estimées à 112 milliards de barils, après celles de l'Arabie saoudite qui atteindraient 262 milliards, elles atteindraient, selon un rapport de la Deutsche Bank, après les nouvelles découvertes, 332 milliards de barils, ce qui ferait de l'Iraq le pays le plus riche en pétrole avec plus de 25% des réserves mondiales, avant même que les recherches interrompues par la guerre ne livrent leurs fruits<sup>52</sup> : la mainmise des compagnies anglo-saxonnes sur ce pactole présente un intérêt indéniable du point de vue de l'organisation et de la régulation du marché, et en particulier la fixation du prix du brut. Il est vrai aussi que la dépendance des États-Unis de l'étranger devra s'accroître dans les prochaines années, mais cela ne les incitera pas nécessairement à dépendre davantage de la région du Moyen-Orient pour leurs approvisionnements. Il est enfin vrai que l'accord entre l'ARAMCO (Arabian-American Oil Company) et l'État saoudien vient à expiration le 30 janvier 2005 et que les États-Unis aimeraient bien rééquilibrer leur dépendance à l'égard de l'Arabie saoudite en s'appuyant davantage sur un Iraq à leur merci. Peut-être Washington songe-t-il également à porter un coup fatal à l'OPEP en utilisant l'Iraq comme un cheval de Troie en son sein ou en le lançant comme brûlot contre lui.

En dehors du pétrole, la situation géographique centrale de l'Iraq en fait une proie de choix pour Washington : à mi-distance du Caire et de Bakou, frontière entre les pays arabes et l'Iran qu'il permettrait de contrôler, l'Iran mis sur la liste de l'« Axe du Mal » et qui se trouve sur la sellette, accusé de vouloir se doter de la bombe nucléaire... Il ne faut pas oublier non plus le formidable potentiel social de l'Iraq qui, avant les trois guerres qu'il vient de subir en une génération, était le pays de la région le plus éduqué, le plus socialement moderne, mais en même temps le plus capable de volonté autonome et donc le plus



rebelle aux injonctions extérieures, ce qui ne pouvait être qu'insupportable aux États-Unis et à son puissant allié au cœur même du Monde arabe, Israël. Zbigniew Brzezinski déclarait en parlant de la Guerre du Koweït : « Cette guerre a pour objectif de détruire la principale puissance arabe dans la région et d'affaiblir les Arabes [...]. Par conséquent, sur le plan stratégique, Israël est clairement un grand bénéficiaire de la guerre »<sup>53</sup>. Voilà qui est exprimé avec franchise. Pour la française Marie-France Garaud, on a invoqué l'occupation du Koweït, la protection des approvisionnements en pétrole du monde, la défense du droit international, mais « cet habillage juridique et économique dissimulait une réalité bien plus embarrassante : il était clair, d'entrée de jeu, que l'emprise de Saddam Hussein mettait en cause la survie d'Israël ». Pour elle, les masses arabo-islamiques « peuvent bien trouver demain leur unité d'action autour d'un champion fort et habile, que Saddam Hussein incarne ce danger, et que tous ceux qui veulent préserver l'ordre établi sont regroupés pour abattre le régime ou le réduire. Mais, que cela plaise ou non, dans cette croisade, Israël est le bastion avancé de l'Occident »<sup>54</sup>. L'opération *Tempête du désert* mena à la destruction de l'appareil militaire et industriel de l'Iraq, et Avi Pazner, conseiller d'Itzhak Shamir, put déclarer : « C'était un des objectifs prioritaires d'Israël »<sup>55</sup>. On peut rappeler que l'Iraq était, dans les années 1980, dans la ligne de mire israélienne comme on pouvait le lire sous la plume d'Oded Yinon : « Sa dissolution serait pour nous plus importante que celle de la Syrie, car c'est lui qui représente, à court terme, la menace la plus sérieuse pour Israël. [...] Toute forme de confrontation interarabe nous sera utile et hâtera l'heure de cet éclatement »<sup>56</sup>. Nous ne dénierons pas à Ariel Sharon d'avoir de la suite dans les idées : à peine le régime iraquien effondré, il fait remarquer à George W. Bush que le président syrien Bachar al-Assad était « dangereux car sa faculté de jugement est défectueuse » sur le conflit en Iraq...<sup>57</sup> La position centrale d'Israël dans la politique proche-orientale des États-Unis est encore confirmée par les déclarations de

Martin Indyk, ancien secrétaire d'État adjoint pour les Affaires du Proche-Orient sous l'administration Clinton. Cet homme peut être d'autant moins soupçonné de complaisance pour Israël que l'Organisation Sioniste d'Amérique l'accusa justement de partialité dans son action à cause de positions qu'elle jugeait prises au détriment d'Israël. Il explique en effet que l'administration de Washington attendait de l'arrêt de la campagne contre Saddam Hussein en 1991 des pressions plus fortes sur les Palestiniens. Il s'en serait suivi un marché qu'aurait respecté l'administration Clinton et qui aurait, en gros, duré jusqu'au 11 septembre 2001. Mais fait-il remarquer, les États arabes n'auraient-ils pas respecté leur engagement : « Nombre de ces gouvernements avancent que le terrorisme est justifié quand il vise les Israéliens »<sup>58</sup>.

Ainsi l'Iraq a pour son malheur représenté le symbole de la résistance à la volonté du « nouvel ordre mondial », c'est-à-dire de l'Empire américain dans l'« Arc des crises », l'aire arabo-islamique, et devait être puni<sup>59</sup>. Et il n'y eut pas besoin d'attendre le discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002 dans lequel ce pays fut placé par George Bush fils dans l'« Axe du Mal » pour que la nouvelle équipe de Washington s'intéresse à ce malheureux pays. On peut lire dans le programme avancé par l'équipe qui donne aujourd'hui le diapason à la politique de l'administration Bush fils : « Les États-Unis cherchent depuis des décennies à jouer un rôle permanent dans la sécurité du Golfe. Le conflit non résolu avec l'Iraq fournit une justification immédiate ; le besoin de la présence d'une force américaine substantielle dans le Golfe transcende la fin du régime de Saddam Hussein »<sup>60</sup>. Mais ce n'est pas là leur première expression publique. Le 28 janvier 1998, ils écrivaient à William Clinton une lettre où ils l'exhortaient à énoncer une nouvelle stratégie, qui « devrait viser par-dessus tout à éliminer Saddam Hussein du pouvoir », ce qui impliquait « la volonté d'entreprendre une action militaire ». Selon leur idée, « éliminer

Saddam Hussein et son régime du pouvoir » devait devenir « le but de la politique étrangère américaine »<sup>61</sup>. On peut découvrir, parmi les signataires de cette éloquente missive, des noms comme Elliott Abrams, Richard L. Armitage, Francis Fukuyama, Robert Kagan, Zalmay Khalilzad, William Kristol, Richard Perle, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, R. James Woolsey. Dans un article récent, William Kristol fait remonter le coup d'envoi de la campagne contre l'Iraq à un numéro de sa publication, daté du 1<sup>er</sup> décembre 1997 qui mettait en couverture « *Saddam must go* », et dans lequel Paul Wolfowitz et Zalmay Khalilzad réclamaient déjà « une nouvelle stratégie qui fasse du renversement de Saddam notre objectif général »<sup>62</sup>. Pour remonter encore dans le temps, on peut trouver dans un mémoire remis en 1996 au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, par quelques idéologues de l'équipe actuelle : « Israël peut modeler (*shape*) son environnement stratégique [...]. Cet effort peut passer par la l'élimination de Saddam Hussein du pouvoir en Iraq - un objectif stratégique qu'Israël fait sien à bon droit »<sup>63</sup>.

C'est ainsi que, bien avant le 11 septembre, avant que la tête d'Oussama Ben Laden ne fût mise à prix et que Saddam Hussein ne fût accusé d'avoir des liens avec Al-Qa'ida, se préparait de longue main la guerre d'occupation de l'Iraq. Il ressort bien de la lettre au président Clinton précédemment rappelée qu'il s'agit d'un question centrale dans la politique des États-Unis dont le but est de façon explicite « un nouveau siècle américain ». Plus modestement, mais de façon aussi peu équivoque, la plate-forme électorale de George W. Bush avait pour titre : *Principes du leadership américain*<sup>64</sup>. Le mot *leadership* peut être traduit par le français « direction » à condition qu'on mette bien, dans cette fonction, l'accent sur l'action de guider et d'entraîner, d'imprimer une direction plutôt que sur celle de commander, d'assurer la direction. Il est clair que, dans ce texte, le mot français *leadership*, directement emprunté à l'anglo-américain, est bien

modeste dans notre langue pour exprimer l'idée de direction du monde revendiquée par l'administration Bush fils.

On l'a compris : le rêve de l'Empire universel est inséparable de la tentative de contrôler l'aire arabo-islamique dont l'Iraq, et de prendre pied en première personne dans ce pays qui, dans l'esprit de la nouvelle équipe de Washington, constitue la clé de cette région. Ce rêve commande aussi de chercher à rallier les pays d'Europe sous son drapeau de la défense d'un « Occident » menacé par l'Islam aux mille facettes toutes plus dangereuses les unes que les autres : instabilité chronique, terrorisme, immigration, dissémination nucléaire, dictatures, oppression des femmes, viol des droits de l'homme, menace contre les « valeurs judéo-chrétiennes ». Il n'a pas fallu longtemps à l'actuel président des États-Unis pour lever l'étendard de la « croisade ». Le dragon arabo-islamique n'attendait que son saint Georges pour le terrasser. George Bush fils revêtit son armure, monta sur son blanc destrier, saisit l'écu et la bannière à la croix de gueules ainsi que sa puissante lance, et n'attendit plus, pour s'élancer, qu'un signe divin...

### **Émergence de l'État gangster**

On s'interroge souvent sur un caractère de la politique de Washington qui, à travers les styles propres aux administrations successives, est de plus en plus unilatérale, autoritaire et brutale. Cela vient du fait que devant l'affaiblissement relatif de leur puissance économique, les États-Unis sont devant un choix : ou bien partager le pouvoir dans le système financier, laisser s'exprimer de plus en plus les intérêts des autres, laisser une place plus grande aux finances européenne, japonaise et, de plus en plus, chinoise, ou bien se crisper sur la défense des intérêts exclusifs des États-Unis, lâcher la bonde à l'égoïsme et à

l'unilatéralisme. C'est bien le second terme de l'alternative qui se vérifie.

Une démonstration en fut faite lors de la fameuse crise asiatique de 1997. Si l'on en croit Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001 et qui sait d'autant mieux de quoi il parle qu'il a occupé un poste de responsabilité au FMI, « en leur qualité de seul membre du FMI disposant du droit de veto », les États-Unis exercèrent « une influence considérable » sur la politique menée à cette occasion<sup>65</sup>, par la personne du secrétaire d'État au Trésor d'alors, Robert E. Rubin. Ce droit de veto *de facto* résulte d'une situation où 15% des voix peuvent bloquer toute décision alors que les États-Unis ont 17,16 % de ces voix. Signalons toutefois que si les Européens s'entendaient, ils pourraient eux aussi exercer le même pouvoir puisque les six membres fondateurs de l'Union atteignent à eux seuls plus de 18% des voix. Il faut aussi dire que, dans la crise asiatique, le secrétaire au Trésor put compter sur la complicité du directeur du Fonds, Michel Camdessus, pour appliquer des remèdes de cheval de sa fabrication. On refusa à l'État indonésien le droit que tout État se respectant, les États-Unis en premier lieu, se doit d'activer en pareille situation, celui de donner sa caution aux dettes bancaires. Une telle mesure fut dictée par l'esprit de vengeance de Washington au nom de la doctrine ultralibérale. Il s'agissait d'en finir une bonne fois pour toutes avec l'étroit partenariat entre l'État et des conglomerats privés qui avait pris naissance au Japon où il fut présenté dans les années 80 par Clyde Prestowitz comme un danger pour la prééminence technologique des États-Unis<sup>66</sup>. C'est aussi ce type de partenariat qui a permis le développement industriel des grands et petits dragons asiatiques ces vingt cinq dernières années. Désormais, les économies de la région devaient être grandes ouvertes aux capitaux privés étrangers. Les États-Unis pouvaient ainsi espérer récupérer les positions perdues, mais les pays d'Europe se faufilèrent dans la brèche ouverte : que l'on pense à la main mise de

Renault sur Nissan ! On refusa donc la proposition faite par le Japon et la Chine de constituer un fonds asiatique dans lequel ils étaient prêts à mettre 120 milliards dollars, ce qui aurait permis de restructurer les économies en douceur. Ces deux refus eurent pour résultat de provoquer la faillite des principales banques indonésiennes et une récession économique sans précédent. Henry Kissinger qui, si l'on pense au Chili de 1973, ne s'est pas fait remarquer dans l'Histoire par une excessive compassion, s'est exprimé ainsi à ce sujet : « Ce qui a commencé il y a quinze mois comme une crise monétaire en Thaïlande et s'est répandu partout en Asie, menace désormais le monde industrialisé ». Selon lui « le FMI, la principale organisation internationale chargée de gérer les crises, ne fait qu'aggraver souvent l'instabilité politique »<sup>67</sup>. On peut relever qu'au Forum de Davos de l'année suivante, « le vice-ministre des Finances japonais, Eisuke Sakakibara, rappela avec un soupçon d'amère malice qu'il s'était senti bien seul lors d'une précédente rencontre dans la station grisonne pour affirmer que la tempête qu'affrontait l'Asie n'était pas une crise asiatique, mais une crise du système financier mondial »<sup>68</sup>. La même conduite fut encore menée par les autorités de Washington et le FMI lors de la crise argentine que tout le monde garde en mémoire, quand le refus de la solidarité internationale provoqua l'effondrement du pays.

Cette politique n'est pas seulement terrible pour les pays qui en sont victimes, elle est aussi grandement périlleuse pour l'économie mondiale dans son ensemble. Voici ce qu'écrivait récemment à ce sujet Isabelle Grunberg, qui fut économiste principale du PNUD (Programme des Nations unies pour le Développement) : « Sur le plan macroéconomique, le FMI a abandonné toute prétention de neutralité ». Selon elle, « rien de surprenant à cela quand on entend le président de la commission des Affaires étrangères du Sénat américain, M. Jess Helms, en visite au Conseil de sécurité des Nations unies, en janvier 2000, sommer l'organisation d'« être un instrument de la

politique étrangère des États-Unis, sinon...”. Il y a d’évidence un gros problème lorsqu’une organisation multilatérale promeut systématiquement les intérêts d’un seul pays au détriment de ceux du reste du monde »<sup>69</sup>. Et ce qui est vrai pour le FMI l’est également pour tout le système monétaire et financier international. Une autre tentation de l’administration de Washington est de retarder au maximum l’heure des comptes à rendre aux créanciers. On a pu la remarquer pendant la Guerre du Koweït au terme de laquelle le recyclage des pétrodollars dans la finance anglo-saxonne grâce à la vassalisation des monarchies du Golfe - il s’agissait de sommes énormes, plus de 400 milliards de dollars nets -, permit aux États-Unis, alors débiteurs nets de 300 milliards de dollars « de conserver la décision dans le système financier, au détriment de l’Allemagne et du Japon »<sup>70</sup>. Cela tient tout à fait du hold up : c’est avec un pistolet sur le guichet que les mauvais garçons de l’Ouest obtenaient de l’argent des banquiers... C’est avec des méthodes comparables que l’Empire a pu se faire payer les 75 milliards de dollars que coûta la Guerre du Koweït. La moitié de cette somme fut d’ailleurs versée par l’Arabie saoudite, ce qui provoqua chez elle un déficit historique qui ne manqua pas d’alimenter la contestation interne et le sentiment d’être le jouet des États-Unis. Cela n’est pas sans rapport avec l’anti-américanisme qui a embrasé l’Arabie saoudite et dont le phénomène Oussama Ben Laden est une des expressions...

Il sera toutefois bien plus difficile de pratiquer à l’avenir le hold-up dans le système financier chinois, lequel possède une véritable consistance interne et une solide conscience nationale, ou à plus forte raison avec les systèmes japonais ou européens, que dans le « système arabe » qui tenait déjà plutôt d’un club de tondeurs de coupons. Les États-Unis en sont aujourd’hui réduits à des expédients, par exemple à faire pression sur les pays des deux Amériques pour prendre le dollar comme monnaie. Des pays comme l’Équateur, le Salvador, le Panama

ont obtempéré, et l'on a pu mesurer le succès de cette politique en Argentine ! D'autres comme le Canada manifestent quelque résistance : selon David Dodge, gouverneur de la banque centrale de ce pays, « l'adoption du dollar américain n'est pas pour demain »...<sup>71</sup> Une menace plus considérable a vraisemblablement été écartée par la liquidation de l'Iraq de Saddam Hussein qui avait osé demander en 2000 le règlement de ses ventes de pétrole en euros. Il n'est pas impensable qu'une telle prétention ait été perçue à Washington comme un crime de lèse-majesté impériale.

Un autre aspect de la question tient au rétrécissement de la gamme des atouts de la confiance que possède Washington pour conserver la haute main sur le système financier et monétaire sans laquelle les États-Unis cesseraient d'être la superpuissance que nous connaissons. Ayant fait le choix de refuser catégoriquement de partager la direction du système financier et monétaire, et ne possédant plus les moyens financiers de la confiance qui justifie cette direction, ils en sont réduits à faire preuve d'autorité politique, à faire périodiquement la démonstration publique qu'ils sont les chefs. Nous avons déjà vu que les crédits allaient au pouvoir politique et que l'économie des États-Unis bénéficiait d'une prime au pouvoir politique. Or ce pouvoir repose de plus en plus sur la mise en acte de la force. Les capitaux cherchent refuge auprès du centre de la puissance, auprès du pouvoir faisant preuve qu'il est bien le maître et en produit la démonstration régulière et ostensible. Là encore, se manifestent de plus en plus ouvertement des méthodes de mauvais garçons dont les westerns ou les films dédiés aux gangs de Chicago ou de New York fourmillent d'exemples : c'est ainsi que dans *Les Incorruptibles* de Brian de Palma, Al Capone, le gangster légendaire interprété par Robert De Niro, frappe à mort d'une batte de base-ball, devant tous ses affidés réunis dans un banquet, un de ses employés supposé avoir trahi... Les capitaux vont donc au plus fort. On pourrait appeler cela l'« effet batte de base-ball ». Une telle



tendance se fait d'autant plus pressante dans la classe dirigeante étasunienne que les moyens de pression habituels sur les alliés et vassaux perdent de leur efficacité. Deux exemples sont de ce point de vue significatifs.

Le premier est celui du projet Galileo. Même si les Européens ne sont pas aujourd'hui prêts à consacrer les mêmes sommes que les États-Unis dans la recherche et le développement technologiques, ils n'en ont pas moins quelque aptitude à progresser en ces domaines. La France, l'Italie et l'Espagne ont ainsi lancé l'idée de doter l'Europe d'un outillage civil de géolocalisation satellitaire destiné à se rendre indépendant du GPS (Global Positioning System) étasunien et à le concurrencer. Ce projet a eu d'énormes difficultés à voir le jour tout d'abord à cause des difficultés normales de coopération entre États : c'est finalement le retournement de l'Allemagne, jusqu'alors réticente, comme celui du Royaume Uni, des Pays-Bas, de l'Autriche et du Danemark, qui lui a permis d'être adopté en 2002, avec un financement de plus d'un milliard d'euros et une exploitation commerciale à l'horizon 2008. Mais il fallut aussi faire face aux pressions et aux tentatives de court-circuitage de Washington. Paul Wolfowitz envoya ainsi aux quinze ministres de la Défense une lettre où il les invitait à combattre ce projet « dans l'intérêt de l'OTAN », non sans recourir aussi à une campagne de dénigrement systématique. La Commission de Bruxelles s'est d'ailleurs sentie obligée de répondre à l'argumentation insistante des États-Unis en relevant notamment que le GPS est encore une propriété de l'armée des États-Unis et qu'en conséquence Washington se réserve le droit de bloquer les signaux dans des zones où le système pourrait être utilisé par ses ennemis<sup>72</sup>. On notera avec intérêt que les divisions de l'Europe consécutives à la guerre d'Iraq n'ont pas empêché le projet de voir le jour et d'être financé, comme cela a été confirmé lors de la dernière réunion de l'ESA (Agence Spatiale Européenne) en mai 2003<sup>73</sup>. De même, ces

divisions n'ont pas empêché les Européens de se mettre d'accord pour investir 20 milliards d'euros dans la construction d'un avion de transport militaire, l'Airbus A-400 M<sup>74</sup>.

Le second exemple illustre de façon éloquente le fait que les États-Unis d'aujourd'hui n'ont plus l'immense potentiel de conviction que leur donna jadis le plan Marshall. Il est donné par la conduite de la Turquie dans la guerre d'Iraq. Selon l'hebdomadaire turc *Tempo*, volontiers critique à l'égard du nouveau gouvernement, l'AKP « au sein duquel le lobby anti-américain est très fort, s'est laissé embobiner par la France et par l'Allemagne » ; en promettant eux aussi à Recep Tayyip Erdogan de lui prêter 6 milliards € sur dix ans, ces deux pays « espéraient qu'Ankara n'apporterait pas sa collaboration à l'effort de guerre américain »<sup>75</sup>. Les États-Unis avaient promis une enveloppe financière à la Turquie, plus de 30 milliards de dollars. Sur ce total, seule une petite partie devait être déboursée par les États-Unis. L'essentiel consistait en crédits du FMI et en lignes de crédits que cette institution devait autoriser le Club de Paris, c'est-à-dire le consortium des créanciers de la Turquie, à ouvrir. Or les banques qui prêtent à la Turquie sont avant tout européennes. Ainsi, grâce à leur pouvoir de contrôle sur les institutions financières internationales, les États-Unis cherchaient à influencer la Turquie grâce à l'argent des autres... Mais il arrive immanquablement un moment où germe dans la tête des rivaux ou alliés potentiels l'idée que leur intérêt est de prendre directement langue avec les pays débiteurs... Si l'épisode allégué par l'hebdomadaire turc *Tempo* est exact, il est en soi hautement significatif.

En voyant s'éroder leur puissance financière, les États-Unis perdent une arme puissante et sont conduits à utiliser davantage leurs moyens de pression politiques, tentés d'affirmer haut et fort que seuls comptent les « intérêts exclusifs des États-Unis », déjà à l'œuvre même sous l'administration précédente, pourtant réputée généralement

plus à l'écoute de ses alliés. N'est-ce pas Madeleine Albright qui déclarait devant le Conseil de sécurité, alors qu'elle était ambassadrice de son pays à l'ONU, à propos du Moyen-Orient : « Nous agissons de façon multilatérale quand nous le pourrons, et unilatéralement quand nous le jugerons nécessaire » car « nous considérons cette région [...] comme d'une importance vitale pour les intérêts nationaux des États-Unis »<sup>76</sup> ? Cependant, comme la terre est ronde et de plus en plus petite, et que l'Empire se révèle de plus en plus vorace et inquiet, il serait désormais difficile de trouver un petit coin de notre pauvre planète qui ne soit « d'une importance vitale pour les intérêts nationaux des États-Unis ».

Il va sans dire qu'une telle tendance conduit à une escalade de brutalité dans les rapports internationaux. Le lien entre déclin économique et besoin d'affirmation de la puissance politique et militaire pouvait déjà être remarqué en 1990. Il était possible de remarquer dès cette époque que la « cohérence du système » monétaire et financier, « menacée par la guerre économique [...] et la montée en puissance financière » de ses rivaux, hier l'Allemagne et le Japon, aujourd'hui l'Europe, le Japon et en perspective, la Chine, « n'est maintenue que par la fermeté politique des États-Unis ». Il était déjà possible, à l'heure de la Guerre du Koweït, de « montrer qu'au fil des ans, la mise en acte de la puissance militaire américaine [en] est devenu l'ingrédient psychologique indispensable »<sup>77</sup>.

Des frappes pour l'exemple, nous en avons vécu toute une série. Ce fut en 1983, sous l'administration Reagan, le cas de la Grenade, punie pour être soupçonnée de construire un aéroport trop grand pour elle et donc susceptible de recevoir des avions russes et pour donner le change à l'attentat qui avait tué 283 GI à Beyrouth, une *pre-emptive action* qui ne disait pas son nom... Vint ensuite l'exemple de la Libye, bombardée en 1986 pour des motifs très actuels : réagir à un attentat contre une discothèque berlinoise où avait été tué un fonctionnaire

étasunien, et pour lancer le message aux « États voyous » avant la lettre qu'une simple suspicion peut mener à de terribles représailles. L'administration de George Bush père se fit la main en décembre 1989 avec l'invasion du Panama où, pour capturer un homme formé à leurs canons et nourri au sein de leurs officines mais tombé en disgrâce et désormais recherché par la Justice des États-Unis, l'aviation bombardarda 27 cibles dans des zones urbaines fortement peuplées, faisant des milliers de morts civils et plus de 20.000 sans-abri, afin de montrer qu'aucune frontière ne protège désormais des foudres du shérif universel.

L'inconvénient d'une telle méthode, c'est qu'il faut toujours frapper plus sauvagement pour être crédible. Après le Panama, ce fut l'Iraq en 1991. Attaque à grande échelle cette fois : selon le Pentagone, 88.500 tonnes de bombes furent lancées en 1991 au cours de 106.000 sorties aériennes sur une période de 42 jours. Mais aussi quel succès ! Il est indéniable que, dans la foulée de l'effondrement de l'Union soviétique, l'opération *Tempête du désert* regonflait admirablement l'orgueil national en montrant la capacité des États-Unis d'asseoir de façon irréfutable leur prééminence internationale dans un monde devenu pluriel. On ne peut justifier par de strictes raisons militaires les bombardements massifs pendant la Guerre du Golfe de 1991 sur toutes les infrastructures civiles de l'Iraq, ni la mobilisation d'une armada de plus d'un million d'hommes par le rapport de forces militaires : l'idée de la « quatrième armée du monde » lancée en 1990 par une campagne de désinformation officielle visant à aggraver la menace représentée par l'Iraq a fait long feu. En mettant à terre un petit État incapable de tenir tête à une coalition militaire forte d'une écrasante supériorité, cette victoire sans risque eut pour effet indéniable de terroriser les petits pays, de resserrer les rangs des alliés, de permettre aux États-Unis de poser plus fermement la main sur les commandes du système financier et d'inaugurer, en dopant la confiance des agents économi-

ques domestiques et des investisseurs internationaux dans l'Empire américain, une période de croissance sans précédent depuis la crise de 1975.

Il faut aussi évoquer une tentation à laquelle l'Empire succombe de plus en plus fréquemment, à s'émanciper de toutes règles internationales et à frapper là où il l'entend, quand il l'entend, sous prétexte de « lutte contre le terrorisme ». On peut faire référence à la méthode qui consiste, comme aujourd'hui, à l'instar du protégé et ami israélien en Palestine, à l'assassinat programmé de personnes inscrites sur des listes d'hommes à abattre. Ce fut récemment le cas au Yémen où, le 3 novembre 2002, fut liquidé avec quatre autres personnes par un missile tiré d'un drone Predator armé par la CIA, Qaid Senyan al-Harhi, suspecté d'avoir organisé l'attentat contre l'USS Cole à Aden en 2000. Bref il n'est même pas nécessaire de rappeler ces faits pour affirmer que les États-Unis répondent eux-mêmes aux critères qu'ils utilisent pour stigmatiser les « États voyous »<sup>78</sup>. Il suffirait de considérer que l'Empire conserve son privilège par le recours de plus en plus fréquent à la démonstration brutale de la force, mieux : que c'est ainsi qu'il stimule l'économie mondiale et assure la base du tribut auquel il soumet le monde, pour affirmer que la planète entière est tombée sous la coupe d'un État gangster qui vit de racket et de hold-up et se dope à la terreur qu'il inspire.

Une telle attitude se love dans une longue tradition nationale d'usage de terreur délibérée (*deliberate terror*). Elle fut inaugurée lors de la Guerre de Sécession avec la glorieuse marche sur la mer du général William T. Sherman qui sema de façon ouverte et ostensible l'effroi parmi les populations civiles lors de sa fameuse « marche sur la mer » qui dévasta Atlanta en novembre 1864. Elle fut largement mise en pratique pendant la Seconde Guerre mondiale, d'abord par une participation réticente aux bombardements indiscriminés lancés par Arthur Harris et Winston Churchill sur Hambourg en juillet/août 1942

qui, avec les bombes explosives et incendiaires, firent 50.000 morts, puis avec ceux, mieux assumés, de Dresde sous lesquels périrent en février 1945, 70.000 personnes. Ce furent surtout les bombes atomiques lancées les 6 et 8 août 1945 qui firent respectivement 80.000 et 40.000 morts sur Hiroshima et Nagasaki, après que Tokyo eut été, selon l'intention déclarée de l'état-major, « rayé de la carte » par les bombardements conventionnels qui avaient entraîné, au mois de mars précédent, la mort de 185.000 personnes<sup>79</sup>. Il semble en effet bien établi que les bombes nucléaires servirent comme armes de terreur pure et gratuite, sans justification stratégique sérieuse : comme l'a affirmé Winston Churchill lui-même, « ce serait une erreur de croire que le sort du Japon fut décidé par la bombe atomique. Sa défaite était certaine avant le largage de la première bombe »<sup>80</sup>, point que l'historien britannique Basil Liddell Hart conforte d'ailleurs par le rappel de discussions au sein de l'état-major des États-Unis<sup>81</sup>.

On retrouve enfin la « terreur délibérée » dans les bombardements ciblés ou en tapis qui frappèrent les populations civiles lors de la guerre du Vietnam. Une des raisons de cette conduite est l'effet de terreur sur les populations susceptibles de contester les gouvernements vassaux... Un message puissant non seulement aux peuples du Sud, d'Amérique latine, d'Afrique Noire, d'Asie du Sud-Est, du Subcontinent indien, en dehors même de ceux agités et bien trop rebelles de l'aire arabo-islamique, aussi un message non codé aux alliés comme aux rivaux potentiels. À bon entendeur... !

### **Une religion pour l'Empire**

Toute entreprise humaine exige une conception appropriée, une mythologie d'autant plus efficace qu'elle soude les hommes qui la portent, sublime leurs actes les plus cyniques en belles actions, les

justifie comme réalisation d'une volonté supérieure, voire d'un destin. Jack London fait dire au rédacteur imaginaire de son *Talon de fer*, Ernest Everhard : « La grande force motrice des oligarques est leur conviction de faire le bien »<sup>82</sup>. La psychologie de l'équipe dirigeante qui a investi la Maison Blanche avec George Bush fils n'échappe pas à cette règle et en fournit même un exemple particulièrement éloquent. Elle marque de surcroît sa foi en sa propre morale d'une empreinte prophétique qui trouve ses racines dans la combinaison de deux messianismes : le vieux messianisme de la nation américaine dans une version libérale et impériale extrême, celle du courant dit néoconservateur, et le messianisme religieux de la droite républicaine ultra, représentée en particulier par l'Église évangéliste.

Que les États-Unis soient la « nation morale » par excellence est aussi vieux que la nation elle-même. On peut ainsi lire dans la *Déclaration d'indépendance* : « Nous tenons pour évidentes ces vérités que les hommes ont été créés égaux, qu'ils ont été dotés par leur Créateur de certains Droits inaliénables parmi lesquels la Vie, la Liberté et la poursuite du Bonheur »<sup>83</sup>. Chez les Pères fondateurs, en effet, les libertés durement conquises et les droits personnels dont bénéficient les citoyens sont un don du Ciel, ce qui revient à dire que les États-Unis d'Amérique sont « sous la main de Dieu ». C'est en cohérence avec cette conception que le billet vert porte cette inscription : *In God we trust*. Mais ne nous y trompons pas cependant. Selon Thomas Jefferson, qui grava pour la postérité les lignes de la *Déclaration*, « la religion est une matière qui relève du rapport personnel entre l'homme et Dieu ». Il fut conduit à affirmer que la constitution ne devait faire référence à aucune religion particulière et devait édifier « un mur entre Église et État »<sup>84</sup>. Voilà des déclarations qui valent en teneur laïque celles de Jules Ferry lui-même... Ceci méritait d'être précisé dans un pays comme la France où l'esprit

public a été fortement influencée par une tradition différente, symbolisée par le Petit père Combes, dans laquelle la lutte pour la séparation des Églises et de l'État s'est confondue, pour des raisons historiques propres à notre pays, avec l'anticléricalisme et l'athéisme.

Woodrow Wilson pensait, en bon calviniste, qu'il était un instrument de Dieu et que le Créateur avait un plan pour lui. Avec lui, l'idée de la « nation morale », celle d'une Terre promise où, tels de nouveaux Hébreux, avaient accosté les hommes et les femmes fuyant les vices et l'immoralité de la « Vieille Europe », celle d'une exception à défendre à tout prix, se déplaça et se transforma. L'homme combattit les tendances qu'on appelle souvent isolationnistes et refusa les engagements impériaux des États-Unis. Il était convaincu que la position de force de son pays sur la scène mondiale lui permettait d'appliquer ses principes de liberté et de démocratie à l'échelle du monde et de se faire le champion de principes moraux dans la politique internationale. Henry Kissinger croque bien cette transformation lorsqu'il écrit : « Les valeurs mêmes qui avaient favorisé l'isolationnisme américain au XIX<sup>e</sup> siècle nourrirent son mondialisme messianique au XX<sup>e</sup> »<sup>85</sup>. Ainsi devenus le « peuple élu » pour le monde entier, le peuple des États-Unis se devait de rompre avec la tradition que Walter Russell Mead nomme hamiltonienne, du nom du Secrétaire au Trésor de George Washington, Alexander Hamilton<sup>86</sup>. Cette tradition politique est opposée à celle de Thomas Jefferson, lequel reprocha sur ses vieux jours à son pays d'être une république commerciale. Elle conçoit l'arène internationale comme un grand marché sur lequel les États-Unis devaient conquérir leur place<sup>87</sup>. Il s'agit d'une tradition d'égoïsme de « l'intérêt national » qui dicta à Theodore Roosevelt une ligne d'action visant à maintenir l'« équilibre des forces » en Europe comme en Asie, suivant ainsi la doctrine britannique quant au Continent. Woodrow Wilson l'affirma nettement à Paris : l'époque



« rejette les critères d'égoïsme national qui gouvernaient jadis les desseins des nations et réclame qu'ils cèdent la place à un nouvel ordre de choses dans lequel les seules questions seront : est-ce bien ? Est-ce juste ? Est-ce dans l'intérêt de l'humanité »<sup>88</sup>. Il ne faisait évidemment aucun doute pour lui que l'intérêt de l'humanité coïncidait avec les valeurs morales de liberté, de démocratie et de paix sur lesquelles furent fondées les États-Unis, valeurs pensées comme universelles par essence. Dans sa conception, il fallait cependant, dans l'arène internationale, un chef d'orchestre, un leader, dont le rôle ne pouvait qu'échoir tout naturellement aux États-Unis. Un tel messianisme universaliste était cependant doublé, chez lui, d'une vision extrêmement pratique. S'il pensait que son pays était réellement placé sous la protection divine, il n'en avait pas moins la certitude que les vieilles nations européennes, oppressives et coloniales, que les rivalités et les haines nationales réciproques avaient menées aux joyeux massacres d'une guerre ayant entraîné dans son tourbillon la planète entière, étaient incapables de faire valoir les principes d'un vivre-ensemble international. Pour lui, seuls les États-Unis d'Amérique, « nation morale » par excellence et de surcroît le pays désormais le plus puissant, avaient aptitude à guider le monde vers des procédures pacifiques de sécurité collective et de règlement des conflits<sup>89</sup>. Mais, comme on sait, le rêve de Woodrow Wilson ne prit forme qu'en 1945 sous la marque de Franklin D. Roosevelt et surtout de son successeur Harry Truman avec la création de l'ONU. Quand George W. Bush parle aujourd'hui de « clarté morale », il fait mouche dans l'âme de ses concitoyens, même si son rapport à la religion n'est pas celui qu'avait Thomas Jefferson. Et quand Donald Rumsfeld parle de la « Vieille Europe », il sait caresser dans le sens du poil l'opinion de son pays pour laquelle l'Europe est depuis longtemps moralement disqualifiée pour mener les affaires du monde, en même temps qu'il sait faire entendre son message aux

Européens, parmi lesquels les États-Unis sauront distinguer ceux qui comptent parmi leurs amis et ceux qui ne le méritent pas.

Qui sont donc ces gens qui entourent George Bush fils et font aujourd'hui la politique des États-Unis ? Quelles sont leurs idées que l'on résume désormais par la « doctrine Bush » ? Une immense littérature est désormais disponible sur ce sujet. Si l'on prend les grands noms de l'équipe du président, on distingue fondamentalement, deux courants politiques majeurs : le courant communément qualifié de « néoconservateur » et celui de la droite religieuse intégriste.

Le courant néoconservateur est de loin le plus original et le plus intéressant car il fournit à l'équipe de George W. Bush ses idéologues. Il est inspiré par de brillants intellectuels de la Côte Est, venus de la gauche libérale démocrate et des droits civiques des années 1960 qui, par le biais de la lutte radicale contre l'Union soviétique, se convertirent au néolibéralisme économique. Une revue comme *Commentary*, organe de l'organe de l'American Jewish Committee, leur servit de laboratoire et de bastion pendant les années 70. L'itinéraire parfaitement insolite de nombre de ces intellectuels est bien défini par un des fondateurs de cette revue, Irving Kristol, qui qualifie son parcours de « néomarxiste, néotrotskiste, néosocialiste, néolibéral et, finalement, néoconservateur »<sup>90</sup>. On rencontre un parcours parallèle bien que plus tardif chez David Horowitz, transfuge de l'extrême gauche maoïste, subjugué par les Black Panthers au début des années 1970 et qui, traumatisé par la tragédie des Khmers Rouges, en arriva à soutenir la réélection de Ronald Reagan en 1984 et trempa en 1987 dans l'aide aux Contras au Nicaragua<sup>91</sup>.

Les positions de ce courant ont incubé dans de brillants cercles de réflexion (*think tanks*) dont un des plus prestigieux est l'American Enterprise Institute (AEI). La figure la plus célèbre de ce club est

Paul Wolfowitz, l'actuel secrétaire d'État adjoint à la Défense, surnommé « Wolfowitz d'Arabie » pour son acharnement à détruire l'Iraq, le véritable théoricien de l'équipe dont la réputation de cruauté n'est pas à faire : « Lui appliquer le terme de faucon ne lui rend pas justice, dit un de ses ex-collègues. Que diriez-vous de vélociraptor [dinosaure astucieux, rapide et qui vise la gorge] ? »<sup>92</sup>. Ce club compte aussi parmi ses membres Richard Perle, l'alter ego du précédent mais en plus brutal, homme d'influence qui a acquis le sobriquet de « Prince des ténèbres », Jeane Kirkpatrick, qui fit partie de l'équipe de la Sécurité nationale de Ronald Reagan, ou encore Lynn Cheney, l'épouse de l'actuel vice-président. Un autre de ces cercles de réflexion est le Hudson Institute, dont Condoleezza Rice fut un moment responsable et qui est actuellement dirigé par Michael J. Horowitz, jadis responsable juridique au secrétariat au Budget sous Ronald Reagan. Il compte comme adhérent de marque Elliott Abrams qui se distingua dans l'aide aux Contras dont le scandale eut pour effet de l'éloigner d'un poste officiel avant que George W. Bush ne l'appelât aux fonctions de directeur du Moyen-Orient à la Maison Blanche. L'administration Reagan permit à ce courant de lancer des ballons d'essai pour nombre de ses idées au point que ses représentants présentèrent publiquement les critiques qu'ils adressèrent à l'administration Clinton comme « néoreaganiennes »<sup>93</sup>, tandis que, dans sa *Déclaration de principes*, le cercle de réflexion du PNAC parle de « politique reaganienne »<sup>94</sup>. Il a peu à peu conquis de fortes tribunes dans la presse où il est très influent dans le *Wall Street Journal* ou encore dans le *The Weekly Standard* du groupe Murdoch, dirigé par William Kristol, bien connu en France pour son ouvrage récent, *Notre route commence à Bagdad*<sup>95</sup>.

Il fallait à l'Empire américain des gens capables de justifier sa « mission globale ». Il les a trouvés dans cette école de pensée providentielle qui lui a livré sur un plateau des contributions pro-

grammatiques de première importance bien intégrées dans ce qu'il faut bien appeler une « religion d'empire »<sup>96</sup>. Du point de vue de la politique internationale, ce courant se fit muscles et poumons en combattant la tradition des *realpolitikers* ou « réalistes », aussi bien les républicains à la Henry Kissinger que les démocrates à la Zbigniew Brzezinski, tradition selon laquelle les États-Unis devraient se contenter de chercher à maintenir les équilibres de force dans les grandes régions du monde, notamment l'Europe et l'Asie. Il batailla ensuite contre la tradition libérale de multilatéralisme tempéré revendiqué par l'administration Clinton et plaida en faveur de l'usage décomplexé de la puissance pour courber les autres à la volonté exclusive des États-Unis. Il revendiqua en même temps, en rupture totale avec l'esprit hamiltonien et rooseveltien, la fonction messianique des États-Unis, celle d'imposer dans le monde les valeurs universelles de liberté économique et politique, en réalisant ici une synthèse hardie : l'idée selon laquelle l'intérêt de l'humanité entière se confond avec celui des États-Unis, seuls capables de l'exprimer pleinement et ayant pour mission de le mettre en œuvre. Comme l'écrivent Pierre Hassner et Justin Vaïsse, « nombreux sont, dans ce courant, ceux qui, comme Robert Kagan, voient en leur pays le champion d'un droit universel dont ils sont à la fois les énonciateurs, les interprètes et les exécutants, et qui donc, puisqu'il est incarné par eux, ne saurait leur être opposé »<sup>97</sup>. Il fallait donc s'attendre à ce que cette école revendiquât haut et fort une « hégémonie américaine » quitte à la rendre plus présentable en la qualifiant de « bienveillante »...<sup>98</sup> L'idée d'empire a toujours été étrangère à la tradition politique étasunienne. Son acception, tout comme celle d'impérialisme, était péjorative. Désormais, affirme Charles Krauthammer, « les gens ne craignent plus d'utiliser le mot "empire" »<sup>99</sup>. « Il y a un côté positif à l'empire » pour le journaliste Robert D. Kaplan, « c'est en quelque sorte la forme la plus douce de l'ordre »<sup>100</sup>.

Nous avons là une théorie sur mesure qui détruit tous les garde-fous que pouvaient donner les traditions de politique étrangère des États-Unis, aussi bien la rooseveltienne avec son habitude de mesurer les limites de la puissance que la wilsonienne avec son effort de tenir en bride l'intérêt national. Même si elle s'appuie sur des traits constants de la politique extérieure des États-Unis, cette vision dont la force tient aussi à sa simplicité et à sa cohérence, est donc réellement subversive. Avec elle, toutes limites sont abolies. Toutes les habitudes de la politique internationale sont revisitées et bouleversées, subverties. On s'insurgea contre l'acceptation du déclin des États-Unis, qui pourrait conduire à partager les responsabilités dans un monde multipolaire. Cette idée qui incuba au sein même du Pentagone dès la chute du mur de Berlin et se développa dans l'élan de la Guerre du Koweït avec des hommes comme Richard Cheney et Paul Wolfowitz<sup>101</sup>, trouve son expression achevée dans le document intitulé *Rebuilding Americas's Defenses: Strategy, Forces and Resources for a New Century*, présenté en 2000 par le cercle de réflexion bien nommé PNAC, qui est, après le 11 septembre 2001, devenu la bible de l'administration Bush fils en matière internationale. On y lit par exemple : « Pour l'instant, les États-Unis n'ont aucun rival global. La grande stratégie de l'Amérique doit viser à préserver et à étendre cette position avantageuse aussi longtemps que possible dans le futur »<sup>102</sup>. La porte des rêves d'hégémonie ainsi grande ouverte, certains s'enhardirent à dresser de grandioses plans d'avenir. Ainsi, selon les propres termes de Robert Kagan, « la puissance américaine devrait se déployer pour contrôler ou prévenir la montée du fondamentalisme musulman anti-américain en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la montée en puissance de l'Allemagne réarmée dans une Europe chaotique, la revitalisation de la Russie, l'engagement d'un Japon réarmé dans la course au pouvoir avec la Chine dans une Asie orientale volatile »<sup>103</sup>.

Dans le sillage d'Albert Wohlstetter, mathématicien et chercheur à la Rand Corporation<sup>104</sup>, qui eut pour disciples son propre gendre Richard Perle, Paul Wolfowitz, Zalmay Khalilzad et même Ahmed Chalabi, le poulain iraquien des néoconservateurs, on critiqua les doctrines classiques de l'endiguement et de la MAD (Mutual Assured Destruction) c'est-à-dire la dissuasion nucléaire et l'équilibre de la terreur, on se mit à élaborer la nouvelle doctrine du *first strike* qui permet d'utiliser en premier l'arme nucléaire contre quiconque peut être soupçonné de pouvoir nuire sérieusement aux « intérêts nationaux des États-Unis » et on milita pour le fameux « bouclier de l'espace »<sup>105</sup>. C'est aussi qu'on se mit également à revendiquer ouvertement des interventions musclées contre les régimes indociles, par des actions préventives. Cela est apparu clairement en ce qui concerne l'Iraq dans la lettre ouverte à Bill Clinton du 28 janvier 1998 qui, en prônant l'exportation des valeurs américaines et le remodelage de l'aire arabo-islamique, constitue bien un des objectifs clés et emblématiques de la politique étrangère des néoconservateurs. Et il est remarquable qu'une des premières formulations tranchées de la philosophie de cette politique se trouve dans le mémoire adressé en 1996 à Benjamin Netanyahu par les idéologues de la nouvelle équipe proche du Likoud : « Le nouvel ordre du jour d'Israël doit marquer une coupure nette [*a clean break*] en abandonnant une politique qui admet la faiblesse et autorise la retraite stratégique, en rétablissant le principe de la préemption au lieu de la seule vengeance et faisant en sorte que la nation cesse de recevoir des coups sans réponse »<sup>106</sup>.

On comprend que, pour ce qui concerne le Moyen-Orient, les hommes de cette tendance politique soient réputés favorables à un soutien sans discussion à l'État d'Israël. « Parce qu'il y a parmi eux un Cohen, un Kagan, un Krauthammer et plusieurs Horowitz, écrit le correspondant du *Monde* à Washington, et parce qu'ils défendent

inconditionnellement Israël, certains de leurs adversaires les ont classés dans la catégorie des groupes de pression juifs. Cette caractérisation, il va sans dire, est lourde d'arrière-pensées »<sup>107</sup>. Certes, il y a souvent des arrière-pensées, mais il s'agit en l'occurrence moins d'une question de noms que d'une question de positions. « Si l'administration Clinton était perçue comme plus favorable aux intérêts israéliens que l'administration Bush père, notent Pierre Hassner et Justin Vaïsse, l'administration Bush fils l'est incontestablement plus qu'aucune autre depuis des décennies »<sup>108</sup>. Paul Wolfowitz est actif au sein du The Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA), un cercle de réflexion qui se fixe les buts suivants : d'abord « éduquer le public américain sur l'importance d'une capacité de défense des Etats-Unis, de telle manière que leurs intérêts vitaux comme Américains soient sauvegardés » et ensuite « informer les responsables américains de la Défense et des Affaires étrangères du rôle important d'Israël dans le soutien des intérêts démocratiques en Méditerranée et au Moyen-Orient »<sup>109</sup>. Elliott Abrams, l'actuel directeur du Moyen-Orient au Conseil national de sécurité de la Maison Blanche, est connu comme un défenseur inconditionnel d'Israël et du Likoud<sup>110</sup> et salua l'arrivée d'Ariel Sharon au pouvoir comme l'ouverture d'une période où la sécurité serait assurée « par la force et la fermeté et non les concessions »<sup>111</sup>. Douglas Feith, un des actuels sous-secrétaires à la Défense, est connu pour son apologie des colonies dans les territoires occupés, ce dont ne manque pas de se féliciter le Freeman Center for Strategic Studies, institution dont le but est « l'aide à Israël dans sa quête de survie dans un monde hostile »<sup>112</sup>. Ce même Douglas Feith signa également en 1996 avec Richard Perle qui est, entre autres occupations, directeur de l'Hollinger Corporation, laquelle contrôle le *Jerusalem Post*, le très instructif texte de recommandation à Benjamin Natanyahu déjà évoqué. On y défend l'idée d'une rupture nette avec un « processus de paix qui mine la légitimité de la nation et conduit Israël à la

paralysie stratégique », avec la logique des « territoires contre la paix », qui a, selon les auteurs de ce document, « placé Israël dans une position défensive sur les plans culturel, économique, politique, diplomatique et militaire », pour inviter le gouvernement de ce pays à revenir à « une stratégie de rapport de forces ». On y plaide le « droit de poursuite » dans les territoires palestiniens au nom de « l'autodéfense » ainsi qu'une position plus dure vis-à-vis de la Syrie, en « montrant par des actes exemplaires que le territoire syrien n'est pas à l'abri d'attaques lancées à partir du Liban par des forces alliées d'Israël » et même de « frapper quelques cibles choisies en Syrie même »<sup>113</sup>. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il y a là, ainsi que dans les extraits de ce document donnés précédemment<sup>114</sup> et ainsi que le relèvent Pierre Hassner et Justin Vaïsse, « confusion entre les intérêts nationaux des États-Unis et ceux d'Israël »<sup>115</sup>.

Il est difficile d'imaginer qu'une quelconque enceinte internationale puisse accepter la moindre de ces positions ou qu'un quelconque allié puisse à tout moment satisfaire de plein gré aux exigences de cette politique. Dans ces conditions, l'ONU ne pèse pas très lourd dans la conception des néoconservateurs : « Il est extrêmement étrange, écrivent William Kristol et Lawrence F. Kaplan, de considérer l'ONU comme un autorité morale supérieure aux États-Unis. Après tout, elle n'est qu'un simple regroupement d'États souverains. Elle ne fait aucune différence entre les systèmes politiques ; une tyrannie est aussi bienvenue qu'une démocratie. Et, loin d'avoir été transformées par elle, ces tyrannies l'ont presque transformée, elle, en une arène où elles servent leurs propres intérêts, et font de la propagande pour leurs revendications »<sup>116</sup>. On peut faire beaucoup de critiques à l'ONU mais ce qui est frappant, c'est que l'objectif de chercher à éviter les guerres qui lui fut fixé à sa naissance est ici jeté comme l'enfant avec l'eau du bain. Comme l'affirme Richard Perle, « les États-Unis ont un droit fondamental à se défendre comme ils



l'entendent. Si un traité nous empêche d'exercer ce droit, il faut passer outre »<sup>117</sup>. Quand on a mis systématiquement les pieds depuis un demi-siècle dans toutes les régions du monde et que, comme l'affirment William Kristol et Lawrence F. Kaplan, les États-Unis doivent « se considérer à la fois comme une puissance européenne, une puissance asiatique et, bien entendu une puissance moyen-orientale » et qu'ils doivent « agir comme si les dangers qui menacent les intérêts de nos alliés nous menaçaient aussi »<sup>118</sup>, il est aisé d'imaginer ce que « se défendre » peut signifier. À la doctrine Monroe réajustée au début du XX<sup>e</sup> siècle en monopole des États-Unis sur les Amériques, les théoriciens de l'Empire ont désormais substitué le mot d'ordre : « le monde aux Américains »... Il est naturel que les tenants de cette vision révolutionnaire ressentent les États-Unis comme Gulliver chez les Lilliputiens, entravés par des règles de droits d'un autre âge. Ils se grisent de la « mission universelle de l'Amérique » qui les dispense de respecter toute règle de droit international qu'ils ne jugeraient pas conforme à leurs canons.

Du point philosophique, le courant néoconservateur se revendique des idées de Leo Strauss, un homme d'éducation juive orthodoxe, très marqué par la chute de la République de Weimar devant le nazisme<sup>119</sup>, qui a cherché des réponses en revisitant Socrate et Platon. Avec Al-Farabi, Maïmonide et Averroès/Ibn Rushd, il défend la compatibilité de la raison philosophique et de la révélation des Écritures et la revendique contre les Lumières. Il admet que la doctrine classique du « droit naturel » doit s'adapter aux conditions de la séparation de la science et de la philosophie. Mais, dans la philosophie politique moderne, fondée par Hobbes sur la base de la recherche de l'« efficacité » prônée par Machiavel, il déplore l'abandon de la « notion du meilleur régime » et son remplacement par celle de « l'ordre social juste » ou, dit autrement, la prétention de cette philosophie à « donner au problème politique une solution

universelle qui puisse s'appliquer universellement dans la pratique », d'où il suit, selon lui, que l'on n'aurait « plus besoin d'art de gouverner distinct de la théorie politique<sup>120</sup> », ce qu'il stigmatise comme un « doctrinarisme ». Sa défense du « droit naturel » le conduit à un bilan critique des tentatives de Rousseau de retourner aux anciens et celle Burke, qui a combattu les idées de la révolution française et dont le conservatisme lui sied. Elle le pousse en même temps à combattre féroce ce qu'il appelle « l'historicisme » auquel il reproche de conduire, en emboitant le pas à Hegel avec ses notions de « sens » et de « moment absolu de l'histoire », à l'idée d'une « fin de l'histoire » et à l'abandon d'un étalon transhistorique du juste et de l'injuste<sup>121</sup>, ainsi que le « positivisme » des sciences sociales dans lesquelles il prend pour cible Max Weber et ce qu'il nomme son « polythéisme des valeurs ».

C'est en s'inspirant de lui que ses disciples, parmi lesquels il faut compter Allan Bloom, ont combattu la dévalorisation de la « culture occidentale » par l'idéologie des années 60, le « relativisme culturel » et son avatar, le *politically correct*. C'est chez lui qu'ils ont saisi, pour combattre la « résignation au déclin », l'idée que l'histoire n'est pas écrite une fois pour toutes et que la crise vient de l'abandon des « bons critères »<sup>122</sup>. Mais si les idées de Leo Strauss sont, en politique, celles d'un conservateur impénitent, il se revendiqua avant tout philosophe et non pas homme politique. Il combattit suffisamment le « doctrinarisme » pour que l'on puisse imaginer son scepticisme devant l'ascension politique de ceux qui se réclament de lui pour défendre le libre marché dans le style de l'école de Chicago et l'exportation de la démocratie libérale dans l'ogive des tomahawks. Sa polémique avec Alexandre Kojève permet de supposer que, pas plus que le communisme, la « démocratie de marché » n'aurait été pour lui « la fin de l'histoire ». Mais surtout, il vanta trop, par respect des classiques, les valeurs « de prudence et de modération » dans la

cité comme dans la politique étrangère, pour ne pas être faire état des réticences qu'il aurait probablement manifesté devant l'apologie de la force, du militarisme et du bellicisme actuels<sup>123</sup>. Or c'est bien cette idéologie guerrière que l'on trouve chez les chantres de la Quatrième Guerre mondiale<sup>124</sup>, chez ceux que l'écrivain Norman Mailer appelle les « conservateurs au drapeau » (*flag conservatives*)<sup>125</sup> et qui se réclament de sa philosophie politique, une idéologie qui exalte l'esprit de vengeance, les vertus guerrières comme indispensables à la revitalisation de l'esprit de la nation. C'est bien cette morale belliciste qui, avec Robert Kagan, ridiculise les « Européens, passés du monde hobbesien de l'anarchie dans le monde kantien de la paix perpétuelle », et résume la différence entre la « Vieille Europe » et le « Nouveau Monde » par cette formule : « Les Américains sont de Mars, les Européens de Vénus »<sup>126</sup>. On est souvent dans l'erreur lorsque l'on prétend faire endosser à celui que l'on a érigé en « maître à penser » les pratiques de ceux qui s'en revendiquent<sup>127</sup>. Au vrai, c'est par pur sophisme que les idéologues de l'équipe de George W. Bush, et notamment Paul Wolfowitz et Richard Perle, dont nous avons déjà parlé, et Abram Schulsky, directeur du bureau des Plans Spéciaux du Pentagone et associé du précédent, qui ont passé leur doctorat de sciences politiques sous la direction du maître, prétendent faire dériver de la recherche du « bon régime politique » et du refus du « relativisme » la supériorité absolue du « modèle américain » et proclament, dans une sorte d'intégrisme wilsonien, la « mission universelle de l'Amérique » vue comme le « nouveau peuple élu ». La *Pax americana* pour laquelle ils militent explicitement<sup>128</sup> ressemble étrangement à l'« État universel » que, par esprit « libertarien » et « antityrannique » Leo Strauss pourfendait chez Hegel ou à l'« État socialement homogène » qu'il stigmatisait chez Marx, comme si ce dernier avait pour but l'État et non son abolition...<sup>129</sup>. En somme, en poussant, précisément par « doctrinarisme », l'universalisme libéral jusqu'à l'impérialisme messianique

et le libéralisme politique ou la démocratie jusqu'au totalitarisme, les néoconservateurs sont bien davantage les héritiers du fascisme que de la philosophie socratique...

Il faut mettre au crédit des intellectuels du courant néoconservateur qu'ils surent entraîner dans leur sillage de vieux routiers de la droite républicaine classique dans sa version ultranationaliste. C'est le cas de Donald Rumsfeld ou de Richard Cheney, représentants typiques de la ploutocratie étasunienne traditionnelle qui mêle allègrement affairisme et politique. Les liens de toute l'équipe de George W. Bush et de la dynastie Bush elle-même avec les intérêts pétroliers et les affaires par ailleurs plus ou moins claires ne sont un secret pour personne. Ainsi Khalid ben Mahfouz, beau-frère d'Oussama Ben Laden et soupçonné d'avoir financé les réseaux d'Al-Qa'ida, fut en relations d'affaires très étroites avec George W. Bush<sup>130</sup>. Et les rapports du groupe de services pétroliers et de BTP Halliburton et le vice-président Richard Cheney dont il assumait la direction firent pendant la guerre d'Iraq la une de la presse. On se demanda notamment si ces liens n'étaient pas de nature à mettre le groupe Halliburton hors jeu dans les contrats irakiens. Le fait que le groupe ne fut pas en lice pour décrocher l'un des importants contrats offerts par l'administration Bush fils pour la reconstruction en Iraq vint d'ailleurs conforter cette interrogation. En fait, ces liens ne gênèrent nullement les affaires du groupe. Une de ses filiales, la société Kellogg, Brown & Root fut très rapidement chargée, dès le 24 mars 2003, d'éteindre les incendies de puits de pétrole qui seraient éventuellement provoqués par les opérations militaires. Et surtout le groupe lui-même obtint, grâce à un contrat passé sans appel d'offres avec l'armée étasunienne, les droits sur une part importante des réserves pétrolières de l'Iraq<sup>131</sup>... Les liens de l'équipe Bush fils avec les affaires ne sont pas à démontrer. Donald Rumsfeld fut membre du conseil d'administration d'ABB, la firme qui vendit des

centrales nucléaires à la Corée du Nord. Richard Armitage, sous-secrétaire d'État, fut consultant chez Boeing et chez Raytheon, l'entreprise qui fabrique les missiles Tomahawk avant d'entrer dans l'équipe Bush fils. Le conseiller qui fit le personnage public de George W. Bush, Karl Rove, est actionnaire chez Boeing. Ces liens ne se limitent d'ailleurs pas à la droite classique puisque les néo-conservateurs ont aussi des intérêts très nets. Lynn Cheney, la femme du vice-président, siège au conseil d'administration de Lockheed Martin<sup>132</sup>. Quant à Richard Perle, il s'est récemment signalé par les déboires que lui ont valu ses liens trop évidents avec l'affairisme militaire : il dut offrir le 27 mars sa démission de président du Defense Policy Board du Pentagone après que le *New York Times* du 20/03/2003 eut révélé que cette fonction lui avait permis un travail de lobbying pour une société Global Crossing en faillite pour lequel il n'avait pas reçu moins que la coquette commission de 125.000 dollars, avec la promesse d'une rallonge de 600.000 si son action réussissait... Heureusement, son ami Donald Rumsfeld était là pour l'assurer : « Il n'avait rien fait de contraire à l'éthique »<sup>133</sup>.

Ces hommes représentent bien, dans une version ultralibérale et musclée, ce que Dwight Eisenhower nommait le « complexe militaro-industriel » et contre lequel il mettait ainsi en garde son pays : « Dans les conseils gouvernementaux, disait-il, nous devons nous protéger contre l'acquisition d'une influence exorbitante, expressément recherchée ou non, par le complexe militaro-industriel. La possibilité de montée désastreuse d'un pouvoir exorbitant existe et va persister. Nous ne devons jamais laisser le poids de cette combinaison mettre en danger nos libertés et le processus démocratique »<sup>134</sup>.

C'est moins l'idéologie missionnaire des néoconservateurs que le fait de pouvoir donner libre cours aux tendances extrêmes de l'impérialisme qui explique probablement le ralliement des faucons

de la droite traditionnelle ultranationaliste, bien plus soucieuse de punir ceux qui s'opposent aux intérêts États-Unis que de les convaincre d'adopter leurs valeurs. Ces réseaux ont trouvé chez les néoconservateurs un habit théorique taillé large pour l'arrogance et la brutalité foncières de leurs positions, notamment dans le cadre du PNAC dirigé par Gary Schmitt. Même ce « Dear Henry », dont la réputation ne nous avait pas accoutumés à de si délicates préventions, dit de celui qu'il avait jadis côtoyé quand il fut ambassadeur à l'OTAN sous ses ordres dans l'administration Nixon : « De tous les despotes que j'ai rencontré, nul n'est plus impitoyable que Donald Rumsfeld ». Et d'ajouter : « C'est un va-t-en guerre permanent »<sup>135</sup>. C'est dans ce radicalisme que réside peut-être le mystère de la proximité de la position néoconservatrice en politique internationale d'une Condoleezza Rice, pourtant issue du vivier des *realpolitikers*. Elle fut en effet l'élève de Brent Scowcroft, conseiller de la première heure George W. Bush après avoir servi le père et qui, fidèle à ses convictions politiques rooseveltiennes, prit pourtant récemment ses distances par rapport à l'équipe de Bush fils en la mettant en garde contre la guerre<sup>136</sup>. Plus difficile est sans doute de comprendre l'attitude d'un Colin Powell qui vient également de cette même tradition de gestionnaires conservateurs « réalistes » et qui, semblant coller à l'équipe par fidélité personnelle au clan Bush, n'est pourtant pas rallié aux néoconservateurs auxquels il sert bien souvent de bouc émissaire.

L'autre courant politique majeur sur lequel s'appuie George W. Bush est constituée par la droite religieuse fondamentaliste, et notamment l'Église évangéliste, connue du public par des gens comme les télévangélistes Jerry Falwell, Billy Graham ou le révérend Pat Robertson de la Christian coalition, dont les attaques racistes contre Musulmans ou Hindouistes n'ont cessé d'alimenter la chronique. Bien que de tradition baptiste, George W. Bush ne cache

pas son adhésion à cette Église qui le considère d'ailleurs comme un de ses fidèles, tout comme Richard Cheney ou John Ashcroft, l'actuel ministre de la Justice.

Outre ses positions ultraconservatrices en matière de mœurs et en matière sociale, ce courant se distingue par l'illuminisme religieux et messianique. Inspiré par les prédictions apocalyptiques du théologien anglais du XIX<sup>e</sup> siècle John Nelson Darby, ils voient dans le triomphe du « grand Israël » comme un signe avant-coureur d'une deuxième bataille d'Armageddon, laquelle verrait le Bien triompher du Mal et le retour sur terre du Christ dont le règne devrait durer mille ans... La confusion totale qu'ils opèrent entre eschatologie et politique en fait le pendant chrétien de l'islamisme politique d'un Oussama Ben Laden... Cela pousse ce courant à communier avec les néoconservateurs dans une défense radicale d'Israël. Comme l'a affirmé Ralph Reed, ancien responsable de la Coalition chrétienne : « Il n'existe pas de plus grande preuve de la souveraineté de Dieu sur le monde, aujourd'hui, que la survie des Juifs et l'existence d'Israël [...]. Cette vérité explique en partie pourquoi les Chrétiens et autres conservateurs animés par la foi, sont si fermes dans leur soutien à Israël »<sup>137</sup>. Ainsi le 20 octobre 2002, une grande foule de Chrétiens venus des États du Centre-Nord luthérien et des plaines méthodistes qui, avec le Sud baptiste, forment le *Bible Belt*, manifestait devant la Maison Blanche avec pour slogans : « Non à un État palestinien », « Bush doit soutenir Israël »<sup>138</sup>. Ce que la droite ultra aime le plus dans le peuple juif, c'est sa prédestination à se convertir au christianisme... Cela n'empêche pas les dirigeants du Likoud d'avoir noué avec ce courant des liens très puissants<sup>139</sup>. Alain Frachon et Daniel Vernet relèvent que John Ashcroft « a enseigné à la Bob Jones University, en Caroline du Sud, académiquement inconnue mais place forte du fondamentalisme protestant. On y tenait des propos frisant l'antisémitisme »<sup>140</sup>. Mais on peut très bien ravalier ses réti-

cences antijuives dès qu'il s'agit de défendre la « civilisation occidentale »...

Il est certain que la recherche de l'appui de cette aile chrétienne extrémiste accentue la tonalité religieuse du discours officiel. Mais il est aussi vrai que George W. Bush lui-même, depuis sa « conversion » opérée en 1986 en compagnie de son ami Bob Evans, actuellement ministre du Commerce, verse aussi dans l'extrémisme religieux. Et il n'est pas le premier président des États-Unis à penser qu'« Dieu a un plan pour lui » et qu'il a une « mission divine » à accomplir<sup>141</sup>. Il est également certain que les exigences de la vie publique aux États-Unis dans laquelle interviennent de multiples confessions, tout comme la relative autonomie de la sphère politique, poussent à une sorte de syncrétisme démocratico-religieux, mais ce dernier néanmoins borné par les références à la *Bible*. Ainsi que le souligne avec pertinence Sébastien Fath, les valeurs avancées par ce discours constituent ce qu'en s'inspirant de la formule de Jean-Jacques Rousseau, il appelle le fonds de « religion civile » propre à un pays profondément religieux comme les États-Unis, commune à tous les courants s'inspirant de la *Bible*, quelle que soit leur appartenance confessionnelle. Ce qui est donc nouveau dans l'attitude de George W. Bush, ce n'est pas tant de faire appel à cette « religion civile » mais le fait qu'il s'en fasse en quelque sorte le représentant, le grand prêtre<sup>142</sup>. Il décréta ainsi dès son arrivée au pouvoir une nouvelle journée de prière. Bush *imperator* et *pontifex maximus* : c'est lui qui mène la prière collective pour implorer Dieu de protéger la nation...

Le couplage des néoconservateurs et des Chrétiens fondamentalistes est une originalité majeure de la nouvelle administration. Ils se complètent merveilleusement : les uns activent la puissance guerrière des États-Unis et en lui donnent une arène propre à son développement, les autres réactivent l'esprit missionnaire en appelant à répan-



dre les libertés sur la planète au nom d'une justification divine. Avec un tel attelage, le char de George W. Bush pouvait se lancer à l'assaut du monde avec les rêves messianiques les plus osés. Il le martèle régulièrement : « L'Amérique [est en charge de] la mission sacrée d'apporter au monde la liberté »<sup>143</sup>. Et comme il l'avait proclamé à propos de la croisade contre les taliban, dans le style qui lui est propre : « Qui n'est pas avec nous est contre nous » ! Il est indéniable que l'équipe de George W. Bush apporte un style propre à l'idéologie impériale américaine en amalgamant toutes ces tendances, libéralisme guerrier et religiosité conservatrice, pulsions racistes et messianisme universaliste. Mais c'est aussi un style qui fait résonance avec l'état d'esprit populaire tel qu'il ressort des mythologies de l'odyssée du Grand Ouest ou celle de la pègre de Chicago à l'époque de la prohibition. On commence les séances de travail dans le Salon ovale de la Maison Blanche par une lecture de la *Bible*, tout comme Al Capone priait la Vierge Marie avant de décider un massacre. La comparaison pourrait paraître téméraire si Donald Rumsfeld lui-même ne faisait montre d'une certaine inclinaison à citer la grande figure de la mafia italo-américaine : « Vous êtes bien plus fort avec un mot gentil et un fusil qu'avec un mot gentil tout seul »<sup>144</sup>. Ces méthodes qui tiennent du gangstérisme orwellien semblent bien inscrites dans les gènes politiques de la nouvelle administration de Washington, née d'un véritable hold-up juridique devant lequel les démocrates d'Al Gore ont finalement dû se taire pour ne pas discréditer aux yeux du monde entier le système électoral des États-Unis.

En regardant George W. Bush, un bras négligemment appuyé sur son pupitre et lançant sur un ton patelin ses condamnations, anathèmes et autres délices, on ne peut s'empêcher de penser qu'il sacrifie au style des mauvais garçons, des chefs de bande de l'Ouest. Quand James Woolsey, ancien directeur de la CIA, joue les marshalls de

Hadleyville, en prévenant : « Rentrez chez vous vous occuper de vos gosses, Européens. Et puis faites vos prières pour que, lorsque tout sera fini, nous ne rendions pas notre étoile en la laissant, comme Gary Cooper, tomber dans la poussière »<sup>145</sup>, c'est au propriétaire foncier, à l'éleveur de gros bétail du Texas ou du Middle West qui terrorisent les petits fermiers ou les éleveurs de brebis qu'il ressemble, par exemple à celui que joue Anthony Quinn dans *Le Dernier train de Gun Hill* de John Sturges. Tout y est, dans ces films : le juge de paix et le shérif stipendiés ou éliminés par les mauvais garçons du boss, sans parler de l'extermination des Indiens, le tout accompagné de la bonne conscience patriarcale cultivée par la lecture d'une *Bible* sur mesure revisitée par l'esprit pionnier du Far West... Ce qui n'empêche pas le même George W. Bush de mélanger hardiment les références et de faire appel à la croisade. Il va sans dire que toutes ces connotations renvoyant à l'histoire de Josué entrant à Canaan et prononçant l'interdit sur tout être vivant, ou à celle de Godefroy de Bouillon entrant à Jérusalem dans une orgie sanglante, on comprend que certains ont du mal à s'y retrouver : ce sont, en premier lieu, les Arabes et les Musulmans...

---

<sup>1</sup> Immanuel Wallerstein, « The Eagle has Crash Landed », op. cit.

<sup>2</sup> Alfred Sauvy, « Trois mondes, une planète », *L'Observateur*, n° 118, 14/08/1952.

<sup>3</sup> Samuel P. Huntington, op. cit.

<sup>4</sup> Nicholas Lemann, « The Next World Order », *The New Yorker Magazine*, 01/04/2001.

<sup>5</sup> Nicholas Lemann, op. cit.

<sup>6</sup> Voir notamment William Kristol & Lawrence F. Kaplan, op. cit.

<sup>7</sup> Ce document fut révélé par Patrick E. Tyler, « Pentagon drops Goal of Blocking next Superpowers », *The New York Times*, 23/05/1992.

<sup>8</sup> Samuel P. Huntington, op. cit.

---

<sup>9</sup> Voir à ce sujet l'étude de Rémi Brague, *Europe, la voie romaine*, Paris : Gallimard, 1992.

<sup>10</sup> Samuel P. Huntington, op. cit.

<sup>11</sup> PNAC (Project for a New American Century), *Rebuilding Americas's Defenses : Strategy, Forces and Ressources for a New Century*, septembre 2000.

<sup>12</sup> PNAC, *Rebuilding Americas's Defenses*, op. cit.

<sup>13</sup> John Pike, « MOAB - Massive Ordnance Air Blast Bomb "Mother Of All Bombs" », site *Global Security*, 15/03/2003.

<sup>14</sup> L'acronyme MOAB pourrait aussi être une délicate attention au peuple moabite, plusieurs fois présenté dans la *Bible*, notamment dans les livres de Saül et David, comme « ennemi héréditaire » du peuple juif, ce qui justifiait sa mise sous le joug d'Israël...

<sup>15</sup> *The Japan Times*, 11/10/1990.

<sup>16</sup> Constantinos Simitis, discours lors de la cérémonie de la signature du traité OTAN-Russie, Paris, 17/05/1997.

<sup>17</sup> Alain Joxe, « Veillée d'armes au Kosovo – Menaces improvisées de l'OTAN », *Le Monde diplomatique*, juillet 1998.

<sup>18</sup> Samuel T. Huntington, op. cit.

<sup>19</sup> Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard : American Primacy and its Geo-strategic Imperatives*, New York : Basic Books, 1997.

<sup>20</sup> Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard*, op. cit.

<sup>21</sup> Voir par exemple Paul-Marie de La Gorce, « Le Sud-Ouest asiatique, au centre de l'offensive américaine », *Le Monde diplomatique*, décembre 2002.

<sup>22</sup> Voir plus loin, pages 94-95.

<sup>23</sup> Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard*, op. cit.

<sup>24</sup> Voir Michel Chossudovsky, *Guerre et mondialisation. À qui profite le 11 septembre ?*, Paris : Le Serpent à plumes, 2002.

---

<sup>25</sup> Voici ce qu'on peut lire dans le *Rapport* de la Commission King-Crane, au titre de la *Recommandation n° 5* qui, après avoir affirmé « la sympathie des rapporteurs pour la cause juive », font observer ceci : « Soumettre un peuple si décidé [en anglais : *minded*. Il s'agit des Arabes de Palestine - ndla] à une immigration juive illimitée et à des pressions financières et sociales continues pour céder la terre, est une violation grossière du principe suscit[é] [à savoir la résolution du règlement des problèmes coloniaux par le libre consentement du peuple concerné - ndla] et du droit des peuples, même s'il revêt des formes légales » (*King-Crane Report on the Near East* », New York, Editor & Publisher Co., 1922, vol. 55, n° 27). On trouvera une traduction française de ce passage dans : Georges Corm, *L'Europe et l'Orient, de la balkanisation à la libanisation. Histoire d'une modernité inaccomplie*, Paris : La Découverte, 1991.

<sup>26</sup> Amnon Kapeliouk, « Cent ans après la fondation du mouvement sioniste. En Israël, l'immigration a changé de nature », *Le Monde diplomatique*, novembre 1997.

<sup>27</sup> Roland Laffitte, « Vers quel monde nouveau », op. cit.

<sup>28</sup> Voir PNUD, *Rapport sur le développement humain dans le Monde arabe*, juillet 2002.

<sup>29</sup> Commission de la Défense et des Forces armées, *Compte rendu n° 14*, 06/11/2002.

<sup>30</sup> Dans leur *Recommandation n° 2*, les rapporteurs de la Commission King-Crane demandaient que « l'unité de la Syrie soit préservée ». Ils rappelaient que, selon les vœux des populations de la région largement consultées, l'État syrien devrait englober un Liban largement autonome ainsi que la Palestine, à côté d'un État de Mésopotamie lié au précédent par une union politique », mais devait rester séparé d'un État du Hedjaz, région qu'ils considéraient comme socialement arriérée par rapport au Croissant fertile (*King-Crane report on the Near East*, op. cit.).

<sup>31</sup> Zbigniew Brzezinski, entretien avec le *Nouvel Observateur*, 15-21/01/1998.

<sup>32</sup> Voir par exemple Olivier Roy, « Un fondamentalisme sunnite en panne de projet politique », *Le Monde diplomatique*, octobre 1998.

<sup>33</sup> Christian Delacampagne, *Islam et Occident, les raisons d'un conflit*, Paris : PUF, 2003.

<sup>34</sup> Ernest Renan, leçon inaugurale au Collège de France, 23/02/1862.

---

<sup>35</sup> On notera avec intérêt la réflexion de George Corm lorsqu'il critique la démarche de ceux qui considèrent « un Islam insécable », qui voient dans l'Islam « un fait social total » et appréhendent les sociétés du Proche-Orient comme « structurées par l'Islam » (*Le Proche-Orient éclaté, 1956-2003*, Paris : Gallimard, 3<sup>ème</sup> éd. mise à jour, 2003).

<sup>36</sup> La formule est d'Edgar Morin, « Ce que nous savions déjà... », *Bulletin Interactif du Centre International de Recherches et Études Transdisciplinaires*, n° 16, février 2002.

<sup>37</sup> C'est ce que croit pouvoir faire Christian Delacampagne, op. cit..

<sup>38</sup> Alain Joxe, « L'Empire du chaos », dans *Recherches*, revue du MAUSS, n° 20, 2<sup>ème</sup> semestre 2002.

<sup>39</sup> Philippe Zarifian, « Le terrorisme global et le régime de guerre », *Recherches*, op. cit.

<sup>40</sup> Jan Krauze, *Le Monde* du 20-21/04/2003. Pour le programme nucléaire israélien, voir Pierre Lellouche, Guy-Michel Chauveau et Aloyse Warhouver, *La prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs*, Assemblée nationale française, Commission de la Défense nationale et des Forces armées, *Rapport d'information* n° 2788 du 7/12/2000, et, pour davantage de précisions, Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, New York : Columbia University Press, 1998.

<sup>41</sup> Cité par Jan Krauze, op. cit.

<sup>42</sup> Samuel P. Huntington, op. cit.

<sup>43</sup> Jean Baudrillard, « L'Esprit du terrorisme », *Le Monde*, 03/11/2001.

<sup>44</sup> Eliot A. Cohen, « Word War IV : Let's call this conflict what it is », *The Wall Street Journal* du 20/11/2001.

<sup>45</sup> Norman Podhoretz, « Middle East : How to win the IV World War? », *Commentary*, organe de l'American Jewish Committee, février 2002.

<sup>46</sup> Emmanuel Todd, op. cit.

<sup>47</sup> Le parallèle est d'ailleurs suggéré de son côté par Samuel P. Huntington : « Dans ses manifestations politiques, la Résurgence de l'islam ressemble au marxisme [...]. Plus opératoire est cependant l'analogie avec la Réforme protestante », op. cit.

- 
- <sup>48</sup> Emmanuel Todd, op. cit.
- <sup>49</sup> Emmanuel Todd, op. cit.
- <sup>50</sup> Cité par *Le Monde*, 11/03/2003.
- <sup>51</sup> John Helmers, « Tokyo outbids China in Kremlin oil link », *Asia Times Online*, 04/01/2003.
- <sup>52</sup> Voir Manlio Dinucci, « La corsa al petrolio iracheno », *Il Manifesto*, 01/11/2002.
- <sup>53</sup> Cité par *El Moudjahid*, 19/02/1991.
- <sup>54</sup> Reprise de l'éditorial de *Géopolitique* n° 32, *Le Figaro*, 10/01/1991.
- <sup>55</sup> Cité par *Le Monde*, 02/03/1991.
- <sup>56</sup> Oded Yinon, « A Strategy for Israel in the 1980s », paru en hébreu dans *Kivunim* - publication de l'Organisation sioniste mondiale - n° 14, février 1982, traduit en français par la *Revue d'études palestiniennes* n° 5, 1982.
- <sup>57</sup> Cité par *Le Figaro*, 15/04/02003.
- <sup>58</sup> Martin Indyk, « Back to the Bazaar », *Foreign Affairs*, janvier-février 2002.
- <sup>59</sup> On pourra déjà trouver de nombreuses raisons pour les États-Unis de s'en prendre à l'Iraq dans l'ouvrage de Naïma Lefkir-Laffitte et Roland Laffitte, *L'Iraq sous le déluge*, Paris : Hermé, 1992.
- <sup>60</sup> PNAC, *Rebuilding Americas' Defenses*, op. cit.
- <sup>61</sup> PNAC, *Letter to the Honorable William J. Clinton, President of the United States*, 26/01/1998, site *New American Century*.
- <sup>62</sup> William Kristol, « The Imminent War », *Weekly Standard*, 17/03/2003.
- <sup>63</sup> Richard Perle, Douglas Feith, James Colbert, Charles Fairbanks, Jr., Robert Loewenberg, David Wurmser and Meyrav, « A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm », mémoire du Study Group on a New Israeli Strategy Toward 2000, Jérusalem et Washington, 1996, site IASPS (The Institute for Advanced Strategic and Political Studies).
- <sup>64</sup> PNAC, *Rebuilding America's Defenses*, op. cit.

- 
- <sup>65</sup> Joseph Stiglitz, *La grande désillusion*, Paris : Fayard, 2002.
- <sup>66</sup> Voir Clyde Prestowitz, op. cit.
- <sup>67</sup> Cité par *La Tribune* du 06/10/98.
- <sup>68</sup> Cité par *L'Hebdo* du 04/02/199.
- <sup>69</sup> Isabelle Grunberg, « Que faire du Fonds monétaire international ? », *Le monde diplomatique*, septembre 2000.
- <sup>70</sup> Roland Laffitte, « À l'heure de la *Pax americana* », op. cit.
- <sup>71</sup> Cité par *La Presse*, 06/10/2002.
- <sup>72</sup> Christophe Guillemin, « Comment la diplomatie américaine s'emploie à court-circuiter Galileo », *ZDNet France*, 13/03/2002.
- <sup>73</sup> Laurent Zecchini, « Les Européens trouvent un accord pour débloquer le projet Galileo », *Le Monde*, 28/05/2003.
- <sup>74</sup> Laurent Zecchini, « Les Quinze investissent 20 milliards de dollars dans l'Europe de la défense », *Le Monde*, 28/05/2003.
- <sup>75</sup> Cité dans « La guerre en Irak vue par la presse turque », *Le Monde* du 28/03/03.
- <sup>76</sup> Cité par Noam Chomsky dans l'« Amérique, "État-voyou" », *Le monde diplomatique*, août 2000.
- <sup>77</sup> Roland Laffitte, « Vers quel monde nouveau ? », op. cit.
- <sup>78</sup> Noam Chomski, « L'Amérique, "État-voyou" », *Le Monde diplomatique*, août 2000. Voir aussi, du même auteur, *11 septembre. Autopsie des terrorismes*, Paris : Le Serpent à plumes, 2001.
- <sup>79</sup> Ce chiffre, peu connu, est donné par Basil Liddell Hart, op. cit.
- <sup>80</sup> Winston Churchill, *The Second World War*, 6 vol., Londres : Cassell, 1949-1953.
- <sup>81</sup> Basil Liddell Hart, op. cit.
- <sup>82</sup> Jack London, *Le Talon de fer*, Paris : Phébus, 2003.
- <sup>83</sup> *Déclaration unanime des treize États Unis d'Amérique*, 04/07/1776.

---

<sup>84</sup> Thomas Jefferson, *Lettre aux baptistes du Connecticut*, 01/01/1802.

<sup>85</sup> Henry Kissinger, op. cit.

<sup>86</sup> Walter Russell Mead, « The Jacksonian Tradition and American Foreign Policy », *The National Interest*, n° 58, hiver 1999-2000.

<sup>87</sup> Walter Russell Mead, op. cit.

<sup>88</sup> Woodrow Wilson, *Memorial Day speech at Suresnes Cemetery*, 30/05/1919.

<sup>89</sup> Voir Charles Zorgbibe, « *Wilson, un croisé à la Maison Blanche* », Paris : Presses de Sciences-Po, 1998.

<sup>90</sup> Irving Kristol, *Neoconservatism : The Autobiography of an Idea*, Chicago : Ivan R. Dee, 1995.

<sup>91</sup> Voir notamment Scott Sherman, « David Horowitz's Long March », *The Nation*, 15/06/2000.

<sup>92</sup> « Paul Wolfowitz, Velociraptor », *The Economist*, 09-15/02/2002.

<sup>93</sup> William Kristol & Robert Kagan, « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, juillet-août 1996.

<sup>94</sup> PNAC, *Statement of Principles*, 03/06/1997, site *New American Century*.

<sup>95</sup> William Kristol & Lawrence F. Kaplan, *Notre route commence à Bagdad*, Paris : Saint-Simon, 2003.

<sup>96</sup> La formule est de Mohammad H. Yakoub, « Un point de vue palestinien », *Les Cahiers de l'Orient*, octobre 2003.

<sup>97</sup> Pierre Hassner et Justin Vaïsse, *Washington et le monde. Dilemmes d'une super-puissance*, Paris : Autrement, 2003.

<sup>98</sup> William Kristol & Robert Kagan, « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », op. cit.

<sup>99</sup> Cité par Emily Eakin, op. cit.

<sup>100</sup> Id.

<sup>101</sup> **Voir plus haut, pp. 72-73 et 75.**



---

<sup>102</sup> PNAC, *Rebuilding Americas's Defenses*, op. cit.

<sup>103</sup> Cité par Charles William Maynes, « The Perils of (and for) an Imperial America », *Foreign Policy*, été 1998.

<sup>104</sup> Voir à ce propos Alain Frachon et Daniel Vernet, « Le stratège et le philosophe », *Le Monde*, 16/04/03.

<sup>105</sup> Voir notamment Paul-Marie de La Gorce, « Bombardeur pour contrôler », *Le Monde diplomatique*, mars 2002.

<sup>106</sup> Richard Perle, Douglas Feith et autres, « A Clean Break », op. cit.

<sup>107</sup> Patrick Jarreau, « Comment les néoconservateurs pèsent sur la politique américaine », *Le Monde* du 02/10/2003.

<sup>108</sup> Pierre Hassner et Justin Vaïsse, op. cit.

<sup>109</sup> Voir le site du Jewish Institute for National Security Affairs.

<sup>110</sup> Voir Jim Lobe, « Elliott Abrams Is Back », *Foreign Policy in Focus*, 09/12/2002.

<sup>111</sup> Elliott Abrams, « Who is Sharon? », site *Beliefnet*.

<sup>112</sup> Voir le site du Freeman Center for Strategic Studies, et notamment « Israeli Settlements: Legitimate, Democratically Mandated, Vital To Israel's Security And, Therefore, In U.S. Interest », *Transition Brief*, n° 96-T 130, 17/12/1996.

<sup>113</sup> Richard Perle, Douglas Feith et autres, « A Clean Break », op. cit.

<sup>114</sup> **Voir plus haut, pages 113-114 et 138.**

<sup>115</sup> Voir Pierre Hassner et Justin Vaïsse, op. cit. Voir aussi à ce sujet Éric Laurent, *Le monde secret de Bush - La religion, les affaires, les réseaux occultes*, Paris : Plon, 2003.

<sup>116</sup> William Kristol & Lawrence F. Kaplan, op. cit.

<sup>117</sup> François Schlosser, « Bush, le vertige de la puissance », op. cit.

<sup>118</sup> William Kristol & Lawrence F. Kaplan, op. cit.

<sup>119</sup> Leo Strauss, « Sur le nihilisme allemand », 1941, dans *Nihilisme et politique*, Paris : Payot & Rivages, 2001.

---

<sup>120</sup> Leo Strauss, *Droit naturel et histoire*, Paris : Flammarion, 1986.

<sup>121</sup> Id.

<sup>122</sup> Leo Strauss, « La crise de notre temps », 1962, dans *Nihilisme et politique*, op. cit.

<sup>123</sup> Id.

<sup>124</sup> Voir Eliot Cohen, op. cit., et Norman Podhoretz, op. cit.

<sup>125</sup> Norman Mailer, *Pourquoi nous sommes en guerre*, Paris : Denoël, 2003.

<sup>126</sup> Robert Kagan, « Power and Weakness », *Policy Review*, juin 2002.

<sup>127</sup> Voir à ce sujet deux articles disponibles en ligne : Jim Lobe, « Neocons dance a Strauss waltz », *Asia Times Online*, 09/05/2003, et William Pfaff, « The long reach of Leo Strauss. Neoconservatives », *International Herald Tribune*, 12/05/2003.

<sup>128</sup> PNAC, *Rebuilding Americas's Defenses*, op. cit., ou encore William Kristol & Lawrence F. Kaplan, op. cit.

<sup>129</sup> Leo Strauss, *De la tyrannie*, Paris : Gallimard, 1997.

<sup>130</sup> Voir Éric Laurent, *La guerre des Bush. Les secrets inavouables d'un conflit*, Paris : Plon, 2003.

<sup>131</sup> Patrick Jarreau, « Halliburton a obtenu la concession d'une partie du pétrole irakien », *Le Monde*, 09/05/2003.

<sup>132</sup> Ces renseignements sont tirés de l'ouvrage d'Éric Laurent, *Le Monde secret de Bush*, op. cit.

<sup>133</sup> Patrick Jarreau, « Travail de lobbying », *Le Monde*, 28/03/2003.

<sup>134</sup> Dwight D. Eisenhower, *The Papers of the Presidents of the United States*, site *The Avalon Project at the Yale Law School*.

<sup>135</sup> Catherine Frost, « Donald Rumsfeld : Profile », *BBC*, 25/03/2003, ainsi que « Donald Rumsfeld : Portrait », *Radiofrance*, 26/04/2003.

<sup>136</sup> Brent Scowcroft, « Don't Attack Saddam », *The Wall Street Journal* du 15/08/2002.

<sup>137</sup> Cité par Éric Laurent, *Le Monde secret de Bush*, op. cit.

---

<sup>138</sup> Voir à propos de ce courant l'étude d'Anne-Élisabeth Moutet, ex-directrice du bureau parisien de *The European*, éditorialiste régulière de la BBC, « La nouvelle Alliance : les chrétiens évangélistes et les juifs américains », site *Proche-Orient.info*, 11/10/2002.

<sup>139</sup> Ils sont bien analysés par Éric Laurent dans *Le Monde secret de Bush*, op. cit.

<sup>140</sup> Voir *Le Monde* du 16/04/2003.

<sup>141</sup> Paul Kengor, professeur associé de sciences politiques au Grove City College, « God & W. », *National Review Online*, 05/03/2000.

<sup>142</sup> Voir l'article de Sébastien Fath, « Comme un vol de faucons hors de la "cage d'acier" », dans *Le Monde* du 15/03/2003, et son entrevue à *Réforme* n°3022, 13-19 mars 2003.

<sup>143</sup> Anne-Élisabeth Moutet, op. cit.

<sup>144</sup> Caroline Frost, op. cit.

<sup>145</sup> James Woolsey, « It's high noon for the civilized world », *The Wall Street Journal* du 22/02/2002.

### **Troisième partie**

#### **L'avenir se décide en Iraq**

La notion d'isolationnisme, qui se manifeste dans la politique internationale des États-Unis, est à l'origine d'un énorme malentendu. Certes elle reflète bien une certaine tendance de l'opinion d'un grand peuple qui, dans sa masse, se fiche du reste du monde comme de l'an quarante. C'est le cas du courant de la droite populiste et protectionniste de Patrick J. Buchanan affirmant, à la suite du premier président des États-Unis, George Washington, que son pays devrait avoir une politique « libre d'alliance permanente avec quelque portion que ce soit du monde étranger »<sup>1</sup>. Sa doctrine reste celle qui fut définie par John Quincy Adams en 1821 qui, alors qu'il n'était encore que secrétaire d'État, affirmait que « [l'Amérique] ne va pas aller à l'étranger en quête de monstres à détruire. Elle souhaite la liberté et l'indépendance de tous. Elle n'est le champion et le défenseur que

d'elle-même »<sup>2</sup>. Contre la politique impériale de George W. Bush, Pat Buchanan revendique donc « la République, non l'Empire »<sup>3</sup>. C'est également le cas du courant « libertarien » représenté par le club de réflexion du Cato Institute, fondé en 1977, qui réclame, sur le plan intérieur, moins d'État dans les domaines économique et social. Cette tendance s'est opposée à la guerre contre l'Iraq, avançant que « la menace iraquienne est exagérée », que « l'occupation d'un pays islamique par les États-Unis pourrait constituer un avis de recrutement pour les terroristes islamiques » et que l'invasion de ce pays pourrait « déstabiliser des pays amis » de la région, etc.<sup>4</sup>

Mais il y a belle lurette que la classe dirigeante de ce pays constitue une oligarchie mondialiste et qu'en dépit des courants prônant un repli sur la nation, l'Empire américain a largement dépassé ses velléités isolationnistes avec la Seconde Guerre mondiale. On a encore parlé d'isolationnisme pendant la campagne électorale de George W. Bush, mais c'est faire peu de cas de la plate-forme électorale intitulée « Un leadership américain fondé sur des principes », dans laquelle ont lit par exemple : « Les Américains ont de bonnes raisons d'être optimistes sur leur rôle dans le monde. [...] Nous envisageons la restauration d'une direction américaine respectée, fermement fondée sur un internationalisme américain clair et net »<sup>5</sup>. C'est aussi faire peu de cas du rôle, dans la montée au pouvoir de George W. Bush, des gens du PNAC (Project for a New American Century) dont le nom est à lui seul un manifeste impérial<sup>6</sup>. La tradition isolationniste mériterait plutôt d'être qualifiée, avec Walter Russell Mead, de nationaliste, s'agissant des jeffersoniens qui tiennent leur nom du président Thomas Jefferson et sont libéraux et humanistes, ou bien des jacksoniens qui suivent les idées du président Andrew Jackson et sont, quant à eux, populistes et chauvins jusqu'au bellicisme<sup>7</sup>. Cela permet de comprendre que le moral des

corps expéditionnaires étasuniens n'a rien à voir avec celui des soldats de Bugeaud qui maniaient le sabre et la charrue ou celui des soldats britanniques partis conquérir les Indes. Ils ne se considèrent pas en pays étranger pour y rester et ont vite le mal du pays. La classe politique étasunienne connaît très bien le moyen de trouver l'appui de ce courant nationaliste et populiste jacksonien qui peut se révéler jusqu'au-boutiste dès que l'intérêt national est en jeu<sup>8</sup>. Zbigniew Brzezinski par exemple savait bien que les grands desseins internationaux pouvaient se heurter à certaines réticences et il prodiguait ses conseils pour faire avaler la pilule à l'opinion étasunienne, lui faire soutenir ces objectifs ressortant de la *realpolitik* la plus cynique. Voici ce qu'il faisait remarquer : « Du fait que l'Amérique devient une société de plus en plus multiculturelle, il peut paraître difficile de façonner un consensus sur les buts de politique étrangère, à moins que les circonstances ne livrent une menace extérieure directe réellement massive et largement perçue »<sup>9</sup>. Cela s'est d'ailleurs déjà avéré à maintes reprises : pendant la Seconde Guerre mondiale après Pearl Harbor, pendant la Guerre froide après qu'on eut présenté l'Union soviétique comme une menace évidente pour les États-Unis. C'est sans doute cet élément qui explique le changement de l'opinion publique étasunienne en décembre 1990 en faveur de l'intervention dans le Golfe lorsque fut agité le danger nucléaire iraquien. Et c'est encore ce qui a justifié les « pieux mensonges » de Georges Bush fils quant à la menace directe sur les États-Unis qu'auraient fait peser les « armes de destruction massive » iraqiennes. La question de l'isolationnisme est donc moins un des traits marquants de la politique extérieure des États-Unis qu'un élément constitutif du rapport de l'oligarchie impériale avec la plèbe étasunienne. Il est évident que les tenants du PNAC sont parfaitement avertis de ce trait de la politique étasunienne. Ils notaient ainsi de façon tout à fait explicite, en parlant de leur programme résolument

interventionniste que « même s'il apporte des changements révolutionnaires, le processus de transformation sera probablement long, en l'absence de quelque événement catastrophique et catalyseur de type Pearl Harbor »<sup>10</sup>...

### **Le Pearl Harbor de George W. Bush**

Une telle déclaration éclaire d'une lumière extrêmement crue les événements qui se sont précipités après que deux avions de ligne eurent percuté les tours jumelles du World Trade Center. Le politologue Chalmers Johnson, grand connaisseur du Japon et critique de l'actuelle politique impériale, fit en janvier 2003 cette remarque désabusée : « Le 11 septembre 2001, ils ont eu leur Pearl Harbor »<sup>11</sup>. L'administration Roosevelt avait hier su utiliser l'attaque sur Pearl Harbor pour entraîner dans la guerre une opinion extrêmement réticente à s'extraire de son confort non-interventionniste. Le célèbre stratège et historien militaire britannique Basil H. Liddell Hart ne cache pas, dans sa magnifique *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, que Winston Churchill et Franklin D. Roosevelt savaient qu'ils provoquaient l'entrée en guerre du Japon en instaurant un blocus sur ses approvisionnements. Certes Washington s'attendait à une attaque sur les Philippines où l'état-major avait d'ailleurs décidé d'attendre les Japonais. L'effet de surprise fut donc, non que les Japonais attaquèrent, ni même qu'ils le firent en jouant sur le temps d'acheminement de la déclaration de guerre. En effet, ils avaient déjà créé un précédent historique en attaquant, le 8 février 1904, l'escadre russe à Port Arthur sans crier gare. La surprise résida donc dans le fait qu'ils perpétrèrent leur raid meurtrier là où on ne les attendait pas et surtout si loin de leurs bases, à Pearl Harbor, dans les îles

Hawaï...<sup>12</sup> Certes, le choc du 11 septembre 2001 fut encore plus grand que celui provoqué par l'attaque japonaise du 7 décembre 1941 : ce n'était pas cette fois un territoire des confins qui était frappé, mais le cœur symbolique du pays en ses emblèmes de centre du capitalisme mondial. De plus, dans cet événement, c'est la position du président Bush fils lui-même qui semble s'être infléchie. Peut-être William Kristol et Lawrence F. Kaplan exagèrent-ils quand ils décrivent ainsi ce changement : « En moins d'une heure, lors de son allocution au Congrès le 20 septembre 2001, Bush, d'un réaliste marchant sur les pas de son père, devint un internationaliste défendant les idéaux de l'Amérique aussi sincèrement et aussi énergiquement que Harry Truman, John Kennedy et Ronald Reagan »<sup>13</sup>. Quoiqu'il en soit, ce sont les thèses néoconservatrices radicales, celles de l'hégémonie des États-Unis, de l'action préventive et du renversement des régimes indociles qui se sont imposées au détriment des thèses plus classiques en matière internationale, présentes dans l'entourage du président Bush fils. Les tambours et les trompettes de la « communication » jouèrent à plein. Vécu en direct par des foules immenses de la planète entière rivées sur les images des tours en flamme qui s'effondraient dans une fumée d'apocalypse et celles de la course éperdue des foules apeurées fuyant le désastre, défilant en boucle sur le petit écran, jamais événement ne fut plus médiatisé. Le choc psychologique transformait d'un coup « la menace terroriste » en réalité tangible, formidable, qui vous poursuit imparablement, vous traque dans tous les pays et dans les instants de la vie quotidienne.

George W. Bush sut parfaitement jouer sur la fibre nationaliste, caresser l'opinion populaire isolationniste dans le sens du poil patriotique. Il fut en cela bien épaulé de l'extérieur. « Nous sommes tous Américains ! », tel fut le cri que l'on présenta comme unanime



dans un « Occident » se sentant menacé dans ses « valeurs fondamentales », par la « haine de la démocratie » et la « jalousie pour son niveau de vie ». La réalité toutefois est un peu plus nuancée. La Suisse est démocratique et opulente mais n'a jusqu'ici pas été en proie à de telles représailles. On entendit peu des voix dissidentes, venues des autres continents, comme celle de Youssef Chahine, difficile à suspecter d'islamisme ou d'anti-occidentalisme et qui dit ce qu'il avait sur le cœur : « Je suis en colère contre les États-Unis. Moi qui ai étudié aux États-Unis, je n'ai pas de haine contre ce pays, mais de la colère. Et je dois dire que je n'ai pas été surpris par l'attentat du 11 septembre : il y a trop d'injustice dans le monde »<sup>14</sup>. On n'écoula point les voix raisonnables qui cherchaient à comprendre les causes de la catastrophe, comme celle du romancier japonais Kenzaburo Oé, Nobel de littérature : « Si l'on essaie d'analyser les causes profondes de ces actes terroristes, force est de constater qu'elles ont pu nous paraître lointaines et que nous avons été pris de court. Nous sommes tombés des nues. Et pourtant, elles étaient aussi proches qu'apparentes. Mais dans notre insouciance nous n'avions pas voulu les voir. [...] Le terrorisme dont ont été victimes les États-Unis a été nourri par la mondialisation, l'extension d'une économie néolibérale et des injustices croissantes qu'elles entraînent, ainsi que par la suprématie militaire des États-Unis »<sup>15</sup>. On n'écoula pas la voie sage d'un Edgar Morin expliquant que ces événements tragiques devaient être lus comme les « conséquences néfastes de la libéralisation du marché mondial, de l'accroissement des inégalités et des crises économiques multiples » et que « la voie actuelle, celle de la folie [qui] est la croisade, la diabolisation et l'hystérie de guerre » devait « être remplacée par la prise de conscience de l'intersolidarité humaine et de la communauté du destin planétaire », et qu'était venu « le temps de répondre au défi de la complexité planétaire »<sup>16</sup>.

Aux États-Unis même, des voix demandèrent : « Pourquoi nous déteste-t-on autant ? », submergées qu'elles furent par le raz-de-marée du patriotisme vengeur. L'écrivain Norman Mailer faisait cette réponse, appelant ses concitoyens à prendre une part du fardeau : « En partie, c'est de la jalousie. Certaines émotions sont évidentes. Mais il y a des raisons plus dérangeantes pour nous. C'est en fait que le capitalisme moderne a tendance à s'emparer de vastes secteurs de l'économie d'autre pays. Et nous ne sommes pas loin d'être des barbares culturels, complètement indifférents à ce que nous sommes en train de piétiner ». Et de lancer un appel au calme devant la douleur : « Plus les terroristes assassinent des gens, plus ils sont contents. Mais avant de vous indigner et de vous récrier, permettez une question : Est-ce que Harry Truman frissonnait dans son lit à l'idée que des dizaines de milliers de citoyens de Hiroshima et de Nagasaki allaient mourir deux jours plus tard, ou est-ce qu'il était simplement fier d'avoir gagné la guerre ? »<sup>17</sup>

Il y avait urgence. Ce n'était pas l'heure de poser de telles questions. Les réponses qu'elles forcent eussent probablement induit d'autres réactions, d'autres conduites. Mais il fallait profiter de la stupeur, du choc causé dans l'opinion et chez les alliés pour foncer. Battons le fer tant qu'il est chaud ! Selon le journaliste du *Washington Post* Bill Woodward, dont on s'accorde à penser que ses liens avec les dirigeants rendent ses propos fiables, Paul Wolfowitz expliqua le 15 septembre 2001 à Camp David où George W. Bush avait réuni ses principaux conseillers, que « la vraie source de tous les problèmes et du terrorisme était probablement Hussein », suggéra que « les attaques terroristes du 11 septembre créaient une occasion de frapper »<sup>18</sup> et exposa au président sa vision d'un remodelage de la région<sup>19</sup>. Il semble bien que, dès ce moment là, il le convainquit qu'une fois l'émirat du mollah Omar éliminé, la prochaine cible de

l'Empire devait être Bagdad. Que George W. Bush ait été convaincu de cet objectif avant le 11 septembre ou qu'il ait fallu cet événement pour l'admettre importe peu<sup>vii</sup>. Le fait est que quatre semaines après la chute des tours de Manhattan, les bombardements commençaient en Afghanistan dans le cadre de la « coalition internationale contre le terrorisme ». La hâte avec laquelle l'administration Bush fils partit en guerre ne peut s'expliquer que parce les plans de guerre étaient déjà prêts. Les problèmes posés aux États-Unis par l'Afghanistan avaient déjà mené Washington à ne pas se contenter des négociations engagées avec les taliban depuis novembre 2000, dans le cadre desquelles fut négociée la livraison d'Oussama Ben Laden. Nous le savons par exemple par Naiz Naik, l'ancien ministre pakistanais des Affaires étrangères qui participait à ces négociations : l'ambassadeur de Washington, Tom Simons, aurait évoqué en juillet 2001 « une option militaire ouverte » contre l'Afghanistan à partir de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan<sup>20</sup>. L'équipe de George W. Bush avait donc déjà été conduite à mettre sur pied, ne serait-ce que pour avoir davantage de poids dans la négociation, une intervention militaire et donc un plan de bataille.

---

<sup>vii</sup> Dans son ouvrage paru en mars 2004 et intitulé *Against all enemies. Inside America's War on Terror*, New York : The Free Press, 2004, Richard Clarke révélera le peu de cas que Paul Wolfowitz et ses amis faisaient d'Al-Qa'ida avant le 11 septembre et même après cette date et leur véritable obsession de l'Iraq. Cet ancien responsable de la lutte antiterroriste écrira : « Lors des discussions au sein de la nouvelle administration, Paul Wolfowitz avait insisté pour qu'on se concentre sur le terrorisme anti-américain soutenu par l'Iraq alors qu'il n'existait rien de tel. Au cours de l'année 2001, ces discussions ont de plus en plus porté sur l'Iraq, et on a demandé au CENTCOM d'élaborer un plan pour l'envahir. J'en ai été profondément dépité ». Voir, pour l'édition française, *Contre tous les ennemis. Au cœur de la guerre américaine contre le terrorisme*, Paris : Albin Michel, 2004.

L'administration Bush fils ne perdit pas de temps non plus pour se libérer de toute contrainte légale en matière extérieure comme intérieure. « Si l'on fait les comptes, écrit Michael Kinsley, éditorialiste au *Washington Post*, ce que Bush affirme n'est rien moins que le droit des États-Unis d'attaquer n'importe quel pays susceptible de les menacer dans les cinq ans. Et le droit des États-Unis d'évaluer ce risque et d'y répondre comme bon leur semble. Pour faire bref, le président peut engager une guerre contre n'importe qui à n'importe quel moment, et personne n'est en droit de l'arrêter »<sup>21</sup>. Toujours sous le drapeau de la « lutte contre le terrorisme », le nouveau pouvoir est parvenu à émanciper la police et la justice de tout droit de regard des citoyens sur ses activités. Au nom de la « guerre contre le terrorisme », le *Patriot act* (Provide Appropriate Tools Required to Obstruct Terrorism), parachuté dès le 2 octobre 2001, limite les libertés publiques et élargit la surveillance des communications, réduit les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile, ainsi que l'accès aux universités des étudiants étrangers, crée une garde à vue et une détention provisoire spéciale pour les étrangers ou les citoyens qualifiés d'« ennemis combattants » en les privant du caractère public des auditions et du libre accès à des avocats<sup>22</sup>. Cette loi donne davantage de droits à l'administration que ne le permettait, dans la Vieille Europe d'autrefois, le régime des lettres de cachet : détention au secret et ce pour une durée indéterminée sur simple soupçon... La journaliste Kristina Borjesson décrit bien le harcèlement dont sont victimes les journalistes de télévision qui refusent de se plier aux mots d'ordre officiels<sup>23</sup>, comme au bon temps de McCarthy... Et cela sans parler de la « justice extraterritoriale » inventée pour soustraire à la juridiction des pays où interviennent les forces étasuniennes les prisonniers déclarés arbitrairement « combattants illégaux », en violation de toutes les règles prévues par les conventions de Genève... Enfin, les démentis officiels ne feront pas oublier la

création en novembre 2001 par Donald Rumsfeld d'un Bureau d'influence stratégique<sup>24</sup> destiné à lancer des campagnes d'intoxication en direction de la presse et du public, toujours sous le prétexte de « lutte antiterroriste », campagnes jusqu'ici confiées à des officines de relations publiques comme l'agence Hill and Knowlton. C'est cette dernière qui mit en scène en 1990, sur la commande de l'ambassadeur du Koweït à Washington, la pièce des couveuses débranchées par des soldats Iraquiens faisant irruption dans un hôpital de Koweït-Ville : il s'avéra que le rôle de l'infirmière éplorée narrant cet acte épouvantable qui aurait provoqué la mort de quinze nourrissons était tenu par la propre fille de l'ambassadeur du Koweït, Nayira, qui n'avait bien sûr pas décollé des États-Unis<sup>25</sup>.

Jamais État représentatif moderne n'a disposé d'autant de pouvoirs. Bien des régimes tyranniques de l'Histoire les auraient enviés. Les divers avatars du fascisme n'ont pas fait mieux. Mais cette fois, c'est au nom de la « liberté », de la « démocratie », et des « valeurs universelles »... L'éditorialiste Michael Kinsley a bien raison de relever qu'en « dictateur du monde », George W. Bush est « un président orwellien »<sup>26</sup>. Ce qualificatif fait d'ailleurs florès. Stanley Hoffmann stigmatise ainsi, parmi les techniques de gouvernement de l'administration Bush fils, « la manipulation de la peur » et la « rhétorique orwellienne »<sup>27</sup>.

### **Baghdad : le Rubicon est franchi**

La campagne d'Afghanistan fut brève, rondement menée. Le 7 octobre 2001, les bombardements commençaient, et Kaboul était investie le 13 novembre par l'Alliance du Nord. Le pays fut mis sous tutelle internationale sous l'égide de l'ONU qui confia son pilotage à

un comité constitué des États-Unis flanqués, de façon purement formelle, de l'Europe, du Japon et de l'Arabie saoudite... Il fallut attendre le 14 juin suivant pour le gouvernement de Hamid Karzai fût formé. Que cette institution contrôle à peine le Palais présidentiel puisque même la garde personnelle du président a finalement dû être confiée à une équipe étasunienne, cela n'a qu'une importance toute relative.

Le principal n'est pas tant la maîtrise de l'Afghanistan pour lui-même que le positionnement militaire des États-Unis en Asie centrale. Il ne s'agit pas seulement en effet de l'implantation de bases en Afghanistan, telles celles de Mazar-i Sharif, Bagram, Kandahar, Pul-i Kandahar et Khowst. Il s'agit aussi de celles qui s'installent dans le chapelet des voisins septentrionaux de ce pays, celles de Dushambe et Khanabad au Tadjikistan, ou de Karshi et de Kermez en Ouzbékistan et surtout de Manas au Kirghizistan : « Cette base, note un journal pakistanais, est située à 250 miles de la frontière occidentale de la Chine. Avec des bases des États-Unis à l'est, au Japon et en Corée du Sud et une aide militaire de Washington à Taiwan, la Chine peut se sentir encerclée »<sup>28</sup>. Il est clair que sa mise en place n'est pas occasionnelle avec pour seule finalité de détruire les taliban. En dépit des dénégations officielles, elle est conçue pour la durée. Il est en de même pour les accords passés avec le Kazakhstan sous couleur de désarmement nucléaire, qui préparent le terrain à un séjour long des États-Unis<sup>29</sup>. Dans cette perspective, on pourrait avancer que la présence militaire des États-Unis au Turkestan devrait avoir, dans les décennies qui viennent, l'importance qu'elle eut en Allemagne pendant la Guerre froide... La manière dont l'administration Bush fils agit en Afghanistan est donc parfaitement cohérente avec la vision de Zbigniew Brzezinski qui réclamait l'installation durable des États-Unis dans ce qu'il appelle les « Balkans eurasiens »<sup>30</sup>.

L'important était aussi de plier les alliés aux objectifs et aux méthodes de la nouvelle administration. C'était déjà un bon point que tous les alliés et rivaux potentiels se fussent proclamés en tous points solidaires de la « lutte antiterroriste » et déclarés prêts à s'associer à une expédition punitive avec les États-Unis. C'en était un autre qu'ils eussent accepté l'invocation du « droit à l'autodéfense » mentionné par la Charte des Nations unies, comme si l'autodéfense n'était pas une réaction immédiate à l'intrusion d'un étranger chez vous et donnait un « droit de suite » à froid et pouvait, en fin de compte, justifier un « droit de vengeance ». On nous enseigne avec raison que le droit naquit historiquement pour se substituer à la vendetta, en tant que régulation de la violence confiée à une autorité admissible, sinon admise par une partie significative de la société... Et surtout comme si les États-Unis n'avaient pas seulement besoin d'un prétexte pour partir en campagne... Il est clair que l'assentiment international donné à l'argument de l'« autodéfense » donnait moralement aux États-Unis le choix absolu des voies et moyens de sa riposte. La déclaration vague de la résolution 1373 du Conseil de sécurité du 28 septembre « sur la menace à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes », eut donc pour fonction de couvrir magnifiquement les buts de guerre de Washington et sa revendication d'appliquer son propre droit aux prétendus « rebelles », bref de lui permettre de faire de l'expédition une affaire personnelle, menée comme une opération de police intérieure...

Dans cette coalition, l'administration Bush fils choisit elle-même, parmi les candidats, ceux qui auraient le privilège de la seconder... On sait que Donald Rumsfeld rendit publique à cette occasion la nouvelle théorie qui donne à l'Empire américain les mains entièrement libres : « La mission détermine la coalition. La coalition ne doit pas déterminer la mission ! »<sup>31</sup>. On sait moins que cette doctrine

vient de loin : elle était déjà formulée dans la première version du document intitulé DPG (Defense Policy Guidance) concocté par Richard Cheney, Colin Powell et Paul Wolfowitz datée de février 1992. On pouvait y lire en effet : « Comme la coalition qui s'est opposée à l'agression iraquienne, nous devons escompter que les coalitions futures soient des assemblées *ad hoc* »<sup>32</sup>. Washington s'arroge la définition de la mission qui détermine la coalition et le choix tout aussi discrétionnaire des participants. Participants ? Le terme de « supplétifs » conviendrait bien mieux. Les États-Unis décident seuls et mènent seuls les opérations décisives. Le rôle des alliés est d'approuver, de mobiliser les opinions, et éventuellement d'entrer en scène pour les opérations de maintien de l'ordre, de secours aux populations, de reconstruction, etc... Le rôle de l'OTAN qui se dessina en Afghanistan fut bien, au sens propre du terme, celui de supplétif des États-Unis dans des tâches présentées comme une mission de police internationale, mais qui cachait une autre opération plus importante, celle de la prise de contrôle de l'Asie centrale. En s'appuyant sur les buts affichés, les Français auraient aimé que le rôle de direction de l'expédition fût dévolu au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais, comme rétorqua, avec son élégance coutumière, Donald Rumsfeld à la lecture dans la presse d'une appréciation française sur le rôle peu glorieux laissé aux troupes de la coalition en Afghanistan : « Bon, nous ferons la cuisine et vous, les assiettes sales... »<sup>33</sup>. Mais il ne fut pas le seul à parler sur ce ton. Charles Krauthammer, un des idéologues néoconservateurs en vue, signifia, avec un langage tout aussi courtois : « Nous voulons bien qu'ils tiennent notre veste pendant que nous faisons la sale besogne, mais qu'il ne nous lient pas les mains ! »<sup>34</sup>

Il va sans dire que mettre à genou un régime comme celui des taliban n'était pas une tâche excessivement ardue. De plus, comme



acte de terreur destiné à impressionner le parterre international, c'était un peu court. Et de toute façon, il ne s'agissait que du premier acte de l'affirmation du « nouveau siècle américain ». On proclama donc sans attendre que l'élimination du régime des taliban et d'Al-Qa'ida n'était qu'un début et devrait ainsi se poursuivre par des actions dans les États faibles comme le Yémen, la Somalie, et le Soudan avant que les États-Unis, selon le terme de l'administration Bush fils, ne « finissent le boulot » en Iraq. C'est ainsi que, dans son discours sur l'état de l'Union, le 29 janvier 2002, George W. Bush dénonça, en agglutinant les formules de « la confédération terroriste » et de « l'Empire du Mal » chères à Ronald Reagan, inventa le fameux « Axe du Mal », prétendument constitué par l'Iraq, l'Iran et la Corée du Nord. Et tout aussitôt, résonnèrent les bruits de bottes contre l'Iraq.

Les cercles de réflexion se mirent à carburer et la presse s'institua porte-voix empressé de leurs cogitations. Les hypothèses d'intervention militaire et les plans de bataille fusèrent de toutes parts<sup>35</sup>. Les projets de reconstruction de l'Iraq sur le modèle démocratique libéral fleurirent en feux d'artifices<sup>36</sup>. L'Iraq comme la clé du remodelage de la région. Place aux rêves impériaux ! Thomas E. Ricks, rédacteur du *Washington Post*, fait dire à un des faucons de Maison Blanche que « la voie du Moyen-Orient tout entier passe par Baghdad » et qu'« une fois que vous aurez un régime démocratique en Iraq, comme ceux que nous avons aidé à établir en Allemagne et au Japon après la Seconde Guerre mondiale, il y a beaucoup de possibilités »<sup>37</sup>. Chacun apporte sa pierre au château en l'air, mais une chose est certaine : la prochaine cible est l'Iraq. Dans le langage sans équivoque de Richard Perle, la stratégie des États-Unis au Moyen-Orient est centrée sur « l'Iraq comme pivot tactique, l'Arabie comme pivot stratégique et l'Égypte comme butin de guerre

[*prize*] »<sup>38</sup>. Que ce terme ait été utilisé sciemment ou qu'il s'agisse d'un lapsus, il en dit long sur la noblesse des intentions des idéologues de l'Empire. Laurent Murawiec, le faucon français de la Rand Corporation et ami de Richard Perle, qui patrona son entrée au Hudson Institute, va encore plus loin dans une intervention remarquée devant le National Security Board, le 12 juillet 2002 : il va jusqu'à menacer l'Arabie Saoudite, qui constituerait pour les États-Unis « le noyau du Mal au Moyen-Orient et leur ennemi », de démantèlement et de partage de ses richesses entre ceux qui en ont besoin dans la région, notamment Israël<sup>39</sup>. L'expression de ce rêve éveillé conduit Patrick J. Buchanan, opposé à la guerre d'Iraq, à s'écrier : ainsi « après avoir descendu l'Iraq nous allons descendre à son tour l'Arabie saoudite ! »<sup>40</sup>. Mais quoi faire dans ce pays ? Robert Kagan est là pour répondre : « Les Européens s'inquiètent de cela et ils ont raison. [...] Si l'administration Bush est sérieuse, les États-Unis sont à la veille d'un engagement immense en Iraq et au Moyen-Orient, pas très différent de celui qu'ils consentirent au Japon il y a un demi-siècle. L'idée n'était pas simplement de se débarrasser d'un gouvernement impérial dangereusement agressif [...]. C'était de reconstruire la politique et la société japonaises, à peu près à l'image de l'Amérique. La politique américaine au Japon, comme en Allemagne, c'était du "*nation-building*" à grande échelle, sans échappatoire. Près de six décennies plus tard, les troupes américaines sont sur le sol japonais »<sup>41</sup>. Et les cercles de réflexion néoconservateurs de se lancer dans de somptueuses anticipations sur l'« effet de domino » qu'aurait un Iraq démocratique sur les régimes voisins<sup>42</sup>.

L'administration Bush fils possède désormais, à défaut d'un plan précis, une doctrine interventionniste clairement dessinée, patiemment préparée par les idéologues néoconservateurs. C'est avec elle qu'est théorisé le rôle des États-Unis comme shérif planétaire et tout

à la fois procureur et juge s'émancipant de toutes les règles du droit international au nom des intérêts exclusifs des États-Unis drapés de la très biblique loi du talion... Les autres États, notamment l'Europe et la Russie, acceptèrent ses motivations lors de la guerre d'Afghanistan dans la mesure où ils avaient eux aussi le sentiment d'être menacés par le « terrorisme international », bien qu'ils n'eussent pas eu la force ou le courage d'en définir les contours et le contenu, ni d'élucider les raisons profondes du développement de cette méthode de lutte politique. Dans le cas de l'Iraq, les partenaires des États-Unis se sentaient pris au piège d'une attaque justifiée par l'administration de Washington par les mêmes motifs - le terrorisme international -, mais il était clair cette fois qu'ils cachaient d'autres raisons.

Que des alliés aient émis des réserves, que par exemple Hubert Védrine ait critiqué le « simplisme américain » qui se manifestait dans la notion d'« Axe du Mal », tout le monde n'eut pas la retenue de langage d'un Colin Powell, quand il repoussa d'un revers de manche ces « vapeurs d'intellectuels européens »<sup>43</sup>, ce qui ne l'empêcha pas d'affirmer : « Même si nos amis ne sont pas d'accord, nous ferons ce que nous jugerons conforme à nos intérêts »<sup>44</sup>. Pour un faucon comme l'éditorialiste Charles Krauthammer, « l'autodéfense est en elle-même la justification évidente de l'unilatéralisme »<sup>45</sup>. Les alliés eurent beau chercher, sous l'impulsion de la France et grâce aux efforts de Dominique de Villepin, à entraîner les États-Unis dans les filets juridiques de l'ONU, et contraindre Washington à s'en tenir aux raisons de droit international qui seules auraient pu justifier une intervention militaire, l'Empire américain profita de cet épisode pour fourbir ses armes, acheminer ses troupes et les mettre en position de combat, et finir de détruire la défense aérienne iraquienne. S'il fallait une preuve de ce fait, un rapport

interne du Pentagone vint la fournir *post festum* : les attaques aériennes contre le territoire iraquien menées à partir de l'été 2002, présentées comme une réponse à des incursions iraqiennes dans la zone d'exclusion aérienne, servirent à préparer la guerre en détruisant en particulier les centres de communication militaires<sup>46</sup>. *The game is over* ! lança George W. Bush en pressant le Conseil de sécurité de se prononcer sur une seconde résolution sur l'Iraq concoctée par son administration et celle de Londres<sup>47</sup>. Une lointaine parodie de l'attitude d'un général illustre : *Alea jacta est*, « Les dés sont jetés » ! Au complet et fin prêts, les légions campaient sur la rive. Elles n'attendaient plus que le signal pour franchir le Rubicon.

Le 18 mars 2003, au sommet des Açores, George W. Bush et trois chefs d'États européens nostalgiques du temps des empires que l'Histoire leur avait ôtés, lancèrent l'agression contre l'Iraq. Ils le firent contre l'immense majorité des pays de la planète et contre une opinion internationale manifestant de façon bruyante son opposition, comme elle le fit notamment le 15 février où plus de dix millions de personnes emplirent les rues de Tokyo à Barcelone et de Calcutta à New York. Ils mirent une nouvelle fois le Conseil de sécurité en demeure d'entériner leur décision sous peine de se passer de son avis. Dans la nuit du 20 mars, les bombardements commencèrent sur Bagdad. 24.000 bombes et 800 missiles furent lancés en trois semaines en plus de 30.000 sorties aériennes sur une période de 26 jours. Il faudrait aussi tenir compte des munitions lancées par les sorties régulières pendant les mois précédents sous prétexte de contrôle des zones d'exclusion aérienne sur lesquelles ont été effectuées, entre le 28 février 1991, date du cessez-le-feu de la guerre du Koweït et le 20 mars 2003, pas moins 108.000 sorties aériennes. Tout cela fit que l'armée iraquienne, déjà privée de toute aviation et de toute défense anti-aérienne, voyait de surcroît ses quelques 2.000 chars pratique-

ment inopérants. Comme le fait observer le général Jean Rannou, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air : « L'adversaire des Américains se trouve aujourd'hui enfermé dans une voie sans issue. Il reçoit des coups meurtriers sans pouvoir les rendre ; dans la plupart des cas, il n'a même pas la possibilité de se défendre ou de livrer combat : il n'a finalement le choix qu'entre capituler et être détruit »<sup>48</sup>. Aucun corps d'armée iraquienne n'eut l'occasion de faire mouvement en terrain découvert sans être immédiatement annihilé avec ses centaines ou ses milliers d'hommes. Des forces iraqiennes opposèrent néanmoins, dès l'entrée des troupes de la coalition dans leur pays et à plusieurs reprises, une résistance farouche comme dans la ville d'Al-Nasiriya, et même des contre-offensives suicide comme ce fut le cas près d'Al-Kut, et elles furent effectivement exterminées. Nulle autre possibilité que de mener des attaques de partisans légèrement armées au cœur des cités. C'est ce qui advint d'ailleurs dans toutes les villes du Sud, de Oumm Qasr et Basra jusqu'à Hilla mais aussi, quoique l'on en dise, dans Bagdad même.

« Cent vingt morts d'un côté, des dizaines de milliers de l'autre », écrivait un journaliste, laissant un Marine participant, le 4 avril, à la montée sur Bagdad, s'écrier devant la résistance suicidaire des soldats irakiens : « Qu'ils se rendent, nom de Dieu ! Moi, j'en ai marre de les tuer ! »<sup>49</sup>. Cela sous l'œil insistant des caméras du monde entier suivant les combats grâce aux journalistes embarqués qui nous firent participer aux exploits du corps expéditionnaire. Ainsi du temps de l'empereur Commode, on donnait à la plèbe le spectacle de l'assassinat dans l'arène d'esclaves ligotés<sup>50</sup>... Puisqu'on veut aujourd'hui à tout prix comparer l'Empire global à Rome, le parallèle entre le cirque d'hier et les médias d'aujourd'hui mérite qu'on s'y arrête. Les Romains abandonnèrent leur droit de vote pour les jeux du cirque qui devinrent un succédané du Sénat où

l'empereur se montrait au peuple et le peuple se disait à l'empereur, un exutoire des passions civiles entraînées dans un délire de plus en plus sanglant et barbare. Pendant que l'oligarchie patricienne et ses chevaliers d'industrie vaquent à leurs occupations, le *vulgum pecus* étasunien, en cela largement imité sur la planète entière, est en train de troquer son droit de vote pour la mise en spectacle de tout acte social jusques et y compris la vie politique. Tous les gestes d'un président échappant désormais au contrôle du Congrès sont calculés et calibrés par des cabinets d'experts en communication sondageophages chargés de recomposer une *vox populi* sur mesure, pour le jeu de scène sur le petit écran. Les *reality shows* par lesquels la plèbe vit par procuration peuvent devenir aussi cruels que les crucifixions et la livraison de malheureux aux bêtes féroces du cirque lorsqu'ils intègrent la guerre en direct. Comme le cirque augmentait la demande de criminels et la dureté des peines, le spectacle télévisuel exige des hors-la-loi et, aujourd'hui des « terroristes » dont les actes sanglants justifient les supplices et le sang réclamés, engageant la société toute entière dans une spirale incontrôlable de brutalité et de cruauté.

Pas plus que lors de l'agression de 2003, on ne peut réduire à des raisons militaires de lutte contre la Garde républicaine ou la crainte de tirs hostiles de partisans en tenue civile, les frappes massives et indiscriminées qui ravagèrent et massacrèrent tout ce qui bougeait, passants comme véhicules, ou tout bâtiment suspect d'abriter un tireur embusqué, dans une orgie de tirs surabondants sur le passage des colonnes blindées appuyées par des forces aériennes, comme cela advint lors des percées dans Bagdad effectuées depuis l'aéroport international jusqu'au Palais de la République. La marche apocalyptique des colonnes infernales dans le sud de Bagdad produisit, avec les pertes énormes provoquées, l'effet de terreur

délibérée, cette fois nommé « choc et effroi » qui finit par désorganiser la résistance d'une armée épuisée, en suscitant la dispersion des unités qui avaient survécu à l'anéantissement massif par des bombes à effet de souffle puis à la liquéfaction des unités restantes avant même tout combat. Le capitaine Omar Subhi raconte que, responsable des batteries de lance-roquettes Volka Sam-3 dans le secteur de l'aéroport, il déplaçait constamment ses lanceurs pour échapper aux repérages et parvenait aussi à toucher des avions, « jusqu'au jour où ce fameux général [probablement Mahir Sufian al-Takriti<sup>51</sup>] a disposé ses trois brigades, soit 10.000 hommes, de façon inadéquate. Résultat : 3.500 soldats ont été écrasés sous les bombes ; ceux qui ont survécu ont pris la fuite »<sup>52</sup>. Il y a tout lieu de penser qu'on expérimenta en ce lieu la fameuse MOAB, dont Donald Rumsfeld disait, par un délicat euphémisme, qu'elle serait « utile comme arme psychologique »<sup>53</sup>. Mais personne n'a parlé là d'armes de destruction massive... Il va sans dire que cette démonstration de force dûment orchestrée, médiatisée et télévisée n'était pas seulement destinée à l'armée iraquienne mais qu'elle était s'adressait également aux populations civiles d'Iraq et au monde entier. Chaque gouvernement d'un petit pays sait désormais que ne pas se plier aux exigences de Washington peut lui valoir les foudres de l'armée la plus puissante du monde et une élimination radicale. Et que tout rival potentiel se le tienne pour dit ! Sur la navire-monde, il n'y a qu'un seul maître à bord...

Le 9 avril 2003, les troupes d'occupations étasuniennes, maîtresses de Baghdad, pouvaient se livrer, sur la place d'Al-Firdaws, à la composition d'un spectacle qui restera probablement dans les mémoires comme un des chefs d'œuvres de la mise en scène médiatique au service du politique : la pendaison de la statue de Saddam Hussein cagoulée de la bannière étoilée devant un parterre de quelques

dizaines de spectateurs dûment acheminés et filmés en plan serré pour créer un effet de foule par des caméras prépositionnées et sous les yeux des journalistes de la presse internationale cloués sur place, traumatisés par les tirs de blindés dirigés la veille sur eux...<sup>54</sup>

### **Le nouvel impérialisme et les Barbares**

Les États-Unis n'ont certes pas le monopole du messianisme<sup>55</sup>. Le leur ne se distingue que très peu, dans la forme et le discours, de celui des Européens du siècle dernier, quand un Léopold II, roi de Belges, déclarait : « Ouvrir à la civilisation la seule partie du globe où elle n'a pas encore pénétré, percer les ténèbres qui enveloppent les populations entières, c'est, si j'ose le dire, une croisade digne de ce siècle de progrès »<sup>56</sup>. Le fait que les Européens avaient pratiqué pendant quatre longs siècles le « commerce du bois d'ébène », aboli de très fraîche date, n'empêchait pas, comme on voit, le roi des Belges de prétendre sans vergogne que le but de la conquête de l'Afrique centrale revendiquée pour sa couronne était « de lutter contre la traite des esclaves »... La France républicaine et laïque de Jules Ferry ne s'y prit pas autrement en justifiant, à l'adresse des sceptiques, la colonisation comme un devoir : « Je répète, déclarait-il devant les députés, qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures »<sup>57</sup>... Bien avant cette époque, l'Église avait justifié les colonisations portugaise et espagnole comme « une obligation morale », celle de christianiser les peuples barbares. Les États-Unis n'ont pas non plus le monopole de la suffisance et de l'arrogance quand, à peine installés en Iraq, ils menacent la Syrie. Qu'on en juge



par le début de l'ouvrage écrit en 1891 par Paul d'Estournelles de Constant, qui fut Nobel de la paix en 1909 : « Notre siècle de civilisation devait être fatal aux beys de Tunis. Ils ne pouvaient devenir nos voisins et rester barbares [...]. De notre côté, nous n'étions pas maîtres de nous désintéresser de leur conduite ; nous avons besoin de voir régner dans la Régence l'ordre et même la prospérité »<sup>58</sup>. *Nil novi sub sole...*

La grande question, c'est qu'on se trompe totalement d'époque. Particulièrement choquantes furent, lors de l'entrée du corps expéditionnaire à Bagdad, les images télévisuelles répétées de hordes de pillards avec lesquelles on cherche à présenter à l'opinion publique les habitants du pays occupé comme des barbares, des « bougnoules », ou celle de ces braves soldats des États-Unis qui débarquent en Iraq et sont censés « enseigner » aux Iraquiens le B-A-BA des tâches de police, de gestion des hôpitaux, ou toute autre tâche de routine sociale, pour justifier aux yeux de l'opinion la « mission civilisatrice » des conquérants et faire oublier qu'ils venaient détruire toute organisation de la vie courante d'un pays qui était doté d'une administration solide et efficace. Plus généralement, c'est tous les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique qui ont vu dans les événements récents une recolonisation en marche. Les opinions publiques ne s'y sont pas laissées prendre. Ni dans celles des pays du Tiers Monde qui voient l'Empire américain marcher dans les traces des vieux Empires européens d'hier. Ni les opinions européennes dont de larges secteurs s'imaginaient aussi que le monde avait définitivement tourné la page. Or voici qu'au moment où, tant bien que mal, les hommes tentent d'échafauder une nouvelle convivance dans le monde-village devenu tout étroit, l'Empire américain fait irruption sur la place publique, affirmant *urbi et orbi* que la politique de la superbe coloniale doit s'imposer à la planète entière sous couleur de

valeurs universelles et de civilisation, que seuls les États-Unis sont dignes de promouvoir et seuls aptes à les faire triompher...

Il serait faux de croire que l'émergence de ce nouvel impérialisme, qui n'a de nouveau que les circonstances qui font entonner les vieilles antiennes de la « mission » donnée par Dieu, la Providence ou encore l'Histoire à un « peuple élu » ne trouve pas ses aujourd'hui théoriciens qu'outre-Atlantique. L'ancienne éminence grise de Tony Blair en matière de politique étrangère, Robert Cooper, aujourd'hui devenu le principal collaborateur du Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne, Javier Solana, est partisan d'un « nouvel internationalisme » qui n'a rien à envier aux doctrines des néoconservateurs nord-américains. Dans un article significativement intitulé « Pourquoi nous avons toujours besoin d'empires », celui qui fut naguère présenté comme un fringant expert de « la cour du roi Tony »<sup>59</sup>, explique que le monde né de l'effondrement de l'Empire soviétique d'aujourd'hui comprend trois types d'États. D'abord les « États postmodernes » dans lesquels il range ceux qui furent hier des puissances coloniales. Ensuite les « États prémodernes », curieusement des anciennes colonies que la faillite a conduites à un « état hobbesien de guerre de tous contre tous », par exemple la Somalie ou l'Afghanistan, en somme ceux qui, dans la terminologie bushienne, correspondent aux « États-voyous », ceux qui utilisent le « terrorisme », ou alors à ceux qui sont trop faibles pour le contenir. Enfin les « États “modernes” traditionnels » - une prouesse sémantique ! - comme l'Inde, le Pakistan ou la Chine « dont la conduite comme États utilise, selon leurs intérêts, pouvoir et *raison d'État* », ce qui érige en dogme que les « États postmodernes » parviennent, comme chacun sait, à courber « pouvoir » et « raison d'État » aux exigences supérieures de la morale politique et des « valeurs universelles ».

Sans rire... Voici maintenant la règle de conduite préconisée par Robert Cooper : « Le monde postmoderne doit être prêt à faire usage du deux poids deux mesures. Entre nous, nous agissons sur la base des lois et de la sécurité coopérative. Mais, quand il s'agit des États vieux-style hors du continent européen postmoderne, nous devons en revenir aux méthodes plus brutales de l'ancienne époque, avec usage de la force, attaques préventives, duperie, bref tout ce qui est nécessaire pour affronter ceux qui vivent encore dans le monde du XIX<sup>e</sup> siècle, celui du chaque État pour soi. Entre nous, nous respectons la loi, mais quand nous opérons dans la jungle, nous devons aussi appliquer les lois de la jungle. La longue période de paix en Europe a créé la dangereuse tentation de négliger nos défenses, tant physiques que psychologiques »<sup>60</sup>. Il est curieux de constater que l'universalisme professé par les tenants du « nouvel impérialisme » bute, tout comme le vieil impérialisme français, sur l'infériorité radicale dans laquelle il tient ce que l'on appelait naguère « les peuples de couleur » : c'était le cas des Algériens qui étaient, à l'époque, « de nationalité française » mais restaient quand même « sujets » de l'Empire français en droit. Donc, il y a bien, dans l'arène politique unifiée de la cité-monde, des « citoyens » et des « sujets ». Les « valeurs démocratiques » que l'on nous propose diffèrent peu de celles des Grecs : elles ne valent que pour l'oligarchie, parfois même pour la plèbe, mais jamais pour les ilotes. Et ce à l'heure où l'on prétend avoir aboli l'esclavage... En termes plus contemporains, cette « démocratie » pour les riches et les puissants est une démocratie censitaire, elle ressemble davantage à celle de la Restauration qu'à celle des Républicains de 1848, mais à l'heure où l'on prétend au suffrage universel...

Ainsi conseillé, Tony Blair a trouvé le courage qu'il fallait pour sortir la « Vieille Angleterre » de la torpeur pacifiste et couarde dans

laquelle se complairaient la plupart des pays européens qui ont, selon les termes choisis de William Kristol et Lawrence F. Kaplan, « répondu aux défis de l'après-guerre froide par un mélange de mesquinerie, d'impuissance et de lassitude morale »<sup>61</sup>. Avec un pays ne faisant pas partie de « notre monde européen postmoderne », en d'autres termes un pays barbare comme l'Iraq, il fallait naturellement, sous peine de « négliger nos défenses », « appliquer les lois de la jungle » et donc se passer des règles internationales qui sont faites pour être appliquées « entre nous », gens civilisés... D'après une telle conception, les lois de l'ONU ne vaudraient plus que pour régler les conflits entre « États postmodernes ». L'ironie veut qu'à peine énoncée, cette théorie soit prise en défaut. George W. Bush et Tony Blair ne se sont pas seulement affranchis des « lois ordinaires » uniquement en ce qui concerne l'Iraq. Avec l'appui de José Maria Aznar, sans parler de leur hôte, acolyte de circonstance, José Manuel Durao Barroso, ils se sont passés de l'avis du conseil de Sécurité, dans lequel il y a notamment la France, la Russie en tant que membres permanents mais aussi l'Allemagne comme pays appartenant au « monde postmoderne ». Ils sont ainsi revenus, au nom de leur « mission sacrée » autoproclamée, à la loi de la jungle pour tous, celle d'un « état hobbesien de guerre de tous contre tous », y compris les même les « États postmodernes »...

Nous devons reconnaître le magnifique et méritoire renoncement à toute prétention égoïste d'un Tony Blair pour son propre pays. Partant du fait que « la France veut un monde multipolaire avec différents centres de pouvoir », il en déduit : « Je crois qu'ils vont développer très vite des centres de pouvoir rivaux »<sup>62</sup>. Pourtant, avant d'être une volonté et une ambition, le « monde multipolaire » est un constat<sup>63</sup> ? Or Tony Blair insiste : « Il n'y a pas de théorie plus dangereuse en politique internationale que de manifester le besoin

d'équilibrer la puissance américaine. [...] Une telle théorie avait un sens dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, c'est un anachronisme ». Paroles d'or qui lui valurent une *standing ovation* devant le Congrès des États-Unis, quand, ravalant toute critique qu'il eût dû faire en vertu de l'approche multilatéraliste qu'il prône dans les relations internationales, au moins à l'intérieur de l'« Occident », il feignit de prendre la relation imposée par Washington à ses alliés pour un « partenariat »<sup>64</sup>. Le ministre belge des Affaires étrangères, Louis Michel, avait de son côté réagi peu de temps avant aux propos de Donald Rumsfeld sur la « Vieille Europe » sur un autre ton : « Nous voulons être les meilleurs partenaires des États-Unis, mais pas dans ce rapport de valet à chef »<sup>65</sup>. Il est possible que Tony Blair se soit cru le plus malin et se soit imaginé avoir trouvé dans le géant étasunien la bonne poire capable de faire avancer *volens nolens* ses propres plans à lui, le stratège de longue expérience impériale. Il n'est pourtant pas certain qu'il n'ait présumé en l'occurrence des forces de vieille Albion...

Voici l'analyse des idéologues impériaux du Nouveau Monde, telle qu'elle est exprimée par Robert Kagan : « Dans les années 1990, les Européens pouvaient affirmer avec confiance que la puissance d'une Europe unie finirait par restaurer cette "multipolarité" que la fin de la guerre froide avait détruite. Et la plupart des Américains, avec des sentiments mélangés, acceptaient cette idée d'une superpuissance européenne en voie de constitution. [...] Mais ces prétentions européennes, comme les appréhensions américaines, se sont révélées infondées. Les années 1990 ont vu non pas l'ascension de l'Europe vers un statut de superpuissance mais la mise à nu de sa relative faiblesse. Au début de la décennie, le conflit en Bosnie-Herzégovine a révélé l'incapacité militaire de l'Europe et son impuissance politique ; à la fin de la décennie, le conflit du Kosovo a

mis en pleine lumière l'infériorité européenne en matière de technique militaire et de capacité à mener une guerre moderne, laquelle ne pouvait aller qu'en se creusant ». Et de conclure : « La tâche de contenir Saddam Hussein revient avant tout aux États-Unis, et non à l'Europe »<sup>66</sup>. Les théoriciens du « Nouveau siècle américain » revendiquent en fait pour eux seuls non seulement de faire appliquer les règles communes, mais aussi de les élaborer. Et ils lancent cette mise en garde : « Lorsque l'unique superpuissance mondiale s'engage en faveur de normes de conduite internationales - pour la démocratie, pour les droits de l'homme, contre l'agression, contre la prolifération des armements -, tout ce qui peut s'opposer à la puissance de l'Amérique a forcément pour résultat d'affaiblir ces normes créées par elle »<sup>67</sup>. Nul doute que Tony Blair a entendu la leçon. Quand il entend Robert Cooper affirmer : « Nous avons besoin d'empires », il se dit *in petto* : « L'Empire sera américain », car « il est seul capable d'unifier l'Occident sous sa direction »...

### **Déchirure dans l'« Occident »**

Lors des préparatifs de la croisade de George W. Bush, nous entendîmes, dans notre « Vieille Europe », quelques voix fortes nous rappeler le sens de nos responsabilités et nous inviter à assumer notre « postmodernité » : celles entre autres de Bernard Kouchner, Romain Goupil, Alain Madelin ou Pascal Bruckner, qui ont essuyé depuis longtemps déjà « le sanglot de l'homme blanc »<sup>68</sup>. Ils ont courageusement levé, au nom des « droits de l'homme », le drapeau du « devoir d'ingérence » qui vaut bien l'antique « obligation morale » de coloniser les peuples barbares, et ré-endossé le « fardeau de

l'homme blanc », expression par laquelle Rudyard Kipling exprimait le messianisme paternaliste de l'Europe et des États-Unis<sup>69</sup>.

Or quand le corps expéditionnaire étasunien entre à Bagdad et laisse brûler, sous ses yeux, l'arme au pied, bibliothèques et musées qui sont des symboles précieux de la nation arabe et de son enracinement dans les vieilles civilisations de Mésopotamie qui nous ont livré en partage tant de trésors humains, où sont les Barbares ? Comme si l'on déniait aux Iraquiens la revendication de cet héritage des grands commencements... Quand on couche des dirigeants comme Tarek Aziz, hier encore reçu avec les honneurs dans les chancelleries, en effigie sur un jeu de cartes, qu'on met leur tête à prix et qu'un Donald Rumsfeld lance : « Nous allons les capturer ou les tuer »<sup>70</sup>, ne sont-ce pas là la conduite et le langage des tripots et de truands, qui a peu de chose à voir avec la civilisation ? Les États-Unis ont sans aucun doute gagné une bataille militaire mais il est sage de le répéter, après Don Gomès, le comte de Gormas : « À vaincre sans péril, on triomphe sans gloire »<sup>71</sup>. Pire, les méthodes mêmes de leur domination, avec leurs adversaires comme avec leurs alliés, représentent une immense défaite morale... Les États-Unis avaient fait miroiter, avec Woodrow Wilson, un avenir construit sur un « droit cosmopolite », ce qui leur conférait une aura considérable. Avec la guerre d'Iraq, ils ont, comme le dit Jürgen Habermas, « non seulement détruit cette réputation, mais encore renoncé au rôle de puissance susceptible de garantir l'application du droit international. Qui plus est, ils fournissent aux superpuissances à venir un exemple dévastateur. Ne nous en laissons pas compter : l'autorité normative de l'Amérique est dans les ruines »<sup>72</sup>. Il n'est pas indifférent qu'après avoir, en 1986, intitulé un film *Le déclin de l'empire américain*, le réalisateur canadien Denys Arcand nomme celui qu'il a présenté à Cannes, en 2003, *Les invasions barbares*...

Des gouvernements européens comme ceux de l'Allemagne, de la Belgique et de la France, ont cependant, en profonde communion avec l'opinion des larges foules européennes, senti le danger d'une attitude interventionniste qui balayait d'un coup toute « légalité internationale », et furent conduits à se dissocier de l'agression menée par l'Empire américain et son vaillant héraut britannique. Déjà en 1996, lors de l'attaque de Ronald Reagan contre la Libye, Jacques Chirac avait critiqué l'action des États-Unis auxquels il reprochait de ne pas tenir compte des effets de sa politique sur l'Europe, voisin immédiat du monde arabe. Pour le *Washington Times* qui lui avait alors ouvert ses colonnes et s'en souvient encore, « les motifs de M. Chirac étaient les mêmes alors que ceux qu'il sont aujourd'hui : commerce, posture morale et attitude dilatoire »<sup>73</sup>. Selon John Woolsey, ancien directeur de la CIA, c'est la culpabilité résultant de ce « manque de courage » qui expliquerait l'attitude des Européens qui « découle largement de leur choix de mener la belle vie, de maintenir des services sociaux généreux, de prendre de longues vacances et de laisser les États-Unis porter le fardeau principal consistant à préserver la paix dans le monde. Il n'est pas de mépris plus caustique que celui qui naît de la culpabilité »<sup>74</sup>. En fait, il s'agit bien davantage d'une divergence réelle d'intérêts de tous ordres et de la perception d'un besoin de vivre ensemble planétaire qui cherche à dépasser les erreurs du passé, les stupides et dérisoires querelles d'intérêts impériaux qui ont conduit à deux guerres mondiales massacrantes, et se refuse de créer de nouvelles blessures qui se révèlent toujours immensément difficiles à guérir.

Les positions officielles des gouvernements européens qui ont refusé la guerre de George W. Bush ne sont certes pas été dénuées d'ambiguïté. Elles souffrent en effet de ne pas rompre radicalement avec le passé qui a largement conduit aux positions actuelles. Ce sont



bien les puissances européennes, la France la première, qui ont accepté, dans la guerre du Koweït, que les opérations militaires fussent soustraites à un commandement mis en place par le Conseil de sécurité, comme cela aurait dû être le cas en parfaite légalité internationale, pour être confié à une coalition de « justiciers volontaires », comme on les voit dans les westerns... Elles ont acquiescé, dans la guerre du Kosovo, au fait que l'OTAN se lançât dans une guerre sans consulter les Nations unies. Elles ont accordé, dans la guerre d'Afghanistan, un blanc-seing de l'ONU aux États-Unis sous le prétexte fallacieux de « légitime défense ». Elles ont renoué, avec la Bosnie, le Kosovo et l'Afghanistan, avec le vieux système des privilèges des grandes puissances coloniales qui eut jadis pour nom mandat et protectorat sous la Société des Nations, puis tutelle de l'ONU en 1945. Ces puissances européennes, la Grande Bretagne la première et désormais la France, tout comme les États-Unis, mettent en avant un traité de non-dissémination des armes nucléaires qui donne le monopole de la terreur à un club des grandes puissances. Elles ferment pourtant les yeux lorsqu'Israël se dote de ces armes. Elles s'émancipent des conventions sur les armes interdites quand il s'agit par exemple des armes à l'uranium appauvri, largement utilisées dans tous les conflits depuis la guerre du Koweït<sup>75</sup>, propageant ainsi l'idée que les armes interdites ne sont telles que si on ne compte pas parmi le club des grandes puissances ou leurs amis. Elles ont accepté que la Palestine échappât à la juridiction des Nations unies qui organise pourtant son statut par une quantité de résolutions foulées aux pieds par Israël et laissées lettre morte par les grandes puissances pour être confiées aux initiatives exclusives des États-Unis, flanqués d'un Quartette croupion où les Nations unies figurent pour la forme à côté de l'Union européenne et de la Russie. En continuité avec la guerre de 1991 et le blocus qui s'en est suivi, elles ne donnèrent à l'Iraq comme alternative à l'agression étasunienne

qu'un « protectorat des Nations unies l'obligeant à désarmer grâce à la pression extérieure des États-Unis et au contrôle des inspecteurs », comme cela est venu tout naturellement sous la plume d'un journaliste<sup>76</sup>, bref un retour à la vieille formule traditionnelle des protectorats coloniaux même si c'est sous la forme d'un condominium, ce qui ne peut pas ne pas laisser de traces dans la société iraquienne. Tous ces faits montrent à l'envi que toutes ces puissances, grandes et moins grandes, ont participé, quoi qu'elles en disent, à une véritable entreprise de démolition d'un droit international unique pour tous les États de la « communauté internationale »<sup>77</sup> au profit des intérêts d'un club d'États qui ne sont autres que les vieilles puissances coloniales blanches. En d'autres termes, avancer, comme le fait le conseiller de Tony Blair, que le respecter des lois ne vaut qu'entre « pays civilisés » n'est que la systématisation théorique d'une tendance déjà largement traduite dans les faits.

Certes, Washington va plus loin encore, puisqu'il se permet même de dénier à tout pays le droit de juger un de ses concitoyens sous couleur de « lutte antiterroriste », comme il avait déjà dénié à un tribunal international le droit de lui reprocher son intervention au Nicaragua. Ainsi, lorsque les États-Unis furent en effet condamnés en 1986 par la Cour de justice de La Haye pour « usage illégal de la force » contre le Nicaragua sandiniste, et notamment à verser des réparations à son gouvernement pour avoir miné le port de Managua sans déclaration de guerre, George Shultz ripostait en dénonçant une décision « qui ignorait l'élément de puissance dans l'équation »<sup>78</sup>... L'Empire américain s'arroge ainsi le droit de considérer toute personne s'opposant dans son propre pays aux empiètements de Washington, non comme un prisonnier de guerre, mais comme un « combattant illégal » et de le soumettre à une juridiction étasunienne. Il fait en l'occurrence, pour l'ensemble du monde, ce que le

Britannique Robert Cooper propose de faire pour les pays ne faisant pas parti du club « postmoderne ». En fait, le bon sens réclame une autre politique : la France, l'Allemagne et les États européens ne pourront acquérir une influence dans l'assemblée des pays petits et grands hors du club des « gens civilisés », qu'en faisant autre chose que de protester pour un « partage du gâteau ».

Quoi qu'il en soit, le nouvel « Occident » de George W. Bush et de Tony Blair est en train de remodeler le Moyen-Orient selon ses besoins propres et exclusifs et voit dans cette action un laboratoire du remodelage de la planète toute entière. Tout le monde s'accorde à voir dans la campagne d'Iraq un test pour la politique de Washington et il est logique d'attendre qu'à la faveur de son occupation, les États-Unis s'attèlent à la redéfinition des rapports avec ses alliés. L'administration Bush fils elle-même n'en fait pas mystère. Pour Robert Kagan, « le succès de l'Iraq d'après Saddam comme son échec vont façonner le cours de la politique de Moyen-Orient et, partant, de la politique mondiale, pour tout de suite et pour nos successeurs dans ce siècle »<sup>79</sup>. « Personne n'aurait pu prévoir que l'Iraq serait le premier défi-test de l'après-guerre froide », écrivent William Kristol et Lawrence F. Kaplan<sup>80</sup>. Les hérauts de la nouvelle politique étasunienne sont conscients que l'avenir de l'Empire global se joue en Iraq.

Nous avons eu la surprise d'assister, peut être pour la première fois dans l'Histoire, à la constitution d'une coalition dont le tiers des membres n'a pas déclaré publiquement son appui à la guerre, une sorte donc de coalition semi-clandestine derrière l'Empire américain, ce qui en dit long sur l'assurance affichée par ces pays et la justesse de la cause qu'ils défendent. Une fois le pays occupé - dites : « libéré » -, il fut prévu d'affermir son administration aux États loyaux comme la Pologne et l'Espagne. Un cadeau somme toute bien

empoisonné : l'Empire est chiche. Voici qu'à la table des festins impériaux, chacun doit apporter son manger : on participe mais on finance... Pourra-t-on au moins se payer sur les dépouilles de l'Iraq ? C'est peu probable : comment le pays pourrait-il, même en retrouvant sa capacité de production pétrolière d'avant 1990, ce qui suppose des avances de fonds gigantesques<sup>viii</sup>, financer tout à la fois, par ses exportations de pétrole, la reconstruction de sa capacité productive, payer sa dette extérieure estimée 380 milliards de dollars, soit 6 fois son PIB de 1989 et douze fois l'actuel, payer les 80 milliards occasionnés par la guerre actuelle ainsi que le demi milliard de dollars que coûte, dans les conditions actuelles, chaque nouvelle semaine d'occupation, sans parler de la remise en route des infrastructures administratives et sociales ?<sup>81</sup>. Quoi qu'il en soit, les nouveaux rapports entre alliés sont donc fondés sur la vassalité et la distribution de fiefs, le développement de méthodes quelque peu *old-fashioned* pour un « ordre postmoderne », on en conviendra.

L'équipe de George W. Bush ne s'y pas trompé quand elle tira à boulets rouges sur la position française, vu le prestige qu'a conféré à la France dans le monde la formulation de la position de réserve à l'attaque de l'Iraq. Il est toutefois important de souligner que cette position fut largement facilitée par le *nein* allemand. Cela donna à la

---

<sup>viii</sup> « Seize mois après l'invasion américaine et l'attribution immédiate, sans aucun appel d'offres, d'un contrat de 1,4 milliard de dollars à une filiale du géant américain Halliburton - dirigé jusqu'en 2000 par le vice-président, Richard Cheney - pour remettre les installations irakiennes en état, apprendra-t-on en août 2004, "les équipements complets de mesure" réclamés depuis des mois par les experts de l'ONU chargés de contrôler les revenus pétroliers irakiens "ne sont toujours pas en place", constatait il y a trois semaines Jean-Pierre Halbwachs, représentant onusien au sein du Conseil de contrôle » (Mouna Naïm, « En Irak, la production est minée par les combats et les sabotages », *Le Monde*, 12/08/2004).

France l'audace d'une campagne diplomatique qu'elle seule pouvait mener dans le cadre du Conseil de sécurité. Ce dernier put ainsi jouer, pour la première fois depuis longtemps, son rôle de forum des États du monde, même si sa structure duelle, avec droit de veto pour les cinq membres permanents, traduit les rapports de force issus de la Seconde Guerre mondiale et nie tout droit aux vaincus de jadis et ne laissant, à part la Chine, pas de place aux pays du Tiers Monde. C'est la fermeté de la position du couple franco-allemand ainsi constitué qui permit à son tour à Vladimir Poutine de s'écarter de l'alliance privilégiée en train de se construire avec les États-Unis et de rappeler qu'il était pour l'établissement d'« un monde multipolaire ». Cela facilita aussi la prise de position publique de la Chine qui, dans la guerre du Golfe de 1991, avait marchandé son abstention avec l'administration Bush père.

### **Domination par le chaos**

Il n'était pas facile pour la « Vieille Europe » de prendre la position qu'elle assumait. Non seulement parce qu'il existe une longue habitude de coopération entre les pays d'Europe et les États-Unis, mais aussi parce que la nature du système monétaire et financier menace de crise économique dramatique en cas de querelle, précisément à cause du refus de partage des États-Unis. Une opposition manifeste à la politique de Washington, y compris dans ses campagnes de terreur ostentatoire, pourrait en effet briser la confiance des agents économiques dans le système lui-même. Il était déjà possible d'écrire en 1990, à la veille de la guerre du Koweït : « Europe et Japon [auxquels il faut désormais ajouter la Russie et la Chine] se trouvent prisonniers de la solidarité financière avec les États-Unis.

Les voilà condamnés, dans le feu d'une crise politique internationale, à applaudir des deux mains aux effets de muscles de Rambo, pour éviter que la crise de confiance ne se transforme en éclatement du système financier et en crise productive généralisée. La seule stratégie à leur disposition consiste à chercher à se dégager de cet enfermement par une attitude de dissociation discrète. Les voilà donc en train de chercher à sortir de la "logique de guerre" américaine qui annihilerait toute leur influence au Moyen-Orient et les exposerait à de dangereux chocs en retour, en empêtrant les États-Unis dans les filets de l'ONU où ils espèrent avoir leur mot à dire »<sup>82</sup>.

Douze années après la guerre du Golfe de George Bush père, la dissociation lente des intérêts entre l'Europe et les États-Unis d'Amérique s'est avérée et accentuée. Du point de vue industriel et capitalistique, les Européens poursuivent avec persévérance depuis le milieu des années 80 la constitution de puissants groupes continentaux cherchant à acquérir une taille mondiale en mettant un pied aux États-Unis et l'autre en Asie orientale, et concurrencent dans certains domaines les groupes nord-américains : il suffit de penser au groupe EADS<sup>83</sup>. Un handicap énorme subsiste : la recherche européenne reste très dispersée et relativement peu dynamique alors que celle des États-Unis est largement concentrée et stimulée par l'État, notamment par de gigantesques projets militaro-industriels tels le fameux « bouclier de l'espace ».

On aura remarqué, tout au long de la campagne de préparation de la guerre d'Iraq et de l'intervention elle-même, soit la période qui va de l'automne 2002 au printemps 2003, la manière dont les Européens se sont conduits. Des gouvernements comme ceux de la Grande Bretagne ou de l'Espagne se sont alignés sur l'« hyperpuissance », par réflexe colonial sans aucun doute, mais aussi dans l'espoir de reconquérir des positions perdues au Moyen-Orient ou d'y pénétrer

en collant de près à la puissance impériale hégémonique dans la région. Celui de l'Italie a profité de l'occasion pour faire sentir au couple franco-allemand que l'Europe ne lui appartenait pas. D'autres encore, comme le Portugal, ont adopté une position intermédiaire entre celles des précédents. Quant aux pays de l'Est, Pologne en tête, ils considèrent que ce sont les pressions des États-Unis, et non celles de l'Europe qui les ont libérés de l'Empire soviétique et, s'ils veulent bien entrer dans la Maison européenne, ils ne conçoivent cette dernière que comme un volet économique de l'OTAN, sous la houlette de l'Empire américain. L'Allemagne a de son côté exprimé son refus de l'agression, sans ambages mais sans ostentation. Elle a donc adopté une position ferme mais absente de dramatisation, s'en est tenue à une « attitude de dissociation discrète ». Quant à la France, elle n'avait pas grand effort à faire pour se convaincre de la volonté des États-Unis de l'éliminer du Moyen-Orient et des dangers des chocs en retour d'une politique impérialiste vieux style qu'on croyait avoir dépassé avec les indépendances en 1960. Forte de ces constatations, mais également de sa conception politique d'un « monde multipolaire » et pouvant surtout désormais s'arc-bouter sur le socle de résistance fourni par son puissant voisin, elle essaya d'invoquer « l'identité d'intérêts » et « l'amitié de la France avec les États-Unis » ainsi que les besoins d'« unité de la communauté internationale ». Il est donc incorrect de dire qu'il n'a pas une « vision » derrière cette position défendue avec tout le panache d'un Dominique de Villepin. Bien sûr, après les proclamations, il fallut bien se résoudre à des compromis, tant avec la déclaration 1483 du Conseil de sécurité du 22 mai 2003 qui définit le statut de l'Iraq occupé qu'au sommet du G8 tenu à Évian début juin 2003. Mais les ambiguïtés mêmes de la position française dans la querelle avec les États-Unis s'expliquent en bonne partie par le besoin de dédramatiser la crise tout en cherchant à « empêtrer les États-Unis dans les rets

de l'ONU », ce qui est là encore une manière de répondre à l'exigence de « dissociation discrète ». Elles n'en ont pas moins fait perdre de la lisibilité à l'attitude française. Cependant, telle qu'elle s'est manifestée, cette attitude a assurément rencontré l'assentiment massif de l'opinion publique européenne. Elle a même suscité un espoir dans l'opinion arabe, prisonnière de ses gouvernements écartelés entre leur soumission totale aux intérêts du gendarme et protecteur américain et la peur de la colère provoquée par l'agression faite au cœur du monde arabe. Il est probable que, du côté français, on ne savait probablement pas que l'on irait si loin. Ce sont les circonstances qui ont vraisemblablement contraint le gouvernement à dessiner de façon plus précise les grandes lignes d'une politique internationale alternative tout en refusant la confrontation.

En revanche, chacun a pu remarquer, dans l'épisode, l'extrême brutalité de la réaction des États-Unis qui contraste avec la retenue française et allemande. L'administration de George Bush fils a résolument dramatisé, en toutes circonstances, l'opposition avec les gouvernements européens, notamment en lâchant, aux États-Unis mêmes, la bonde à des campagnes d'un chauvinisme antifrçais à tous crins menées sous le drapeau de la lutte contre « l'Axe des sornois »<sup>84</sup>, menaçant de représailles, allant même jusqu'à insinuer la complicité entre les dirigeants français et le régime de Saddam Hussein... Passons sur les propos de Donald Rumsfeld sur l'attitude « inexcusable » de la « Vieille Europe » qui risquent de s'attarder dans les mémoires. On connaît la leçon qu'a tiré la conseillère de la Sécurité nationale, Condoleezza Rice, leçon répétée à plusieurs reprises, même au moment où George W. Bush répondait à l'hospitalité de Jacques Chirac au sommet du G8 d'Évian : « La Russie sera pardonnée pour ses fautes (*transgressions*) sur l'Iraq, l'Allemagne ignorée et la France punie »...<sup>85</sup>, une attitude amère et



rancunière de Mère Fouettard qui pourrait prêter à sourire. De son côté Richard Perle, accompagné d'autres faucons de l'entourage de George W. Bush comme James Woolsey, ancien directeur de la CIA, et Michael Ledeen, membre de l'American Enterprise Institute, le fameux cercle de réflexion néoconservateur, est homme à pouvoir se permettre de dire à haute voix ce que les officiels et les diplomates préfèrent avancer sur le mode mineur, n'a pas hésité à proférer de graves menaces : selon lui, la France et l'Allemagne, parce qu'elles ont osé braver les foudres de l'Empire, sont désormais devenues des « ennemis stratégiques »<sup>86</sup>. On trouvera peut-être le propos exagéré mais il faut lire cette réaction comme un symptôme du fait que la dramatisation est consubstantielle à la position de l'administration de George W. Bush. Cette position des détenteurs des leviers de commande du monde consiste en effet à gonfler, à exacerber tout différend, au risque de provoquer à tout moment une crise de confiance majeure et donc une déflagration financière. L'attitude des États-Unis possède comme trait essentiel de projeter tout le monde vers l'abîme quand ils sentent leurs privilèges menacés, de mener une gesticulation dangereuse au bord du précipice. Cela ressemble assez au jeu du précipice dans *la Fureur de vivre* de Nicholas Ray, lequel consiste à lancer sa voiture à toute allure vers un ravin, le gagnant étant celui qui saute le dernier... C'est un comportement de mauvais garçon qui joue à tout instant son va-tout, un jeu de poker permanent extrêmement dangereux qui met en danger à chaque instant la stabilité de la planète.

Quant à ceux qui, à l'instar de Tony Blair et de José María Aznar, se voient avec les États-Unis dans une sorte d'Occident unifié sous la houlette de l'hégémonie bienveillante du grand frère nord-américain, voici la mise en garde formulée par Samuel P. Huntington : « Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, les Occidentaux pensent que

la civilisation a acquis une position dominante sans précédent, alors que dans le même temps les Asiatiques, les musulmans et d'autres sociétés se renforcent. Ils pourraient donc être amenés à faire leur la puissante logique de Brutus »<sup>87</sup>, telle qu'elle est explicitée dans ce passage du *Jules César* de Shakespeare :

« Nos légions sont complètes, notre cause est mûre ;  
 « L'ennemi se renforce de jour en jour ;  
 « Au sommet où nous sommes, notre déclin menace.  
 « Il est, dans les affaires des hommes, une marée  
 « Qui, prise au flux montant, les porte au succès ;  
 « S'il est négligé, tout le voyage de leur vie  
 « Reste pris dans les hauts fonds et les malheurs.  
 « Nous avons telle marée haute et sommes à flot ;  
 « Et devons prendre le courant quand il nous sert,  
 « Ou nos entreprises sont vouées à l'échec »<sup>88</sup>.

Et Samuel P. Huntington de livrer ce commentaire : « Cette logique a toutefois conduit à la défaite de Philippes. Il serait prudent que l'Occident apprenne à naviguer en eaux profondes, à endurer les épreuves, à modérer ses ambitions et à préserver sa culture plutôt que de chercher à s'opposer au changement »<sup>89</sup>.

La logique de Brutus qu'a choisie, en parfaite connaissance des termes du débat, l'équipe impériale de George W. Bush, qui entraîne à sa suite les nostalgiques des vieilles puissances coloniales blanches et subordonne les rapports de l'Europe au reste du monde aux vues de l'Empire américain, suscite des périls considérables : aujourd'hui, d'une part, en soumettant ces rapports avec le Monde arabe et islamique qui est notre voisin à des intérêts, à des perceptions et une attitude politique qui ne sont pas les nôtres, et demain, d'autre part, en projetant le vieux continent européen dans les disputes et les

conflits du Pacifique par rapport auxquels l'Europe devrait prendre davantage de distance.

Sans vouloir aborder tous les plans de la vie internationale, voyons un aspect aujourd'hui passé sous silence à l'heure où l'actualité s'est fixée d'abord sur le « désarmement de l'Iraq » et ensuite sur la guerre et ses conséquences au Moyen-Orient. Les États-Unis ont beau faire la chasse aux armes de destruction massive, amener la Corée ou la Syrie ou l'Iran à détruire toute production dite « duale » sous prétexte de menace contre leurs voisins ou contre les États-Unis, les puissances moyennes comme la Russie, la France, l'Angleterre ou la Chine peuvent bien collaborer avec eux pour lutter contre les dangers de la dissémination, ils ont créé en réalité un danger plus grand encore : l'administration de George W. Bush a détruit le « système de sécurité internationale », consacré par le gentil club des « destructeurs massifs » que les grandes puissances étaient parvenues à établir, les vieux accords ont été enterrés avec l'accord de la Russie qui attendait de la nouvelle administration étasunienne un appui pour obtenir des financements internationaux et un accord tacite pour leur politique en Tchétchénie.

Sur ruines du vieux « système de sécurité internationale »<sup>90</sup> datant de la guerre froide, les États-Unis ont relancé avec leur National Missile Defense, le fameux « bouclier de l'espace » que Donald Rumsfeld vint défendre à Bruxelles en février 2002. Aux yeux des Européens, la National Missile Defense (NMD) donnerait aux États-Unis un avantage défensif si crucial qu'elle casserait la logique de la dissuasion. Or il est clair que tout système, aussi sophistiqué et avancé soit-il, conduit toujours les autres, partenaires comme adversaires, à rechercher et donc à trouver un jour quelque parade. Il est aussi logique qu'en dépit de tous les efforts, les pays qui se sentent exclus ou menacés par ce système soient amenés à s'armer pour le

rendre inefficace, soit en le saturant par l'utilisation d'armes plus nombreuses et plus puissantes soit, ce qui est plus probable, par la mise au point d'armes nouvelles qui finiront par rendre un tel bouclier inutile... On ne peut pas ne pas remarquer non plus que la brutalité avec laquelle vient d'être traité l'Iraq, dont on savait que les restes improbables de son système d'armes de destruction massive étaient pratiquement inoffensifs, alors que les États-Unis prennent d'innombrables précautions avec la Corée du Nord, constitue une prime à l'armement nucléaire pour de nombreux États. Mais surtout « La NMD ne peut pas ne pas relancer la course aux armements », avertissait Jacques Chirac avant la venue de Donald Rumsfeld en Europe en février 2001<sup>91</sup>. Assurément. Et l'esprit général en Europe fut qu'on vivait « une adaptation du Dr. Folamour pour le XXI<sup>e</sup> siècle »<sup>92</sup>. L'épisode est instructif. Devant le monde inquiet des projets des États-Unis, Colin Powell expliquait à tous que le fameux « bouclier défensif » constituait « un élément essentiel de la sécurité de la nation »<sup>93</sup>. Quelle attitude adopter lorsque votre « grand allié » exprime sur un ton badin et nullement forcé par quelque urgence qu'il est prêt à vous passer sur le corps et qu'il vous interdit d'agir de votre propre chef ? Ce n'est pas tout. Comme si le puissant moteur de la relance de la course aux armements ne suffisait pas, les États-Unis ont abandonné, conformément à la doctrine professée par Albert Wohlstetter et de ses disciples<sup>94</sup>, et formulée dans *Rebuilding Americas's Defenses*<sup>95</sup>, l'idée du refus du « premier usage » qui figurait jusqu'ici dans tous les traités de non-dissémination des armes de destruction massive. Ils ont aussi annoncé de façon officielle, par la bouche de Donald Rumsfeld, leur intention de produire une panoplie d'armes nucléaires tactiques. À ce propos, une organisation de veille nucléaire indépendante aux États-Unis, le Los Alamos Study Group, a pu se procurer et publier les actes d'une réunion qui s'est tenue au Pentagone le 10 janvier 2003, dans la-

quelle fut discutée la préparation d'une conférence sur le bilan des armes nucléaires courantes et le plan d'une nouvelle génération d'armes nucléaires. On y parle notamment d'armes nucléaires « tactiques », dont la puissance serait pourtant celle d'une bombe type Hiroshima et dont le but serait de détruire des armes nucléaires, chimiques ou bactériologiques profondément enterrées. L'enfer est toujours pavé des meilleures intentions... La première bombe atomique fut utilisée pour contrer la fabrication d'une arme semblable par les nazis. Mais si son emploi au Japon en août 1945 n'eut pas de justification stratégique sérieuse<sup>96</sup>, il eut pour effet certain de pousser les Russes à une course aux armements extrêmement dangereuse, puis les Anglais, les Français, les Chinois, et le chapelet des pays continue à s'égrener : Israël, Inde, Pakistan, Corée, etc., sans parler des puissances nucléaires nées du démantèlement de l'Union soviétique...

Pour en revenir à aujourd'hui, la dangerosité du programme d'armement projeté est encore augmentée par la nouvelle idée de « guerre préventive ». Il ne s'agit pas seulement du droit d'une action préventive comme voudraient nous le faire croire William Kristol et Lawrence F. Kaplan qui nient son originalité et cherchent à démontrer qu'elle fut toujours utilisée par des hommes d'État énergiques, allant même jusqu'à invoquer cet excellent Thomas More : « Si un prince étranger prend les armes et se prépare à envahir leurs terres, ils l'attaquent immédiatement en force à l'extérieur de leurs propres frontières »<sup>97</sup>. On ne peut banaliser la nouvelle doctrine en la ramenant au droit de tirer le premier en cas de menace prouvée, même comme cela fut envisagé lors de la crise de 1962 où les États-Unis voulurent se débarrasser des fusées soviétiques pointées sur leur territoire depuis Cuba, encore qu'on agita dans ce cas la menace avant d'intervenir... Il s'agit en revanche, dans la doctrine actuelle,

théorisée comme « légitime défense par anticipation », de frapper un adversaire seulement soupçonné de pouvoir se doter un jour et dans un délai non défini d'un programme dangereux pour la sécurité des États-Unis. Un exemple sans équivoque donné par nos idéologues néoconservateurs, William Kristol et Lawrence F. Kaplan, est celui de la destruction de la centrale nucléaire iraquienne d'Osirak par l'aviation israélienne en 1981, et ces auteurs citent à ce propos Benjamin Netanyahu : « Israël a-t-il lancé cette frappe préventive parce que Saddam avait commis un acte terroriste précis contre nous ? Avons-nous coordonné nos actions avec la communauté internationale ? Avons-nous subordonné cette opération à l'accord des Nations unies ? Non. Israël a agi seul parce que nous comprenions qu'un Saddam Hussein en possession de l'arme nucléaire constituerait un danger pour notre survie même »<sup>98</sup>. Il y a quand même une différence entre une action militaire ponctuelle et la destruction d'un pays... Naturellement, la doctrine de la guerre préventive vise explicitement, dans les circonstances présentes, les prétendus États voyous, mais les idéologues de Washington n'ont pas hésité à coucher sur le papier, dans le document sur la stratégie de sécurité nationale qui rendit, en septembre 2002, cette doctrine publique, des buts à plus long terme qui constituent une mise en garde claire à tout rival en puissance : « Nos forces doivent être suffisamment fortes pour dissuader tout adversaire potentiel de poursuivre une taille militaire lui donnant espoir de surpasser ou d'égaliser le pouvoir des États-Unis »<sup>99</sup>. Ceci pour que nul n'en ignore... Selon George W. Bush, c'est en maintenant les forces militaires du pays sans rivales que « les courses déstabilisatrices aux armements des époques passées deviendront caduques et [que] les rivalités resteront circonscrites aux domaines du commerce et d'autres activités pacifiques »<sup>100</sup>. Dans ces conditions, quiconque cherche à s'armer est supposé menacer non seulement « la préémi-

nence américaine » qui fait partie intégrante des « intérêts vitaux des États-Unis », mais encore la paix mondiale : il doit donc être combattu par tous les moyens. La barrière est ouverte pour deux chevaux fous : l'exacerbation de la course aux armements et la furie de guerres préventives contre n'importe quel État qui serait susceptible de menacer un jour l'hégémonie étasunienne.

Le danger n'est pas seulement pour les autres, il est aussi pour l'Empire lui-même. Avant même le 11 septembre, le *realpolitiker* qu'est Henri Kissinger prévenait contre la tentation de l'Empire global : « Certains Américains, enchantés par la puissance acquise par leur pays, réclament de leur gouvernants l'affirmation explicite d'une hégémonie bienveillante [ce sont William Kristol et Robert Kagan qui sont visés]. Une telle prétention imposerait aux États-Unis un fardeau qu'aucune société n'a jamais su porter indéfiniment. Quel que soit l'altruisme avec lequel l'Amérique définit ses objectifs, elle provoquerait, en affirmant clairement sa domination, un ralliement progressif du reste du monde contre elle ; et cette levée de boucliers l'obligerait à prendre des mesures qui la laisseraient finalement isolée et exsangue »<sup>101</sup>. En fait de fardeau, forts de la marche triomphale des troupes étasuniennes sur Bagdad, les idéologues néo-conservateurs réclamaient tout de go une nouvelle rallonge du budget militaire de 100 milliards de dollars par an<sup>102</sup>. Cela, c'était avant que la situation en Iraq ne se présente bien moins idyllique que prévu... Nouveaux budgets, nouveaux endettements, nouvelles pressions sur les créanciers pour qu'ils renoncent aux droits politiques que leur confère leur situation. C'est la spirale infernale de la brutalité et du despotisme impériaux.

Jürgen Habermas n'eut pas tort d'écrire : « Un État qui ramène toutes les options à une alternative aussi sotte que la guerre ou la paix a tôt fait de se heurter aux limites de ses propres ressources et

de ses propres capacités d'organisation »<sup>103</sup>. De son côté, l'historien new-yorkais Tony Judt notait : « Pas besoin d'être un intellectuel français pour s'apercevoir qu'une Amérique surmusclée dans un environnement international hostile n'est pas plus forte mais au contraire plus faible qu'auparavant »<sup>104</sup>. Encore une fois, les États-Unis n'ont pas la force de tenir le monde sous leur coupe. Militairement puissants mais incapables économiquement de se donner les moyens militaires de leurs ambitions, comme le prouve le style d'intervention tant en Iraq qu'en Afghanistan, désormais incapables de corrompre financièrement de façon massive et durable, ayant perdu leur autorité morale, ils ne peuvent le diriger à l'ancienne manière. Eux, chez qui a pourtant vu le jour internet, « n'ont pas compris que la société mondiale est devenue trop complexe pour être pilotée à partir d'un centre, au moyen d'une politique prenant appui sur la force militaire »<sup>105</sup>. Peter Sloterdijk, qui n'est pas de la même école philosophique que Jürgen Habermas, parvient sur ce point aux mêmes conclusions : « Les Américains ne comprennent rien au nouveau principe de réalité. Dans un monde caractérisé par la densité des relations, des interconnexions, il est absurde de vouloir jouer au Livingstone en Iraq, de faire comme si on pouvait encore planter des drapeaux sur des cartes vierges. [...] Ils ont repris le rôle des Romains en titre. Avec leurs menaçantes offres de sauvetage, ils s'obstinent à jouer une comédie impériale totalement obsolète »<sup>106</sup>.

Les peuples peuvent parfois passer à des empires leurs frasques et leurs iniquités, la dîme qu'ils prélèvent sur les sociétés, si toutefois c'est le prix à payer pour un minimum de tranquillité ou une action présentant quelque légitimité. Mais ils pardonnent rarement que l'usage de la puissance s'exerce dans l'intérêt étroit et exclusif de la nation privilégiée, sans la mise en acte de la responsabilité que donne la puissance vis-à-vis de l'équilibre du monde, sans s'attaquer



aux causes des injustices et de la révolte qu'elles suscitent. Au contraire ce sont aujourd'hui ces causes mêmes qui provoquent les réactions exaspérées à l'Empire américain, ce qui représente un énorme danger pour la planète. La politique solitaire et brutale des Etats-Unis ne s'exerce pas seulement vis-à-vis des petits de ce monde et de ceux qu'ils désignent comme « ennemis ». Elle s'adresse aussi à leurs alliés qu'ils sont en train de malmenier, les Russes, les Japonais, les Européens. Et il y a tout lieu de penser que cela ne fasse naître chez eux des rancœurs et des oppositions et que, dans la dérive des continents des intérêts économiques et politiques, ils manifesteront toujours davantage de réticences à obtempérer devant une puissance qui apparaîtra d'autant plus tyrannique qu'elle vit ostensiblement aux dépens de ses alliés et de ses vassaux et que ses privilèges seront ressentis comme injustifiables et insupportables. Tout cela fait penser à l'attitude de l'empereur Commode mis en scène par Anthony Mann dans *La chute de l'Empire romain*. Les mauvais traitements qu'il fait subir aux alliés de Rome entraînent leur révolte... Il est facile d'entonner la chanson connue : « C'est moi ou le chaos » ! », comme le font les idéologues de l'équipe de George W. Bush quand ils écrivent : « Si par humilité, par abnégation, par une définition étroite de l'intérêt national, nous abandonnons la place que l'histoire nous a léguée, le chaos qui s'ensuivait ne manquerait pas d'atteindre nos rives »<sup>107</sup>.

En fait, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, la politique actuelle mène au chaos. Alain Joxe stigmatise à juste titre l'Empire américain comme « ordonnateur du désordre » et « empire du chaos »<sup>108</sup>. Tous les choix opérés par la nouvelle équipe dirigeante de l'Empire américain moderne poussent le monde vers l'abîme : l'égoïsme national qui met en danger les équilibres économiques et écologiques de la planète entière ; le refus de partager la direction d'un système

économique devenu multipolaire de la part du pays qui donne des ordres aux banquiers en étant le principal débiteur ; la menace de crise financière majeure que provoque une telle situation ; la course aux armements relancée au moment même où l'Empire se lance dans une fuite en avant dans la violence et la terreur qu'implique son entêtement ; la certitude arrogante de la supériorité de son bon droit et le « messianisme occidental » qui le pousse à inculquer par la force ses valeurs aux autres et risque de provoquer un « choc des civilisations ». Tous ces choix s'épaulent mutuellement dans une course militariste dont personne ne sait où elle s'arrêtera. Michael Hardt et Antonio Negri formulent un étonnant paradoxe lorsqu'ils écrivent : « Les États-Unis ne constituent pas le centre d'un projet impérialiste ; et en fait aucun État ne peut le faire aujourd'hui »<sup>109</sup>. Nous voyons bien en effet que, si la tendance existe à une gouvernance planétaire assurant « l'administration de la société mondiale de contrôle » de façon plurielle, décentralisée et en réseau, ce que ces auteurs nomment précisément « Empire », cela ne va pas sans faire surgir des entrailles de cette société mondialisée un projet impérialiste. Mais peut-être sommes-nous en train de vivre les affres de l'impossibilité de l'impérialisme, l'agonie monstrueuse de la forme des empires classiques fondés sur la souveraineté de l'État-nation...

### **Danse sur le volcan arabo-islamique**

La prudence avec laquelle la plupart des gouvernements de la planète ont voulu éviter de participer à la furie guerrière de l'administration de George W. Bush s'explique partiellement par les inquiétudes qu'ils nourrissent sur les conséquences politiques de la

déstabilisation du Moyen-Orient. On n'a pas manqué de dire qu'en occupant l'Iraq, George W. Bush ouvrait « la boîte de Pandore »<sup>110</sup>, de prévenir l'administration de George W. Bush contre la situation de chaos que sa politique risquait de provoquer dans le monde arabe et islamique. Ainsi Brent Scowcroft, vétéran de l'équipe de Bush père qui avait accompagné jusque-là Bush fils mit en garde contre une guerre solitaire menée par les États-Unis alors justement que se manifestait dans le monde « un consensus virtuel contre une attaque de l'Iraq dans les conditions présentes », une guerre qui, « en donnant l'impression, à tort ou à raison, que nous esquivons le difficile conflit israélo-palestinien, provoquerait une explosion de colère contre nous », car « nous serions vus comme ignorant un intérêt clé du monde musulman pour satisfaire un intérêt américain étroit »<sup>111</sup>. Mise en garde pleine de sagesse, mais elle passe sous silence que la nouvelle politique impériale est précisément fondée sur une stratégie du chaos. Autant dire qu'elle est riche de conséquences incalculables.

La chute de Bagdad provoque en effet de grandes résonances dans l'imaginaire d'innombrables peuples. C'est la capitale d'un pays qui fut autrefois la Mésopotamie, un lieu où nous remontons aux puissantes racines de notre civilisation, tant par la science grecque que par la *Bible*, puis par nos héritages arabes. C'est aussi là que se croisent les imaginaires arabes et islamiques. Parmi eux, celui de l'émergence d'une volonté arabe laïque, revendiquant la « modernité occidentale » et le droit de parler sur un pied d'égalité avec les anciennes puissances coloniales, dans leur propre langage, comme le voulurent Gamal Abd al-Nasser ou Michel Aflaq. Mais aussi celui de la grandeur passé de l'Islam comme civilisation, celui de l'Empire abbasside qui nouait en une même entité les mondes arabes et perses, et inonda de ses lumières l'Occident chrétien. Hier

les Mongols détruisirent le Bayt al-Hikma, cette fameuse « Maison de la Sagesse », en même temps bibliothèque et centre de recherche qui rassemblait les savants de l'époque dans une œuvre encyclopédique. Ils jetèrent dans les eaux du Tigre, qui devint noire de leur encre, des quantités d'ouvrages, consacrant des trésors de la connaissance humaine patiemment accumulés pendant des millénaires... Mais c'étaient des barbares : ils ne prétendaient libérer l'Iraq d'aucun obscurantisme et lui apporter la Civilisation, les valeurs universelles, celles qu'en termes du politique réduit au mercantile, Bill Clinton lui-même a appelé « la démocratie de marché »...

Les Iraquiens ont une certaine mémoire des proclamations. Quand ils entendirent George W. Bush et Tony Blair lancer au sommet des Açores : « Le peuple irakien mérite d'être libéré de l'insécurité et de la tyrannie et d'être libre de décider par lui-même de l'avenir de son pays »<sup>112</sup>, ils ne pouvaient pas ne pas y entendre l'écho de celle du lieutenant général Maude quand, prétendant combattre le joug ottoman, il lançait en 1918 : « Nos armées ne sont pas venues dans vos villes et vos campagnes comme conquérants ou comme ennemis mais comme libérateurs »<sup>113</sup>. Deux ans plus tard seulement, le pays connaissait un soulèvement qui fait partie des mythes fondateurs de l'Iraq moderne. Mais qui, à l'époque contemporaine, a déjà conquis un pays sans se présenter en libérateur ? Quand le général Bonaparte débarqua en Égypte en juin 1798, il ne put résister à la tentation de se camper en libérateur du joug des Mamelouks : « Je viens vous restituer vos droits, punir les usurpateurs ! »<sup>114</sup>. Quelques mois plus tard, en octobre, la révolte du Caire était réprimée de façon impitoyable... Fin août 2003, il apparaissait de plus en plus évident que

les États-Unis avaient le plus grand mal à maîtriser la situation<sup>ix</sup>. Comme l'écrit de façon désabusée le journal de la City de Londres, « ayant gagné la guerre, les alliés sont en train de perdre la paix », et d'inviter les États-Unis à faire appel aux « Nations unies pour venir en aide à l'Iraq »<sup>115</sup>. Voilà ce qu'on pouvait écrire le 29 août 2003, avant même que ne fut connu le terrible attentat contre le siège des Nations unies à Baghdad...

Voilà qui nous ramène au discours sur les civilisations que les tenants de l'Empire américain ont nécessairement dans l'oreille. Critiquant ceux qui, « comme Bill Clinton, soutiennent que l'Occident n'a pas de problème avec l'islam, mais seulement avec les extrémistes islamistes violents », Samuel P. Huntington n'en exhorte pas moins, au sujet des « problèmes intercivilisationnels » qui séparent « l'Occident et le reste du monde », à se méfier de « l'esprit missionnaire » de « l'universalisme occidental » et de « l'idéologie démocrate libérale ». Il considère en effet que « la croyance occidentale dans la vocation universelle de sa culture a trois défauts majeurs : elle est fautive, elle est immorale et elle est dangereuse », et que « l'impérialisme est la conséquence logique de la prétention à l'universalité »<sup>116</sup>. Dans l'esprit même de « préserver la civilisation occidentale en dépit du déclin de la puissance de l'Occident », il considère en conséquence qu'il est de l'intérêt des États-Unis et de l'Europe, d'« admettre que toute intervention de l'Occident dans les affaires des autres civilisations est probablement

---

<sup>ix</sup> Après les véritables soulèvements populaires d'Al-Fallouja en avril 2004 et d'Al-Najaf en août 2004, qui entraîneront une vaste solidarité dans tout le pays, toutes confessions confondues, de nombreux observateurs n'hésiteront pas à affirmer que la situation menace de devenir intenable (voir par exemple l'entretien avec Paul Luizard, « L'islam chiite en Irak, enjeu de la bataille de Nadjaf », *Le Monde* du 14/08/2004).

la cause d'instabilité dans un monde aux civilisations multiples »<sup>117</sup>. Sans tomber toutefois, comme il le fait, dans le piège qui consiste à identifier la civilisation à la société, nous devons constater que la mondialisation pousse aujourd'hui à la constitution de grands ensembles régionaux : il suffit de penser à l'Europe. Dans ces conditions, la civilisation est indéniablement un puissant facteur d'unification, de nature à aider les peuples à forger des communautés humaines plus vastes. Il en est du facteur civilisationnel pour le siècle qui s'ouvre comme du facteur national dans les deux siècles précédents : on connaît ses grandeurs et l'on sait à quelles catastrophes l'égoïsme et l'exclusivisme nationaux ont mené l'Europe et la planète entière, mobilisée et entraînée par elle dans deux guerres mondiales... Prétendre modeler le monde à l'image de l'« Occident » et nier l'être au monde, la civilisation des sociétés autres, notamment celle de l'aire arabo-islamique tous les jours davantage divisée, lacérée et démantelée, fait courir à la planète un danger terrible. Sans tenir aucune culture pour une entité homogène, rigide et close, il faut dire que les sociétés héritières des anciennes puissances coloniales du Nord n'ont pas éradiqué en elles le mal qui produisit le génocide des Juifs. Car dans ce mal, bien au delà des Juifs, ce dont il s'agit, c'est de la négation de l'Autre qui produit encore bien des ravages dans nos sociétés sous la forme actuelle d'attitudes nourries de la peur des Arabes et de l'Islam.

Revenons à la conquête de l'Iraq. Elle fut menée avec une détermination sans faille et une assurance prodigieuse. Il est possible que, dans un premier temps, le choc créé par l'effondrement du régime de Bagdad porte ses fruits, qu'il conduise la Corée du Nord à filer doux. Il est possible que les pressions exercées sur la Syrie et le Liban, qui n'ont pas attendu l'entrée triomphale du corps expéditionnaire étasunien à Bagdad pour donner des signes de compré-

hension, entraînent des concessions obtenues en force sur le désarmement du Hezbollah, sur un effort pour brider les groupes palestiniens, sur le retrait de l'armée syrienne du Liban<sup>118</sup>. Il se peut aussi que l'Iran se fasse tout petit devant les injonctions de Washington, que l'Arabie saoudite soit contrainte à faire le ménage chez elle et que, dans la foulée, l'administration Bush fils parvienne à remodeler au profit des États-Unis et de leur protégé israélien la carte de la région. Faisons l'hypothèse que cela soit possible. Cela réglerait-il les choses pour autant ? Le carburant de la révolte dans laquelle s'inscrit l'attentat du 11 septembre 2001 est l'amalgame de trois composants qu'il nous faut examiner successivement pour voir comment ils sont pris en compte par les nouveaux maîtres du Moyen-Orient.

Le premier ingrédient est l'humiliation faite à l'Arabie saoudite par l'installation des bases militaires étasuniennes. N'oublions pas que le groupe responsable de la catastrophe du World Trade Center était à forte composition saoudienne, que les États-Unis avaient forcé en 1990 la main au roi Fahd pour accepter l'installation de leurs troupes, que toute tentative de médiation, notamment jordanienne, fut ouvertement sabotée par l'administration de George Bush père, qu'Oussama Ben Laden avait proposé sans succès d'affronter le problème en levant une milice arabe contre Saddam Hussein, qu'enfin les États-Unis avaient promis de retirer leurs troupes dès la fin des hostilités...

Le second ingrédient est la colère provoquée par les souffrances intolérables infligées au peuple iraquien par de longues années de blocus, souffrances qui continuent et s'expliquent par le fait que l'invasion de l'Iraq s'est accompagnée, avec la destruction de l'État, de celle de la société elle-même, qui était structurée par cet État. De plus, ces souffrances sont amplifiées par le peu de soin et d'intérêt

mis par l'administration étasunienne à reconstruire le pays<sup>119</sup>, notamment à remettre en place l'eau, l'électricité et la santé<sup>x</sup>. Il va de soi que l'affront fait aux Arabes par la destruction d'un régime arabe, aussi honni fût-il, que l'occupation d'un pays sis au cœur du Monde arabe et sa mise en coupe réglée par un proconsul de Washington n'est pas de nature à réduire le potentiel inflammable de ces deux premiers composants du mélange détonant. Cela a compté pour beaucoup dans le fait que les troupes étasuniennes n'ont pas été, en dépit de la propagande officielle, accueillies en libératrices par les foules arabes d'Iraq. Mais on ne voit que ce que l'on veut bien voir<sup>xi</sup>... « Quelle inégalité dans cette guerre ! s'écria en plein milieu

---

<sup>x</sup> Les choses ne s'amélioreront pas entre les mois d'août 2003 et 2004. C'est au point que l'éditorial du très sérieux *New York Times* du 09/08/2004, s'intitulera, de façon très significative : « Le fiasco de la reconstruction de l'Iraq ». On y apprendra que sur les 18 milliards de dollars votés dans le budget des États-Unis, seuls 600 millions, soit 3,3 % ont été débloqués à ce jour, que la reconstruction pèse entièrement sur les épaules des Iraquiens dont on sait que les ressources sont amoindries par les sabotages réguliers des oléoducs. « Cela permet de comprendre, fait remarquer ce journal, pourquoi tant d'Iraquiens en veulent à l'occupation américaine. [...] Même ceux qui ont de prime abord bien accueilli l'invasion ont du mal à saisir pourquoi, seize mois après que les troupes américaines ont pris Baghdad, l'électricité et l'eau courante ne sont disponibles que de façon intermittente, et pourquoi près de la moitié des Iraquiens sont sans emploi ». On doit ajouter à ce bilan catastrophique une situation sanitaire alarmante : c'est ainsi que dans son Rapport sur la situation en Iraq de juillet 2004, la Mission d'Assistance des Nations unies pour ce pays note « l'insuffisance des fournitures d'eau et d'électricité, notamment dans le Sud du pays, ainsi que la détérioration des disponibilités en médicaments » (UNAMI, *Iraq Situation Report*, 19-26/07/2004).

<sup>xi</sup> Dans son brûlot lancé contre l'administration Bush, Richard Parker écrira : « L'Amérique n'aurait pas pu faire mieux que cette invasion sans motif d'un pays riche en pétrole pour offrir à Al-Qa'ida et à sa nouvelle génération de clones un formidable outil de recrutement » (op. cit.).



de la bataille, l'ancien président portugais Mario Soares. On frappe un peuple que l'on a désarmé. Imaginez ce que cela peut produire, dans l'esprit des peuples arabes et musulmans ! Cette guerre enfante-  
ra le terrorisme »<sup>120</sup>.

Le troisième ingrédient, *last but not least*, est l'injustice radicale faite au peuple palestinien, qui consiste, comme l'écrivit Gilles Deleuze, en ceci que « la dette infinie que l'Europe [mais il faudrait ajouter la Russie et d'Amérique du Nord] avait à l'égard des Juifs, elle n'a pas commencé à la payer, elle l'a fait payer à un peuple innocent, les Palestiniens »<sup>121</sup>. Il est sur ce point tout à fait inutile de prétendre que l'invocation de la Palestine fut purement manipulateur chez Oussama ben Laden, car celui qui est considéré comme son maître spirituel, Abdallah Azzam, est précisément palestinien et que, de toute façon, il n'est pas blessure plus vive que la Palestine dans l'opinion arabe et islamique. Malgré les intentions affichées de George W. Bush fils d'amener les Israéliens à la table des négociations, on peut nourrir de sérieux doutes sur ses possibilités de succès. Vu son parti pris pour Ariel Sharon et sa volonté d'éliminer Yasser Arafat de tout accord, politique partagée par l'ensemble de son équipe, aussi bien les néoconservateurs fous d'Israël que les sionistes évangélistes, il est peu probable qu'il rétablisse un tant soit peu la balance dans le sens plus favorable aux Palestiniens. Il est difficile d'être optimiste si l'on considère que la « fameuse feuille de route » ait pu être qualifiée par Uri Avenery de « feuille de route pour nulle part »<sup>122</sup>. Inspirée par le Quartette, elle exige en effet beaucoup plus des Palestiniens, notamment le démantèlement des groupes armés, que des Israéliens dont la grande obligation est le simple gel de la colonisation, et non la fin des assassinats ciblés ou des incursions meurtrières en territoire palestinien. Surtout, cette feuille de route est gérée, à la Maison Blanche, par Elliott Abrams, le tout nouveau

directeur du Moyen-Orient au Département d'État et ami de Paul Wolfowitz. Ce dernier, réputé « à droite de Ariel Sharon », fut hier opposé aux accords d'Oslo. Nommé à son nouveau poste après avoir critiqué les administrations successives pour leur trop grande dureté vis-à-vis d'Israël et leurs positions trop respectueuses de l'Autorité palestinienne, il n'a eu de cesse de dénoncer les « pressions » sur les gouvernements israéliens avant son retour à la Maison Blanche et de les combattre une fois dans la place<sup>123</sup>. Le refus public d'Ariel Sharon, en juillet 2003, de céder à la demande de George W. Bush l'enjoignant de cesser la construction du fameux mur qui sépare Israéliens et Palestiniens à l'intérieur même des territoires occupés<sup>124</sup>, en dit long sur l'intensité des « pressions » étasuniennes aussi bien que sur leur effet sur Israël<sup>xii</sup>...

Voyons maintenant dans quel athanor infernal cette terrifiante réaction du 11 septembre a mûri. Ce four diabolique est fait de trois éléments.

Le premier élément est le sentiment du deux-poids deux-mesures dans le traitement des Israéliens et des Arabes. On imagine mal ce que signifie la destruction d'un pays comme l'Iraq et ses justifications devant le privilège absolu conféré par les vieilles puissances coloniales à Israël. Cette destruction a débuté il y a douze ans sous le prétexte que l'Iraq avait occupé illégalement un autre pays. Or le Koweït est un pays auquel l'opinion arabe toute entière ne donne pas

---

<sup>xii</sup> Un an plus tard, on ne parlera même plus de « feuille de route ». La construction du mur se poursuivra à grande échelle, malgré l'avis de la Cour Internationale de Justice du 09/07/2004 et le vote de condamnation quasi-unanime de l'Assemblée générale des Nations unies le 20 du même mois ; les destructions de maisons, de cultures et d'infrastructures continueront ainsi que les assassinats ciblés ; la décision du retrait de Gaza cachera mal la poursuite de la colonisation de la Cisjordanie.

plus de légitimité nationale que celle d'un campement de bédouins installé par l'Empire britannique sur la rive occidentale du Chatt al-Arab, ravi à l'administration multiséculaire du gouvernorat de Basra et séparé d'elle dans le but premier de contrôler le débouché de l'Iraq sur le Golfe puis, quand ses richesses de son sous-sol furent connues, pour prendre une part du gâteau pétrolier. Pendant ce temps, Israël colonise sans retenue des territoires arabes de Palestine sans d'autre réaction des grandes puissances que des réserves polies et amicales. La destruction de l'Iraq s'est poursuivie par un blocus inhumain justifié par la mauvaise grâce mise par ce pays à appliquer les résolutions de l'ONU. Cela quand des critiques de même nature peuvent être adressées à Israël qui a fait l'objet de maintes résolutions des Nations unies, comme la 194 du 11 décembre 1948 sur le « droit au retour des réfugiés » ou la 242 du 22 novembre 1967 sur « le retrait des territoires occupés », plusieurs fois réitérées, mais toujours restées lettres mortes... Or voici que ce blocus à peine levé, George W. Bush propose d'étendre à l'ensemble de la région les accords de libre-échange existant actuellement entre les États-Unis d'un côté, Israël et la Jordanie de l'autre pour créer dans les dix ans une Zone de libre-échange États-Unis/Moyen-Orient<sup>125</sup>. La chute de Baghdad était à peine survenue que des discussions se déroulaient dans la capitale étasunienne « entre Washington, Tel Aviv et des personnalités potentielles [sic !] du futur gouvernement de Baghdad pour la construction d'un oléoduc destiné à siphonner le pétrole de l'Iraq nouvellement conquis au profit d'Israël »<sup>126</sup>. L'intérêt de ce pays pour le pétrole iraquien est d'ailleurs tel qu'en octobre 2002 « Ariel Sharon aurait proposé à George W. Bush d'investir “préventivement” par une “occupation conjointe” » la zone du désert occidental où des réserves venaient d'être découvertes<sup>127</sup>. On s'est mis à rêver de la construction d'un aqueduc qui permettrait de d'alimenter Israël à partir du Tigre et de l'Euphrate...<sup>128</sup> Vu le rapport de forces

actuels, il y a tout lieu de penser que cette zone de libre échange ne soit vue dans la région autrement que comme la liberté donnée au renard israélien de jouer dans le poulailler arabe.

Le second élément du four alchimique est l'hostilité que l'Europe, les États-Unis et la Russie, bref les grandes puissances dites occidentales, ont toujours manifestée devant les expressions politiques, culturelles et religieuses dans lesquels des peuples du Moyen-Orient se reconnaissent. Il y a d'abord, pour ne parler que du Machreq arabe, le mépris dans lequel est tenu le besoin d'unité arabe contre laquelle Israël est d'ailleurs une pointe d'acier, et le soutien de ces mêmes puissances à des régimes tyranniques dans lesquelles toutes tentatives d'ouverture démocratique a été réprimée de façon impitoyable.

Il est peu probable que le mépris de l'arabité et le refus de « l'arabisme » qui nourrissent les ressentiments de la « rue arabe », objet de toutes les railleries, vis-à-vis des grandes puissances et d'Israël soient abandonnés maintenant que, comme le dit un Iraquien de l'exil, Kenan Makkiya, « la chute du régime de Saddam Hussein présente pour les États-Unis une opportunité historique aussi grande que celle qui advint au Moyen-Orient avec la chute de l'Empire ottoman et l'entrée des troupes britanniques en Iraq en 1917 »<sup>129</sup>. Significative est sous la plume de cet auteur la caractérisation du pays que cherche à modeler le proconsulat étasunien : celui d'« un Iraq fédéral, non-arabe et démilitarisé »<sup>130</sup>. Un Iraq fédéral en ce sens qu'il laisse une large autonomie aux Kurdes, un point qui n'est certainement pas déraisonnable, mais qui, s'il s'opère sans un consensus des Turcs et des Iraniens et même des Syriens, pour un processus parallèle dans leurs pays, risque de poser une nouvelle bombe à retardement dans la région. Mais pourquoi étendre le fédéralisme jusqu'à séparer les Arabes d'Iraq en confessions, Sunni-

tes et Chiites ? Et pourquoi pas aussi les Chrétiens ou les Turkmènes ou les Yézidis ? Ce « fédéralisme » est aujourd'hui abondamment agité en Iraq. William Kristol et Lawrence F. Kaplan n'hésitent même pas à avancer l'argument que « l'objectif d'un Iraq uni est susceptible d'aller à l'encontre de l'objectif d'un Iraq stable »<sup>131</sup>. Il faut savoir lire derrière les mots. Et il n'y a pas un gros effort à faire puisque Kenan Mekkiya, présenté par ces auteurs comme spécialiste de l'Iraq, vend si bien la mèche : « Il n'y a pas d'avenir démocratique en Iraq hors des structures fédérales. La nouveauté du fédéralisme est un reflet de la nouveauté du phénomène de l'opposition d'après 1991, qui est une opposition fondée non pas sur les objectifs de "libération nationale", de "lutte armée" contre le "sionisme" et l'"impérialisme", ces expressions attrape-tout de la politique arabe depuis 1967, mais une opposition qui se résume à l'hostilité à la dictature maison »<sup>132</sup>. Heureux soient ces « libérateurs » qui trouvent dans le pays convoité des gens qui parlent le langage même qu'ils désirent entendre !... En réalité, ce qu'on avance sous couleur de « respect des communautés » et de « fédéralisme » se rapporte aux vieux instruments de l'ethnicisme et du confessionnalisme. Ces derniers sont nés au Moyen-Orient non tant d'un cloisonnement communautaire inhérent aux sociétés arabes que de la combinaison de traits propres à ces sociétés et des pressions des puissances européennes sur l'Empire ottoman à l'agonie sous prétexte de protection des Chrétiens, et d'une vision propre des colonisateurs français et anglais<sup>133</sup>, et ils choquent d'ailleurs l'esprit d'unité de nombreux Iraquiens, et pas seulement ceux des Arabes « modernistes et laïques ». Le contenu concret de ce « projet fédéral » démontre en réalité une volonté d'éviter en Iraq un État solide<sup>134</sup>. On ne fera

pas croire que la nouvelle armée, « forte » de trois divisions et devant compter dans trois ans 40.000 hommes, que le proconsulat de Paul Bremer<sup>xiii</sup> se propose de mettre sur pied<sup>135</sup> pour un pays de 23 millions d'habitants, alors que le Koweït possède 33.000 hommes pour une population 9 fois moindre, soit celle d'un État digne de ce nom ! Tout cela ressemble aussi d'étrange façon à la vision de la désintégration du Moyen-Orient chère aux théoriciens israéliens, d'ailleurs reprise de la tradition orientaliste française de Robert de Caix. Cet homme donna le la dans la politique étrangère après la défaite de Georges Clemenceau aux présidentielles de 1920, et ce aux dépens de celle de Louis Massignon, qu'on a surnommé le Lawrence français et qui était, quant à lui, favorable à l'unité arabe. Ainsi le travailliste Moshe Sharett, qui fut successivement ministre des Affaires étrangères et Premier ministre de 1948 à 1956, prônait le démantèlement des États arabes en entités ethnico-religieuses : l'Iraq serait divisé entre Chiïtes, Sunnites et Kurdes, la Syrie entre Sunnites, Alaouites et Druzes, le Liban entre Chiïtes, Sunnites et Chrétiens, l'Égypte entre Sunnites et Coptes, etc. jusqu'à l'Algérie qui devrait laisser naître un État berbère...<sup>136</sup>. Naturellement, il se peut que, tout comme les Britanniques dans les années vingt, les occupants étasuniens soient contraints, devant les résistances de la société iraquienne elle-même, de mettre de l'eau dans leur vin, de faire des concessions. Ils pourraient en ce sens être guidés par l'expérience de leurs amis britanniques, s'ils daignent les écouter, mais le danger est là.

Venons-en maintenant au soutien apporté par les grandes puissances aux régimes oppressifs et tyranniques honnis par les populations

---

<sup>xiii</sup> Paul Bremer quittera ses fonctions le 28 juin 2004, lors du transfert nominal du pouvoir à Iyad Allaoui.

arabes et islamiques. Il suffit de penser à l'Iran du chah ou à l'Arabie des Bani Saoud. Cela n'a pas peu contribué, après la défaite du nationalisme arabe en 1967, à faire le lit des mouvements de l'islam politique ultra, parmi lesquels le wahhabisme s'est largement enflammé sous les puissants coups de soufflet de la politique des États-Unis. On pourrait d'ailleurs se demander par quel miracle les États-Unis, qui ont largement défendu des années durant, les régimes les plus archaïques et les plus antidémocratiques de la région, trouvent d'un coup dans la démocratie la potion miracle qui va changer les choses. On peut toujours dire : « Il n'est jamais trop tard, c'était une erreur, mais maintenant la page est tournée ». Reste à savoir si cela est crédible. La raison du changement apparent de politique paraît tout simple si l'on en croit William Kristol et Lawrence F. Kaplan : « Le 11 septembre, les problèmes du monde arabe sont devenus les nôtres. Non seulement la répression a alimenté les mouvements terroristes islamistes et l'extrémisme antiaméricain, mais ce sont tous ces régimes que nous avons soutenus qui ont directement encouragé ces forces comme un moyen de détourner la colère populaire des portes de leurs palais »<sup>137</sup>. Un tel raisonnement contient certes une part de vérité : on ne peut nier que les régimes en place font tout pour détourner la colère de la rue arabe en la canalisant vers l'extérieur, quitte à jouer pour cela avec de faciles, déresponsabilisantes et dérisoires théories selon laquelle les malheurs des peuples arabes seraient dus à un complot impérialiste ou sioniste, voire juif. Mais il serait pourtant faux de conclure de ce fait au caractère inauthentique ou artificiellement exacerbé de cette colère populaire. Ce que reproche précisément la rue arabe à ses gouvernants est non seulement leur oppression tyrannique mais encore leur lâcheté et leur couardise devant les diktats des États-Unis et d'Israël. Mais ce n'est pas musique qu'aiment entendre les nouveaux maîtres du Moyen-Orient. « Nous savons, confie Victor Davis Henson dans un débat à

l'American Enterprise Institute, que les régimes autocratiques comme la Syrie et l'Iraq, mais aussi l'Arabie saoudite et l'Égypte, de façon moins extrême, tolèrent les gens qui expriment un antisémitisme et anti-américanisme virulent. C'est pourquoi, même si nous n'avons pas beaucoup de choix, il me semble que la démocratie [est souhaitable]... »<sup>138</sup>. Cela signifie que le sentiment national arabe, réduit à l'anti-américanisme et l'anti-occidentalisme, et à l'antisionisme confondu avec l'antisémitisme, se définirait comme le résultat de manipulations exercées par les forces locales les plus réactionnaires et que, une fois ces forces détruites, ce sentiment national serait soluble dans la démocratie. La réalité est toute autre. C'est une illusion grave de croire qu'avec un peu de libre parole, la politique de ces deux États-Unis et d'Israël dans la région sera acceptée... Il y a fort à parier en effet que, si parvient à s'exprimer l'expression populaire en Iraq et dans les pays arabes et plus généralement les pays du Moyen-Orient, cette expression soit « anti-américaine » : voyez la surprise de l'administration de George W. Bush qui tenait pour acquis le soutien du parlement au déploiement de 62.000 Marines en Turquie pour attaquer l'Iraq : ils durent rembarquer à Iskenderun sous les quolibets de la foule !

Il n'est pas du tout certain que les Iraquiens adoptent les critères de la démocratie libérale à l'américaine en ravalant leurs aspirations nationales et se laissent dépouiller de leurs richesses, l'eau et le pétrole, et surtout de leur fierté politique. Même dans l'hypothèse où les choses tourneraient très mal et où les occupants seraient contraints de se replier sur les zones pétrolifères pour garantir leur butin, il n'est pas certain que cette maîtrise soit assurée. Youssef Ibrahim, directeur du groupe de presse Energy Intelligence, écrivait à cet égard en avril 2003 : « La force d'occupation devra affronter quelque 60.000 technocrates pétroliers iraqiens qui n'accepteront



jamais l'hégémonie américaine et saboteront le plan s'il le faut »<sup>139</sup>. Il est aussi peu probable que, de façon massive, ils ravalent leur honneur et leur esprit de résistance. Et, même sans ces techniciens, les oléoducs sautent aujourd'hui sous l'effet d'explosifs dont les stocks sont quasiment inépuisables... Il y a donc de fortes chances que, devant l'impossibilité de tenir en laisse ce peuple fier et farouche, même les tenants de la « mission universelle » de la « Grande nation », s'ils restent en place, finissent par se satisfaire, en fin de compte, de la politique traditionnelle des « réalistes étroits » à la Henri Kissinger. Le fer de cette politique consistant à pousser les diverses factions à s'entredéchirer sans qu'aucune ne parvienne à vaincre est d'ailleurs déjà au feu. Ils s'accommoderont alors des compromis habituels de *realpolitik*, un jour avec les Kurdes, l'autre avec l'« islam militant » dont ils prétendent se débarrasser, tant il est vrai que « l'éclatement de l'Iraq » est un gage de domination impériale, la défense des régimes des pays dociles, fussent-ils archaïques et tyranniques, en est un autre. Il est d'ailleurs fortement possible qu'avant de pouvoir maîtriser, s'ils y parviennent un jour, le pétrole iraquien, ils soient conduits à ménager la dynastie saoudite, avec ses accointances avec le wahhabisme, à moins que, dans une nouvelle fuite en avant aventureuse, ils ne se résolvent à occuper les champs pétrolifères saoudiens en les enserrant dans un émirat aux ordres détaché du royaume saoudien. Il n'est pas du tout exclu non plus, malgré ce jeu du pompier pyromane, que la colère provoquée par l'abaissement d'un des centres de l'identité arabe et islamique ne finisse par exacerber encore les tensions dans la région et dans le monde le rejet des prétentions de l'Empire et déchaîner des démons.

Le troisième élément du four alchimique où s'accumulent et se préparent les mélanges explosifs de l'avenir découle des précédents : le liste des pays ciblés par les États-Unis comme États voyous ou

comme États ayant des comptes à lui rendre devant leur justice auto-proclamée, compte un bon nombre d'États arabes : Iraq, Syrie, Liban avec le Hezbollah, Soudan, Égypte, Libye, Arabie saoudite, Yémen, et d'États islamiques : Afghanistan, Pakistan. À quelques exceptions près, comme la Corée du Nord ou Cuba, il s'agit donc d'États de l'aire arabo-islamique. Emmanuel Todd constate que, dans la société étasunienne, « l'appui à Israël est maximal dans l'électorat républicain, et la droite religieuse américaine, qui soutient Bush, vient de se découvrir une passion pour l'État d'Israël, contrepartie de sa haine positive de l'islam et du monde arabe »<sup>140</sup>. Faudrait-il s'étonner ensuite que les Arabes et l'Islam voient dans l'attaque de l'Empire américain une véritable guerre à leur civilisation, voire à la religion islamique, surtout lorsque, comme c'est le cas, sont mobilisés tous les symboles religieux jusques et y compris la « croisade », et qu'on puisse exclure des appels au jihad mené par les groupes ultra de l'islam politique « contre les croisés chrétiens et juifs » ? Même cette perspective était déjà redoutée à l'intérieur de l'administration de Washington, si l'on en croit cette confidence d'un responsable du Département d'État, faite au printemps 2003 à Éric Laurent sous couvert d'anonymat : « Perle a réussi à renverser Saddam. Il menace la Syrie et l'Iran. L'Arabie saoudite est également dans sa ligne de mire, et l'Égypte commence à se sentir mal à l'aise. Si ne n'est pas une guerre contre le monde musulman, dites-moi ce que c'est ! »<sup>141</sup>.

Sous prétexte de maîtriser « les forces du Mal », l'Empire américain pousse donc à la confrontation avec le monde arabo-islamique. Et il n'a d'autre manière de maîtriser ce monde que d'y semer lui-même le chaos, à l'instar des gouvernements israéliens successifs qui ont cherché à vaincre la résistance palestinienne en détruisant l'Autorité palestinienne et en lui reprochant en même temps d'être

incapable d'assurer ses fonctions étatiques. Sous prétexte d'éliminer un régime, l'Empire a, par deux guerres séparées par douze années de blocus, poussé de façon délibérée en Iraq à l'effondrement de l'État et au démantèlement de la société, mais libéré en même temps tous les démons qui risquent désormais de lui sauter à la gorge. Même les conséquences de cette stratégie du chaos sont, comme le terrible attentat contre le siège des Nations unies ou celui, non moins terrible d'Al-Najaf qui a coûté la vie de l'ayatollah Muhammad Baqir al-Hakim, prétextes pour chercher à entraîner les pays réticents dans le piège et le monde dans l'abîme<sup>xiv</sup>. Il n'est aujourd'hui personne qui ne parle de « chaos ». Les hérauts de la nouvelle politique ont raison en une chose au moins : l'Iraq est un défi et un test pour l'Empire global<sup>xv</sup>. Son avenir se joue en Iraq.

---

<sup>xiv</sup> Zbigniew Brzezinski n'hésite pas à qualifier ce « transfert de souveraineté » d'« orwellien ». Selon lui, « le transfert de souveraineté nominale à quelques Iraquiens choisis dans un pays toujours occupé marquera toute autorité iraquienne prétendument « souveraine » du sceau de la trahison. Toute « souveraineté » accordée par les États-Unis à des Iraquiens alors qu'un proconsul américain soutenu par une armée d'occupation reste rencognée dans une forteresse au cœur même de la capitale iraquienne - n'aura aucune légitimité politique ». (Zbigniew Brzezinski, « Face Reality », *The New Republic*, 28/05/2004). L'aval donné par le G8 d'Istanbul, et par l'ONU avec la résolution 1546 du conseil de Sécurité du 8 juin 2004, sont bien le résultat de la politique du chantage au précipice de l'administration de Washington. La caution donnée par l'ONU et les gouvernements opposés à la guerre solitaire d'Iraq à un gouvernement que la population iraquienne juge dans sa grande majorité illégitime ne pourra que rendre plus difficile une aide internationale à la sortie du chaos où l'Empire a projeté l'Iraq et donc à la stabilisation de la région.

<sup>xv</sup> Seize mois après la chute de Bagdad, le désastre est sans pareil : enlèvement politique, fiasco économique de la reconstruction, opprobre moral pour les exactions commises dans les prisons. Pour ceux qui attendaient de l'intervention

## Des accents d'apocalypse

Le cours politique conduit par Bush imperator est odieux et inacceptable pour une partie importante de la société étasunienne elle-même. La communauté noire l'a dénoncé dans sa profonde majorité malgré la mise en avant de Colin Powell ou de Condoleezza Rice. Les Églises des États-Unis ont été, à l'exception des Évangélistes et de la Convention des Baptistes du Sud, pratiquement unanimes dans leur opposition à la guerre. Des artistes l'ont combattue avec zèle comme Susan Sarandon, Sean Penn ou Martin Sheen. Sans oublier Michael Moore quand, lors de la remise des oscars à Hollywood le 23 mars 2003 pour son excellent documentaire, caustique et généreux, *Bowling for Columbine*, il lança une tonitruante apostrophe aux dirigeants de son pays<sup>xvi</sup>. Des écrivains célèbres, comme Norman Mailer, ont stigmatisé cette guerre et l'invocation du Mal comme « un narcotique destiné au secteur de la population américaine qui souffre le plus » et ont accusé George W. Bush d'imaginer que « s'il n'assume pas la responsabilité impériale, le pays entrera en décadence, et le monde avec lui »<sup>142</sup>.

Des intellectuels ont émis des critiques dans la presse. Critiques parfois retenues qui ont dénoncé l'intervention comme une « guerre

---

de l'Empire un déblocage de la situation dont est prisonnier le Monde arabe, magnifiquement décrite par les *Rapports sur le développement humain* du PNUD 2002 et 2003 déjà cités, et un remodelage positif de la région, la déception est immense, comme l'ont montré les réactions à l'initiative du Grand Moyen-Orient.

<sup>xvi</sup> Le festival de Cannes 2004 décernera la palme d'or à Michael Moore pour son pamphlet cinématographique *Fahrenheit 9/11* dirigé contre George W. Bush.

unilatérale » dont l'objectif était « flou et fondé sur des prémisses discutables ». Critiques parfois virulentes, surtout sur Internet qui s'est révélé en l'occasion le véhicule d'efficaces dénonciations. Des hommes politiques conservateurs, et pas des moindres, comme Brent Scowcroft, conseiller de George W. Bush avaient mis en garde contre la guerre<sup>143</sup>, des démocrates comme Jimmy Carter l'ont condamnée, expliquant, comme le pape Jean-Paul II, qu'elle ne répondait à aucun critère d'une « guerre juste »<sup>144</sup>. Ils ne furent toutefois pas légion. Tout comme furent rares les hommes de courage qui, au moment de l'expédition française sur Alger en 1830, s'écriaient : « Cette guerre est-elle juste ? Non vraiment, je ne crains point de le dire, non. Un jury politique, un congrès européen [...] aurait ainsi résumé cette affaire : le dey réclame, on le vole ; il se plaint, on l'insulte ; il se fâche, on le tue. Cette guerre est-elle utile ? [...] Qui pourrait le penser ? Mais enfin, puisque cette guerre n'est ni juste ni utile, est-elle au moins légale ? Elle ne l'est pas davantage [...] »<sup>145</sup>. L'homme qui écrivit ce pamphlet brûlant, Alexandre de Laborde, membre de l'Institut, fut, sur ces positions, triomphalement élu à Paris avec quatre fois plus de voix que son adversaire ultra, le baron d'Haussez, le ministre de la Marine, considéré comme l'organisateur de l'expédition d'Alger. Il est vrai qu'à l'époque le vertige colonial ne s'était pas encore saisi de la société française...

Peut-on espérer que la société étasunienne aura la force de revenir à des positions plus mesurées ? Peut-on espérer que le corps social des États-Unis s'aperçoive qu'avec leur *Projet pour un nouveau siècle américain*, les zéloteurs de l'Empire global se sont définitivement trompés de siècle et poussent le monde comme leur propre pays au précipice ? Il est possible que les revers du proconsulat en Iraq et le pourrissement possible de la situation, l'incapacité de l'administration Bush fils à affronter la crise économique et les

déficits monstrueux, lui fassent perdre les élections. Il faut toutefois reconnaître que l'esprit de croisade et d'anathème souffle aujourd'hui en tempête dans l'Empire américain et anime des forces puissantes dans la société étasunienne. Et les changements qui éradiqueraient dans le corps de l'Empire ces tendances furieuses à la course à l'abîme supposent des changements radicaux qui vont bien plus loin que de faire preuve d'un peu moins d'« hégémonie » et d'un peu plus de « leadership », comme le réclame un Henri Kissinger<sup>146</sup>. Car ces tendances unilatéralistes, exclusivistes et cette *hybris* belliciste s'enracinent profondément dans les besoins de la société étasunienne contemporaine, toujours davantage poussée à la politique du chaos et du chantage au précipice. La politique actuelle de l'Empire a réalisé une synthèse des deux grandes politiques traditionnelles, l'universalisme moralisant de Woodrow Wilson et le *big stick* « réaliste » de Theodore Roosevelt en élaguant toute tentative de compromis ou d'adoucissement pour ne pas avoir donné un produit stable, marqué d'une rationalité solide, une sorte d'aboutissement. Il sera, en toutes hypothèses, même en cas d'échec flagrant des États-Unis en Iraq, et même en cas d'enlisement à la vietnamienne qui pourrait faciliter le retour d'une administration démocrate, extrêmement difficile, style mis à part, de revenir en arrière<sup>xvii</sup>.

---

<sup>xvii</sup> Voici ce que déclarera, en mai 2004, John Kerry : « Il faudrait davantage de troupes et un nouveau président pour gagner un soutien international aux efforts de guerre en Iraq » (Jay Lawrence, « Kerry dit qu'il enverra davantage de troupes en Iraq si nécessaire », *US Today*, 28/05/2004). Le candidat démocrate à la succession de George W. Bush ajoutera lors de la convention démocrate d'investiture de juillet : « Je sais ce que nous devons faire en Iraq. Nous avons besoin d'un président crédible pour mettre ses alliés de son côté et partager le fardeau, réduire

À un horizon visible, l'énorme supériorité actuelle de l'Empire américain ne risque pas de connaître une fin catastrophique de sa suprématie à la suite d'une dramatique collision, comme ce fut le cas hier pour Carthage tombant sous les coups de Scipion Émilien, ou pour Darius succombant sous ceux d'Alexandre. Les rivaux potentiels actuels comme la Russie, la Chine et l'Europe sont surveillés de près. On imagine mal aujourd'hui l'anéantissement brutal de l'Empire, comme cela advint pour le Japon ou l'Allemagne en 1945. Une seconde voie de sortie historique pour un empire est l'implosion, donc la perte brutale des signes de la puissance sous l'effet de causes internes autant que de pressions externes. Ce fut le cas récemment de l'Union soviétique. Certes nous assistons à un affaiblissement relatif du corps social étasunien mais il est loin encore de pouvoir paralyser la machine impériale. Il reste que le fonctionnement du système financier international, dont Washington est la clé de voûte, est tel que son effondrement brutal n'est pas à exclure, surtout à la faveur d'une crise politique internationale. Or cela entraînerait aux États-Unis une contraction drastique du niveau de vie et un déchirement grave du tissu social pouvant mener à la paralysie de l'Empire.

La troisième voie est celle du redimensionnement des ambitions impériales par fractures successives. Rares sont les groupes sociaux et les États qui abandonnent leurs privilèges sans y être contraints et forcés, et il est clair qu'une telle situation serait ressentie aux États-Unis comme un reniement dramatique et une humiliation terrible. Mais il est probable qu'il y ait, dans les prochaines décennies, d'autres Vietnam et d'autres départs de Saïgon en déroute... Une telle perspective est sans doute la plus plausible à un horizon visible,

---

le coût pour les contribuables américains, et réduire le risque pour les militaires américains » (voir *Libération*, 30/07/2004).

entraînant, à travers chaque épisode tragique, une série de crises extérieures et internes et des redimensionnements brutaux de la puissance impériale.

En dépit d'une mythologie largement répandue qui nous pousse au parallèle historique avec Rome, l'Empire américain ne possède pas en effet le différentiel de puissance avec ses voisins ni la forme de puissance militaire ni l'esprit qui permettait à Rome de coloniser les rives de la Méditerranée et leurs arrière-pays sous son administration directe. L'humanité gardera-t-elle, dans deux mille ans, des vestiges de l'Empire américain comparables à ceux que nous admirons encore aujourd'hui de Rome, avec ses grands travaux publics, ses forums, ses thermes et ses théâtres qui modelèrent le monde méditerranéen à son image avant d'intégrer ses peuples dans une citoyenneté unique avec l'édit de Caracalla ? La texture de la société moderne fait qu'elle est ingérable sans une forte dose d'adhésion, de consensus. Comme le fait remarquer Jürgen Habermas, « la société mondiale est devenue trop complexe pour être pilotée à partir d'un centre, au moyen d'une politique prenant appui sur la force militaire »<sup>147</sup>. Malgré leur énorme puissance militaire, les États-Unis ne peuvent tenir le monde sous leur joug militaire et n'ont que la capacité de « militarisme démonstratif » ou de terreur ostentatoire qui deviendra d'autant meurtrière, et en même temps plus dérisoire, que sa puissance économique faiblira et que sa force morale s'épuisera...<sup>xviii</sup> Olivier Todd évoque de façon heureuse un parallèle

---

<sup>xviii</sup> Ce ne sont pas le scandale de la prison d'Abou Ghraïb qui sera largement étalé dans la presse, ni les mauvais traitements subis par les enfants dans les prisons iraqiennes dont se plaindra l'UNICEF (*Statement on Iraq*, 11/05/2004) et dont on parlera bien peu, ni celui des conditions abominables de détention des prisonniers sur la base de Guantanamo, qui viendront rehausser le crédit moral de l'Empire américain.



de l'Empire américain avec la Ligue de Délos<sup>148</sup>. Certes, le rapport de puissances entre le chef de file et les alliés ainsi que le mode de domination rendent cette comparaison pertinente. Mais la nature du système économique actuelle est très différente de celle de la Grèce antique et surtout le temps semble déjà révolu où l'on pouvait comparer le prestige moral des États-Unis à celui d'Athènes.

On pourrait ajouter une autre figure dans cette galerie de portraits des empires, c'est celui de l'Empire ottoman. Empire tributaire brillant reposant sur la supériorité guerrière redoutable, combinant au départ avantage dans la technologie militaire, organisation ingénieuse et qualités morales indéniables, il déclina lentement, du fait de son incapacité à s'adapter aux révolutions industrielles et libérales qui donnèrent leur impulsion aux empires européens. Lorsque le sultan Abdülhamid II abandonna les *Tanzimat*, littéralement « les Réformes », et que Jamal al-Din al-Afghani l'enjoignit de les reprendre et de chercher à unifier un Orient islamique ouvert à la modernité, il lui répondit en substance qu'on n'arrête pas le galop d'un cheval fou... On a bien l'impression aujourd'hui que personne ne pourra arrêter le galop de l'Empire américain...

On ne sera pas étonné que pour ceux qui ont pris, en toute connaissance de cause mais résolument, le parti d'un monde plus dangereux, le messianisme de type religieux utilisé déjà par Ronald Reagan qui avait levé le drapeau de la lutte contre « l'Empire du Mal », dont George W. Bush s'est fait l'héritier avec son lugubre « Axe du Mal », puisse prendre des teintes apocalyptiques. Comme on peut d'ailleurs le lire sous la plume d'un catholique romain, la formule : « Il n'y a plus de délai », dite et redite comme un leitmotiv par le très retenu Colin Powell appartient à une thématique qui suppose une vision du Temps très particulière, opposée à tout rapport pragmatique au potentiel d'évolution des situations historiques, une

vision proprement apocalyptique qui rappelle le chapitre X de l'Apocalypse de Saint Jean consacré à « l'imminence du châtiement »... George W. Bush en ange de Justice ! « Alors, l'Ange que j'avais vu, debout sur la mer et la terre, leva la main droite au ciel et jura par celui qui vit dans les siècles des siècles, qui crée le ciel et la terre et tout ce qu'il contient, la terre et tout ce qu'elle contient, la mer et tout ce qu'elle contient : "Plus de délai !" ». « Le deuxième élément qui ancre définitivement le langage américain dans le registre apocalyptique est le nom donné à l'opération du bombardement de Bagdad, baptisée "Choc et effroi". [...] Dans une perspective apocalyptique, c'est même le prolongement normal de la lutte du Bien contre le Mal car, dans l'*Apocalypse* en effet, l'effroi n'est autre que le sentiment des ennemis de Dieu, constatant sa Toute-Puissance invaincue »<sup>149</sup>. C'est le même langage que l'on retrouve lorsque George W. Bush évoque à la veille de la guerre « un jour d'horreur comme personne n'en aura jamais connu » que pourraient déchaîner les gens comme Saddam Hussein si on les laissait faire<sup>150</sup>, lui qui avait annoncé l'année précédente : « Nous sommes dans un conflit entre le Bien et le Mal, et l'Amérique appelle le Mal par son nom »<sup>151</sup>. Se prend-il pour cet « un ange [qui] chevauche le tourbillon et dirige cette tempête », qu'il évoquait dans le discours inaugural de sa présidence<sup>152</sup> ? Alors George W. Bush, un mélange étonnant de parrain de mafia, de voyou du Grand Ouest, d'empereur et de grand pontife ou d'archange vengeur ? Et pourquoi pas « Ubush roi »<sup>153</sup>...

Mathieu Kassowitz met la phrase suivante en exergue de son film *La Haine* : « La société est comme un homme qui tomberait du 58<sup>ème</sup> étage d'une tour et qui dans sa chute - juste pour se calmer - se dirait : jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien... ». Elle pourrait s'appliquer à l'agression de l'Empire contre l'Iraq. Au premier

revers, des Cassandre avaient prévu l'enlèvement et un nouveau Vietnam : deux semaines ont suffi pour que l'immense colonne blindée des forces étasuniennes atteignît les faubourgs de la capitale. D'autres avaient prophétisé un nouveau Stalingrad : Bagdad est tombé comme un fruit mûr... Ceux qui n'avaient pas cru à l'efficacité de la première armée du monde peuvent ravalier leurs critiques. Le succès justifie le crime... L'ivresse des victoires brouille la vue des conquérants. Certes les attentats se multiplient, la situation se dégrade considérablement<sup>xix</sup>, mais cela ne donne pas encore une force capable de contrer la puissance impériale. Peut-être demain. Mais « jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien »...

---

<sup>xix</sup> A un an de distance, il restera difficile d'imputer la grande majorité des actions armées contre la coalition et les institutions irakiennes mises en place par l'occupant, y compris les attentats suicides, à des éléments extérieurs, et il sera évident qu'il s'agit d'une réaction de la société irakienne elle-même (voir à ce propos Thierry Oberlé, « Les islamistes irakiens, fer de lance de la guérilla », *Le Figaro*, 02/08/2004).

---

<sup>1</sup> Patrick Buchanan, « With Friends Like These... », site *The American Cause*, 24/02/2003.

<sup>2</sup> John Quincy Adams, discours à la Chambre des Représentants, le 04/07/1821.

<sup>3</sup> Patrick J. Buchanan, *A Republic, Not an Empire : Reclaiming America's Destiny*, Wahington, DC : Regnery Publishing, 1999.

<sup>4</sup> Ivan Eland, « Top 10 Reasons not to “do” Iraq », site *Cato Institute*, 19/08/2002.

<sup>5</sup> Republican National Committee, « Principled American Leadership », op. cit.

<sup>6</sup> PNAC, *Rebuilding American Defenses*, op. cit.

<sup>7</sup> Walter Russell Mead, « The Jacksonian Tradition and American Foreign Policy », *The National Interest*, hiver 1999-2000.

<sup>8</sup> Walter Russell Mead, op. cit.

<sup>9</sup> Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard*, op. cit.

<sup>10</sup> PNAC, *Rebuilding America's Defenses*, op. cit.

<sup>11</sup> Chalmers Johnson, « Deposing Hussein was a distant dream for administration officials - until 9/11 », *The Los Angeles Times*, 12/01/2003.

<sup>12</sup> Basil H. Liddell Hart, *Histoire de la Seconde de Guerre mondiale*, Paris : Fayard, 1970.

<sup>13</sup> William Kristol et Lawrence F. Kaplan, op. cit.

<sup>14</sup> Entretien conjoint avec le cinéaste Amos Gitay et l'écrivain Marek Halter, *LCI*, 10/11/2001.

<sup>15</sup> Entretien avec Kenzaburo Oé, *Le Monde*, 26/11/2001.

<sup>16</sup> Edgar Morin, « Société-monde contre terreur-monde », *Le Monde*, 22/11/2001.

<sup>17</sup> Norman Mailer, op. cit.

<sup>18</sup> Cité par Jim Lobe, « Iraq : Schemers have their way », site *Asia Online*, 17/07/2003.

---

<sup>19</sup> Voir Éric Laurent, *La guerre des Bush – Les secrets inavouables d'un conflit*, op. cit.

<sup>20</sup> Voir Pierre Abramovici, « L'Histoire des négociations secrètes entre Washington et les taliban », *Le Monde diplomatique*, janvier 2002.

<sup>21</sup> Michael Kinsley, « By Whose Authority? », *The Washington Post*, 21/03/2003.

<sup>22</sup> Voir Stanley Hoffmann, « America Goes Backward », *The New York Review of Books*, vol. 50, n° 10, 12/06/2003.

<sup>23</sup> Kristina Borjesson, *Black List*, Paris : Les Arènes, 2003.

<sup>24</sup> Dépêche AFP, 26/02/2002.

<sup>25</sup> Voir Michel Collon, *Attention Médias*, Supplément, Bruxelles : EPO, 1994.

<sup>26</sup> Michael Kinsley, op. cit.

<sup>27</sup> Stanley Hoffmann, op. cit.

<sup>28</sup> Ian Traynor, « Russia concerned about US presence in Central Asia », *Dawn - The internet edition*, 11/01/2002.

<sup>29</sup> Ceci ressort clairement de nombreuses études, notamment celle de Robert M. Cutler, chercheur à l'Institute of European and Russian Studies de la Carleton University, intitulée « U.S. Intervention in Afghanistan: Implications for Central Asia », dont l'intérêt tient à précocité, puisqu'elle date du 21/11/01, site *Foreign Policy in Focus*.

<sup>30</sup> Voir plus haut, pages 91-92.

<sup>31</sup> George Cahlink, « War on terrorism is history in the making, general says », site *Government Executive*, 18/10/2001.

<sup>32</sup> Patrick E. Tyler, op. cit.

<sup>33</sup> Cité par Bronwen Maddox, « Why US rejects the peacekeepers », *Times Online*, 01/12/2001.

<sup>34</sup> Charles Krauthammer, « The Axis of Petulance », *The Washington Post*, 01/03/2002.

---

<sup>35</sup> Voir le point fait sous le titre « Military requirements for a Campaign against Iraq », *Nando news*, 14/02/2002.

<sup>36</sup> Voir notamment la conférence organisée par l'AIE (American Enterprise Institute) sur le thème *The Day After: Planning for a Post-Saddam Iraq* le 03/10/2002.

<sup>37</sup> Thomas E. Ricks, « Briefing Depicted Saudis as Enemies - Ultimatum Urged To Pentagon Board », *The Washington Post*, 06/08/2002.

<sup>38</sup> Jeff Kooper-Smith, « Dead Man Walking », *American Politics Journal*, 03/02/2003.

<sup>39</sup> Thomas E. Ricks, « Briefing Depicted Saudis as Enemies : Ultimatum Urged To Pentagon Board », *The Washington Post*, 06/08/2002.

<sup>40</sup> Patrick J. Buchanan, « Debating Saudi Arabia, Iraq, and Democracy », *MSNBC's 'Buchanan and Press'*, 27/08/2002.

<sup>41</sup> Robert Kagan, « Iraq : The Day After », op. cit.

<sup>42</sup> A titre d'exemple, un débat lancé par Ben Wattenberg, de l'American Enterprise Institute, avec Victor Davis Henson, historien militaire à l'Académie navale et Thomas Carothers, du Carnegie Edowment, sur le thème « Domino Democracy in the Middle East », *Aired*, 10/31/2002.

<sup>43</sup> Cité par le *Financial Times*, 15/02/2002.

<sup>44</sup> Cité par François Schlosser, « Bush, le vertige de la puissance », op. cit.

<sup>45</sup> Charles Krauthammer, « The Axis of Petulance », op. cit.

<sup>46</sup> Michael Gordon, « After the War: Preliminaries; U.S. Air Raids In '02 Prepared For War in Iraq », *The New York Times*, 20/07/2003.

<sup>47</sup> George W. Bush, déclaration télévisée, 07/02/2003.

<sup>48</sup> Jean Rannou, « Irak. Les premières leçons d'une nouvelle stratégie », *Science & Vie*, hors série, n° 223, juin 2003. Jacques Isnard ne dit pas autre chose dans « L'armée de Saddam, assommée par la puissance de feu de la coalition, s'est délitée sans se battre », *Le Monde*, 18/04/2003.

---

<sup>49</sup> Jean-Paul Mari, « “J’en ai marre des les tuer” », *Le Nouvel Observateur*, 17-23/04/2003.

<sup>50</sup> Voir Anne Bernet, *Les Gladiateurs*, Paris : Perrin, 2003.

<sup>51</sup> Si l’on rapproche ce récit des révélations faites par le *JDD* du 08/04/2003.

<sup>52</sup> Michel Bôle-Richard, « Amers, les soldats défaits de l’ancien régime s’interrogent sur leur avenir », *Le Monde*, 08/05/2003.

<sup>53</sup> Donald Rumsfeld, cité dans « Air Force Tests “Mother of All Bombs” », site *Foxnews*, 12/03/2003.

<sup>54</sup> Pour suivre les événements du 15 mars au 15 avril 2003 au jour le jour, voir Naïma Lefkir-Laffitte & Roland Laffitte, « Chronique d’une chute annoncée », *Cahiers de l’Orient*, n° 72, 2003.

<sup>55</sup> Éric Laurent, *Le monde secret de Bush*, op. cit.

<sup>56</sup> Léopold II, discours d’ouverture de la Conférence de géographie de Bruxelles, 1876.

<sup>57</sup> Discours de Jules Ferry à la Chambre des députés, 28/07/1885.

<sup>58</sup> Paul d’Estournelles de Constant, *La Politique Française en Tunisie : le Protectorat et ses origines*, Paris : Plon, 1891, récemment réédité à Paris : Éditions Sfar, 2002.

<sup>59</sup> Michael White & Patrick Wintour, « The Court of King Tony », *The Guardian*, 26/04/2002.

<sup>60</sup> Robert Cooper, « Why we still need Empire », *The Observer*, 07/04/2002.

<sup>61</sup> William Kristol & Lawrence F. Kaplan, op. cit.

<sup>62</sup> Tony Blair, entretien avec le *The Financial Times*, 28/04/2003.

<sup>63</sup> C’est celui que fait en tout cas Samuel P. Huntington, op. cit. Voir aussi plus haut, page 74.

<sup>64</sup> Tony Blair, discours au Congrès des États-Unis, 17/07/2003.

<sup>65</sup> Cité par John Chalmers, *AP*, 09/02/2003.

- 
- <sup>66</sup> Robert Kagan, « Power and Weakness », op. cit.
- <sup>67</sup> William Kristol & Lawrence F. Kaplan, op. cit.
- <sup>68</sup> Pascal Bruckner, *Le sanglot de l'homme blanc*, Paris : Seuil, 1986.
- <sup>69</sup> C'est en 1899 que Rudyard Kipling écrivait son poème appelant à assumer *The White Man's Burden*, à l'occasion de la guerre des Philippines. On le trouve en langue française dans ses *Oeuvres complètes*, Paris : Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2002.
- <sup>70</sup> Déclaration de Donald Rumsfeld, site *CNN*, 01/07/2003.
- <sup>71</sup> Pierre Corneille, *Le Cid*, Acte II, scène 2, Paris : Hachette, 2000.
- <sup>72</sup> Jürgen Habermas, « La statue et les révolutionnaires », *Le Monde*, 03/05/2003.
- <sup>73</sup> R. Emmett Tyrrell Jr., *The Washington Times*, 14/03/2003.
- <sup>74</sup> James Woolsey, « It's high noon for the civilized world », op. cit.
- <sup>75</sup> Voir Naïma Lefkir-Laffitte & Roland Laffitte, « Armes radioactives contre l'ennemi irakien », *Le Monde diplomatique*, avril 1995.
- <sup>76</sup> Jean-Claude Casanova, « France-États-Unis : l'engrenage », *Le Monde*, 22/03/2003.
- <sup>77</sup> Pour une analyse plus systématique de ce phénomène, voir Robert Charvin, « "Apocalypse Law". La guerre anglo-américaine contre l'Iraq et le droit international », *Cahiers de l'Orient* n° 72, 2003.
- <sup>78</sup> Cité par Noam Chomsky, « Amérique, "État-voyou" », op. cit.
- <sup>79</sup> Robert Kagan, « Iraq : The Day After », *The Washington Post*, 21/07/2002.
- <sup>80</sup> William Kristol & Lawrence F. Kaplan, op. cit.
- <sup>81</sup> Voir Roland Laffitte, « L'Irak, nouvel Eldorado ? », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 72, 2003.
- <sup>82</sup> Roland Laffitte, « Vers quel monde nouveau ? », op. cit.



---

<sup>83</sup> Voir à ce sujet Frédéric F. Clairmont, « La puissance des véritables maîtres du monde. Les firmes géantes qui se jouent des Etats », *Le Monde diplomatique*, décembre 1997, ainsi que Guillaume Duval, « Multinationales : secousses dans la mondialisation », *Alternatives économiques*, hors-série n° 50, 4<sup>ème</sup> trimestre 2001.

<sup>84</sup> C'est *The New York Post* du 24/01/2003 qui titre « The Axis of Weasel », expression largement reprise par les hommes de l'équipe Bush eux-mêmes. *Weasel* est littéralement « belette », puis « fouine, mauvaise langue ». La presse française traduira par « axe des sournois », à la suite de Pascal Riche, « Assauts américains contre l'«axe des sournois» », *Libération*, 01/02/2003.

<sup>85</sup> Cité notamment par Katinka Barysch and Laza Kekic, « Putin should tilt toward the EU », *International Herald Tribune*, 16/06/2003.

<sup>86</sup> Jan Krauze, « Les néoconservateurs se déchaînent contre Paris », *Le Monde* du 27/03/2003.

<sup>87</sup> Samuel P. Huntington, op. cit.

<sup>88</sup> William Shakespeare, *Julius Caesar*, dans *The illustrated Stratford Shakespeare*, London: Chancellor Press, 1984, acte IV, scène 3.

<sup>89</sup> Samuel P. Huntington, op. cit.

<sup>90</sup> Pierre Conesa et Olivier Lepick, « Washington démantèle l'architecture internationale de sécurité », *Le Monde diplomatique*, juillet 2002.

<sup>91</sup> Cité par Jean-Jacques Mevel, « George Bush sort son bouclier », *Le Figaro*, 03/02/2001.

<sup>92</sup> Jean-Jacques Mevel, op. cit.

<sup>93</sup> Cité par Jean-Louis Turlin, « Monsieur “antimissiles” au Pentagone », *Le Figaro*, 30/12/2000.

<sup>94</sup> **Voir plus haut, p. 143.**

<sup>95</sup> PNAC, *Rebuilding Americas's Defenses*, op. cit.

<sup>96</sup> **Voir plus haut, pp. 133-134.**

---

<sup>97</sup> Cité par William Kristol et Lawrence F. Kaplan, op. cit.

<sup>98</sup> Benjamin Netanyahu, intervention devant la Commission des relations étrangères au Sénat des États-Unis, le 14/09/2002, cité par William Kristol & Lawrence F. Kaplan, op. cit.

<sup>99</sup> Maison Blanche, « The National Security Strategy of the United States of America », septembre 2002.

<sup>100</sup> George W. Bush, discours à l'Académie militaire de West Point, le 01/06/2002.

<sup>101</sup> Henri Kissinger, op. cit.

<sup>102</sup> William Kristol et Lawrence F. Kaplan, op. cit.

<sup>103</sup> Jürgen Habermas, op. cit.

<sup>104</sup> Cité par Alexandra Laignel-Lavastine, « Tony Judt, les intellectuels à la loupe », *Le Monde*, 22/07/2003.

<sup>105</sup> Jürgen Habermas, op. cit.

<sup>106</sup> Entretien avec Peter Slododijk, *Le Nouvel Observateur*, 13-19/03/2003.

<sup>107</sup> William Kristol & Lawrence F. Kaplan, op. cit.

<sup>108</sup> Alain Joxe, *L'Empire du Chaos, les Républiques face à la domination américaine dans l'après-guerre froide*, Paris : La Découverte, 2002.

<sup>109</sup> Michael Hardt & Antonio Negri, *Empire*, Paris : Exil Éditeur, 2000.

<sup>110</sup> Voir Gilles Kepel, « Washington et la boîte de Pandore », *Le Monde*, 27/03/2003.

<sup>111</sup> Brent Scowcroft, « Don't Attack Saddam », *The Wall Street Journal* du 15/08/2002.

<sup>112</sup> *Déclaration des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Espagne et du Portugal aux Açores*, Service d'information du département d'État des États-Unis, 16/03/2003.

---

<sup>113</sup> Pierre-Jean Luizard, *La formation de l'Iraq contemporain*, Paris : CNRS, 1991.

<sup>114</sup> Voir Henri Laurens & autres, *L'Expédition d'Égypte, 1798-1801*, Paris : Armand Colin, 1989.

<sup>115</sup> *Financial Times*, 19/08/2003.

<sup>116</sup> Samuel P. Huntington, op. cit.

<sup>117</sup> Id.

<sup>118</sup> Voir Paul-Marie de la Gorce, « Moyen-Orient : remodelage en cours », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 72, 2003.

<sup>119</sup> Pour les raisons de ce peu d'empressement, voir notamment Roland Laffitte, « L'Irak, nouvel Eldorado ? », op. cit.

<sup>120</sup> Mario Soares, entretien sur *LCI*, 30/05/2003.

<sup>121</sup> Gilles Deleuze, « Les pierres », dans *Les pierres qui t'ont fait renaître*, Paris : Contexte, 1989.

<sup>122</sup> Ury Avenery, « A Road Map to Nowhere, Or : Much Ado About Nothing », 5/04/2003, site de Gush Shalom.

<sup>123</sup> Elliott Abrams, « The Reality Principle », site *Beliefnet*, 19/10/2000, mais également Steven Weisman, « Abrams Back in Capital Fray at Center of Mideast Battle », *The New York Times*, 07/12/2002, Jim Lobe, « Elliott Abrams is back », *Foreign Policy in Focus*, 09/12/2002, et Aluf Benne, « Which Sharon Will We See Next? Both, of Course », *The Washington Post*, 11/05/2003.

<sup>124</sup> Voir Eric Leser, « M. Sharon veut poursuivre la construction du “mur de sécurité” », *Le Monde*, 30/07/2003.

<sup>125</sup> George W. Bush, discours à l'Université de Caroline du Sud, 09/05/2003.

<sup>126</sup> Voir Manlio Dinucci, op. cit., mais aussi Steven Scheer, « Netanyahu says Iraq-Israel oil line not pipe-dream », *Reuters Business News*, 20/06/2003.

<sup>127</sup> *Associated Press*, 09/10/2002, citée par Manlio Dinucci, op. cit.

---

<sup>128</sup> Stephen C. Pelletiere, « A War Crime or an Act of War? », *The New York Times*, 31/01/2003.

<sup>129</sup> Kenan Makiya, « A Model for Post-Saddam Iraq », conférence de l'AIE, *The Day After : Planning for a Post-Saddam Iraq*, 03/10/2002.

<sup>130</sup> Kenan Makiya, op. cit.

<sup>131</sup> William Kristol & Lawrence F. Kaplan, op. cit.

<sup>132</sup> Kenan Makiya, op. cit.

<sup>133</sup> Voir à ce sujet Georges Corm, *L'Europe et l'Orient*, op. cit. ; et, plus près de nous, Henri Laurens, *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Paris : Armand Colin, 2002 ; ainsi que Jean Lacouture, Ghassan Tuani et Gérard D. Khoury, *Un siècle pour rien. Le Moyen-Orient arabe de l'Empire ottoman à l'Empire américain*, Paris : Albin Michel, 2003.

<sup>134</sup> On peut lire à ce sujet George Corm, « Vers le dépeçage ethnico-confessionnel ? », ainsi que Falih Mahdi, « Entre rêve et réalité », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 72, 2003.

<sup>135</sup> *Associated Press*, 23/06/2003.

<sup>136</sup> Son projet est relaté par un de ses proches collaborateurs, Oded Yinon, dans un article intitulé « A Strategy for Israel in the 1980s », paru dans *Kivounim*, publication de l'Organisation sioniste mondiale, n° 14, février 1982, op. cit.

<sup>137</sup> William Kristol & Lawrence F. Kaplan, op. cit.

<sup>138</sup> Victor Davis Henson, « Domino Democracy in the Middle East », op. cit.

<sup>139</sup> Entretien avec Youssef Ibrahim, *Le Monde*, 13-14/04/2003.

<sup>140</sup> Emmanuel Todd, op. cit.

<sup>141</sup> Voir à ce sujet l'intéressante analyse de Nourredine Abdi, « De l'Algérie à partir de 1830 à l'Irak en 2003 : De Charybde en Scylla », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 72, 2003.

<sup>142</sup> Norman Mailer, op. cit.

---

<sup>143</sup> Voir plus haut, page 218.

<sup>144</sup> Jimmy Carter, « Just war - Or A Just War? », *The New York Times* du 09/03/2003.

<sup>145</sup> Alexandre de Laborde, *Au roi et aux chambres, sur les véritables causes de la rupture avec Alger, et sur l'expédition qui se prépare*, Paris : Truchy, 1830.

<sup>146</sup> Henri Kissinger, op. cit.

<sup>147</sup> Jürgen Habermas, op. cit.

<sup>148</sup> Olivier Todd, op. cit.

<sup>149</sup> Thomas Gueydier, « Le discours américain sur la guerre », dans *JMJ direct* du 22/03/03. Voir *La Bible - L'Apocalypse de Jean*, ch. X, 5 et 13.

<sup>150</sup> George W. Bush, discours sur l'état de l'Union, 29/01/2003.

<sup>151</sup> George Bush, discours à l'Académie militaire de West Point, 01/06/2002.

<sup>152</sup> George Bush, discours inaugural, 21/001/2001.

<sup>153</sup> C'est ce que suggère Paul Virilio, « Clausewitz aux Invalides », *Le Nouvel Observateur*, 03/04/2003

## ÉPILOGUE

### **Éviter l'abîme...**

Pour justifier la participation à la guerre du Golfe de George Bush père, François Mitterrand lança un jour une formule dont il usait volontiers : « Il faut savoir prendre un train en marche ! ». Le mot d'ordre qu'a suivi la « Vieille Europe » dans la guerre du Golfe de George Bush fils est plutôt : « Il faut savoir sauter d'un train en marche »... C'est une attitude plus raisonnable si l'on a le sentiment que le conducteur est pris de folie, a débranché tous les systèmes de sécurité et appuie sur l'accélérateur, et donc que le train fou nous précipite vers l'abîme...

Il est probable que, forts de la révélation de leur hardiesse dans la crise ouverte par l'agression de l'Iraq, les pays qui l'ont refusée

accentueront à la longue leur politique de recherche d'autonomie dans tous les domaines par rapports aux États-Unis, qu'ils poursuivront par tous les moyens une politique de « dissociation discrète » en faisant le dos rond sous les injonctions comminatoires et les anathèmes de l'Empire américain. En espérant que le jeu du précipice dans lequel ils sont constamment poussés ne provoque pas de catastrophe irréparable... Ils savent qu'ils devront renforcer leur capacité de résister en étendant la base économique, technologique et financière qui leur permettrait, sinon d'échapper à une conflagration financière provoquée par l'implosion du système reposant sur le dollar, du moins d'en limiter les effets. Cela devrait les obliger, pour résister aux pressions étasuniennes qui ne manqueront pas de grandir sur l'Europe, à renforcer les institutions politiques communes, de manière à être en mesure de pouvoir donner une impulsion véritable à l'économie et à la société. Cela devrait les conduire à tisser des relations directes plus profondes avec la Russie et à engager une coopération plus étroite avec les puissances financières d'Asie, le Japon et la Chine... Cela devrait les pousser également à mettre sur pied notamment une politique étrangère digne de ce nom et une défense commune consistante.

Pour suivre cette métaphore du train fou, il serait toutefois très dangereux de sauter du convoi tout en restant attaché au wagon par quelque filin d'acier : on risquerait alors d'être malgré tout entraîné dans la course, et de la façon la plus périlleuse qui soit. On peut toujours nourrir le rêve d'une sorte d'énorme Suisse ventrue jouissant tranquillement des bienfaits de ses richesses et s'isolant des affaires politiques du monde, mais un immense continent comme l'Europe, lié aux autres comme il l'est, peut difficilement s'isoler des problèmes de la planète. Mais il ne suffit pas d'opposer à la politique du protectorat unilatéral des États-Unis comme en Iraq une politique

de tutelle internationale, même dans le cadre de l'ONU, bref de remplacer l'Empire global par une sorte de condominium impérial du club des « États postmodernes » chers à Tony Blair et à son exéminence grise Robert Cooper, ou encore d'aller vers une sorte de gouvernance impériale en réseau. Nous avons besoin, pour ne pas rester enchaînés au train fou, de rapports entièrement neufs, d'entente bonne et durable entre les peuples d'Europe et ceux de l'aire arabo-islamique ou ceux d'Afrique Noire, nos voisins les plus proches, pour affronter ensemble les problèmes posés par la planète ainsi que les catastrophes et le chaos où nous mène l'Empire américain. Cela exige un rapport de plus grande égalité dans le traitement des pays du Sud et avant tout les pays de l'aire arabo-islamique, surtout de ne pas entraver la liberté qu'ils devraient avoir de choisir leur destin. Cela suppose de cesser de considérer l'Europe comme une forteresse assiégée par des hordes migratoires venant des pays anciennement colonisés et de faire preuve d'une plus grande générosité afin de combler le fossé technologique et économique, de réduire les énormes inégalités de développement social dans le respect réciproque et une politique extérieure radicalement différente, débarrassée des nostalgies impériales, d'opérer une cabriole culturelle qui permette d'accepter l'Autre sans arrière pensée. Cela nécessite aussi d'œuvrer activement à une réforme des institutions internationales, l'ONU en premier lieu, qui dépasse le rapport de forces né de la Seconde Guerre mondiale et laisse une place équilibrée aux grandes aires géohistoriques de notre planète.

L'Europe est donc devant des choix historiques. Ou retrouver la puissance sur le mode classique, en cherchant avec l'Empire américain un nouveau partage des responsabilités, des bénéfices de l'empire. L'attitude qu'elle prendra ainsi en Iraq, ensemble ou séparément, et notamment dans la définition du rôle de l'ONU, qui



reste à ce jour extrêmement ambiguë, sera déterminante<sup>vii</sup>. Cette perspective nostalgique nous ramènerait au passé, nous réintroduirait dans le cycle impérial dont nous sommes sortis par deux guerres mondiales, et nous priverait de l'appui des nouvelles puissances dans le monde tout en nous poussant à la collision avec l'Empire américain dont les tendances furieuses seraient encore exacerbées par cette conduite. Il n'est pas en effet d'exemple dans l'histoire qu'une entente entre grandes puissances concurrentes ne mène un jour, sous le travail des différences de développement de ses composantes, à l'effondrement des unes et à la prééminence des autres ou à leur collision, comme il y a peu de chance qu'une gouvernance pluricéphale plus ou moins conflictuelle ne doive un jour voler en éclat sous la pression des exclus.

Ou bien l'Europe essaie calmement, sans complaisance ni esprit d'autoflagellation, de faire le bilan de ses siècles de domination impériale et coloniale et, forte de sa puissance et des ses amitiés, contribue à dessiner un monde-village, ce qu'Edgar Morin appelle « la société-monde »<sup>1</sup>, tenable et vivable, fondé sur une convivance planétaire féconde. Plus les bases de cette construction s'élargiront dans l'espace et s'approfondiront dans le contenu, et plus elles permettront de faire face avec un moindre mal aux catastrophes où nous conduit l'Empire américain dans sa course à l'abîme.

Certes les sociétés européennes ont encore du mal à se débarrasser de la suffisance et de l'arrogance impériales, à abandonner les

---

<sup>vii</sup> Si les critiques européennes, notamment celles adressées par la France, à l'initiative impériale de Grand Moyen-Orient se révéleront positives, l'aval officiel donné, avec la résolution 1546 du conseil de Sécurité, à la politique de prétendu « transfert de pouvoir » à Bagdad dans le cadre de l'ONU sera de nature non à lever mais à aggraver encore cette ambiguïté.

restes de vieux privilèges coloniaux, à considérer que le vivre ensemble sur la planète suppose la condamnation radicale du colonialisme et des formes modernes comme des expressions de l'esprit de supériorité des vieilles puissances du Nord blanc. Mais quand tout espoir est perdu, il reste l'espérance. À côté des efforts lents et pragmatiques et des ruses de la diplomatie et de la force de conviction que donne la puissance utilisée à bon escient, il faut croire à la force symbolique des prises de position historiques et, pour le dire avec l'historien Ernest Labrousse, à la « révolution des proclamations » qui ouvrent les voies du futur.

---

<sup>1</sup> Edgar Morin, « Au-delà de la globalisation et du développement, société-monde ou empire-monde ? », dans *Recherches*, revue du MAUSS, n° 20, 2<sup>ème</sup> semestre 2002, et encore « La guerre d'Irak et la société-monde », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 72, 2003.